

Les Différends de Frontières de l'Albanie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 19 Mai 1927, à 2 heures

PAR

DRAGOUTINE NIKOLITCH

Président... M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE
Suffragants { M. Jules BASDEVANT
 { M. Gilbert GIDEL

PARIS

A. PEDONE, Éditeur

Librairie de la Cour d'Appel et de l'Ordre des Avocats

13, Rue Soufflot, 13

1927

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

A

MON BIENFAITEUR

Monsieur

MIHAÏLO PAVLOVITCH

En témoignage de ma profonde reconnaissance

D. N.

Les Différends de Frontières de l'Albanie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 19 Mai 1927, à 2 heures

PAR

DRAGOUTINE NIKOLITCH

Président... M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE
Suffragants { M. Jules BASDEVANT
M. Gilbert GIDEL

PARIS

A. PEDONE, Éditeur

Librairie de la Cour d'Appel et de l'Ordre des Avocats

13, Rue Soufflot, 13

1927

Les
Différends de Frontières
de l'Albanie

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses; ces
opinions doivent être considérées comme propres à
leurs auteurs.



PREMIÈRE PARTIE

Introduction

Le problème albanais, résultat de la rivalité des Grandes Puissances concernant la prédominance dans l'Adriatique, spécialement de l'Italie et de l'ancienne monarchie austro-hongroise, fut résolu par la création d'un Etat indépendant albanais. Créé en 1913, à la Conférence des Ambassadeurs de Londres, l'Etat albanais a passé depuis par les diverses phases que nous examinerons au cours de cette étude.

Ces phases furent pour le jeune Etat albanais parfois bien dangereuses. Notamment après la Grande Guerre de 1914-1918, à la Conférence de la Paix, l'Albanie se vit menacer de perdre son indépendance politique et son intégrité territoriale ; car à ce moment le territoire albanais fut considéré comme un simple objet de marchandage. L'étude de ces différentes phases dans l'histoire de l'Albanie présente un intérêt particulier en ce qui concerne surtout l'histoire politique et diplomatique des peuples balkaniques au cours de la première moitié du xx^e siècle.

Ces événements concernant l'Albanie d'avant la guerre de 1914-1918 et les événements tout récents nous prouvent, d'une manière frappante, comment les plus grands, les plus importants et les plus nobles principes se virent foulés aux pieds du moment que les intérêts particuliers de certaines Puissances se trouvent engagés !

Ces événements nous montrent comment, par exemple, un Etat se crée aux temps où l'idée d'une Société des Nations n'arrivait pas à se faire une place, même modeste, dans les cerveaux des hommes d'Etat et des politiciens de cette époque par suite des préoccupations que leur donnait le souci de maintenir un équilibre artificiel entre le peuple, c'est-à-dire entre les forces vivantes ; les forces, dont personne n'a pu réussir à arrêter jusqu'ici, la marche de l'Histoire. Dans ce but, il fallait, parfois, faire disparaître ou créer tel ou tel Etat afin que ce principe d'un équilibre imaginaire fût respecté ! C'est ainsi, par exemple, que la cause directe de la création de l'Etat albanais fut, pour l'ancienne monarchie austro-hongroise et l'Italie, le désir de maintenir cet « équilibre » dans l'Adriatique.

C'est pourquoi, lorsqu'on étudie ces événements concernant cette partie du Monde qui s'appelle : les Balkans, tenant compte notamment des plus récents, tels que la conclusion du Traité italo-albanais du 27 novembre 1926, on est obligé de constater que, si les Balkans présentent vraiment un foyer d'où le feu a jailli maintes fois sur le reste du Monde, ainsi que l'on aime à le dire souvent, ce furent presque toujours les pays non balkaniques qui fournirent le combustible pour que ce feu s'allume.

Certains de ces événements, particulièrement ceux qui concernent l'Albanie, sont de nature à provoquer non seulement des conséquences politiques suffisamment importantes pour justifier à elles seules l'étude que nous nous proposons de faire, mais en même temps ils présentent parfois un grand intérêt au point de vue du droit international public, au point de vue juridique.

Ainsi, par exemple, lorsque la demande d'admission de l'Albanie dans la Société des Nations vint à l'ordre du jour, une question d'une importance juridique considérable se vit poser : l'admission dans la Société des Nations d'un nouvel Etat, jus-

qu'alors non reconnu au point de vue du droit international par certains Etats, implique-t-elle ou non la reconnaissance de jure du dit Etat ?

Quelle est l'influence de la guerre sur les traités internationaux, ou mieux la guerre annule-t-elle ces traités ? Ce fut également une des questions importantes qui se posera inévitablement au moment où la demande d'admission de l'Albanie sera examinée par les organes de la Société des Nations chargés de statuer sur l'admission de nouveaux membres dans la Société, pour savoir si les accords de 1913-1914 par lesquels l'Etat albanais fut créé, doivent être considérés comme devenus caducs par suite d'un événement tel que la guerre de 1914-1918 ?

Et notamment en ce qui concerne les différends relatifs à la délimitation des frontières du jeune Etat albanais et des pays voisins, savoir : la Yougoslavie, la Grèce et l'Italie, nous en rencontrons un de la plus grande importance au point de vue juridique. C'est la question du monastère de Saint-Naoum qui, avant d'être résolue à l'amiable, passera devant toutes les institutions qu'a créé le nouveau règlement de conflits internationaux d'après guerre.

Ensuite, un événement concernant la situation juridique internationale de l'Albanie, qui s'est passé presque à la fin de notre étude, présentera un tel intérêt, tant au point de vue juridique que politique, qu'il méritera d'être étudié ici par nous. Et c'est d'autant plus que cet événement vient confirmer, d'une manière incontestable, l'idée émise ci-dessus que ce ne sont pas dans la plupart des cas les peuples balkaniques qui ont fait et qui font naître les différends et les conflits susceptibles de menacer la paix des Balkans et par suite celle de l'Europe tout entière. Car il est certain aujourd'hui qu'une guerre balkanique entraînerait inévitablement les autres Puissances européennes, étant donné leurs intérêts particuliers dans la péninsule balkanique.

CHAPITRE PREMIER

LA SITUATION ETHNOGRAPHIQUE

L'appellation des habitants. — De même que l'on ne pourra démontrer exactement comme on le verra d'ailleurs dans le chapitre suivant, l'origine des Albanais, il est aussi très difficile et presque impossible de justifier l'origine du mot : Albanais.

Il existe un nombre d'hypothèses se rapportant à l'explication de l'origine de ce mot. Nous ne ferons que les mentionner sans entrer dans la discussion de leur fondement. D'après une hypothèse, l'origine de ce terme : Albanais, proviendrait d'une particularité de la structure de leur pays (1). D'après la seconde, le nom Albanie devrait signifier un nom donné par les étrangers.

D'autre part, au nom *Albe*, en toscane, on donne la signification d'un pays situé à l'Est de Vallona et dans un sens plus extensif il englobe toute la vieille Chamouria. Il en résulterait que le nom Albanie n'est pas seulement indigène, mais un des plus anciens noms. D'après une autre hypothèse que l'on trouve chez Fr. Gilbert, il semble qu'il ne serait que l'italisation du nom grec « *Arbanites* », cité déjà par Ptolomée. Les Turcs appellent les Albanais « Arnaoutes » dont on considère qu'ils amènent l'origine de la localité d'Arnie au centre du pays.

Et enfin on les nomme « les Skipétars », c'est l'appellation des autochtones eux-mêmes et qui veut dire : « le fils de l'aigle ».

Divisions ethnographiques du pays. — Vu qu'il est très difficile de tracer d'une manière exacte la ligne de frontière ethnographique de l'Albanie, car le nom « Albanie » a des notions

(1) FR. GILBERT. — *Les Pays d'Albanie et leur histoire*, page 174.

très élastiques et à cause de cela Sp. Gobtchévitch remarque qu'il est plus commode de la partager en trois parties, ce qu'on fait d'ailleurs dans toutes les études de ce genre.

L'Albanie, comme nous l'avons dit, est communément partagée en trois parties. Ami Boué avait déjà, de son temps, fait la division suivante de l'Albanie : 1° la Haute Albanie ou l'Albanie du Nord ; 2° l'Albanie Moyenne et 3° la Basse Albanie ou l'Épire.

La Haute Albanie s'étend de la frontière Nord-Ouest, Nord et Nord-Est de l'Albanie jusqu'à l'Elbassane, ou plutôt jusqu'en Cabar-Balkan et à Cavaya ; l'Albanie moyenne jusqu'aux montagnes du Tomor et de Skrapari et enfin la Basse Albanie ou l'Épire se prolonge du Tomor et Skrapari, jusqu'à Ianima.

Spiridon Gobtchévitch pourtant, partage l'Albanie en trois parties qui sont les suivantes : 1° la Haute Albanie qui englobe la région comprise entre le Monténégro et Skombi, en y comprenant l'Albanie du Nord et l'Albanie moyenne d'autrefois ; 2° la Basse Albanie, elle comprendrait le reste du pays, l'ancienne Albanie du Sud et l'Épire, en tant qu'il est peuplé de population albanaise ; et 3° l'Albanie de l'Est absorberait le territoire situé à l'Est de la vallée de Bistué, et Sar Dag.

Ces divisions ont en effet un caractère scientifique, théorique ; pratiquement, ces divisions ne signifient que peu de chose, étant donné que, ordinairement, l'Albanie est divisée en Albanie du Nord et Albanie du Sud, que divise le fleuve Skumbi qui forme donc géographiquement la séparation entre l'Albanie du Nord et celle du Sud.

Divisions ethnographiques des Albanais. — Les Albanais se divisent en plusieurs races, mais les plus nombreuses et les plus importantes existant actuellement en Albanie sont les deux suivantes : les *Guégues* et les *Tosques*.

L'une, les Guégues, peuple la Haute Albanie, ou l'Albanie du Nord, tandis que l'autre occupe l'Albanie du Sud.

Elles sont séparées par le fleuve Skumbi. Le pays des Guégues ou la *Guégaria*, d'après Ami Boué, comprend la Haute Albanie jusqu'au delà de l'Elbassan et de l'Arnaoutlouk ou le pays des Arnoutes de la Haute Moésie, tandis que les Tosques occupent le reste du pays.

A leur tour, ces deux races principales se subdivisent en races secondaires, ou en tribus. C'est ainsi que les Guègues se subdivisent en *Arnaoutes* proprement dits, en *Malissons*, en *Miridites* et en Guègues de Tirana, de Cavaja, d'Elbassan et d'Ochiri. Les Tosques, à leur tour, se subdivisent en véritables Tosques ou *Toskites*, de la moyenne Albanie, du Moussaché, des environs de Béra, et du Tomor, en Japides ou habitants de l'Acrocéranne et de ses environs et en Chamides ou habitants de la Chamouria (partie centrale de la Basse Albanie) depuis Jamina à la mer.

Parmi les différentes tribus les plus importantes, dont nous parlerons, sont les deux suivantes : les Miridites et les Malissores. Les *Miridites*, habitants du *Myridita*, sont les plus nombreuses de toutes les tribus mentionnées ci-dessus. Ils ont, depuis le XVIII^e siècle déjà, leur principauté héréditaire dont le fondateur était John Marcout. La plus grande partie de cette tribu appartient à la religion catholique. Les *Malissores* sont les habitants des montagnes à l'Est du Drin. Cette tribu ne forme pas une unité, une tribu organisée, comme par exemple celle des Miridites, ils vivent en clans séparés les uns des autres. Ayant habité un pays montagneux, parfois inaccessible, les Malissores jouissaient d'une sorte d'autonomie *de facto* dans l'ancien empire ottoman. Aucun soldat turc, comme percepteur d'impôts ou n'importe quel représentant du Gouvernement ottoman n'osait se montrer parmi ces montagnards, de sorte que l'on peut dire qu'ils étaient seulement *de jure*, les sujets du Gouvernement turc. Ajoutons que cette tribu des Malissores a été de tous temps, aussi bien sous l'ancien régime qu'actuellement, un élément de désordre et de révolte.

Revenons maintenant aux Guègues et aux Tosques. Il existe entre ces deux races de grandes différences à beaucoup de points de vue. Mais surtout ce qui les diffère, c'est la *religion* et la *langue*, à côté d'autres différences qui sont le résultat de leur mentalité.

Au point de vue langue, ils se séparent en deux dialectes tout à fait différents, de sorte qu'ils ne peuvent presque pas se faire comprendre.

Ce qui les divise d'une façon primordiale, c'est, en tous points, la religion. Mais avant de parler de la religion en tant

qu'elle présente un élément de discorde entre ces tribus, nous considérons qu'il y a lieu de dire quelques mots de la religion en général chez les Albanais.

De la religion en général. — Tout d'abord il est prouvé que les Albanais ne sont pas très religieux, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas un sentiment religieux très développé. Chez les Albanais il existe une notion plutôt matérialiste de la religion, puisque ceux-ci la considèrent très souvent du point de vue de leur intérêt, et seulement, au moment où ce sentiment matérialiste est satisfait, la question de la religion même commence à avoir une importance. Il est connu que, presque toute la classe riche albanaise s'est convertie à l'Islam, dans le but de conserver ses biens et les privilèges que confèrent ces biens.

Voilà ce que dit M. René Pinon, sur la religion des Albanais : « Le sentiment religieux, il paraît être faible chez l'Albanais. Il n'est pas rare de voir des villages entiers passer du christianisme à l'Islam et réciproquement dès que leurs intérêts ou leurs traditions sont en jeu. » Un peu plus loin, il fait une constatation assez curieuse, à ce propos : « L'Albanie a produit des hommes d'Etat et de grands généraux, elle n'a donné de saints, ni martyrs à aucune religion ! » (1).

En général, les Albanais se partagent au point de vue religion en trois confessions : *Musulmane, Catholique et Orthodoxe*. Parmi les principaux centres islamiques on peut mentionner Scutari, Elbassan, Tirana, Bérat, Valona, Argrocastran, etc... Les Musulmans sont considérés comme ayant été les plus nombreux. L'explication de cela se trouve dans ce fait, que la religion avait été celle du maître turc qui, relativement dans un délai assez court, avait réussi soit par la ruse, soit par la force, à faire dominer leur religion parmi les habitants de l'Albanie.

Il existe chez les Tosques, un proverbe : « Là où est l'épée est la croyance », et par ce proverbe on s'explique pourquoi les habitants sont en grande partie les fidèles de Mohamed. Pour cela, l'autre raison, était la situation politique dans laquelle se trouvaient les sujets de l'ancien empire ottoman. Les *Raïas*, pour se garder des vexations des Turcs, se virent obligés d'accepter

(1) René PINON. — *L'Europe et la Jeune Turquie*, Paris 1911, p. 303.

la religion de leurs maîtres. « Ceux qui voulurent conserver leur foi se virent imposer de lourdes taxes spéciales, recruter par l'armée ottomane et envoyer au loin, notamment dans le corps des Janissaires » (1).

Les Catholiques se trouvent en grande partie « dans une région limitée, au Nord par les montagnes du Monténégro, à l'Est par le cours du Drin (Blanc et Noir), au Sud par celui de l'Arzen, à l'Ouest par une ligne conventionnelle partant des bouches du Drin et aboutissant à Tirana en passant par Messio et Croja (2).

Les Orthodoxes, avant la guerre balkanique, avaient été divisés en deux églises. L'une dépendait de l'exarchat bulgare dont la juridiction était étendue sur les territoires d'Uskub et d'Okrida ; tandis que l'autre dépendait du patriarcat de Constantinople et qui exerçait la juridiction sur tous les éléments serbo-grecs.

Mais nous tenons à souligner ici un fait intéressant : les Grecs ont de tous temps cherché à acquérir une influence exclusive sur les Orthodoxes de l'Albanie, autrement dit de les soumettre complètement à leur église. Pourtant, après les derniers événements qui ont abouti à la création d'une Albanie indépendante, il apparaissait que la Grèce avait peu de chance d'atteindre le but, car on comptait avec raison que les Albanais ayant été érigés en un état indépendant, chercheraient à avoir pour eux une église chrétienne autonome, soustraite à l'influence grecque. En effet, c'est ce qui se passa ; après la grande guerre, les Albanais se sont organisé une église orthodoxe autonome avec l'épiscopat à la tête duquel était un évêque d'origine albanaise. Mais les Grecs, pour les raisons ci-dessus exposées, n'ont pas voulu reconnaître cet état de chose.

Juste au moment où nous nous occupons de cette question, nous apprenons, non sans surprise, que les Grecs ont tout de

(1) FR. GILBERT. — *Les Pays d'Albanie et leur histoire*, page 31. Quand il s'agit de la religion musulmane nous considérons qu'il y a lieu de reproduire une curieuse constatation faite par M. Frédéric GILBERT, dans ce livre que nous venons de citer : Tandis que les hommes sous la pression des chicanes de toutes sortes ont fini par accepter la religion musulmane, les femmes sont restées chrétiennes encore longtemps avant qu'à leur tour elles soient islamisées. Ce curieux état de choses a cette importance car, par lui, nous pouvons en conclure que la religion musulmane fut imposée aux populations chrétiennes par la force.

(2) FR. GILBERT. — *Loc. cit.*, page 34.

même fini par réussir, grâce aux événements politiques de l'Albanie et à l'intervention de l'Italie, à soumettre cette église orthodoxe autonome à l'église grecque en vertu d'un accord conclu entre le Gouvernement albanais et le délégué spécial du Patriarcat Mgr Trapezonnski, d'après lequel le Patriarcat grec reconnaît l'indépendance de l'Eglise orthodoxe autonome sous les conditions suivantes :

« L'église orthodoxe autonome a cinq évêchés. Le représentant du Patriarche serait cinquième évêque, c'est-à-dire le métropolitain. Tous les évêques sont Grecs. La langue grecque s'introduit dans toutes les églises et toutes les écoles — comme au temps des Turcs — ce qui est contraire aux statuts reconnus par la loi concernant l'Eglise orthodoxe autonome, adoptés en Congrès à Bérat, en 1922, et auxquels la langue albanaise, en usage jusqu'ici à l'église et à l'école, est adoptée comme langue officielle » (1).

Comme on voit, cette « reconnaissance » signifie la soumission complète des éléments orthodoxes de l'Albanie. Etant donné que les orthodoxes sont, après les musulmans, les plus nombreux en Albanie, on pourrait considérer cette reconnaissance comme un des événements les plus importants dans la vie du jeune état albanais.

Après avoir exposé brièvement le caractère de la religion en général en Albanie, revenons à notre principale question, savoir, la religion comme élément de discorde entre les deux principales races, les Guégués et les Tosques.

Les Guégués sont en majorité catholiques, tandis que les Tosques sont presque tous orthodoxes, parce qu'ils ont été mêlés aux Grecs qui ont fini par leur imposer leur religion.

Cette différence de religion, comme on le sait, était très souvent une des plus fortes raisons pour que ces deux divisions des Albanais aient fini parfois par ne pas pouvoir se tolérer.

Pourtant, si nous nous rappelons de ce que nous avons dit de la religion en général chez les Albanais, une question se pose d'elle-même : comment expliquer ce fait que cette religion,

(1) *Politika*, Belgrade, 1926.

par laquelle les Albanais ne seraient pas fanatiques, pouvait être une des plus importantes raisons de la différence entre ces deux races en question ?

A notre avis, cet état de choses s'explique ainsi : d'abord, parce que les Tosques ont été soumis à l'influence directe de l'église et de la civilisation grecque qui se manifestait au cours des temps, de sorte que, poussés par cette influence, ils ont fini par entrer en conflit avec les Guégues. Ensuite, si les Albanais ne sont pas très religieux on ne peut pas en conclure qu'ils soient en même temps tolérants envers une autre religion. Car si on pouvait reprocher à un catholique qu'il ne s'enthousiasme pas pour sa religion au point de se sacrifier pour elle, et même de se faire martyr, cela ne veut pas dire qu'il serait indifférent à l'essai tendant à lui imposer une autre religion (la religion grecque par exemple).

A côté de ces raisons religieuses qui formaient un élément de discorde, est venue s'ajouter la question de suprématie d'une tribu sur l'autre (1).

(1) Sur ces différends, et en général sur les relations entre Guégues et Tosques, *Ami Boué* écrivait ce qui suit : « Depuis des siècles, les Guégues peuvent trouver à s'accorder avec des individus d'autres nations, mais ils ne se sont jamais longtemps associés sans se disputer et en venir même à des voies de fait... ».

Et un peu plus loin il continuait : « Les Quégues et les Tosques sont des rivaux qui ne s'aiment guère et ne peuvent vivre longtemps ensemble sans se battre. Cette antipathie s'est montrée à mille occasions et à donné lieu à bien des conflits. Les Quégues accusent leurs compatriotes du midi, d'être traîtres et sans foi ; ceux-ci leur rendent la pareille et les caractérisent comme des pillards et des voleurs ; chacun de ces peuples se disputent de préminences sur l'autre et ne peuvent souffrir d'être soumis l'un à l'autre. De plus, le Tosque Grec paraît s'appatriier encore mieux avec le Quégue musulman, qu'avec le Quégue catholique. »

VON HAHN, lui aussi parle de ces discordes entre les Quégues et les Tosques, disant qu'entre Quégues et Tosques existe un certain antagonisme, de sorte que La Porte était obligée très souvent d'intervenir pour les concilier (*Loc. cit.*, page 12).

CHAPITRE II

ORIGINES DES ALBANAIS

Au moyen âge ainsi qu'aux temps modernes, et jusqu'à l'époque contemporaine, l'origine des Albanais a représenté un problème dont un grand nombre d'ethnologues et historiens avaient à s'occuper.

Mais de ce qu'ils ont résolu le problème dans divers sens, c'est-à-dire qu'ils ont donné des solutions divergentes et ce qui veut dire que le problème est resté irrésolu, ce n'est pas de leur faute, puisqu'ils ont fait preuve de grande volonté et énergie, mais cet insuccès doit trouver son explication dans le fait que l'Albanie n'a jamais eu son histoire proprement dite.

« L'Albanie n'a pas d'histoire. De temps en temps son nom figurait çà et là, mais ce n'est qu'en tant qu'il était lié aux événements concernant les pays voisins (1).

« Il existe dans la péninsule balkanique un peuple qui n'a jamais vécu par lui-même ni pour lui-même, mais dont le rôle à travers les siècles a été de fournir sans cesse aux nations voisines de la matière humaine » (2).

Il suffit donc de comparer la constatation de ce savant allemand qu'est Von Hahn, très connu d'ailleurs, qui vivait dans la première moitié du siècle passé, avec celle d'un écrivain français contemporain, bien connu par sa connaissance de la question d'Orient, pour nous persuader de l'explication ci-dessus émise.

Par conséquent, tout ce qu'on pourrait dire sur l'origine des Albanais est qu'il en existe, ou plutôt qu'il ne pourrait exister qu'un nombre plus ou moins grand d'hypothèses avec plus ou moins de certitude.

(1) Dr Georges VON HAHN. — *Albanesische Studien*, Jona 1854, page 211.

(2) Victor BÉRARD. — *La Turquie et l'Hellénisme contemporain*.

Qui sont donc les Albanais ? D'où sont-ils venus ? Est-ce que ce sont des autochtones ? « Question obscure, répond M. Gilbert, qui n'est pas encore résolue, donnant lieu à de nombreuses hypothèses. » (1). C'est bien pour cela que nous serons aussi obligés de nous aider de ces hypothèses, nous contentant d'en citer quelques-unes sans nous laisser entraîner dans ce travail désobligeant qui est de faire le choix entre elles, car le choix d'une serait seulement possible aux dépens des autres.

En principe, éliminant les autres comme beaucoup moins stables, il existe deux hypothèses sur cette question.

D'après la *première*, les Albanais sont les descendants des Illyriens, c'est-à-dire d'origine illyrienne.

Cette hypothèse était surtout défendue et soutenue par Barbarich, dans son ouvrage sur l'Albanie et dont les idées en cette question ont été clairement et précisément résumées par

M. Gilbert dans son ouvrage déjà mentionné, de la manière suivante :

« ...A l'origine, une grande partie de l'Europe a été peuplée par des tribus ligures présentant le caractère dolichocéphale. Puis survinrent les invasions des hordes asiatiques introduisant le type brachycéphale.

De cette époque datent les premiers noyaux des races aryennes cantonnées dans l'Europe méditerranéenne bien avant qu'elles ne soient ramifiées en : umbro-latines, hellènes, celtes. De ce même type sortent également les Néo Ligures et les Illyriens qui vécurent d'abord de la vie des peuples primitifs. On traduit Ligures par *likures* (vêtus de peaux) et Illyriens par le mot albanais *Ho* (étoile).

Puis vinrent les invasions étrusques et gauloises qui firent pression sur les autochtones, les dispersant, les refoulant à l'Ouest, vers les Alpes Apennines, à l'Est, vers le bassin dinarique de l'Adriatique. Dans les inscriptions funéraires antiques et beaucoup de noms de localités, on peut retrouver des traces de ce phénomène. Par exemple : le radical « *alb* » se rencontre dans beaucoup de noms de pays italiens ou illyriens : Corfou. s'appelait primitivement *Drapeu* (de l'albanais : famille) et son correspondant sicilien est *Trapani*. Brindisi, en grec

(1) FR. GILBERT. — *Loc. cit.*, page 163.

Brentesion, signifie corne de cerf. On trouve en Albanie un mot *Brendasche* qui veut dire : corne de bœlier.

A cette race primitive on peut rattacher celle des Thraces et peut-être aussi celle des *Sicules*, *Sicèles* ou *Sicanes* qui paraissent avoir été, eux aussi, rattachés au groupe ethnique néo ligure, mais ils auraient gardé le caractère dolicocephale de l'antique population méditerranéenne. On pourrait aussi expliquer pourquoi les Tosques de l'Albanie méridionale se rangent dans cette catégorie, tandis que les Guègues habitant la partie nord de la contrée sont brachycéphales, d'après les études faites sur les crânes trouvés dans les sépultures.

Ainsi donc les deux rives de l'Adriatique furent peuplées par les Illyriens plus ou moins mélangés d'Umbro-Latins : les Illyriens-Albanais, d'une part, les Iapides et leurs ramifications, les Messapiens, d'une autre. Les *Sicules*, eux, formaient le trait d'union entre ces races aborigènes et les métis brachycéphales.

Les *Iapides* ou *Iapotes*, habitèrent primitivement la côte de l'Adriatique entre *Signia* et *Métule* ; puis traversant la mer ou suivant les côtes, s'établirent dans l'Apulie vers le golfe de Tarente, au Sud de la Messapie (aujourd'hui pays d'Otrante) dans la contrée qui prit le nom de Iapygie. De nos jours encore le vent qui souffle du Nord-Nord-Ouest d'Italie en Grèce, s'appelle : *Iapux*.

Quand vinrent les grandes invasions Italo-Aryennes ou celtes, tous ces groupements illyriens furent submergés et assimilés. C'est pourquoi les habitants de la Iapyrie et de la Messapie qui présentaient certaines différences ethnographiques avant cette conquête furent unifiés et parlèrent le même langage » (1).

Cependant, contre cette hypothèse, nombre de savants se trouvèrent obligés de soulever leur opinion contraire, essayant de prouver que les Albanais ne sont pas des descendants des Illyriens, mais des Pélasges. En effet, ce sera la seconde hypothèse d'après laquelle donc les Albanais ne seraient autres que les descendants directs des Pélasges qui ont été ancêtres communs des Grecs et des Romains. Les principaux représentants partisans de cette idée sont surtout des écrivains allemands : Th. Mommsen et de Hahn déjà cités ; le Français bien connu

(1) FR. GILBERT. — *Loc. cit.*, pages 170 et 171.

Schneider et un écrivain de notre race, race slave (mais, en effet un Autrichien) Spiridon Gopcevié, dans son livre très connu à son temps : « *Oberalbanien und seine Liga-Ethnografisch-politisch-historisch studien* » (Leipzig, 1881).

Dans le livre de ce dernier voici ce qu'il a dit à propos de la première hypothèse : « Je ne crois pas qu'on pourrait classer les Illyriens dans les ascendants des Albanais, car les Illyriens se sont amalgamés successivement avec les Slovènes, avant de se rencontrer devant l'Épire avec les Albanais » (1).

Ailleurs, il énonce l'hypothèse sur leur origine pélasgique, disant : « D'après ma conviction, les Albanais sont les descendants des autochtones de l'Albanie et de la Grèce, c'est-à-dire des Pélasges » (2).

Par-dessus cela Gobtchévitch pense qu'au moyen âge la haute Albanie était peuplée par les Serbes et non par les Albanais.

Pour démontrer cela il recourt à un moine français, Brocard, 1332, qui dit que tout le pays appartient aux Slovènes. Car il est bien connu que la famille des princes des Balchitch qui régnait dans la principauté de Zéta était d'origine serbe. De même, les princes Doukadjins et le duc de Drivast sont d'origine slovène, parce que leurs fils portent des noms purement serbes. Quant à Skenderberg, le célèbre chef albanais, il a été démontré que sa mère était une Serbe. Ensuite, la preuve que les Serbes vivaient autrefois dans l'Albanie se trouve dans le fait qu'aujourd'hui même la nomenclature de nombreux villages et rivières est serbe, qui s'étendent jusqu'à l'Avlône. D'autre part, on considère que les Malissores ne se sont installés sur le territoire qu'ils habitent qu'au quatorzième siècle et d'où ils chassèrent l'élément slave.

Mais à la fin, Spiridon Gobtchevié conclut cependant que les Albanais sont un peuple autochtone, un des plus vieux de l'Europe qui n'a, ni avec les Slovènes, aussi bien qu'avec les Grecs, aucune ressemblance, un peuple qui, par sa langue dans laquelle il se trouve beaucoup de mots slovènes, grecs, turcs et italiens, mais qui, malgré cela, ne pourrait être comparé avec aucun de ces peuples là.

(1) Spiridon Gopcevié, *Op. cit.*, pages 482-483.

(2) *Ibid.*, *Op. cit.*, page 481.

Von Hahn, dans son livre déjà cité, considère que les Albanais sont des autochtones d'origine pellasque et en même temps, avant Gebtchević, combat la thèse que les Albanais seraient d'origine slave.

Sa thèse sur la nationalité des Albanais en général et spécialement, que les Albanais ne sont pas des Slovènes, von Hahn la développe de la manière suivante :

Prenant pour point de départ le fait que nous avons dès le commencement de notre étude souligné, que les Albanais n'ont pas leur territoire, von Hahn remarque que toute l'histoire de l'Albanie est fondée sur certaines fractions qui se concentrent autour de quelques personnalités célèbres, ou bien autour de quelque dynastie dont les noms, jugeant d'après les écrivains du moyen âge sont pour la plupart Slovènes. Ici von Hahn indique le fait suivant : « L'Albanie est un pays peuplé par un peuple qui ne parle pas slovène et qui s'appelle les Albanais et qui subitement devient aussi fort pour dépasser ses frontières et se répandre dans divers milieux » (1). Et se rapportant à ce fait, il montre que ce peuple se délimite à l'Est comme au Nord avec les Slovènes, tandis que dans le pays même l'élément slave a disparu complètement.

Von Hahn se demande après cela comment il s'est fait que cet élément slave a disparu complètement. Est-ce que l'élément albanais l'a repoussé ou bien les Slovènes l'ont-ils reculé et éteint, ou bien a-t-il été assimilé par les Albanais ?

Cette dernière hypothèse von Hahn la repousse avec raison, car, comme il le dit lui-même, on ne peut attribuer aux Albanais une aussi forte supériorité pour qu'on puisse poser une question d'assimilation de l'élément slave (2).

Nous disons que c'est avec raison parce qu'il est bien connu que les Albanais sont un peuple des plus primitifs et avec la culture la plus basse de tous les peuples balkaniques, dont les Slovènes se sont toujours distingués par leur capacité d'assimilation d'une culture et ensuite par leur propre culture. Ceci dit, il serait bien illogique de supposer qu'un peuple moins cultivé, pour ne pas dire sans culture, puisse assimiler et absorber

(1) *Op. cit.*, page 221.

(2) *Ibid.*, *Opin. cit.*, page 223.

un peuple à un degré supérieur au point de vue de la culture. Tout ce que peut faire ce peuple, ce n'est que d'exterminer et d'anéantir, mais jamais il ne peut absorber et assimiler ce peuple dont il se différencie de par la culture à un degré plus haut. Et c'est bien le cas, comme on le sait, avec les éléments slaves se trouvant sous la domination de l'ancien empire ottoman. Il a été démontré par les recherches historiques et ethnologiques et surtout en ce qui concerne les territoires de l'Albanie du Nord que les Albanais, progressivement et systématiquement, ont repoussé les habitants slovènes, de sorte que, dans les temps les plus modernes, grâce à cette situation privilégiée, dont ils ont été favorisés dans l'ancien empire ottoman, ils se sont répandus et ont pénétré dans les endroits purement serbes.

Voilà ce que dit, par exemple, de cette pénétration des Albanais dans la région serbe, l'écrivain français M. R. Pinon : « La vieille Serbie, autrefois toute peuplée de Serbes, est albanisée. Ipek, qui fut le siège du patriarcat serbe, est une ville en majorité albanisée » (1).

Par conséquent, en présence de cette hypothèse que les Slovènes ont été albanisés, nous considérons qu'il faut se placer à ce point de vue qu'elle est impossible et conclure qu'ils ont été exterminés et repoussés par les Albanais.

Après avoir rétracté cette hypothèse lui-même, von Hahn s'est posé la question suivante : si les habitants slovènes de l'Albanie ont fait place aux Albanais à un peuple étranger et si ce dernier s'est établi comme l'unique maître du pays, la question de la nationalité de celui-ci se pose d'elle-même : qui sont les Albanais ?

Mais après avoir posé plusieurs questions comme par exemple celle-ci : est-ce que les Albanais sont d'origine des autochtones de ce pays, et est-ce que la période des Slovènes n'est qu'une période historique du peuple albanais, ou bien est-ce que les Slovènes, après s'être installés dans ce pays, ont formé un tiers élément du peuple qui vit sur le territoire alba-

(1) Sur cette question nous recommandons l'ouvrage de l'historien serbe, M. J. Tomitch : *Les Albanais dans la Vieille Serbie et Sandzak*.

Quant à la manière de cette pénétration elle est très bien décrite par M. Richard NIKOLICH dans un article publié dans le *Bulletin général* de la Société géographique de Belgrade, 1914.

nais, mais qui n'aurait aucun lien avec celui-ci, von Hahn répond d'une manière négative : non les Albanais ne sont pas des Slovènes (1).

A défaut de données suffisantes qui ne mentionnent aucune autre invasion que l'invasion slovène, qui sera suffisamment puissante pour créer un peuple, cet écrivain pense que d'après tous ces faits on peut prendre que les Albanais d'aujourd'hui sont des descendants de ces autochtones qui ont été, avant même l'arrivée des Slovènes, installés dans ce pays.

Dans sa thèse sur l'autochtonie des Albanais, von Hahn essaie de prouver par la langue et les mœurs et atteint à cette conclusion : « Il semble comme le plus vraisemblable que les ascendants des Albanais ont été déjà sur ce territoire avant même les Grecs et les Romains et qu'ils ont conservé les mœurs qui ressemblaient à celles de leurs voisins et les ont conservées beaucoup plus intactes que les autres peuples. Ces mœurs peuvent nous aider pour pouvoir prendre que les Albanais ont vécu aux temps des Grecs et des Romains, de plus qu'ils sont une tribu consanguine de ceux-ci et on pourrait en conclure que les Albanais sont des autochtones » (2).

En la démonstration de cette thèse, à la fin, il part de cette hypothèse : « Les Epirotes et les Macédoniens n'ont pas été, aux temps de Strabon, géographe grec, né à Amasée, en Lappadoel, vers 58 av. J.-C., meurt entre 22 et 25 après J.-C., des Grecs, mais des Barbares. Les Epirotes, les Macédoniens et les Illyres sont, d'autre côté, une tribu consanguine ; donc les Illyres sont des Pellasges à un sens plus large » (3).

En terminant ce chapitre, nous tenons à citer encore un écrivain français, M. Schneider, qui est « formellement d'avis que les Pellasges n'ont pas été une race immigrée, mais bien autochtone antérieure à l'époque quarternaire ; leur langue conservée d'une façon presque intacte, ne serait autre que l'albanais de nos jours » (4).

(1) VON HAHN. — *Loc. cit.*, page 213.

(2) *Ibid.* — *Loc. cit.*, page 215.

(3) *Ibid.* — *Loc. cit.*, page 215.

(4) GILBERT FR. — *Loc. cit.*, page 174.

CHAPITRE III

HISTOIRE DES ALBANAIS

De l'histoire des Albanais jusqu'au ^{xv}^e siècle on ne peut en parler qu'autant que l'Albanie était l'objet d'invasions fréquentes de différents peuples qui ont lutté pour avoir le passage entre les Balkans et l'Adriatique, autrement dit pour leur suprématie qu'ils ne pouvaient avoir qu'en possédant ce passage.

Et, à cause de cette « suprématie », l'Albanie a été l'objet de batailles séculaires, de ces divers peuples étrangers à son territoire. C'est pourquoi nous tenons à souligner, dès le commencement, une qualité caractéristique du peuple albanais : à travers toutes ces luttes il a réussi à conserver presque intactes ses coutumes et sa langue. Ceci s'explique très facilement si on considère que les Albanais sont les habitants des montagnes parfois impénétrables, de sorte que cette situation géographique leur a permis de jouir d'une autonomie *de facto*.

Dans l'histoire des Albanais, on cite comme principaux conquérants : Alexandre, des Romains, des Byzantins, des Slaves, des Vénitiens et enfin des Turcs.

Nous allons parler brièvement de cette période d'invasions. Car, en dehors de l'apparition de Scanderberg, il n'y aucun événement vraiment plus important et intéressant qui nous permettrait de parler plus longtemps sur cette période, étant donné l'étendue et l'objet de notre étude.

Au commencement, nous avons l'invasion des *Gaules* dont l'apparition eut lieu, vers 604 avant J.-C., conduits par deux neveux d'Imbigat, roi des Bituriges, c'est-à-dire d'une peuplade avec Avaricum pour capitale. Pendant cette invasion, sous Bellovèse, se constitua le royaume d'*Illyrie* dont la capitale était Scutari.

A l'époque macédonienne nous avons des luttes qui durent de nombreuses années entre le roi d'Illyrie, Bardylis (Bardhylo : étoile blanche) qui régnait à Scutari et le roi de la Macédoine ; dans la lutte avec Philippe, père d'Alexandre le Grand, Bardylis fut vaincu, ses troupes ayant été battues par le général macédonien Parménion. Après la mort de Bardylis ce fut Kleitos, son fils, qui lui succède et qui lutte, comme lui, contre le roi de Macédoine et non contre Philippe, mais contre son fils, le célèbre Alexandre le Grand. Kleitos, ayant reçu une instruction militaire très complète, n'a pas voulu, à aucun prix, se soumettre au jeune roi Alexandre le Grand. Néanmoins, de cette lutte aux chances changeantes, ce fut Alexandre qui sortit vainqueur, après avoir gagné la bataille décisive de Pélion, au sud du lac d'Okreda.

L'époque romaine. — Cette époque se caractérise en ce que l'Illyrie, jusqu'alors presque toujours un royaume indépendant, devient à cette époque, par sa faute, comme nous allons le voir tout à l'heure, une simple province romaine.

Après la mort d'Alexandre, les Illyriens commencent à se grouper autour de Glauko, second fils de Bardylis, désireux de prendre leur revanche de leur défaite de Pélion.

Les successeurs de Glauko furent Pleurato et Agrone, dont la veuve Teuta, monta sur le trône en 232 avant J.-C. Les habitants de Scutari et des environs d'alors : les Librunes, anciens corsaires bien connus comme étant de dangereux pirates, ne cessant de causer des dommages au commerce romain dans la mer Adriatique, la Reine ne tarda pas à entrer en conflit avec les Romains. Au bout de deux années de lutte, elle fut vaincue et par suite obligée de demander la paix après laquelle l'Illyrie devient une province romaine. Après sa mort, les Romains donnèrent à Pinna, fils de Teuta et d'Agrone, le commandement de la base navale : Alessio, Durazzo, Apollonie et Orrienne.

Comme on peut s'en rendre compte, ce sont les Illyriens eux-mêmes qui provoquèrent l'invasion et l'intervention des Romains ainsi que leur domination.

Vers 355 après J.-C. survint le démembrement de l'empire romain ; à cette occasion, l'empire romain se démembra en empire romain d'Occident et celui d'Orient avec Constantinople pour capitale. Alors, l'Albanie passa sous la domination

de Byzance en faisant partie de la province d'Illyrie orientale qui se divisait en : 1° *Illyrie classique*, ou Albanie septentrionale ; 2° la *Nouvelle Epire* avec capitale Durazzo et 3° la *Vieille Epire* avec capitale Nicopolis (Preveza).

Après le démembrement de l'empire, c'est-à-dire à partir du iv^e jusqu'au vii^e siècle, l'Albanie fut le théâtre de diverses invasions des barbares. Les Goths, les Hongrois, les Obres et les Longobardes envahirent l'Empire, désirant s'installer en Albanie. Mais ils n'y parvinrent pas.

Au milieu du vii^e siècle arrivent les Slovénes, d'abord les Bulgares et ensuite les Serbes.

Les Bulgares, sous le tzar Boris, puis Siméon, fondèrent leur royaume. Ce dernier, un peu plus tard, prit le titre de : « Tzar de tous les Bulgares et des Grecs ».

A la différence des Bulgares qui pénétrèrent par la force, sur le territoire se trouvant sous la domination byzantine, les Serbes, eux, apparaissent, après avoir reçu l'offre qui leur avait été faite par Héraclius, l'empereur byzantin, pour qu'ils l'aident dans ses luttes contre les Avars, qui envahirent et ravagèrent son pays. Mais une fois venus, les Serbes restèrent et se fortifièrent sur ce territoire. Un des plus remarquables chefs de la dynastie serbe fut sans nul doute Michel Voïslavliévitch, parce que c'est bien lui qui pour la première fois consacra l'indépendance de l'église serbe, en fondant un évêché à Bar (Antivarie). Sous son fils Constantin Bodine, le royaume serbe s'étendait de la Morava à l'Adriatique et de la Sava au Drin.

Après cette période commencent les diverses invasions que nous mentionnerons en quelques mots :

D'abord invasion des *Normands* sous la conduite de Robert Cuisard, fils d'un gentilhomme normand qui, après avoir conquis une partie de l'Italie méridionale et la Sicile, voulut intervenir dans les affaires de l'Empire d'Orient pour des raisons personnelles.

A leur tour, les *Croisés* de France et d'Italie, très souvent, inondèrent l'Albanie, car c'est en passant sur son territoire qu'ils avaient le chemin le plus court pour aller vers Jérusalem.

Enfin, les *Vénitiens* firent leur apparition, de telle sorte qu'ils obtinrent Durazzo des Croisés et après occupèrent Scutari. En même temps que les Vénitiens apparaissent sur le territoire albanais, la Grèce fut occupée par les Latins (des Croisés) qui

chassèrent les Comnènes de Byzance. Ceux-ci, chassés du trône, s'installèrent à leur tour et se firent proclamer les despotes d'Épire. Au bout de quelque temps, Michel-Ange Commènes après avoir réussi à grouper autour de lui la noblesse albano-épirote, soumit, non sans résistance, les domaines vénitiens. Mais dans cette soumission du territoire albanais, les despotes d'Épire rencontrèrent surtout une résistance de la part des Français, le reste de l'invasion normande et des Croisés qui se trouvaient en Albanie du Sud et en Épire. Ceux-ci résistèrent, car Charles d'Anjou vint, sur leur demande, leur apporter du secours. Celui-ci y installa la puissante dynastie angevine qui dura jusqu'en 1292 lorsqu'elle succomba à la suite des incursions continuelles des Serbes qui essayèrent de se répandre au delà de Zeta.

Les Nemagnitch. — Tsar Douchan en Albanie. — En 1189, dans la Prévalitane serbe ou Rascié régnait Nemagna, fondateur de la célèbre dynastie Nemagnitch. Sous le gouvernement de ses deux neveux : Stevan et Valkan Nemagnitch, le royaume comprenait, à côté de la région du Nord, encore celle de Croïa et de Lieche (Alessio). Après la mort de Stevan, sur le trône vint son fils Dragoutine qui fit le siège de Durazzo, mais il l'abandonna bien vite par suite d'une chute malheureuse de cheval. A son tour, le roi Miloutine, frère de Dragoutine, finit par s'emparer de cette ville.

Après la mort de Miloutine vint à la tête du royaume serbe Stevan Douchan, le plus grand chef serbe qui fut non seulement un grand militaire de génie, mais aussi un législateur célèbre. Son « Code de lois » connu sous le nom de « *Douchanov Zakhonik* », qui à cette époque eut une très grande importance et qui pourrait être comparée au Code Napoléon en France, du XIX^e siècle. Ce code représentait en même temps la culmination de la culture slave de cette époque. Et c'est pour cela, que n'importe quel historien parlant des événements de cette époque, sera obligé de désigner cette période de Douchan (1331-1355) comme la période de l'apogée de la puissance serbe.

Après avoir combattu avec succès les Byzantins, les Magyars, les Bulgares et les Musulmans, il s'empara en 1346 en Albanie de l'Épire qu'il donna en despotat à son frère Siméon. Ensuite, la même année (le 16 avril), il se fait couronner empereur à

Uskub (Skoplie) : « Tzar des Serbes et des Grecs », dont les titres, d'après les sources latines, étaient : *Romanæ, Sclavoniæ et Albanix Imperator*.

Après sa mort, sur le trône monta son fils Ouroche le Faible, le dernier représentant de la dynastie Nemagnitch, avec lequel finit tragiquement cette dynastie et sous lequel l'empire puisant se disloqua avant de périr à Kossovo, en 1389.

L'Albanie sous les Turcs. — Dès 1431, les Turcs, sous le Sultan Murad II, essayent de conquérir l'Epire et la Macédoine et par là s'ouvrir le chemin vers l'Occident. A côté des Serbes qui succombent définitivement dans la bataille de Kossovo, les Albanais ont résisté également vaillamment avant de céder aux vagues turques venant de l'Asie.

Dans cette lutte les Albanais ont eu le plus grand succès quand ils étaient conduits par le célèbre Scanderberg. Par ses batailles et ses victoires fameuses sur les Turcs, il s'est acquis une grande réputation a rendu célèbre son pays ; de sorte que la période de Scanderberg représente un des plus importants moments dans l'histoire peu riche des Albanais jusqu'en 1912, c'est-à-dire jusqu'à la création de l'Etat albanais (1).

(1) Georges CASTRIOTE ou SKANDERBERG. — Le père Skanderberg était Jean Castriote, et sa mère Voisslava, d'origine d'une dynastie serbe, d'où l'on peut déduire que Scanderberg n'est pas de pure origine albanaise. Jean Castriote régnant sur la principauté de Croia a longtemps lutté contre une immense vague Turque qui dévastait tout ce qui faisait obstacle sur son chemin vers l'Occident et qui avait déjà inondé la Macédoine ; et à la fin il fut obligé de céder à cette puissante invasion asiatique. Aussi devait-il donner ses quatre fils en otages pour obtenir la paix et conserver sa principauté.

Et de ses quatre jeunes enfants, le plus jeune fut Georges Castriote, plus tard dénommé Skanderberg. Il avait alors 9 ans et s'il a échappé au sort de ses trois autres frères qui ont, paraît-il, été empoisonnés, c'est grâce seulement à ses qualités naturelles : sa beauté physique et sa remarquable intelligence, par lesquelles il a conquis la sympathie de Murad II de sorte qu'il fut même élevé avec le fils de celui-ci : Muhamed. Etant donné qu'il avait un goût et des dons particuliers pour l'art militaire, il fut dès 18 ans mis à la tête d'une armée de 5.000 hommes.

Après avoir beaucoup gagné de victoires en Asie et en Europe, le Sultan le comparant à Alexandre le Grand, l'appela Skanderberg : le Prince Alexandre.

Mais révolté contre l'oppresseur de son pays et assassin de ses frères, il n'attendait que l'occasion pour se détacher des Turcs dans le but de délivrer son pays du joug ottoman. Et c'est au moment où Wladislas VI, Roi de Pologne partit contre les Turcs, en vue d'empêcher l'invasion de ces derniers et auquel les Hongrois se joignirent dans le même but, conduits par leur

Après la mort de Skanderberg et jusqu'au Congrès de Berlin de 1878, les écrivains classent tous les événements passés, dans une période spéciale et parlent en les mentionnant tous, qu'ils soient d'importance primordiale ou secondaire.

Quant à nous, nous n'avons pas adopté cette façon de classification, car nous ne pensons pas nous arrêter sur tous les éléments historiques de cette période ; nous nous bornerons seulement à citer quelques événements, ou mieux quelques personnalités qui jouèrent un certain rôle dans l'histoire, tels que Ali Pacha Telepena et Mustapha Pacha de Scutari ; qui personnifiait les luttes des Albanais contre les réformes de Mohamed II, de 1830-1831.

chef militaire *Jean Corvin Hunyade*, que Skanderberg crut que l'occasion se présentait pour réaliser son plan.

Aussi dans la bataille décisive à Nich en 1443, s'échappa-t-il du camp ture après la perte de la bataille contre Hunyade. En s'échappant il arrête le reis Effendi gardien du sceau officiel du Sultan, lui extorque un firman, ordonnant au Gouvernement de Croïa de lui livrer le pays et en vertu duquel il se rend maître de Croïa.

Étant devenu le maître de presque toute la Haute et la Moyenne Albanie, avec Moussaché d'Acrocéranne et Argurocastron, il lutte sans cesse d'abord contre Murad II et ensuite contre son fils Muhamed qui essayent de soumettre et de châtier ce rebelle qui était Scanderberg à leurs yeux et de soumettre à nouveau l'Albanie à leur domination.

Ses principales batailles et autres événements qui le rendirent célèbre sont : la bataille de Tocovile (29 juin 1444) ; la bataille de Varna (1444, le 9 novembre) ; bataille d'Otonetta (1446) ; Premier siège de Croïa (1450) ; batailles de Modrisso et d'Uskub (1452) ; expédition albanaise en Italie en 1461 ; campagne de 1462 contre les Turcs dans laquelle il battit successivement : Sinan Pacha, puis Kassen-bey ; second siège de Croïa de 1465 et enfin il faut mentionner la dernière campagne de Mahomed II contre lui.

Ce héros albanais mourut le 27 janvier 1467 à Alessio à l'âge de 63 ans.

Dans cette lutte gigantesque pour l'émancipation de l'Albanie, Skanderberg s'est encore fait plus célèbre de sorte que de son temps l'Albanie est l'objet de la sympathie et de l'admiration des autres pays.

Et c'est peut-être pour cela qu'un Albanais d'aujourd'hui, si vous voulez lui expliquer qu'il n'avait jamais eu un état historique et organisé, vous répondra : « Oui, mais nous avons eu un Skanderberg » !

A propos de Skanderberg, on peut dire avec Ami Boué, en faisant une réserve, que Skanderberg est pour les Albanais, ce qu'était Etien Douchan pour les Serbes, mais avec cette différence que le souvenir du premier est celui d'un des plus valeureux soldats qui aient existé, tandis que l'autre fut plutôt un grand conquérant. Cette réserve consisterait en ce que cette comparaison n'est pas tout à fait exacte dans ce sens que Etien Douchan était pour les Serbes, non seulement le plus grand conquérant, mais aussi bien le premier et un des plus grands législateurs.

DU CONGRÈS DE BERLIN A LA CONFÉRENCE DE LONDRES 1913

B) L'Albanie et le Traité de Berlin 1878

La guerre turco-russe de 1877, de laquelle les Russes sortirent vainqueurs, se termina par le traité de San-Stephano en vertu duquel le Monténégro devait recevoir un large accroissement de son territoire, étant donné que ce petit peuple monténégrin avait pris une part considérable dans cette grande guerre d'Orient.

Mais ce traité de San Stephano ne fut jamais exécuté, car immédiatement après la conclusion du traité, les grandes puissances craignant que la Russie ne s'empare de la plus grande partie de l'héritage de « l'homme malade », intervinrent, puis qu'elles entendaient partager cette « succession » en « équité » entre elles. C'est donc pour cela qu'elles imposèrent aux parties intéressées de se réunir de nouveau à Berlin et là d'accepter un traité nouveau qui révisait beaucoup les gains des Alliés.

Par le traité de Berlin, en vertu des articles 26-28, le Monténégro recevait : *Antivari* et son littoral, les hautes terres de *Coussigné*, de *Plava*, de *Triepshi* ; puis la Grèce devait enfin s'arrondir de *Janina*, de *Preveza* et d'*Arta*, enfin la Serbie devait obtenir *Kourchoumlia* et *Vragné*.

Dans les territoires concédés au Monténégro, les habitants étant Albanais, le deuxième délégué turc Mehmed-Ali, dans la XII^e séance du Congrès, protesta contre cette attribution, faisant inscrire dans les procès-verbaux « qu'il regarde comme injustice l'annexion au Monténégro du territoire habité par les Albanais musulmans et catholiques » (1).

Nous ne nous arrêterons pas plus longtemps sur cette protestation, nous nous contenterons seulement d'observer que si ce territoire était habité par les Albanais, cea ne signifie pas qu'il appartenait réellement aux Albanais.

Mais ces stipulations du traité de Berlin ne furent pas non plus exécutées, car au moment où il fallait procéder à l'exécution du traité qui n'était, d'ailleurs, qu'un compromis entre

(1) A. D'AVRIL. — *Négociations relatives au traité de Berlin*, page 381.

les appétits des grandes puissances et l'état créé par la victoire russe, surgirent les intrigues de la diplomatie autrichienne et du Gouvernement turc qui désirait se soustraire aux obligations qui lui étaient imposées par la victoire russe. Les conséquences de ces intrigues furent l'insurrection des Albanais ; la révolte contre l'exécution du traité de Berlin, contre le démembrement de leur territoire. Les Albanais invoquèrent le principe des nationalités d'après lequel ledit traité représentait une injustice pour le peuple albanais.

Les Albanais se révoltent donc, luttent et dans leurs luttes ils fondent, avec le consentement du Gouvernement ottoman, une ligue bien connue sous le nom de « La Ligue centrale pour la défense des droits de la nationalité Skipetare » ou simplement « La Ligue albanaise ».

Sans discuter cette question délicate, à savoir : si cette Ligue était vraiment le résultat d'un réveil de conscience nationale chez le peuple albanais, et qui serait par conséquent le premier mouvement important depuis Skanderberg pour la conquête de l'indépendance, nous voulons montrer qu'il y avait encore d'autres mobiles qui ont contribué à faire prendre les armes aux Albanais, c'est-à-dire à empêcher l'exécution d'une partie du traité de Berlin concernant les territoires habités par eux.

Pour arriver à le montrer, nous commencerons par examiner la question suivante : Y avait-il quelqu'un qui ait eu un intérêt particulier à empêcher l'exécution de cette partie du traité ? Si oui, la question est résolue ; c'est celui-là. Alors, il ne nous restera plus qu'à le trouver et à montrer son intérêt dans la question.

Avant de faire cette recherche, nous tenons à souligner l'importance de cet événement sans précédent qui peut se résumer dans la phrase suivante : une petite province de l'empire ottoman se soulève et empêche l'exécution d'une décision prise par les six grandes puissances représentant le Concert européen d'alors. Ceci constitue, sans aucun doute, un événement de première importance, car il signifie, ni plus ni moins, la capitulation de ce concert européen qui a été dans les relations internationales une sorte de législateur et le juge suprême pour d'autres peuples.

En effet, cela s'explique facilement. Nous l'expliquerons en revenant à notre question ci-dessus posée et à laquelle nous répondrons par l'affirmative. Oui, il y avait quelqu'un qui était intéressé dans cette question et si la décision des grandes puissances ne fut pas exécutée, ce fut parce que ce quelqu'un faisait partie du groupe même de ces puissances ; autrement comment expliquer la non exécution d'une décision de l'exécution de laquelle le concert européen s'était posé garant ?

Bien que cela paraisse au premier instant paradoxal qu'une puissance, après avoir participé au rendement d'une décision, essaye d'empêcher son exécution, néanmoins, c'est justement ce qui s'est passé ; c'est-à-dire qu'il faut accepter ce paradoxe, car les paradoxes ne sont pas des choses bien rares dans les relations internationales, surtout à l'époque où la diplomatie secrète, les intrigues et les visées impérialistes étaient à l'ordre du jour.

Maintenant disons, qu'à notre avis, cette puissance à laquelle nous avons fait allusion jusqu'ici n'est autre que l'ancienne Monarchie double : c'est elle qui était intéressée à cette question de l'exécution du traité de Berlin et c'est également elle qui faisait partie des grandes puissances.

Après avoir mentionné que le Gouvernement ottoman a pris, lui aussi, une part considérable dans ces intrigues en aidant et en approuvant le soulèvement albanais contre l'exécution du traité et notamment dans la formation de la ligue albanaise, nous passerons de suite à la principale cause de l'inexécution du traité de Berlin, nous contentant de faire la remarque suivante : il n'y avait rien d'étonnant à ce que le Gouvernement ottoman ait pris part à ces intrigues étant donné qu'un Etat a lutté, lutte et luttera toujours par tous les moyens en son pouvoir contre la cession des territoires qu'il tenait jusqu'alors dans sa possession. La résistance du Gouvernement ottoman n'était rien autre que la lutte convulsive d'un organisme vivant contre l'amputation d'un de ses membres...

Revenons maintenant au rôle de l'Autriche. L'Autriche était donc intéressée. L'intérêt et par conséquent l'intervention de l'Autriche était la conséquence naturelle de sa politique dans la question d'Orient ; et particulièrement dans la question balkanique. Nous sommes à l'époque où toute la politique de

l'Autriche peut se résumer en deux mots : « vers Salonique ». Etant donné qu'il faut passer par l'Albanie pour arriver à Salonique, il est donc nécessaire, sinon de posséder l'Albanie, du moins de l'avoir sous sa domination. C'est pourquoi l'Autriche crut devoir s'occuper des événements concernant l'Albanie.

En exposant la question de la formation de l'Etat albanais et la question de Scutari, nous reviendrons de nouveau sur la politique de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans ; maintenant, nous nous bornerons à faire remarquer que l'Autriche, amenée par une politique d'expansion vers le Sud des Balkans, a considéré l'Albanie comme une étape très importante dans sa pénétration vers Salonique et de là vers Constantinople, de sorte qu'elle a traité l'Albanie comme une chose indispensable à la réussite de ses projets. En un mot, elle a considéré l'Albanie comme sa propriété et par suite son attitude était celle d'un propriétaire qui s'efforce de maintenir l'intégrité de sa chose. Il est donc compréhensible que l'Autriche ait été contre le traité de Berlin. Ce traité n'enlevait-il pas une partie du territoire albanais que l'Autriche considérait comme devant lui appartenir. D'autre part, elle regardait l'Albanie comme une colonie future, car elle était à cette époque la seule grande puissance en Europe n'ayant pas de colonies.

Par conséquent, il n'est pas étonnant que nous la voyons agir activement en Albanie par tous les moyens dont elle disposait, en soulevant les Albanais. Elle répandait notamment sa propagande par le clergé catholique ; on sait qu'elle avait le protectorat sur les catholiques de l'Albanie et ce clergé avait fini par devenir un simple instrument de sa politique. Cette politique, d'ailleurs, ne resta pas sans résultat ; son influence de jour en jour s'agrandit et elle réussit à la fin à disposer de plusieurs tribus. Ainsi, par exemple, les Malissores se sont mis presque complètement au service de l'Autriche ; c'est pourquoi M. René Pinon a été obligé de constater que « les Malissores sont devenus de véritables bandes au service de l'Autriche ; sur un signe de son Consul, 3.000 montagnards pourraient descendre dans la ville et commencer une rébellion si la politique de l'Autriche en avait besoin. » (1).

(1) *Op. loc. cit.*

En effet, elle en avait bien souvent besoin. Dans cette occasion notamment, car après tout ce que nous avons dit, n'avons-nous pas le droit de dire que l'Autriche, cette fois-ci, dans la question du traité de Berlin, a mis en œuvre tout son appareil politique en vue de provoquer le soulèvement des Albanais pour rendre impossible l'exécution du traité de Berlin afin de conserver ses territoires dont elle avait besoin et qu'elle ne pourrait plus reprendre facilement s'ils étaient cédés au Monténégro. Si l'Autriche n'avait pas eu d'intérêt à maintenir le *statu quo* en ce qui concerne l'Albanie, elle aurait bien trouvé le moyen d'obliger le Gouvernement ottoman, c'est-à-dire les Albanais, à céder néanmoins à la volonté des grandes puissances, comme elle l'a trouvé plus tard, en 1913, le moyen d'obliger le Monténégro à quitter Scutari en 1913.

Donc, le traité de Berlin dans ses articles 26 à 28 relatifs aux territoires qui devaient passer aux mains des Monténégrins, ne fut pas exécuté parce que c'était contre l'intérêt de l'Autriche qui, par ses agents secrets, avait créé une résistance chez les Albanais qui finirent par empêcher la cession de ces territoires.

Pourtant cette question de l'exécution du traité de Berlin trouble toute l'Europe qui était mise dans l'alternative de laisser se manifester la fragilité de son œuvre à peine achevée ou de recourir à une coercition militaire ; les Russes la souhaitaient, mais les Autrichiens et les Italiens la redoutaient.

Les raisons pour lesquelles l'Autriche redoutait cette coercition militaire nous les avons déjà expliquées, mais quant à l'Italie, la question suivante se pose : Pourquoi elle redoutait, elle aussi, une intervention militaire ?

Pour ceux qui connaissent les tendances opposées de la rivalité de ces puissances concernant la question de l'Adriatique, spécialement la question albanaise, la réponse est faite. Etant donné que nous allons revenir plus tard à la politique italienne dans la question albanaise en général, nous nous contentons de dire maintenant seulement que l'Italie s'opposait, elle aussi, avec l'Autriche, à cette intervention, parce qu'elle craignait bien une action autrichienne spéciale sur les côtes albanaises de l'Adriatique.

L'intervention, la coercition militaire écartée, on procéda à des échanges comme unique moyen de sortir de cette impasse. C'est l'Italie d'abord qui propose de donner au Monténégro.

en échange des territoires prévus par les articles 26-28 du traité de Berlin, d'autres territoires situés au Nord de Scutari et qui ont été occupés et peuplés par les Albanais catholiques, savoir : la Haute vallée de la *Vermosa*, la rive droite du *Val Zem* et les territoires chez les *Hoti* et les *Kastrati*.

Cependant les Albanais, ou plus exactement les parties intéressées s'opposèrent à cette répartition du territoire qui devait être cédé au Monténégro. Les Albanais massacrèrent le délégué turc qui faisait partie de la Commission de délimitation de la frontière turque-monténégrine, qui, en qualité de deuxième délégué à la Conférence de la Paix à Berlin en 1878, fit inscrire la protestation ci-dessus citée contre le démembrement du territoire albanais.

Alors l'Angleterre intervint. A la conférence de Berlin, convoquée alors à propos de la frontière de la Grèce, l'Angleterre proposa qu'on donnerait au Monténégro, en échange des territoires mentionnés ci-dessus, le district de Dulcigne et Antivari.

Cette proposition, ou mieux ce compromis fut accepté par le Congrès. La Turquie y consentit également et ses troupes évacuèrent lesdits territoires. Quant à l'Autriche, elle acceptait aussi cette solution, car ses intérêts n'étaient pas en question, vu que ce territoire n'avait pas pour elle cette importance qu'avaient les territoires auparavant cédés au Monténégro.

Mais lorsque les Albanais résistèrent de nouveau, les grandes puissances résolurent de mettre en vigueur leur décision, même par la force. Dans ce sens, une démonstration navale fut organisée devant Dulcigne, et les Albanais se voyant en présence de la ferme volonté des Grandes Puissances de mettre fin à leur résistance, finirent par accepter l'état de choses tel qu'il était.

A la fin, notons que la fameuse « Ligue albanaise » fut, peu de temps après ces incidents de frontière, dissoute, par le Gouvernement turc, vu qu'elle avait dépassé ce rôle qu'elle devait jouer d'après les plans de ce gouvernement, montrant les tendances séparatistes.

**C) La Révolution de 1908
ou les Réformes des Jeunes Turcs et les Albanais**

Un autre événement très important dans cette période, dont nous parlons, est sans aucun doute la Révolution de 1908 soulevée par les Jeunes Turcs à laquelle adhèrent les Albanais.

Par suite de troubles incessants, surtout dans les régions peuplées par les chrétiens, provoqués par un régime turc, qui se trouvait aux abois, les Grandes Puissances, afin d'empêcher qu'une guerre éclatât dans les Balkans et soucieuses d'y maintenir la paix, décidèrent qu'il était nécessaire d'introduire des réformes dans l'Empire ottoman. Les Jeunes Turcs s'opposèrent à ces réformes qu'ils considéraient comme une humiliation pour leur nation. Quant aux Albanais, ils s'élevèrent contre ces réformes, car, comme on sait, ils avaient, depuis toujours, trop peu d'amour pour tout ce que l'on appelle « une réforme », de sorte qu'on peut bien dire qu'un « sentiment commun unissait les Albanais et les Jeunes Turcs : l'horreur de « réformes » dirigées par un état-major d'officiers et d'agents européens » (1).

Mais, lorsque les Jeunes Turcs comprirent le danger de ruine qui menaçait l'Empire ottoman qui n'était alors qu'un « homme malade sur le Bosphore », ils entreprirent d'organiser un mouvement en vue du redressement de la Turquie, par toute une série de réformes démocratiques. Les Albanais adhèrent de suite à ce mouvement avec enthousiasme, ce qui paraît au premier abord assez étrange, car, ainsi que nous l'avons dit, ils montraient une répugnance presque instinctive contre toute sorte de réformes, que l'on avait essayé d'introduire sur leur territoire. Mais ce n'est qu'une apparence. En effet, cette attitude pourra s'expliquer facilement lorsque nous aurons montré ce que les Jeunes Turcs et les Albanais attendaient par ces réformes. Tandis que ces réformes pour les Jeunes Turcs n'étaient qu'un moyen en vue de préserver l'Empire ottoman de l'écroulement et, par conséquent, avaient un caractère purement nationaliste et centralisateur ; pour les Albanais, au contraire, elles signi-

(1) René PINON. — *L'Europe et la Jeune Turquie*, Paris, 1911, page 322.

fiaient tout autre chose. D'abord, les Albanais ont pensé que ces réformes ne changeraient rien à l'ancien état de choses en ce qui les concernait, mais au contraire maintiendraient le *statu quo*, ainsi que les Jeunes Turcs leur avaient présenté la cause pour les faire adhérer à leur mouvement. Sous les réformes, notamment en ce qui concerne la Constitution, les Jeunes Turcs promettaient aux Albanais le respect de leurs traditions et privilèges, le retour à la loi du Chériat et l'ouverture d'écoles albanaises ; sous les privilèges, les Albanais comprenaient particulièrement : la dispense du service dans les cadres permanents et l'interdiction aux non Musulmans et aux Serbes de porter les armes.

Ainsi compris, il n'y a rien d'étonnant à ce que les Albanais aient adhéré avec un si grand enthousiasme aux réformes préconisées par les Jeunes Turcs.

Pourtant, lorsque les Albanais ont compris la vraie signification de ces réformes, ils perdirent leur enthousiasme et, par la suite, refusèrent leur collaboration à l'édification du nouveau régime à venir.

Ce qui nous montre le mieux comment les Albanais entendaient les réformes, c'est le fait que « tandis qu'à Salonique et à Constantinople le Comité U (union et P (progrès) (1) proclamait qu'il n'y avait plus dans l'Empire ni Turcs, ni Bulgares, ni Arméniens, ni *Albanais*, ni musulmans, ni chrétiens, mais seulement des citoyens ottomans fidèles au Sultan et à la Constitution, libres et égaux en droit; à Tirana et à Elbassan, des réunions nationalistes proclamaient que *l'albanais devait être la langue officielle de l'Albanie*, réclamaient l'ouverture d'écoles *albanaises* et distribuèrent des livres en langue albanaise imprimés à Sofia. » (2).

Et quant aux déceptions que leur avaient causé les Jeunes Turcs, voici ce que dit M. Pinon, précédemment cité : « Plus tard, les Albanais s'aperçurent qu'on les avait leurrés de promesses fallacieuses et la Révolution avait un caractère turc, nationaliste et centralisateur » (3).

(1) *Union et Progrès*, l'organe exécutif des jeunes Turcs.

(2) R. PINON. — *Loc. cit.*, page 323.

(3) *Id.* — *Loc. cit.*, page 323.

C'est pour cela donc que les Albanais ne tardèrent pas à se lever contre leurs alliés d'hier et à passer de l'autre côté des barricades, c'est-à-dire aux anti-révolutionnaires. (Se voyant menacés dans leurs vieilles traditions et privilèges, ils luttent farouchement contre le Gouvernement des Jeunes Turcs et afin de donner à leur cause plus d'efficacité, ils se réunissent en 1910 à *Ferisavith* où ils se donnèrent une *bessa*, dite « Bessa de Ferisovitch ». Là, ils jurèrent de lutter sans merci contre le nouvel état de choses, après avoir déclaré « qu'ils avaient été trompés et que les Jeunes Turcs avaient menti à leur premier serment ». Puis, ils se retirèrent dans leurs forteresses naturelles, les montagnes, d'où ils définissent, dans un memorandum (1), le caractère de leurs luttes et expliquent les mobiles qui les ont inspirés.

Pourtant, cette autonomie réclamée dans ce memorandum, d'après ce que nous avons déjà dit sur la manière dont les Albanais entendaient les « réformes » et sur la Bessa de 1910, en effet, n'était qu'une protestation soulevée contre le régime despotique des Jeunes Turcs et une demande au retour du *statu quo ante*.

Si nous voulions maintenant montrer sous une forme de conclusion ou d'une impression comment le peuple albanais a compris les réformes des Jeunes Turcs, pourquoi chez les Albanais on n'a pu constater le succès d'aucune réforme jusqu'ici

(1) Ce memorandum a été publié par Emile Kahn dans *l'Albanie et la Paix de l'Europe*, d'où nous rapportons ici les lignes principales de ce memorandum «..... Nous avons gagné les montagnes pour montrer au monde civilisé que nous ne sommes pas satisfaits du gouvernement actuel de l'Empire ottoman et pour lutter jusqu'à ce que le gouvernement satisfasse à nos demandes qui sont les suivantes : 1° amnistie générale pour tous nos frères musulmans ou catholiques ; 2° liberté entière pour tous les Albanais de s'instruire dans leur langue nationale ; 3° liberté entière pour les écoles albanaises et pour les journaux albanais. Nous lutterons Tosques et Quégues jusqu'à ce que nous obtenions gain de cause. En plus de ces demandes nous exigeons encore ce qui suit, sans quoi nous ne pourrions pas vivre : que tous les fonctionnaires en Albanie soient Albanais, connaissent notre langue et nos usages et ainsi le gouvernement évitera les fautes qui ont provoqué les événements du printemps passé ; que la langue albanaise soit apprise dans toutes les écoles d'Albanie et écrite en lettres latines et non arabes. Nous sommes prêts à payer les impôts votés par le Parlement mais à condition que cet argent soit employé en Albanie pour des routes et des chemins de fer ; que le gouvernement ouvre des banques pour que le peuple puisse emprunter de l'argent en vue d'acheter des instruments agricoles ; que le gouvernement encourage l'entrée des capitaux étrangers pourvu que ce capital n'appartienne pas à la propagande étrangère. »

et enfin, quelles conditions préalables devraient être remplies avant qu'on puisse procéder avec succès à une réforme dans l'Albanie, nous y arriverons le plus facilement en citant ce que M. René Pinon a dit à propos de cette révolution dans son livre déjà plusieurs fois cité. La dernière phrase de cette conclusion qu'il a tirée, peut complètement s'appliquer également à l'état de choses actuel en Albanie tel qu'il existe actuellement. Cette conclusion la voilà :

« Albanais et Jeunes Turcs n'ont pas compris de la même manière la révolution à laquelle les uns et les autres ont participé ; entre eux l'accord n'a vraiment existé que sur un seul article : dehors les étrangers ! Sur tous les autres points l'autonomie est profonde, radicale et à mesure que se développent les conséquences de la révolution elle va en s'accroissant. Un peuple de pasteurs et de chasseurs vivant dans ses montagnes, sous un régime patriarcal et féodal, sans instruction, sans littérature, sans routes, ne peut être transformé en quelques jours, par la magie des mots, la vertu d'une constitution en une démocratie égalitaire et parlementaire. « Beaucoup ébranlent les montagnes par un seul mot », dit un proverbe tosqe, encore faut-il que ce mot retentisse dans les cœurs, qu'il soit intelligible à ceux qui l'entendent. « Constitution, obéissance à la loi » n'ont pas de sens pour la masse albanaise attachée à ses coutumes, à ses chefs, à ses prêtres, à sa conception séculaire de l'honneur et du droit. Les abstractions jacobines, le philosophisme sentimental et l'égalitarisme naïf dont se leurre l'imagination des Jeunes Turcs *sont inadaptables à des cerveaux albanais.*

« Les Jeunes Turcs vivifient ces vieilles défroques du vocabulaire quatre vingt neuviste par un patriotisme ardent et parfois aussi par un sens politique très avisé et très opportuniste. Mais en Albanie surtout, l'application intégrale et immédiate de leur programme législatif et gouvernemental les conduirait à de très graves mécomptes. Ici, la tradition vivante est aux prises avec l'esprit de système. Pour lutter contre des coutumes si anciennes qu'elles sont pour ainsi dire incorporées à la race, la raison toute seule, si infaillible qu'on la suppose, ne suffit pas, il y faut le temps. Le vrai progrès ne s'impose pas avec la force, il s'insinue avec des bienfaits...

« La première œuvre à entreprendre est la construction des

routes et des chemins de fer à travers l'Albanie. Il faut créer des débouchés nouveaux, mettre des outils aux bras qui portent le fusil. *L'Albanie est pauvre*, repas albanais en Macédoine, signifie diète, il faut l'enrichir en la faisant travailler. L'Albanais émigre ou bat l'estrade ; il faut le retenir en l'aidant à mettre en valeur ses forêts, ses pâturages et à vendre les produits de son industrie. *L'Albanais est ignorant*, il faut lui donner des écoles, lui permettre d'y enseigner et d'y apprendre sa langue. » En un mot : « avant de rien exiger de l'Albanie, il faut lui donner beaucoup... » (1).

D) Du Congrès de Londres jusqu'à la Grande Guerre et la Conférence de la Paix

Nous entrons dans une période qui pourrait incontestablement être désignée comme ayant été la plus importante dans l'histoire de l'Albanie, car en effet, c'est avec cette période que commence l'histoire politique de cet Etat, vu que c'est seulement au cours de cette période que l'Albanie réussit à s'élever au degré d'un Etat indépendant et autonome ; jusqu'ici, comme nous l'avons vu, l'Albanie n'était qu'une province de l'Empire ottoman. Et pour nous qui nous occupons spécialement des frontières de ce pays, cette période est d'autant plus importante, car ce n'est qu'à partir de cette époque qui commence avec le Congrès de Londres de 1913, que l'Albanie eut des frontières déterminées, pour cette simple raison que l'Etat même jusqu'ici n'existait pas. Pourtant, si nous nous rappelons que l'Etat est « une communauté indépendante, organisée d'une manière permanente, sur un territoire, sur une assiette fixe (2) ; il est donc tout à fait naturel que nous ne puissions pas parler de ces limites qui fixent ce territoire, avant même qu'il ne fut pas déterminé au point de vue du droit international public.

Certes, nous avons parlé dans un précédent chapitre des questions de frontières d'après le traité de Berlin de 1878, mais il faut remarquer que nous n'en avons parlé en fait qu'en tant que des questions concernant l'Empire ottoman, car le traité de

(1) R. PINON. — *Loc. cit.*, pages 332-333.

(2) RIVIER Alph. — *Principe du droit des gens*, Paris, 1896, pages 45-46.

Berlin délimitait les frontières de cet Empire et non celle de l'Albanie, qui n'était en ce temps là qu'une province turque.

Comme s'est créé l'Etat albanais et d'autres questions qui en résultent, par exemple, celle de la délimitation des frontières du premier Etat albanais et aussi celle de l'organisation du dit Etat, ce sont des questions qui ont été examinées, discutées à la réunion des Ambassadeurs et qui sont le sujet de notre étude dans ce chapitre.

La Réunion des Ambassadeurs et la Création de l'Etat albanais

Avant de commencer à expliquer brièvement les événements qui ont précédé et qui ont provoqué la réunion de Londres, en 1913, nous tenons à souligner qu'au cours de notre étude relative à ce Congrès, nous abandonnerons cette expression, dont on se sert ordinairement : « Congrès de Londres », pour utiliser celle qui nous paraît plus exacte et plus propre à savoir : « La Réunion ou Conférence des Ambassadeurs », car en 1913, ce ne fut pas un Congrès proprement dit, mais une simple réunion des Ambassadeurs des six Grandes Puissances. Un congrès, cela veut dire la réunion d'un nombre plus ou moins restreint de délégués dûment autorisés, représentant les Gouvernements intéressés, avec des pouvoirs plus ou moins étendus, qui prennent les décisions créant des obligations à leurs Gouvernements, tandis qu'en 1913, les représentants des Grandes Puissances ne s'entendaient qu'aux recommandations à faire à leurs gouvernements qui, à leur tour, donnaient leur approbation ou non.

Pour connaître le caractère de ces décisions il suffit de citer n'importe quelle décision apportée par la Réunion des Ambassadeurs, par exemple, celle par laquelle fut décidée la création d'une Albanie autonome : « Les Ambassadeurs ont *recommandé* à leurs gouvernements, *qui l'ont accepté*, le principe de l'autonomie albanaise.... »

Mais passons. Etant donné que la Réunion des Ambassadeurs avait été convoquée dans la crainte que la crise balkanique ne devienne une crise européenne par suite de la Turquie et de l'Autriche-Hongrie dans cette question, nous croyons qu'il y a lieu de commencer par l'exposition de cette crise.

Le peuple balkanique, Serbe, Bulgare, Monténégrin et Grec, opprimé, sous le joug de l'Empire ottoman afin de conserver leur nationalité et leur race menacées par une politique systématique de turkisation et d'albanisation, s'organisèrent dans une alliance contre leur ennemi séculaire, ayant pour but la délivrance définitive de leurs frères qui se trouvaient toujours sous la domination turque.

Il était grand temps qu'on procédât à cette délivrance du peuple balkanique et spécialement de la Serbie et du Monténégro. Pour nous en faire une idée exacte nous nous reporterons à un document concernant la guerre balkanique — la proposition du Gouvernement monténégrin au Gouvernement bulgare tendant à la conclusion d'une alliance balkanique, dans laquelle le Gouvernement monténégrin dit ce qui suit :

« L'ancien régime turc a amené l'anéantissement presque total du peuple slave en Turquie. Par les crimes et les supplices, il lui a enlevé en somme, toute la possibilité de développer son progrès national ; en plus, il lui a imposé la férocité des Albanais qui, par de nombreux crimes faits aux slaves, a diminué leur nombre et dévasté leurs contrées, ce qui a rendu plus forts les Albanais musulmans. Si ce régime avait duré 20 ou 30 années encore, dans beaucoup de pays balkaniques il ne serait resté que les montagnes et les rivières portant des noms slaves, et qui auraient seules pu dire que dans le temps jadis y vivaient les Slaves. En effet, c'est ainsi dans plusieurs contrées où vivent aujourd'hui les Albanais, dits *Arnaoutes*. »

Ayant l'unique souci de faire respecter les principes des nationalités, les Alliés balkaniques proclamèrent hautement ce principe qu'ils avaient pris comme devise : « Les Balkans aux Peuples balkaniques ». Ce principe fut accueilli avec sympathie par toutes les Puissances intéressées dans la question d'Orient et particulièrement dans celle des Balkans, sauf par l'ancienne monarchie austro-hongroise.

L'Autriche d'alors, animée d'ambitions impérialistes dans les Balkans et suivant de tous temps une politique d'hostilité envers la Serbie, a accueilli ce principe avec un sourire ironique, fermement persuadée que la Turquie, dont l'armée venait d'être réorganisée par des officiers d'Etat-major allemands et qui tenait encore toujours dans ses mains la Macédoine et l'Albanie, allait sortir sans aucun doute vainqueur de cette guerre ;

tandis que la Serbie serait humiliée et endommagée. Et c'est pourquoi on peut dire que l'Autriche a accueilli avec une joie sournoise la formation de l'alliance balkanique.

C'est le moins qu'on puisse dire avec certitude en ce qui concerne la politique autrichienne quant à la formation de l'alliance balkanique, car si l'on doit croire certains auteurs, la guerre de 1912 et notamment celle de 1913, furent dues non pas à l'initiative turque, ni au panslaviste, mais à l'instigation de l'Autriche-Hongrie. Celle-ci aurait inspiré l'alliance balkanique croyant à peu près certaine la victoire de l'armée turque qui, comme nous l'avons déjà dit, était instruite depuis quelques années par des officiers allemands. De sorte que la bataille célèbre de *Koumanovo* fut ainsi une double victoire serbe, gagnée non seulement sur les armées turques, mais aussi sur la politique sournoise de la Chancellerie viennoise !

Et c'est peut-être grâce à cette hypothèse qu'on peut expliquer la déception qu'éprouvèrent les milieux autrichiens au lendemain des victoires des armées alliées.

Nous considérons que pour bien comprendre et définir le rôle de l'Autriche dans la question balkanique et notamment dans la question albanaise, il est nécessaire de connaître au préalable le but et les tendances de la politique autrichienne à l'égard de la Serbie, car, ainsi que nous allons le voir, l'attitude de l'Autriche dans cette fameuse question albanaise n'est que la conséquence logique de cette politique qu'elle a suivi de tous temps vis-à-vis de ce pays.

Après la chute de l'Autriche à Sadowa en 1866, lorsque la Hongrie se détacha d'elle, dans la monarchie autrichienne commence à prévoir l'opinion, l'idée très adroitement introduite par Bismark que l'Autriche n'a rien à perdre si elle se désintéresse des choses d'Allemagne et tout à gagner en se tournant vers les Balkans. Cette opinion prévaut au moment où Andrassy arrive à se placer à la tête de la politique de l'ancienne monarchie. Le résultat de ce changement d'orientation ne tarda pas à se faire sentir ; par le traité de Berlin de 1878, l'Autriche réussit déjà à mettre le pied dans les Balkans, ayant obtenu d'être « chargée » de l'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine et, en 1908, par l'annexion de ces territoires, elle a enfin réussi à s'installer dans les Balkans.

Mais très vite les tendances politiques d'expansion de l'ancienne monarchie reçoivent une formule plus large, formule bien connue : « Drah nah Ostten » qui voulait dire : par la Serbie et l'Albanie arriver à Salonique, de Salonique à Constantinople et de là, par le chemin de fer, à Bagdad et au Golfe Persique. En ce qui concerne la Serbie, les buts et les efforts de la politique autrichienne peuvent se résumer dans les deux points suivants : 1° aucun agrandissement du territoire de la Serbie ; 2° systématiquement, faire amener par une politique de contrainte la Serbie dans une dépendance économique complète, par suite ne permettre à aucun prix son émancipation économique de façon qu'elle tombe un beau jour, aux mains de l'Autriche-Hongrie, « comme un fruit mûr ». D'où, plus tard, opposition énergique de la diplomatie autrichienne à la sortie de la Serbie sur la mer Adriatique, qui signifierait l'émancipation économique complète de ce pays.

Oui, c'est seulement grâce à cette politique qu'elle parviendra à réaliser son but caché dans les Balkans, dont elle s'efforce de faire une colonie ; car, vraiment, n'était-il pas honteux et même étrange pour l'Autriche qu'elle soit alors l'unique grande puissance dans cette colonie.. Pourtant, tout en approuvant cet effort par elle fait, pour obtenir des colonies, nous ne pouvons pas ne pas faire la remarque suivante. L'Autriche veut une colonie ; il est naturel qu'elle désire imiter à cet égard les autres puissances. Mais une chose saute aux yeux et choque l'opinion de tous, c'est le fait que tandis que toutes les autres puissances ont fait et font des efforts pour trouver des colonies en Asie, en Afrique, en Océanie, etc... ; voilà l'Autriche qui cherche à se faire une colonie dans les Balkans, nous voulons dire en Europe !

Mais, « *Homo proponit, sed Deus disponit* », comme l'a bien dit le vieux proverbe latin, ou d'après un proverbe serbe qui serait employé dans une semblable situation : « On a fait l'addition sans le garçon. »

Oui, l'Autriche a fait son addition sans avoir appelé le garçon, car de tous les projets soigneusement tracés à l'avance, de toutes ces combinaisons si bien préparées, rien ne se réalisa. En effet, les victoires foudroyantes des alliés balkaniques et par suite l'effondrement de la puissance ottomane détruisent

tous les calculs et les prévisions de la diplomatie qui se trompa cette fois, comme elle s'était trompée en 1866 croyant à la victoire de l'Autriche sur l'Allemagne.

On peut donc facilement imaginer la surprise et la stupéfaction des milieux politiques autrichiens lorsque les Serbes commencèrent leur marche victorieuse sur le territoire de l'Empire ottoman et notamment lorsqu'ils envahirent le Sandjak Novi Bazzar et la Macédoine et lorsqu'ils se dirigèrent en ligne d'abeille vers Durazzo, en aboutissant enfin à la mer Adriatique, c'est-à-dire à la réalisation de leur rêve traditionnel. L'effet effroyable, surtout en ce qui concerne les victoires des troupes serbes, car la victoire bulgare et celle des autres alliés fut plutôt une surprise, mais la victoire serbe : c'était un véritable désastre (1) pour les hommes d'Etat autrichiens.

Pour l'Autriche, ces victoires des Alliés signifiaient un double désastre politique et moral.

C'était un désastre politique, car, désormais, une grande Serbie s'interposerait entre la mer et les Etats austro-hongrois et alors l'Autriche serait coupée de la Macédoine et de l'Albanie par la Serbie : la Macédoine serait partagée ; Salonique même serait attribué à l'un des alliés. Mais ce n'est pas tout : il y a encore par la sortie de la Serbie sur l'Adriatique le commerce qui prendrait des voies nouvelles, de sorte que ces pays ressuscités poursuivraient désormais leur émancipation économique après avoir conquis leur émancipation politique.

En plus de cela, c'était un désastre moral parce que c'est à partir de ce moment que l'avenir de la Monarchie austro-hongroise se présente sous un lamentable aspect. Oui, pour cette monarchie hétérogène composée de divers peuples, parmi lesquels le peuple slave est un des plus nombreux, tandis que dans la péninsule balkanique à l'horizon, se montre un grand pays slave, une grande Serbie, qui, par sa situation géographique même et par son histoire, son passé glorieux, serait appelée à jouer un rôle identique à celui qu'a joué le Piémont dans la réunion des pays italiens jusqu'alors séparés les uns des autres, rôle qu'a joué la Prusse dans la formation de l'unité

(1) R. PINON. — *L'Autriche et la guerre balkanique*, page 587.

allemande. A leur tour, les frères slaves se trouvant sous le joug autrichien notamment les Croates, les Slovènes et les Bosniaques, n'allaient-ils pas penser qu'enfin le moment était arrivé où ils devraient songer à leur libération définitive et à s'unir dans un Etat qui engloberait tous les Slaves du Sud des Balkans (1).

Et devant une telle perspective pour l'avenir de l'empire et en présence d'événements qui prenaient une tournure inattendue le Cabinet autrichien a été obligé de se réconcilier avec cet état de choses, de s'adapter aux nouvelles circonstances et de compter avec la réalité puisque ce qu'il craignait — la Grande Serbie — était presque une réalité à présent, étant donné les victoires continuelles des armées serbes et alliées. Donc, pour l'Autriche-Hongrie, la réalité des choses consistait dans le fait que bientôt allait se créer un grand Etat slave qui, par le développement même de la vie des peuples, finirait par devenir un point de gravitation pour tous ces peuples slaves se trouvant sous sa domination.

C'est pour cela que les hommes d'Etat de l'ancienne monarchie se mirent à chercher comment et par quel moyen ils pourraient amener cette future grande Serbie qui se créait malgré leur volonté, dans un état tel qu'il ne constituerait pas un danger réel pour l'intérêt de la monarchie. Voilà le grave

(1) En effet, tous les Slaves de la Monarchie Double accueillirent avec un grand enthousiasme ces victoires serbes et si nous voulions décrire cet enthousiasme, nous ne pourrions faire mieux que de rapporter à ce propos un passage de M. R. Pinon où il nous montre vraiment avec une grande virtuosité les événements qui se déroulèrent dans l'Empire autrichien après les victoires des armées alliées : « Parmi les Slaves de l'Empire, la joie fut intense ; chaque victoire des alliés retentit dans le cœur comme le clairon de l'avenir comme l'annonce de la prochaine grandeur de la famille slave. A Prague, à Zagreb (Agram), chez les Slovènes et chez les Slovaques, chez les Polonais et chez les Ruthènes en Dalmatie, en Bosnie, en Herzégovine, la joie éclata publiquement. Un frisson de fraternité slave passa sur tous ces peuples avec l'orgueil du succès... Les Polonais eux-mêmes d'ordinaire réfractaires à toute politique d'entente slave vibrèrent à l'unisson des autres nationalités et se persuadèrent que leur avenir ne pourra devenir meilleur que par une étroite solidarité avec la race slave.

Chez les Tchèques, un enthousiasme indescriptible éclata. On eut dit que la victoire des alliés était leur victoire. Une souscription pour les blessés atteignit en quelques jours un million de couronnes ; deux cents médecins parmi lesquels plusieurs Professeurs en renom partirent pour Sofia, Belgrade et Cettigne. La jeunesse parcourait les rues de Prague en chantant les hymnes serbes et bulgares... Il semblait que la victoire des quatre peuples balkaniques fut la victoire d'une race. » (*Loc. cit.*, page 589.)

problème qui s'était posé au cours des victoires des peuples alliés et notamment celles des Serbes, pour l'Autriche. Elle résout enfin ce problème de la façon suivante : 1° il ne faut permettre à aucun prix que la Serbie obtienne un débouché sur la mer Adriatique ; 2° il faut créer au Sud de la future Serbie une grande Albanie ottomane, un Etat albanais dont le rôle serait de tenir la Serbie en échec.

Ce sont les deux points principaux du plan de l'Autriche, élaborés à la suite d'événements qu'elle n'attendait pas et qui feront l'objet de son activité à la Conférence de Londres à laquelle elle finira par imposer ses points de vue dans la question albanaise.

« Il faut créer une Albanie », c'est bien compréhensible, mais pourquoi, justement, faut-il créer une grande Albanie, ce qu'on ne peut pas comprendre à première vue ?

Mais seulement à première vue, car, à notre avis, la raison est bien simple : N'est-ce pas la première fois qu'on va constituer un Etat albanais dans l'histoire de ce peuple ; il n'y a donc pas de frontières historiques de l'Albanie ; c'est-à-dire ses frontières sont imprécises, et par suite *extensibles*. Par conséquent, grâce à ce fait il serait très facile qu'elles soient étendues le plus possible au détriment de tous territoires qui devraient appartenir à la Serbie. Ainsi, en cherchant à agrandir le futur Etat albanais, on diminuait par là même cette grande Serbie, qui était en formation.

C'est, comme on le voit, une « solution » digne d'être retenue. Tous les détails sont prévus, le plan est parfaitement conforme aux intérêts de la monarchie.

A propos de ces décisions prises par l'Autriche devant les événements inattendus, nous désirons souligner seulement ceci : voilà donc comment et par quels mobiles on créait un Etat, dans un temps où la Société des Nations n'existait pas.

Dans cette « décision » il ne faut pas seulement chercher l'origine de l'Etat albanais, mais aussi, nous sommes persuadés qu'il faut y chercher l'origine même de tous les conflits postérieurs d'ordre international.

Oui, dans cette « décision » prise par l'Autriche-Hongrie, en vue d'entraver la marche d'événements inévitables, se virent le jour tous ces germes qui seulement quelques mois après, en

1913, engendrent la fameuse question de Scutari qui, pour un peu, a failli provoquer la guerre européenne ; la question de Koritza, la question d'Argyrocastro et encore plus tard, après la guerre mondiale, cette « solution » posera de nouveau la question de Scutari, d'Épire et enfin ouvrira l'ère de la fameuse question du Saint-Naoum, qui durera plusieurs années !

Et voilà pourquoi nous dirons, dès maintenant, sans en rien préjuger à propos de tous ces conflits survenus à l'occasion de la délimitation de l'Etat albanais ainsi créé et dont nous allons nous occuper dans la deuxième partie de notre étude, qu'il incombait comme un devoir de justice et de conscience à tous ceux qui avaient été chargés de statuer sur ce différend, de tenir compte de cette tendance, de cette idée dont l'Autriche était animée lors de la création de l'Albanie.

D'ailleurs, considérant que cette attitude et ces tendances autrichiennes dans la question albanaise doivent être prises comme point de départ dans l'examen de frontières de l'Albanie, nous reviendrons, dans la deuxième partie, sur cette question, car c'est seulement grâce à ce rôle prépondérant qu'a joué l'Autriche à la Réunion des Ambassadeurs que nous parvenons à être aujourd'hui fixés exactement sur la question dont nous nous occupons.

Et si nous avons insisté autant sur cette attitude et sur le plan de l'Autriche, c'est parce qu'après l'avoir démasqué, il nous sera très facile d'expliquer plus tard la question même de Scutari, car ainsi que nous l'avons déjà dit, l'origine de cette question se trouve très étroitement liée à celle de la création de l'Etat albanais ; par conséquent, notre tâche dans cette question serait déjà beaucoup facilitée surtout en ce qui concerne la question de savoir pourquoi cette ville de Scutari, bien que d'origine serbe, fut néanmoins attribuée à l'Albanie.

Maintenant, essayons de bien éclaircir en quoi consistait exactement le rôle et la politique autrichienne dans la crise balkanique et spécialement albanaise à la Réunion des Ambassadeurs.

Tout d'abord rappelons-nous que l'Autriche n'a pas cru dans la victoire des peuples balkaniques, c'est-à-dire dans ce noble

principe : « les Balkans aux peuples balkaniques », proclamé par ces peuples.

Mais lorsqu'elle se vit trompée dans ses prévisions, nous la voyons, non sans grande surprise, se faire pour ainsi dire, pour une nuit, le champion inattendu du principe des nationalités. Le comte Berthold, ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, proclama d'abord à l'Europe la formule : « L'Albanie aux Albanais », disant qu'en dehors des Serbes, Monténégrins, Bulgares et Grecs il existait aussi des Albanais.

Et presque en même temps, un des journaux autrichiens des plus influents s'exprimait ainsi, le 6 novembre 1912, à propos de ce principe des nationalités :

« La justice la plus élémentaire exige que le principe : « Les Balkans au peuple balkanique qui a été si apprécié par les Serbes, profite aussi aux Albanais. L'esprit d'indépendance des Albanais est facteur avec lequel, la raison ne l'exige, il convient de compter et cela en temps opportun » (1).

La question d'une Albanie autonome fut ainsi posée par l'Autriche qui ne se contenta pas seulement de faire de la propagande par la voie de la presse, elle a fait également savoir par tous les moyens dont elle disposait, que la question du débouché serbe sur la mer Adriatique et surtout la création d'une Albanie autonome sont pour elle des questions vitales, de sorte qu'elle ne reculera devant aucun obstacle pour obtenir la satisfaction de ses intérêts.

L'action autrichienne, en ce temps-là, devient très troublante. Les Serbes marchent vers la mer Adriatique et allaient ainsi s'affranchir pour toujours de la tutelle économique de l'Autriche. Le Gouvernement austro-hongrois menaçait d'intervenir dans la question balkanique au nom du *droit de voisinage* sous lequel elle désignait les « intérêts vitaux de la monarchie dans les Balkans ».

Il est bien connu que l'Autriche-Hongrie, en ce temps-là s'était armée et était prête à entrer dans la guerre contre la Serbie en vue d'empêcher que tous ses « intérêts vitaux » ne soient lésés. Dans cette entreprise, elle était poussée surtout par le clan, le parti militaire alors très fort, de sorte que le

(1) *Fremdenblat*, le 6 novembre 1912.

Cabinet de Vienne a mis l'Europe dans une grande inquiétude (1).

Dans un tel état de choses, lorsque l'on s'aperçut que la crise balkanique finirait par devenir une guerre européenne, on pensa immédiatement à une intervention des Grandes Puissances qui résoudraient avec plus d'autorité cette brûlante question ; et vraiment, si malgré une pareille attitude du Cabinet de Vienne, la guerre n'a pas éclaté, c'est grâce à cette intervention des Grandes Puissances qui apparaissent alors sur la scène.

Cependant, étant donné que presque toujours dans de pareilles questions les Grandes Puissances n'interviennent pas pour des raisons purement sentimentales, mais, au contraire, entendent en tirer certains avantages, la question n'aurait pu être qu'aggravée par la mise en pratique de cette procédure et par le « respect de cette tradition ». C'est pour cela qu'on est tombé immédiatement d'accord pour convenir que cette intervention des Grandes Puissances pourrait être efficace, seulement dans le cas où elles voudraient bien se désintéresser territorialement dans la liquidation de cette crise balkanique. Certes, ce serait l'unique moyen efficace, mais en même temps n'est-ce pas le plus difficile au point de vue de sa réalisation, car ne sommes-nous pas toujours à l'époque où en Europe l'on considère et l'on pense que la grandeur, le prestige et la puissance d'un pays sont proportionnés à l'étendue de son territoire !

Pourtant, ce qui paraît avec raison si difficile, pour ne pas dire impossible, un des plus grands hommes d'Etat français, M. Raymond Poincaré, alors Président du Conseil, a néanmoins réussi à le faire. En qualité de représentant de la nation la

(1) Sur l'attitude belliqueuse du Cabinet de Vienne, M. René Pinon s'exprime ainsi dans les lignes suivantes : « Le Gouvernement de Vienne, depuis quelques semaines tient l'Europe en alarme ; l'Empire retentit du bruit des armées, 900.000 hommes seraient prêts à entrer en campagne. Si exagéré que soit peut-être ce chiffre il est certain que l'armée austro-hongroise a été en partie mise sur le pied de guerre et que les militaires frémissaient d'impatience et réclamaient la bataille. En Bosnie Herzégovine, dans les ports, sur la Save et le Danube, en face de Belgrade, des masses d'hommes sont concentrées, tout est préparé pour envahir en quelques heures la Serbie et le Sandjak de Novi Bazar pour transporter des troupes à Durazzo... » (*Loc. cit.*, page 577.)

moins intéressée dans la crise balkanique et par là la plus impartiale, M. Poincaré était sans doute le mieux désigné pour essayer de faire prévaloir ce principe du « désintéressement territorial », dans la liquidation de ladite crise qui menaçait de précipiter les événements, c'est-à-dire d'accélérer la guerre européenne.

En effet, grâce aux efforts de M. Poincaré, la proposition de celui-ci concernant le principe du désintéressement territorial, fut accueillie favorablement par tous à l'exception naturellement de l'Autriche-Hongrie, étant donné que celle-ci était trop intéressée pour pouvoir renoncer d'avance à une acquisition éventuelle.

C'est pourquoi on comprend que cette proposition de désintéressement a eu un effet assez dur en Autriche-Hongrie.

Le comte Berthold, lorsqu'on lui soumit cette proposition, demanda quelques jours pour réfléchir.

Pendant ce temps là, en Autriche, une grande campagne de presse se déchaînait contre cette proposition. La *Nouvelle Presse Libre* écrivait alors, à propos de cette proposition, ce qui suit :

« La formule du Président du Conseil français exige la chasteté d'une nonne : pas le désir coupable, abstinence complète de la chair, rien qui puisse troubler les sens et réchauffer le cœur ! Elle veut un désintéressement complet, une renonciation complète, en un mot la fleur bleue que les rêveurs ont si souvent cherchée et que les hommes d'Etat n'ont jamais trouvée. La formule n'est qu'une demande habile adressée à l'Autriche-Hongrie. Nous devons être amenés à faire des aveux, à ouvrir notre cœur, sur le marché diplomatique. Le juriste qui dirige la politique extérieure de la République veut amener le coupable à parler... » (1).

Cette attitude de l'Autriche, plus que jamais, mit toute l'Europe dans une grande inquiétude et dans une situation bien pénible où personne ne se trompait quant à l'interprétation de cette opposition contre le principe du désintéressement. Et par suite, ce fut pour l'Europe un vrai soulagement lorsqu'elle apprit la nouvelle que l'Angleterre avait décidé d'intervenir dans la liquidation de la crise balkanique, en prenant l'initiative de la convocation d'une Conférence d'Ambassadeurs des Grandes Puissances.

(1) Le *Temps* du 4 novembre 1912.

1^o La réunion des Ambassadeurs de 1913

En effet, à l'initiative de l'Angleterre, une réunion d'Ambassadeurs représentant les six grandes puissances qui formaient le « concert européen » avait lieu à Londres.

La première séance fut tenue le 17 décembre 1912 sous la présidence de Sir Edward Grey, le ministre des Affaires étrangères d'Angleterre. Plusieurs questions étaient inscrites à l'ordre du jour. Mais résoudre ces questions présentait de grandes difficultés. Car dès le commencement se manifestèrent deux politiques complètement opposées l'une à l'autre. Deux puissances, avec des tendances politiques différentes, se rencontrent, et comme elles étaient les plus intéressées dans les affaires des Balkans, la Conférence de Londres se transforma pour ainsi dire immédiatement en un champ de bataille où ces puissances luttèrent farouchement. Ces puissances furent : d'une part.

L'*Autriche* qui, ainsi que nous l'avons déjà vu, se faisait un devoir d'empêcher à tout prix la Serbie d'obtenir la sortie sur la mer et de créer coûte que coûte une Albanie autonome qui devait, d'après son plan, servir de contrepoids dans les Balkans au développement de la Puissance slave ; et

La *Russie*, d'autre part, qui depuis toujours était la protectrice naturelle des peuples slaves dans les Balkans, prit fait et cause pour la Serbie et le Monténégro. Et, en général, les desseins politiques de la Russie dans les Balkans, à cette époque, pourraient être aujourd'hui résumés de la façon suivante : 1^o s'efforcer de contre-balancer le pangermanisme ; 2^o s'efforcer de grouper autour d'elle tous les peuples slaves pour la réalisation d'un idéal slave. C'est pourquoi l'*Autriche*, à son tour, s'efforçait également de contrecarrer le protectorat exclusif de la Russie sur les peuples balkaniques.

Voilà donc l'origine de toutes ces luttes sans merci de la diplomatie de ces deux grandes puissances, des luttes dont le caractère diplomatique menaçait à tout moment de se transformer en caractère militaire. Et c'est seulement, sans aucun doute, à cause de ce grand antagonisme qui divisait ces deux puissances que le Chancelier de Fer, M. R. Bismark pouvait

émettre vraiment cette ingénieuse et spirituelle formule quant à sa politique envers ces puissances : « Je tiens par le collier deux formidables bêtes héraldiques, afin qu'elles ne se déchirent pas entre elles, afin qu'elles ne s'entendent pas pour nous déchirer. »

Mais néanmoins, malgré l'opposition énergique et les efforts considérables de la Russie, l'Autriche avec l'Allemagne derrière elle et aidée fidèlement par l'Italie, avec la politique de laquelle, dans la question albanaise, nous allons nous familiariser un peu plus tard, a fini par imposer à la Conférence ses points de vue en ce qui concernait les principales questions dont celle-ci avait été saisie, à savoir : la question de la sortie de la Serbie sur la mer et notamment la question de la création d'une Albanie autonome.

Avant d'aborder cette deuxième question, nous croyons qu'il y a lieu de dire quelques mots à propos de la première.

La Serbie, jusqu'alors n'ayant aucun débouché maritime, voyait son développement économique entravé. De sorte que cette nécessité d'un débouché pour la Serbie était évident pour tous ceux qui n'étaient pas aveuglés, comme l'Autriche, par des considérations purement égoïstes et impérialistes.

La Serbie, à côté de cette raison économique, avait également une raison politique, car l'absence de débouchés maritimes gênait aussi son développement politique. En effet, il lui était nécessaire de s'affranchir enfin de la tutelle économique de l'Autriche, car grâce à cette tutelle l'Autriche avait toujours un moyen très commode pour entraver le développement même de toute vie aussi bien extérieure qu'intérieure de la Serbie. Exemple : la guerre douanière de 1908.

Dans cette question donc, l'Autriche a réussi à faire prévaloir son point de vue. Sous prétexte de maintenir l'équilibre sur la mer Adriatique, elle a posé son veto en ce qui concerne l'attribution d'un débouché à la Serbie, déclarant que cet équilibre sera compromis dans le cas contraire (1).

(1) En effet, l'Autriche-Hongrie s'opposait à l'accès de la Serbie à la mer pour trois raisons : économiques, politiques et stratégiques.

1^o *Raison économique.* — Il était à prévoir que si la Serbie s'affranchissait

Mais malgré toutes les concessions faites par les Serbes et malgré la résistance forte de la Russie, l'Autriche a néanmoins fini par imposer sa volonté, en faisant adopter par la Conférence ce qui a été loin de ce que la Serbie demandait, car, bien qu'il lui fût octroyé un « accès » commercial à la mer, cet accès, pratiquement, était presque inutilisable:

à jamais de la dépendance économique autrichienne, le développement économique et industriel de la Monarchie en souffrirait, vu que l'industrie autrichienne jusqu'à cette époque alimentait les marchés de la Péninsule ; les produits fabriqués y pénétraient par les ports, par le Danube par le chemin de fer. Or, la Serbie a peu d'industrie, de sorte qu'elle est par le jeu même des circonstances un client naturel de l'Autriche.

A propos de cette question des chemins de fer adriatiques qui devait conduire la Serbie à travers le Nord de l'Albanie à la mer, voilà ce qu'écrivait un publiciste autrichien très connu, M. Hlumecky, dans son livre *L'Autriche et l'Italie* : « Qu'il s'agisse de la ligne Nis-Antivari ou celle Valona-Mitrovitz, tous ces projets visent au même but : les Etats balkaniques veulent politiquement et économiquement s'émanciper de la Monarchie et en même temps déplacer leur centre de gravitation en le reportant de l'Europe centrale vers le Sud Ouest... »

2° *Raison politique.* — La deuxième raison pour laquelle l'Autriche, à la Réunion de Londres, s'opposait à ce qu'on donnât satisfaction à la Serbie, visait ses desseins et plans politiques. Etant donné que l'Autriche considérait d'après ses projets le futur Etat albanais comme un instrument de sa politique de pénétration : « Nah drah Osten », elle ne voulait, par conséquent, permettre à aucun prix cet accès à la Serbie, parce que celle-ci « malheureusement » demandait que cet accès se fit par l'unique chemin possible, savoir : la vallée de Scutari à travers l'Albanie du Nord. Or, c'était justement à cet endroit que la propagande autrichienne était la plus active et la plus efficace. Et, par cette opposition l'Autriche a donc prouvé encore une fois qu'elle considérait l'Albanie comme une chose qui lui appartenait déjà. De là son effort pour conserver à tout prix l'intégrité du territoire albanais.

Par conséquent, à propos de cette raison politique, on peut conclure que les efforts de l'Autriche à la Réunion des Ambassadeurs consistaient autant à éloigner les Serbes de la mer qu'à sauvegarder l'intégrité de la future Albanie dont elle pensait faire l'instrument de sa politique dans les Balkans.

3° *Raison stratégique.* — Enfin, la troisième raison pour laquelle l'Autriche s'opposait à la réalisation d'une cause si juste est d'ordre stratégique. Elle a émis la crainte que cette porte commerciale que revendiquaient les Serbes, pourrait même servir à fournir en cas de conflit avec la Triple Alliance une base navale à la Russie, qui, par ce fait, aurait la possibilité d'effectuer « l'embouteillage » de sa flotte. A cet argument les Serbes répondirent tout d'abord qu'il n'est aucunement prouvé que leur pays reste et restera dans l'orbite de la Russie. Et afin de priver l'Autriche de tout prétexte, ils allèrent jusqu'à proposer une internationalisation du littoral albanais par lequel ils devaient sortir à la mer ; une internationalisation dans le genre de celle qui fut appliquée à Tanger. Les Serbes proposèrent même qu'on stipulât qu'aucune base militaire ne saurait être avénagée ; qu'aucune fortification côtière ne pourrait être élevée et qu'enfin leur front de mer pourrait être grevé de servitudes analogues à celles qui furent imposées au Monténégro.

Maintenant, passons à la deuxième question dont s'occupait la Conférence : la question de la création de l'Etat albanais.

2^o La création de l'Etat albanais

« Au banquet des vainqueurs s'assied un convive qu'on n'avait pas
« invité et que ne l'ayant pas vu à la peine on ne s'attendait pas à
« voir au profit : les Albanais. »

R. PINON.

Par cette phrase spirituelle, M. Pinon nous a décrit exactement la situation et l'atmosphère dans laquelle se trouvait la Réunion des Ambassadeurs au moment où ayant devant elle, d'un côté l'ancien Empire ottoman, et de l'autre les peuples balkaniques, vainqueurs, elle a entrepris cette dure tâche qu'était la liquidation de la crise balkanique.

Quant à l'Albanie, si l'on est d'accord pour reconnaître qu'elle a été dans cette guerre plutôt passive qu'elle n'a aidé les Turcs, le seul fait, qu'elle n'appartenait à aucune de ces deux parties, suffirait à démontrer que l'Albanie, à la Conférence des Ambassadeurs n'est pas venue par une voie naturelle, régulièrement, mais au contraire, qu'on l'a fait entrer au dernier moment par une petite porte secrète.

Chez le peuple serbe il existe un dicton à propos du cas où un convive vient s'asseoir sans avoir été préalablement invité : « Au convive non invité la place se trouve derrière la porte ! »

Pourtant l'Autriche, voisine des Serbes, bien qu'elle aurait dû connaître ce dicton, a pris sur elle qu'il ne soit pas appliqué à l'Albanie ; de plus, aidée toujours par l'Italie, elle s'arrangera pour que les Albanais obtiennent une place des plus remarquables.

La suite est connue. L'Albanie se vit servir un menu jusqu'alors inconnu : *l'Etat*.

L'Autriche, soutenue par l'Allemagne et aidée par l'Italie, réussit dès la deuxième séance de la Conférence, c'est-à-dire le 20 décembre 1912, à faire prévaloir son point de vue, relatif à la création d'une Albanie autonome. Par conséquent, cette deuxième séance du 20 décembre est d'une importance historique non seulement pour le peuple albanais qui, pour la pre-

mière fois, s'érige en un Etat indépendant, mais aussi bien au point de vue général, pour l'Histoire politique du xx^e siècle, car vraiment c'est un des rares cas dans l'histoire qu'on a donné à un peuple par une simple résolution, par un décret, ce que d'autres peuples ont obtenu après des luttes sanglantes et pénibles, savoir : la liberté, l'indépendance et l'autonomie.

Ce décret par lequel avait été constitué l'Etat albanais fut promulgué sous la forme d'un simple communiqué de la Conférence des Ambassadeurs, que voici : « *Les Ambassadeurs ont recommandé à leurs gouvernements, qui l'ont accepté, le principe de l'autonomie albanaise, avec une proposition garantissant à la Serbie un accès commercial à l'Adriatique. Les six gouvernements sont tombés d'accord en principe sur ces deux points.* »

Maintenant il convient de voir ici, quel était le degré au point de vue culture et national de ce peuple auquel on a donné l'Etat comme cadeau. Mais avant d'aborder ce sujet expliquons en quelques mots pour quelles raisons l'Italie, dans la Conférence des Ambassadeurs, a soutenu l'Autriche lorsque celle-ci a demandé la création de l'Albanie.

Pourquoi l'Italie intervient-elle dans la question albanaise ? En quoi consiste cette intervention ? A ces questions on pourrait répondre tout d'abord, que l'intervention de l'Italie consiste notamment dans une réaction contre l'action de l'Autriche dont l'influence s'est fait sentir en Albanie, surtout en Albanie du Nord. Autrement dit, l'intervention italienne n'est qu'une conséquence de l'intervention autrichienne dans les affaires d'Albanie. D'une part, c'est pour l'Italie une question vitale de ne permettre à aucun prix que l'Autriche devienne la maîtresse de la mer Adriatique ; car si l'Autriche s'empare de l'Albanie de ce fait même elle deviendrait maîtresse incontestable de la mer Adriatique. Et d'autre part, l'Italie à son tour nourrissait le même projet en ce qui concerne la prédominance et la maîtrise sur la mer Adriatique.

Donc, l'une et l'autre désiraient se faire une situation prédominante sur l'Adriatique. Ce fut, en effet, l'origine de leur rivalité, bien connue dans la question adriatique. Pourtant, ne pouvant y parvenir, elles se contentaient d'un résultat négatif,

savoir : d'empêcher l'une et l'autre de réaliser ce but auquel elles songeaient et rêvaient. C'est pourquoi, se trouvant toutes les deux dans une même alliance (dans la Triple Alliance) pour éviter que cette question ne provoque la rupture de la dite Alliance, l'Autriche et l'Italie se virent obligées de finir par s'entendre sur cette question albanaise qui les divisait. En 1897, elles tombèrent d'accord pour maintenir le *statu quo* dans l'Albanie — la promesse *du non fare* — prévoyant en même temps, dans le cas où ce *statu quo* deviendrait impossible, la création d'une Albanie autonome.

C'est donc par ce compromis, dont l'origine se trouve dans cette grande rivalité, italo-austro-hongroise, qu'on explique pourquoi l'Autriche avait toujours à son côté l'Italie lors de la discussion de la question albanaise en 1913-1914, à la Conférence de Londres. C'est pourquoi de là on pourrait en conclure que l'Etat albanais n'est que le résultat de ce compromis fait entre l'Autriche et l'Italie afin d'écarter d'elles une pierre d'achoppement qui menaçait de diviser ces deux alliés.

L'Italie a donc accueilli favorablement le projet de création de l'Albanie à la Conférence des Ambassadeurs d'abord parce qu'elle était liée par un accord avec l'Autriche et ensuite parce qu'elle considérait que c'était une bonne occasion pour elle de se débarrasser une fois pour toutes de sa dangereuse rivale, espérant secrètement qu'une fois l'Albanie autonome créée, grâce à son voisinage avec ce pays, elle triompherait facilement d'une manière définitive de l'Autriche, en réussissant ainsi à imposer son influence dans la future Albanie.

Maintenant, voyons dans quel état se trouvait le peuple albanais en ce qui concerne son état de culture et conscience nationale, au moment où il devient pour la première fois un Etat organisé. Examinant ces questions, nous allons voir en même temps dans quelle mesure l'Autriche avait raison lorsqu'elle invoquait l'application du principe de nationalité à l'égard de ce peuple.

Au moment où la question albanaise figurait à l'ordre du jour, la question de savoir si et à quel point les Albanais représentaient un ensemble au point de vue national, si cette

conscience de nationalité existait chez le peuple albanais, cette question de nationalité, disons-nous, était très discutée. L'impression générale qui pouvait ressortir de ces discussions nombreuses consisterait dans le fait que l'Autriche, dans ce temps là, n'avait pas toute l'opinion publique de l'Europe de son côté, lorsqu'elle demandait que le principe de nationalité soit appliqué à un peuple qui jusqu'alors n'avait fait aucun effort sérieux pour former un Etat indépendant.

Sans entrer dans un examen détaillé pour voir si les Albanaï, au moment où ils reçurent l'autonomie de la Conférence des Ambassadeurs, étaient ou non préparés à s'ériger en Etat indépendant, nous nous contenterons seulement d'analyser l'opinion qui prédominait en ce qui concerne le principe des nationalités, dont l'Autriche, ainsi que nous l'avons déjà vu, se fait le champion inattendu.

Mais étant donné que nous estimons que l'Autriche-Hongrie dans la question de la création de l'Albanie était poussée par des motifs purement politiques et, d'autre part, que jusqu'à ce moment là, la conscience nationale du peuple albanais n'a pas atteint un degré où elle ne pourrait être discutée, il est nécessaire, dès maintenant, que nous fassions la réserve suivante : par là, nous ne pensons pas à mettre en doute l'existence même de la conscience du peuple albanais et sa capacité de se gouverner lui-même, car, dans le cas contraire, nous serions démentis par la réalité même. Et la réalité à cet égard, est que voilà plusieurs années que le peuple albanais vit dans son Etat indépendant faisant des efforts considérables pour consolider son jeune Etat.

Que ces efforts seront accompagnés de fréquents troubles et de révolutions gouvernementales, on n'en pourrait conclure que ces fréquentes révolutions seraient le signe de leur incapacité de se gouverner eux-mêmes ; car dans ce cas que faudrait-il dire de ce qui se passe en ce moment en Grèce, en Espagne et au Portugal ? Pourrait-on facilement admettre que ces peuples ne devraient pas avoir leur Etat indépendant ? Non, nous ne le croyons pas. Ce sont des événements dont les origines doivent être recherchées dans l'état de choses créé par ces perturbations générales qu'était la guerre de 1914-1918. Mais en ce qui concerne l'Albanie, l'origine de ces troubles et révolutions

avec ou sans effusion de sang, doit de plus être recherchée ailleurs ; par exemple, dans les efforts de certaines grandes puissances voisines de l'Albanie tendant à établir leur influence et même leur protectorat dans ce pays.

Donc, nous ne pensons pas devoir condamner en principe l'œuvre de la Conférence des Ambassadeurs de 1913. Pourtant, nous ne pouvons pas nous empêcher de ne pas reprocher à celle-ci de s'être laissé entraîner par certaines puissances tendant à créer une « Grande » Albanie. Oui, nous croyons que la Conférence des Ambassadeurs a commis une grande faute en donnant suite dans une grande mesure à cette tendance. Car pour créer cette « Grande Albanie », il était nécessaire qu'on empiétât sur les territoires des peuples voisins. De sorte qu'on n'a fait là que semer des germes qui, ainsi que nous allons le voir, engendreront plus tard, par la force des choses, des conflits de frontières qui troubleront la paix dans les Balkans.

Par conséquent, si nous nous sommes arrêtés sur cette question de nationalité, c'est notamment en tant que nous voulions prouver que certaines Puissances ont fait tout pour créer la Grande Albanie ; effort qui ne fut pas complètement couronné, mais qui ne manquera pas néanmoins de produire des résultats considérables.

Le principe des Nationalités et les Albanais

« Je ne crois pas qu'il y ait en Europe un peuple moins préparé
« à recevoir ce précieux, mais parfois dangereux présent qu'on appelle
« la liberté et que d'autres ont acheté aux prix de plus nobles et de
« plus douloureux sacrifices. »

A. DEGRAND (1).

Le principe de nationalité, ou mieux la notion d'une nation, d'après Mancini, est la suivante : « La nation est une société naturelle d'hommes que l'unité de territoire, d'origine, de mœurs et de langage mène à la communauté de vie et de *conscience sociale*. »

Si on applique aux Albanais ce principe, on est tout d'abord obligé de faire la constatation suivante : le peuple albanais, en

(1) A. DEGRAND. — *Souvenirs de la Haute Albanie*, page 309.

faisant abstraction de l'apparition de Scanderberg qui fit un effort vraiment considérable pour rendre son pays indépendant, n'a fait, en dehors de cela, depuis son origine jusqu'à cette époque, aucun effort réel pour s'ériger en un Etat indépendant.

Tandis que les peuples qui l'encerclent, par exemple, les Serbes et les Bulgares, après être arrivés au VII^e siècle dans la péninsule balkanique, ont fondé, chacun à leur tour, leur Etat indépendant, se sont donné leur dynastie nationale, ont créé des centres de vie politique et de civilisation, développé et amené leur vie politique et nationale à un niveau relativement supérieur, ont fondé une littérature populaire, laissant après eux de nombreux monuments, témoignage de leur civilisation, le peuple albanais au contraire ne donne aucun signe de sa vie politique, mais reste dans la même situation, dans le même degré d'organisation dans lequel se trouvait ce peuple dont nous venons de parler lorsqu'il arriva sur la péninsule, savoir : famille, clan, tribu (1).

Certes, il combat, lutte, il se révolte bien souvent contre le Sultan, mais néanmoins, pour toutes ces luttes, on ne pourrait dire qu'elles étaient le résultat d'une conscience nationale réveillée, d'une conscience qui se dresse, qui se sent et qui cherche à se donner une forme : *l'Etat*, qui est, ainsi que l'on sait, la manifestation supérieure unique et décisive de ce que l'on désigne comme une nation. Quant au caractère de ces combats, de ces révoltes, voilà ce que dit Gopcevic, auteur déjà cité : « Bien que les Albanais se sont quelquefois révoltés contre le Sultan et ont mené de sanglantes batailles, ils ne l'avaient jamais fait pour l'idée nationale, mais toujours pour d'autres raisons. C'était, soit à cause qu'un pacha a désiré de devenir trop puissant et d'affirmer son pouvoir ou soit qu'ils s'élevaient en défense de leurs privilèges » (2).

De tout ce qui précède, une conclusion se dégage : la conscience nationale du peuple albanais n'est pas encore réveillée au point que celui-ci fasse les efforts nécessaires pour se créer un Etat.

(1) *Le problème albanais*, par St. PROTICH. » *Malkanikus* » page 22.

(2) St. GOPECVIC. — *Ober albanien et seine liqua*, Leipzig, 1881, page 86.

Le fait que le peuple albanais, au point de vue culturel et national était dans ce temps là le moins développé de tous les peuples balkaniques, nous est confirmé par un écrivain autrichien, Dr Kurt Hassert, qui doit être rangé parmi ces écrivains autrichiens qui ont écrit sur la question albanaise, avant que cette question fût posée par l'Autriche-Hongrie, donc parmi ceux qui n'étaient pas inspirés par des mobiles politiques de leur temps.

Après avoir dit au sujet des Malissores qu'ils sont restés au même degré de développement que celui déjà atteint par nos ancêtres, il y a des milliers d'années, il fait la conclusion suivante : « Parmi les peuples balkaniques, ce sont les Albanais qui en sont restés au stade le plus bas de la civilisation. » Et lorsqu'il parle de l'idée de l'autonomie pour ce peuple, cet écrivain, plus loin, dit ce qui suit : « ...Tout d'abord, il manque une écriture compréhensible pour tous : les deux principales tribus, Guègues du Nord et Tosques au Sud parlent des dialectes complètement différents. Ensuite, le peuple tout entier est partagé en trois confessions opposées entre elles et l'hostilité entre catholiques et orthodoxes est beaucoup plus grande qu'entre musulmans et chrétiens. Enfin, la conscience nationale et aussi le souvenir d'un passé historique sont à peu près complètement perdus... *Un gouvernement national autonome serait pour les Albanais un cadeau des Danaïdes.* Entre tous les peuples balkaniques, ils sont encore au plus bas niveau de culture et ils ont un besoin absolu d'être dirigés pour pouvoir acquérir la maturité nécessaire à l'indépendance » (1), (2).

(1) Dr Kurt HASSERT. — *Vanderungen in Nord Albanien*, cité par BALKANIKUS : *Le Problème albanais*, pages 13-14.

(2) Du moment que nous citons les points de vue autrichien nous ne pouvons pas ne pas nous arrêter sur l'opinion d'un autre écrivain autrichien, M. HLUMECKY, auteur d'un livre très connu : *L'Autriche-Hongrie et l'Italie*, car étant donné qu'il ne l'a émise que seulement six mois avant le moment où l'Autriche commençait sa campagne au nom des principes des nationalités, cette opinion est d'une importance primordiale. Et quant à ce que l'ironie du sort a voulu, ainsi que l'a bien fait remarqué Balkanikus que de pareilles opinions soient mises à jour par un publiciste très connu appartenant à ce pays qui seulement six mois plus tard fera des louanges aux qualités nationales du peuple albanais, nous ne pouvons que nous en réjouir, car peut-être grâce à cette ironie du sort allons-nous entendre une opinion impartiale et peut-être exacte.

HLUMECKY écrivait seulement six mois avant ces événements importants où l'Autriche se fera le champion du principe des nationalités au profit des

Maintenant, citons quelques écrivains français qui exprimeront l'opinion qui sera en général adoptée par l'opinion publique française.

Nous avons vu déjà au commencement de ce chapitre ce que pense M. A. Degrand, ancien Consul français à Scutari qui, sans nul doute, pouvait parler des Albanais avec autorité étant donné qu'il avait vécu longtemps parmi ces montagnards.

M. Frédéric Gilbert, dans son livre intitulé « *Les Pays d'Albanie et leur histoire* » qui servira sans doute comme une des études les plus documentées sur ce sujet, à la page 287, après avoir posé la question : qu'allait-on faire de ces pays (1) *sans caractères ethniques bien définis, sans aspirations nationales précises, sans droit historique indiscutable*, et après s'être demandé s'il fallait les partager entre leurs voisins, les placer dans les sphères d'influence de l'Autriche, de l'Italie, ou bien en faire un Etat autonome, il répond à ces questions de la façon suivante : « Les intérêts particuliers des deux Puissances adriatiques, les ont amenés à repousser la première solution et leurs défiances respectives, la deuxième : c'est donc la dernière qu'elles ont fait adopter avec le secret espoir de jouer chacune un rôle prépondérant dans les destinées de la nouvelle Principauté. »

Comme nous le voyons, il ressort de ce que nous avons dit jusqu'ici, que, le principe des nationalités ne pouvait être appliqué à l'égard des Albanais dans ce temps là, avec une grande autorité, étant donné qu'on ne pouvait pas facilement soutenir que les Albanais dans ce temps là, présentaient une unité nationale *indiscutable*.

Albanais, ce qui suit : « ... Ces soulèvements albanais dirigés tantôt contre les Serbes et les Monténégrins, tantôt contre les Bulgares (et aussi contre le pouvoir central de Constantinople (pouvait ajouter HLUMECKY) ont contribué à accréditer en Europe la fable de l'existence d'un sentiment national très vif chez les Albanais. Conscience de l'unité nationale chez un peuple divisé en deux sectes religieuses et quatre confessions parlant plusieurs dialectes et ne s'étant mis d'accord sur un alphabet unique que depuis quelques années seulement. Aspirations à l'unité chez ces Albanais qui se livrent entre eux à des luttes sanglantes qui de ville à ville, de vilayet à vilayet, se soulèvent les uns contre les autres et se haïssent mortellement entre eux » (BALKANIKUS, *Le Problème albanais*, page 20).

(1) Il s'agit en effet de l'Albanie, mais M. GILBERT ne pense pas qu'on pourrait parler, en 1913, exactement d'une Albanie, car ainsi qu'il nous l'explique à la page 119 de son livre « ..., il n'existe point de contrée qu'ingéographiquement et ethnologiquement puisse à proprement parler porter ce nom... »

Mais néanmoins, après avoir consulté les opinions contraires à celles que nous avons exposées et après avoir pris connaissance de tous les événements politiques et sociaux qui se sont passés en Albanie depuis l'armistice jusqu'à nos jours, nous estimons que si on pouvait nier l'existence de cette conscience nationale jusqu'en 1913, à partir de cette date, la question a beaucoup changé. Car depuis cette époque, il paraît bien que les Albanais ont fini par comprendre qu'ils appartiennent à la même race ; qu'ils ont les mêmes traditions et coutumes, et qu'ils ont les mêmes intérêts de s'entendre afin de pouvoir vivre dans leur Etat indépendant s'ils ne veulent pas tomber de nouveau sous une domination étrangère. La conscience de nationalité est donc en train de se réveiller et de se faire sentir.

A la fin de ce chapitre, il est intéressant de connaître l'opinion d'un autre écrivain français qui, émise en 1913, pourrait être considérée avec raison comme la plus exacte de toutes les opinions qui virent le jour jusqu'ici ; car ainsi que nous allons le voir tout à l'heure, cette opinion sera plus tard, de nos jours, confirmée par les faits mêmes. C'est l'opinion de M. René Pinon cité déjà à de nombreuses reprises, et que nous considérons comme l'un des écrivains les plus compétents dans ces questions.

Après avoir fait observer qu'en réalité la nationalité albanaise n'existe que dans le cerveau de quelques Albanais instruits ou d'étrangers ambitieux, il remarque qu'« il y a cependant une population albanaise bien distincte des autres peuples au milieu desquels elle vit et en dépit du particularisme farouche où se complaisent les tribus et les clans de la montagne, il est permis de prétendre que les Albanais constituent une nationalité qui *s'ignore encore* elle-même, mais qui *commence à se chercher* et qui ne *tardera pas à se trouver* » (1).

Par conséquent, si l'on est d'accord avec ce que nous venons de dire à propos de l'état actuel de la conscience nationale, savoir : qu'elle est en train de se réveiller, de se faire même sentir, alors, dans ce cas, nous comprenons toute la valeur de cette opinion qui déjà en 1913 a prévu que cette nationalité « ne tardera pas à se trouver ».

(1) R. PINON. — *Op. loc. cit.*

DEUXIÈME PARTIE

L'Admission de l'Albanie dans la Société des Nations

Se trouvant dans une situation très dangereuse par suite du développement, de la tournure de la question adriatique qu'on a voulu, comme nous l'avons démontré dans le chapitre précédent, résoudre à ses frais, au prix de son indépendance et même de son existence, l'Albanie, non sans raison, a songé immédiatement à se faire admettre dans la Société des Nations afin de couper court, une fois pour toutes, à des combinaisons comme par exemple celle de son partage entre l'Italie, la Grèce et l'Etat Serbe, Croate et Slovène.

Une fois devenue membre de la Société des Nations, l'Albanie se sentira à l'abri de toute éventualité mettant en jeu son indépendance politique et son intégrité territoriale grâce à l'article 10 du pacte d'après lequel: « les membres de la Société s'engagent à respecter et à maintenir contre toute agression extérieure, *l'intégrité territoriale et l'indépendance politique* présente de tous les membres de la Société. En cas d'agression, de menace ou de danger d'agression, le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécution de cette obligation. »

Mais, ajoutons immédiatement que ce n'était pas l'unique raison pour laquelle l'Albanie s'efforçait d'être admise à la Société des Nations. Par sa demande d'admission, elle visait en même temps un autre but. L'Albanie a voulu trancher par là une autre question bien pénible pour elle, à savoir : la question de sa reconnaissance en tant qu'Etat.

Jusqu'au moment où elle demandait son admission, c'est-à-dire jusqu'en 1920, l'Albanie n'était reconnue par aucune Puissance étrangère, bien qu'elle ait fait des efforts considérables afin de se faire reconnaître comme un Etat indépendant. Ne pouvant l'obtenir, l'Albanie a recouru à une autre procédure indirecte, mais, paraît-il, sûre.

En se faisant admettre dans la Société des Nations, l'Albanie espérait, par cette admission, acquérir une reconnaissance officielle de la part des membres de la Société, laquelle reconnaissance en tant qu'Etat par tous les membres de la Société équivaldrait à une reconnaissance indirecte, tacite.

Mais nous touchons ici à une question très importante, à un problème assez compliqué, car de ce que nous venons de dire, il s'ensuit que l'admission d'un Etat dans la Société des Nations impliquerait sa reconnaissance en tant qu'Etat par tous les membres de la Société, bien qu'il ne fut jamais jusque-là reconnu par ceux-ci.

Cette question, à savoir, si par l'admission d'un Etat nouveau dans la Société des Nations, ledit Etat doit être considéré comme ayant été reconnu par cet acte d'admission, se vit justement poser sous la forme d'un problème devant les organes de la Société chargés de statuer sur l'admission d'un nouveau membre, notamment devant la V^e Commission.

Disons tout de suite que cette question ne fut pas résolue dans un sens définitif par ladite Commission. Certes, celle-ci chargea un Comité composé de trois membres de cette question très importante, mais elle se garda bien de se prononcer définitivement sur ce point. Ne voulant pas établir les principes et les conséquences juridiques de l'admission dans la Société, la Commission a implicitement adopté le point de vue de Sir Robert Cecil qui faisait observer qu'il croit inutile d'ouvrir une discussion sur une question juridique qui se prête à des interprétations et à des commentaires infinis. Il préférerait aborder immédiatement les questions d'espèces et résoudre ensuite par des exemples le problème (1).

Considérant que la V^e Commission avait tort de ne s'être pas prononcée sur une si importante question lorsqu'il s'agit de

(1) S. des Nations. *Documents : Séance des Commissions*, page 161 (1920).

l'admission des Etats nouveaux dans la Société des Nations, nous nous garderons de la suivre dans cette voie. Au contraire, nous croyons utile de nous arrêter sur ce problème, essayant de déterminer quelles sont, en effet, les conséquences juridiques de l'admission d'un Etat nouveau au sein de la Société des Nations.

A) L'Admission en général

a) *Les effets juridiques de l'admission dans la Société des Nations.* — Posons préalablement le problème. Celui-ci pourrait se formuler de la façon suivante : l'admission prononcée conformément à l'article 1^{er} du Pacte (1) d'un nouvel Etat jusqu'alors non reconnu par les membres de la Société des Etats, implique-t-elle une reconnaissance *de jure* de la part des membres de la Société des Nations ?

Le problème de la reconnaissance *de jure*, c'est-à-dire des conséquences juridiques de l'admission d'un Etat dans la Société des Nations, en ce qui concerne sa reconnaissance par les Etats membres de la Société, avait été soumis, ainsi que nous l'avons dit tout à l'heure, à l'examen d'un Comité de juristes qui se divisa en émettant des avis différents.

Selon les uns, l'admission d'un Etat dans la Société des Nations implique la reconnaissance de cet Etat comme sujet de droit. D'après les autres, parmi lesquels se trouve M. le Dr Van Hamel, chef de la section juridique, l'admission ne comporte pas nécessairement la reconnaissance *de jure* de la part des Etats.

Nous trouvant en présence de ces deux opinions complètement opposées, nous estimons devoir accepter la première en rejetant la seconde. Nous répondons donc affirmativement à la question posée, mais avant d'en expliquer les raisons, essayons d'abord de réfuter cette deuxième opinion.

Cette opinion ne peut être soutenable étant donné que la conséquence logique que nous en tirons est à l'encontre de la règle établie par l'organe compétent de se prononcer sur l'admission, c'est-à-dire par la V^e Commission, qui exige que tout candidat qui fait valoir son admission dans la Société doit être reconnu *de jure*. Or, si l'on adopte cette opinion du Comité juridique divisée que l'admission dans la Société n'implique

(1) L'art. 1^{er} du Pacte : voir page...

pas nécessairement la reconnaissance *de jure*, alors pour être conséquent, il faudrait en conclure que la reconnaissance *de jure* ne serait pas juridiquement une condition préalable pour l'admission d'un Etat dans la Société des Nations !

Donc, comme on le voit, la conséquence logique de cette théorie est contraire à ce qui se passe lors de l'admission où, ainsi que nous l'avons remarqué, on exige comme une des conditions la reconnaissance *de jure* (1). En effet, ainsi qu'il ressort du questionnaire, c'était un point de départ pour la Société lorsque celle-ci avait à se prononcer sur l'admission des Etats. Rappelons qu'une des raisons de la non admission de l'Arménie et des Etats baltiques fut la non reconnaissance desdits Etats par les Puissances étrangères.

Par conséquent, considérant cette théorie comme étant contraire aux faits mêmes et à la pratique, nous la rejetons. Ainsi écartée, essayons maintenant de justifier notre opinion selon laquelle l'admission impliquerait la reconnaissance *de jure*.

Mais avant de le faire, disons quelques mots sur la reconnaissance en général.

b) *La reconnaissance en général.* — La reconnaissance, c'est-à-dire l'acte par lequel un nouvel organisme politique représentant les qualités d'un Etat se voit reconnu comme sujet de droit international par les membres de la Société des Etats, est *tacite et expresse*.

Le droit de reconnaître un nouvel Etat appartient à tous les Etats souverains. Ce droit de reconnaissance est-il absolu ou non ?

Il y a différentes conceptions à cet égard. Oui, ce droit est absolu. C'est la conception *politique*. Non, le droit de reconnaître ou non n'est pas absolu, n'est pas discrétionnaire. Voilà la conception *du droit juridique*.

(1) Le questionnaire auquel doit répondre l'Etat candidat et qui fut établi par la V^e Commission à sa 2^e séance, pose les questions suivantes (qui ne sont en effet que les conditions que le candidat doit remplir) :

1^o La demande d'admission est-elle régulière ?

2^o Le gouvernement du pays candidat est-il reconnu *de jure* ou *de facto* et par quels Etats ?

3^o Le pays possède-t-il un gouvernement stable et des frontières déterminées ?

4^o Le pays se gouverne-t-il librement ?

5^o Quels sont les actes du gouvernement en ce qui concerne ses engagements internationaux ?

D'après la première conception, conception politique, les Etats sont donc libres, individuellement, de reconnaître ou non à leur gré, en vertu du principe de souveraineté. De là, la reconnaissance est discrétionnaire et individuelle. Mais disons de suite, que cette conception appartient presque complètement au passé. Elle est archaïque et absurde, car ainsi que le remarque M. de Lapradelle, elle va jusqu'à prétendre avoir le droit de traiter des Etats des organismes qui ne présentent pas cette qualité. C'est-à-dire là où l'Etat existe, qu'il n'existe pas et là où il n'existe pas, il existe (1).

Au contraire, selon la conception juridique, les Etats ne sont plus libres d'agir, mais ils sont tenus de reconnaître tout organisme dès qu'ils possèdent tous les caractères d'un Etat. De cette conception, on peut tirer deux conséquences : 1° la reconnaissance doit être obligatoire et 2° la reconnaissance n'est pas créatrice de l'Etat, mais elle est simplement déclarative.

Au cours de l'histoire, nous pouvons également constater, non seulement que la reconnaissance discrétionnaire arbitraire a fait place à la reconnaissance obligatoire, mais aussi que la reconnaissance collective, notamment depuis le traité de Berlin de 1878, se substitue à la reconnaissance individuelle. Cette évolution viendra à sa dernière phase, paraît-il, par la création de la Société des Nations qui substituerait définitivement la reconnaissance individuelle à la reconnaissance collective, et la reconnaissance obligatoire à la reconnaissance discrétionnaire arbitraire, car selon M. de Lapradelle, depuis la mise en vigueur du Pacte de la Société des Nations, on pourrait poser comme principe *qu'il n'est pas permis à une minorité d'Etats de refuser de reconnaître un organisme politique nouveau qui a été accepté comme Etat par la majorité des membres de la Société* (2).

Par ce principe que si un Etat a été admis dans la Société des Nations doit être considéré comme reconnu ou autrement dit, que l'admission équivaut à la reconnaissance dudit Etat, nous arrivons à notre question, à savoir quels sont les effets

(1) M. G. DE LAPRADELLE. — *Les Cours de doctorat de droit*, année 1924-1925, Paris.

(2) *Ibid.* — *Les cours de Doctorat de droit*, année 1924-1925, Paris.

de l'admission dans la Société des Nations ou si celle-ci implique la reconnaissance *de jure* et à laquelle nous venons de répondre affirmativement.

Comment justifier cette affirmation ? La reconnaissance *de jure* résultant de l'admission dans la Société des Nations se justifie, à notre avis, par l'article 10 du Pacte, cité déjà à la page 65. Pour le démontrer, nous prendrons l'exemple cité par notre Professeur M. de Lapradelle. D'après ce dernier, si on suppose par exemple que deux tiers des membres de la Société des Etats reconnaissent un nouvel organe et qu'un autre tiers s'y refuse, avec l'ancien système de la reconnaissance, reconnaissance discrétionnaire, ce tiers peut refuser la reconnaissance de cet Etat, bien qu'il existe. Mais sous le régime de la Société des Nations, conformément à l'article 1^{er} et en rapport avec l'article 10 du Pacte de la Société, la situation est différente. Sous le coup de cet article 10, ce troisième tiers doit se soumettre dès l'instant que l'Etat dont s'agit a été admis dans la Société des Nations. Car, du moment que l'admission du dit Etat fut prononcée à la majorité des deux tiers, cet Etat prend incontestablement la qualité de membre de la Société, vis-à-vis de tous, même de ses membres qui n'ont pas voté pour lui. Donc, cette qualité de membre acquise par l'admission prononcée par deux tiers il l'a non seulement à l'égard de ces deux tiers qui lui ont donné leurs voix, mais aussi à l'égard du troisième tiers qui les lui a refusées (1).

Mais alors, comment peut-on expliquer l'acquisition de cette qualité malgré la volonté de ces membres qui ont refusé leurs voix ? Toujours par ce fameux article 10 du Pacte. Cet article 10 garantissant le *statu quo* territorial et politique des membres de la Société, impose à ceux-ci non seulement le devoir de respecter, mais aussi de garantir l'indépendance politique et l'intégrité territoriale à l'égard de tous les membres sans distinction. Or, étant donné que cette obligation de l'article 10 incombe à tous les membres sans distinction, c'est-à-dire aussi bien à ceux qui composait la majorité de deux tiers lors de la pronon-

(1) M. DE LAPRADELLE. — *Les cours de Doctorat de droit*, l'année 1924-1925, Paris.

ciation de l'admission, qu'à ceux qui ont alors refusé leurs voix à l'Etat dont ils s'obstinent à méconnaître la reconnaissance, il est évident que ce tiers, d'une façon indirecte et tacite mais certaine, doit désormais respecter le principe de l'article 10, c'est-à-dire l'intégrité territoriale et l'indépendance politique, autrement dit le considère comme l'ayant reconnu. Et maintenant partant avec M. de Lapradelle de cette règle que le premier mot de l'indépendance politique est pour un Etat la reconnaissance de sa qualité d'Etat, nous en concluons qu'en vertu du Pacte de la Société des Nations la majorité de deux tiers peut faire entrer un organisme nouveau non seulement dans la Société des Nations, mais aussi dans la Société des Etats.

Voilà comment on pourrait résoudre le problème que nous nous sommes posé. A titre de conclusion, nous essaierons de formuler cette théorie d'après laquelle l'admission équivaut à la reconnaissance, dans les termes que voici :

« L'admission prononcée, conformément à l'article 1^{er} du Pacte à la majorité des deux tiers dans la Société des Nations d'un Etat nouveau dont la reconnaissance en tant qu'Etat n'avait pas lieu ou même avait été jusque-là refusée par les autres membres de la Société, implique, en vertu de l'article 10, une reconnaissance tacite, indirecte et obligatoire du dit Etat pour tous ces membres qui, jusqu'alors, s'obstinaient à lui refuser l'entrée dans la Société des Etats » (1).

(1) Cette théorie que nous venons de formuler est admise et défendue également par M. Georges SCELLE, professeur à la Faculté de Droit de Paris. Etant donné l'importance de cette question, nous croyons utile de rapporter ici le point de vue de M. SCELLE dont l'autorité dans le domaine du Droit international ne fait que grandir de jour en jour.

Après avoir constaté que l'admission dans la Société des Nations n'est pas motivée, commandée par des règles juridiques, M. SCELLE continue : « Mais, cette constatation faite, il n'en découle nullement que l'admission dans la Société des Nations, parce qu'elle n'est pas commandée par des règles juridiques, n'ait pas de conséquences juridiques. Tout Etat n'a pas le droit d'entrer dans la Société, mais tout Etat qui est admis dans la Société se trouve par cela même reconnu *ipso facto*, au regard des autres membres de la Société.

Ceci nous paraît hors de doute. On ne voit pas qu'un membre de la Société puisse conserver sa liberté de reconnaître ou de ne pas reconnaître un autre membre de la Société, puisqu'il a non seulement le devoir social, l'obligation d'entretenir avec lui des rapports d'association étroits, de soumettre à des autorités sociales les conflits qui peuvent naître entre eux, mais encore le devoir de défendre son intégrité et son indépendance. C'est semble-

c) *La procédure de l'admission.* — La Société des Nations compte des membres de trois catégories : *les membres originaires*, *les membres invités* et *les membres postérieurement admis*.

Dans l'annexe du Pacte on prévoit les deux premières catégories : les membres originaires de la Société des Nations, signataires du Traité de Paix et les Etats invités à accéder au Pacte, les membres invités. Les premiers deviennent membres de la Société par la seule signature et la ratification du Traité de Paix ; tandis que les seconds deviennent membres de la Société en vertu d'une accession postérieure à la mise en vigueur du Traité de Paix.

t-il, le simple bon sens qui interdit de nier la personnalité des sujets de droit *avec lesquels on a contracté*, vis-à-vis desquels on s'est lié par ce rapport juridique qui s'appelle l'association.

Chose curieuse, un Comité de juristes, constitué au sein de la V^e Commission chargée par l'Assemblée d'examiner les demandes d'admission, se divisa sur cette question. Les procès-verbaux de la Commission sont si sommaires (V^e Commission, 1^{re} séance, 25 novembre 1920, 2^e séance, 10 décembre. En outre sens, l'autorité de M. Politis, 1^{er} délégué de Grèce et ancien professeur à la Faculté de droit de Paris), qu'il est impossible de savoir sur quels arguments des juristes ont pu fonder l'opinion qu'un membre de la Société pourrait demeurer libre de refuser la reconnaissance *de jure* à un autre membre de la Société, et quelle différence ils établissent entre la reconnaissance *de jure* et la reconnaissance *de facto*. Il est vraisemblable que l'opinion de ces juristes s'est trouvée influencée par une double considération. D'abord par ce fait que si l'admission à la majorité des deux tiers entraîne *de plano* la reconnaissance *de jure*, il y aura là une atteinte au « droit souverain » de la reconnaissance individuelle. Mais ce résultat est fatal : l'entrée d'un sujet de droit dans une association entraîne pendant tout le temps qu'il en fait partie une limitation contractuelle de sa liberté juridique, et il faut voir dans ce scrupule qu'ont certains esprits de porter atteinte à la souveraineté des Etats l'une des plus fâcheuses conséquences de l'interprétation absolue du fameux concept de souveraineté, qui ne va à rien moins qu'à rendre illusoire tout rapport de droit entre les Etats, à nier toute obligation juridique, et l'existence même d'un droit international. En entrant dans une Société d'Etats, dont les statuts ne comportent pas un veto individuel à l'admission de nouveaux membres, un Etat renonce par là même au pouvoir arbitraire de reconnaître ou de ne pas reconnaître un autre Etat. Mais c'est précisément là un des progrès essentiels que l'existence d'une Société d'Etats procure à l'un des chapitres les plus nébuleux du droit international. Cela mettrait fin à cette contradiction entre la théorie juridique de la reconnaissance *due* à tout membre de fait de la communauté internationale et la pratique qui laisse à chaque Etat la possibilité de subordonner l'accomplissement de ce devoir juridique de reconnaissance à des considérations d'intérêt personnel. Nous avons regretté que le caractère particulier et exclusif de la Société des Nations l'ait privée de la possibilité d'établir sur ses fondements juridiques la pratique de la reconnaissance collective et juridictionnelle à l'égard de tout Etat quel qu'il fût. La thèse des juristes que nous combattons *supprimerait* la reconnais-

La troisième catégorie qui nous intéresse particulièrement, comportant les Etats nouveaux, se forme en vertu de l'article 1^{er} du Pacte, qui, dans son paragraphe II, dit ce qui suit : « Tout Etat, Dominion ou Colonie qui se gouverne librement et qui n'est pas désigné dans l'annexe, peut devenir membre de la Société si son admission est prononcée par les deux tiers de l'Assemblée... »

De cet article 1^{er} il résulte deux conséquences : 1° le droit d'admission de nouveaux membres de la Société en vertu de l'article 1^{er} appartient à l'Assemblée et 2° l'admission ne pourrait être envisagée que si certaines conditions étaient remplies. Ces conditions qu'exige le Pacte dans son article 1^{er} sont les suivantes : a) la personne juridique sujet de droit international qui demande à être admise dans la Société des Nations doit se gouverner librement ; b) elle doit donner des garanties en ce qui concerne ses engagements internationaux et d) que l'admission doit être prononcée à la majorité des deux tiers.

L'organe compétent pour statuer sur l'admission des nouveaux membres est donc seule l'Assemblée ; le Conseil est, par conséquent, éliminé. Cette exclusivité de l'Assemblée s'explique par ce fait que l'Assemblée de la Société des Nations est un organe essentiel, dans ce sens, que l'on pourrait imaginer une Société des Nations sans Conseil, mais non sans l'Assemblée, car, c'est seulement en elle que se trouve représentés tous les membres

sance collective même dans les rapports entre les membres de la Société des Nations : il n'irait à rien moins qu'à ôter à celle-ci l'une de ses raisons d'être essentielles, l'une des fonctions juridiques qui lui sont inhérentes, l'une de ses attributions pacificatrices les plus efficaces.

Au surplus, il semble bien que les juristes qui ont soutenu cette thèse étrange aient été guidés par un secret mobile, impressionnés par des considérations politiques plutôt que juridiques. Ils se sont préoccupés de la suppression d'un Etat obligé par une décision de l'Assemblée de coopérer avec un Etat adversaire ou ci-devant ennemi. Ils se sont préoccupés aussi de l'obligation de garantie que met l'article 10 du Pacte à la charge de tous les membres de la Société et qui peut être pour celles-ci une lourde responsabilité en face de l'hostilité que certaines puissances demeurées en dehors de la Société, témoignaient aux nouveaux postulants. Ces considérations sont sérieuses et pouvaient influencer légitimement sur l'admission ou la non admission puisque l'Assemblée peut juridiquement sur l'admission ou la non admission pour des motifs d'opportunité et que rien ne lie sur ce point son pouvoir d'appréciation. Il n'en demeure pas moins que l'admission une fois prononcée vaut à notre avis reconnaissance de jure de l'Etat nouveau, membres de la Société des Nations pour tous les autres membres de la Société. *Revue G. D. I. P.*, 1921, pages 127-129.

sur un pied d'égalité. De là, pour lui, le droit incontestable de se prononcer sur l'admission.

Mais si ce droit est exclusif, il est intéressant de savoir quelle est sa nature ? Est-ce aussi un droit sans limite, arbitraire ou un droit restreint ? C'est une question très importante par les conséquences qu'elle pourra produire, car si ce droit était restreint, dans ce cas l'Assemblée ne serait pas libre dans ses décisions, c'est-à-dire qu'elle ne pourrait à son gré admettre ou refuser un nouveau membre.

En effet, ici, il s'agit de la question de savoir quels sont les pouvoirs de l'Assemblée en ce qui concerne son droit d'admission ? Cette question a donné jour à deux théories différentes.

Selon la première, le droit en vertu duquel l'Assemblée statue sur l'admission n'est pas sans être limité, ce droit ne pourrait être considéré comme un droit discrétionnaire et, par conséquent, l'Assemblée ne serait pas libre d'agir arbitrairement (1).

Pourtant, nous devons nous prononcer pour la théorie adverse d'après laquelle ce droit, qui appartient à l'Assemblée, est un droit sans limite discrétionnaire et arbitraire et, par conséquent, l'Assemblée agit en pleine liberté.

A notre avis, ce caractère découle de l'article 1^{er} du Pacte déjà cité. Etant donné que les questions que pose l'article 1^{er}, savoir si un candidat « se gouverne librement » et s' « il a donné des garanties effectives de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux », ne peuvent être que les questions susceptibles de solutions à sens opposé, nous pouvons donc en conclure qu'en vertu de cet article l'Assemblée a toujours la

(1) Cette opinion est défendue par M. ROUGIER A. dans un article paru dans la *Revue G. D. I. P.* de 1921, pages 222-223, qui dit à propos de ces pouvoirs de l'Assemblée ce qui suit : « Il appartient à l'Assemblée d'admettre de nouveaux membres dans la Société en décidant à la majorité des 2/3 des voix. C'est un recrutement par cooption mais qui n'implique pas un pouvoir discrétionnaire, car le Pacte pose certaines conditions auxquelles le candidat doit satisfaire pour que leur demande soit admissible. L'Assemblée apparaît dans ce rôle comme une sorte de Tribunal chargé d'appliquer les prescriptions générales du Pacte aux cas concrets qui sont soumis à son examen, d'apprécier en fait et en droit la valeur des conditions et de prononcer l'admission ou le rejet des demandes par un jugement sans appel. »

Cependant, ainsi que nous allons le voir, M. Georges SCELLE soutient une opinion complètement opposée à celle de M. ROUGIER, l'opinion que nous développons ci-dessus et à laquelle nous nous sommes rallié.

possibilité d'exercer son droit comme elle l'entend, c'est-à-dire qu'elle peut se prononcer en pleine liberté, ne tenant compte que des faits qu'il lui semble bon d'être retenus, autrement dit que sa décision a un caractère discrétionnaire et arbitraire (1).

De cet état de choses, ou de ce droit exclusif et arbitraire, nous pouvons conclure qu'aucun Etat ne pourrait exiger d'être admis en vertu d'un certain droit dans la Société des Nations.

Par conséquent, en l'absence de tout fondement juridique ou mieux d'un droit établi, le sort de l'admission d'un nouveau membre dépend exclusivement de pures considérations d'opportunité politique (2) puisque l'Assemblée n'est tenue, en vertu d'aucun texte, de prononcer l'admission d'un Etat qui aurait rempli les conditions prévues par le Pacte.

B) La Candidature de l'Albanie

Après avoir fait ainsi une petite excursion dans le domaine purement juridique et théorique (que nous croyions utile afin que nous puissions nous faire une idée claire sur cet événement si important que présentait l'admission de l'Albanie dans la Société des Nations), nous passerons dans la phase où la question de l'admission fut inscrite à l'ordre du jour de la Société des Nations.

(1) Nous trouvons cette manière de voir chez M. Georges SCELLE déjà cité qui, dans cette question des pouvoirs de l'Assemblée, se prononce contre l'opinion soutenue par M. ROUGIER. Voilà ce que M. SCELLE dit : « L'Assemblée n'est pas tenue d'exercer une compétence liée; elle se prononce en toute liberté : sa décision n'est arbitraire comme l'est une autorisation administrative sous un régime de police ; comme l'est l'admission dans une Société privée ou dans un Cercle. Elle n'est même pas liée par l'accomplissement des conditions stipulées par le Pacte et c'est à bon droit que la délégation française (entre autre) a soutenu et fait admettre à Genève que l'admission de nouveaux Etats dans la Société pouvait dépendre de pures considérations d'opportunité politique. Cette interprétation du Pacte est juridiquement exacte. *Revue Générale du D. I. P.*, 1921, page 126.

(2) Cette opinion se trouve confirmée par M. G. SCELLE dans une des conclusions qu'il tire de l'admission de nouveaux membres et où il constate que les décisions prises sur les candidatures individuelles officielles ou officieuses n'ont pas de signification juridique et ont été dictées par des considérations politiques (*Rev. Générale du D. I. P.*, année 1921, page 137).

La conséquence de ce droit dont dispose l'Assemblée de choisir ses nouveaux membres (1) consiste, pour un Etat qui désire entrer dans la Société, dans l'obligation de faire valoir son admission. Et comme toute admission précède une demande personnelle, le postulant doit donc adresser une demande en posant sa candidature.

Se conformant à cette règle, le Gouvernement albanais, par l'intermédiaire de sa délégation à la Conférence de la Paix, remit le 12 octobre 1920, au Secrétaire général de la Société, la demande officielle d'admission dans les termes suivants :

« MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

« Le Gouvernement de l'Albanie interprète fidèle de tout le peuple albanais, désirant vivement consolider la Paix dans les Balkans, demande à être admis à la Société des Nations et prendre part à la grande Assemblée qui se réunira à Genève le 15 novembre prochain » (2).

Par cet acte, la candidature de l'Albanie à la Société des Nations fut posée officiellement.

(1) Ce droit de l'Assemblée découle de ce que la Société des Nations n'est pas universelle. Ici, en effet, il s'agit d'une question qui fut discutée devant l'Assemblée, la question de l'étendue de ce droit qui se transforme dans la question de l'universalité de la Société des Nations. A Genève, l'Assemblée fut mise en présence de deux thèses, en ce qui concerne ce droit au pouvoir qui lui appartient en vertu de l'article 1^{er} du Pacte. D'après la première, les pouvoirs de l'Assemblée seraient restreints dans ce sens que l'Assemblée devrait admettre dans la Société tous les Etats qui présentent les qualités de personnalités internationales dont parle l'article 1^{er}. L'autre thèse était, en effet, celle que nous avons adoptée et défendue dans le chapitre précédent et d'après laquelle, comme nous avons essayé de le prouver, l'Assemblée dispose de pouvoirs illimités, de pleins pouvoirs qui lui permettent de choisir ses membres librement.

En général, cette thèse restrictive qui logiquement conduit à l'universalité de la Société des Nations, se vit défendue, soutenue par les partisans de cette universalité, ce qui est donc tout à fait compréhensible. A Genève, l'universalité de la Société était surtout soutenue et défendue par la délégation de la République Argentine qui, tendant à modifier le Pacte même, proposa la motion suivante : « Que tous les Etats souverains reconnus par la communauté internationale soient admis à faire partie de la Société des Nations de telle façon que leur non participation soit le résultat d'une décision volontaire de leur part. » La proposition n'était pas prise en considération et, comme l'on sait, c'était la raison principale pour laquelle la République Argentine se croyait obligée de quitter la Société des Nations même. Par conséquent, si cet amendement était adopté dans ce cas tous les Etats ayant été reconnus comme la personnalité internationale pourraient faire partie de la Société des Nations *de plein droit*.

(2) Document de l'Assemblée de 1920.

Saisi de cette demande, le Secrétaire général, Sir Eric Drummond, demanda d'abord, dans une lettre du 20 octobre 1920, au Gouvernement albanais que celui-ci mette à sa disposition, pour être soumis à l'Assemblée, des exemplaires certifiés conformes à toute pièce établissant le statut international de l'Albanie en tant qu'Etat indépendant et des renseignements au sujet des forces militaires et navales de ce pays.

Le Gouvernement albanais ne tarda pas à répondre à cette lettre. Par une dépêche du 8 novembre 1920, dans laquelle après avoir fourni les renseignements en ce qui concerne ses forces militaires et navales, il dit, à propos de son statut, ce qui suit : « ...Les actes par lesquels l'Albanie a été déclarée indépendante et par lesquels ses frontières ont été déterminées, sont la constitution de l'Etat albanais, œuvre de la Conférence des Ambassadeurs à Londres en 1913, et le Pacte de Florence en 1914, signé et rendu public par les six Grandes Puissances. »

En même temps le Gouvernement albanais a fait parvenir à la Société des Nations les pièces certifiées conformes reproduisant les articles II et III du Traité de Londres, entre la Turquie et les Alliés balkaniques du 30 mai 1913, en vertu desquels la Turquie remit aux six Grandes Puissances le soin de régler la délimitation des frontières de l'Albanie et toute autre question concernant l'Albanie, ainsi que les décisions de la Conférence par lesquelles l'Etat albanais fut créé (1).

Après avoir obtenu tous ces renseignements nécessaires, le Secrétaire général, dans un mémorandum, a présenté à l'Assemblée la demande officielle de l'admission de l'Albanie.

(1) Les décisions de la Conférence des Ambassadeurs des 17 décembre 1913 et 15 juillet 1914 par lesquelles l'Albanie est constituée en principauté souveraine autonome, sous le contrôle d'une Commission internationale des six Grandes Puissances qui étaient chargées d'élaborer le statut organique de l'Etat albanais.

Ensuite le Gouvernement albanais invoquait les dispositions contenues dans le statut organique de l'Albanie :

« CHAPITRE PREMIER : article premier. — L'Albanie est constituée en principauté constitutionnellement souveraine et héréditaire sous la garantie de six Grandes Puissances. »

« CHAPITRE II : article 7. — Le trône de la principauté albanaise est héréditaire dans la famille du Prince Guillaume de Wied, la succession est réglée selon les principes de la primogéniture en ligne mâle. »

En la présentant, il soulève une question très délicate en ce qui concerne l'existence de l'Etat albanais, c'est-à-dire la question de savoir « si en 1913-1914 l'Albanie a acquis en fait « l'organisation politique et le caractère d'un Etat d'une façon « à tel point définitif qu'elle ne puisse être considérée comme « ayant perdu ce caractère en raison des événements qui se « sont déroulés depuis lors » ?

Cette question de savoir si les accords de 1913-1914 par lesquels l'Etat albanais fut créé étaient toujours valables, joua un rôle très important dès que la question d'admission dudit Etat fut mise à l'ordre du jour, pour être de nouveau posée plus tard dans la question de frontières.

En effet, cette question de la validité de ces accords est en définitive une des plus importantes questions qui puissent être posées dans le domaine du droit international. Car c'est en effet la question tant discutée, la question de *l'effet de la guerre sur les traités internationaux*.

Nous allons voir d'abord comment cette question fut résolue par les organes de la Société des Nations, compétents pour statuer sur l'admission des Etats dans la Société. Ces organes sont : en premier lieu la *Sous-Commission n° 2*, qui après avoir examiné la demande du candidat de tout près, soumettra un rapport à la *V^e Commission* ; ensuite, la *V^e Commission* qui, après avoir reçu le rapport de la *Sous-Commission n° 2*, le prend pour point de départ dans l'examen de la demande, adopte une résolution, et, à son tour, fait parvenir à l'*Assemblée* — organe, ainsi que nous l'avons vu, compétent pour se prononcer en dernier lieu, sur l'admission — un rapport dans lequel elle recommande à l'*Assemblée* l'admission ou non du candidat.

La demande d'admission de l'Albanie fut donc soumise à la *Sous-Commission n° 2* qui, d'après la procédure adoptée par la *V^e Commission*, examine chaque candidature conformément à l'article 1^{er} paragraphe II du Pacte, au point de vue des cinq questions que nous avons déjà citées à la page 68 de notre étude.

Saisie de la question, la *Sous-Commission*, après l'avoir examinée de tous côtés et après avoir entendu les Représentants des parties intéressées dans cette admission, savoir : les Représentants de l'Albanie, de la Grèce et de l'Etat serbe, croate et slovène, adopte un rapport qui fut aussitôt envoyé à la *V^e Com-*

mission. Dans ce rapport (1), la Sous-Commission répond aux questions n^{os} 1, 3, 4 et 5 affirmativement, tandis qu'à la 2^e question — le Gouvernement est-il reconnu *de jure* ou *de facto* ? — elle répond négativement.

Donc, la Sous-Commission ne considérant pas « que la reconnaissance *de jure* de l'Albanie par les Grandes Puissances en 1914 puisse être encore considérée comme effective » (2), a pensé devoir conclure à la *caducité* de ces accords.

Par la suite, cette thèse de la caducité des accords de 1913-1914 sera adoptée par la V^e Commission, puisque la motion de celle-ci tendant à l'ajournement de l'admission de l'Albanie, était inspirée de l'argument de caducité des accords de 1913-1914 (3).

Voyons quelles sont les conséquences de ces décisions au point de vue théorique.

Par cette décision, les organes de la Société des Nations ont consacré une théorie que nous ne saurions pas admettre, la théorie d'après laquelle la *guerre annule les traités*. Par là, ils ont donné une solution à ce problème auquel nous faisons tout à l'heure allusion, à savoir quels sont les effets de la guerre sur les traités ?

En déclarant que les accords de 1913-1914 par lesquels l'Albanie fut constituée en un Etat indépendant, sont devenus caducs par suite des événements postérieurs, les organes de la Société n'ont fait ni plus ni moins que de proclamer le principe d'après lequel la guerre abroge les traités internationaux.

(1) Le rapport de la sous-Commission n^o 2. Documents de la Société des Nations.

(2) *Ibid.*

(3) La motion que la 5^e Commission a recommandé à l'Assemblée fut premièrement rédigée dans les termes suivants : « La Commission, après avoir pris connaissance du rapport de la sous-Commission, ajourne l'admission de l'Albanie jusqu'au moment où le statut international de l'Albanie aura été fixé par un accord remplaçant ceux de 1913-1914 devenus *caducs*. »

Certes, cette motion à la demande de Sir R. Cecil a subi une modification dans ce sens que la partie de la motion prévoyant qu'il appartiendrait aux Grandes Puissances de décider en dernier ressort du sort de l'Albanie, fut supprimée. Mais cela ne change en rien l'importance de cet argument, car ce qui nous importe c'est le contenu et l'esprit de cette motion et non sa forme.

Or, c'est une décision bien grave, non seulement au point de vue pratique, mais aussi au point de vue théorique, car déclarer les accords de 1913-1914 comme nuls et nonavenus, ce n'est, en effet, que proclamer et solennellement consacrer cette thèse qu'on croyait, avec raison, déjà complètement abandonnée.

Considérant que la Sous-Commission n° 2 et la V^e Commission à son tour, avaient tort de refuser l'admission de l'Albanie dans la Société des Nations pour la raison que les accords en question étaient devenus caducs par la guerre, nous nous proposons, dans le paragraphe suivant, de prouver ce tort, en essayant de donner à ce problème qu'est le problème des effets de la guerre sur les traités, une solution différente de celle qui fut adoptée par lesdites Commissions.

C) Les accords de 1913-1914

et

l'effet de la guerre sur les Traités

Quelles sont les conséquences de la guerre sur les traités internationaux ? La guerre annule-t-elle ces traités ou non ? C'est une question qui fut très discutée dans le passé et qui, même aujourd'hui, prête à des discussions étant donné son caractère très complexe. Toutefois, ce problème pourrait être aujourd'hui considéré comme ayant été définitivement résolu dans le droit international.

L'étude de ce problème peut se diviser en deux périodes.

Dans la première période qui commence vers le milieu du xvii^e siècle et va jusqu'en 1815, une théorie se désigne d'après laquelle la guerre annule tous les traités conclus antérieurement à la guerre. L'application de cette théorie est presque générale et régulière.

Mais dans la deuxième période, de 1815 jusqu'aux temps modernes, cette formule nous la voyons presque complètement condamnée et abandonnée du moins dans la doctrine.

La solution de ce problème est donc variable suivant les époques et, comme nous le verrons un peu plus loin, la nature même des accords.

Jusqu'en 1815, nous avons donc une règle générale : la guerre cause l'extinction des traités, des exceptions sont-elles à peine permises, mais si quelques auteurs les permettent, elles n'ont qu'une portée insignifiante.

Cette formule généralement admise et appliquée dans les relations internationales étaient défendues notamment par Vattel (1) et Abbé de Mably (2). Le premier, par exemple, écrivait : « Les conventions, les traités faits avec une nation sont rompus ou annulés par la guerre qui s'élève entre les contractants, soit parce qu'ils supposent tacitement l'état de paix, soit parce que chacun pouvant dépouiller son ennemi de ce qui lui appartient, lui ôte les droits qui lui avaient été donnés par des traités. » Quant aux exceptions, Vattel les permet, mais celles-ci sont bien restreintes. D'après lui, « il faut accepter les traités où on stipule certaines choses au cas de rupture, par exemple, le temps qui sera donné aux sujets de part et d'autre de se retirer, la neutralité assurée d'un commun consentement à une ville ou à une province, etc.. » (3).

La conséquence de cette règle générale était dans la nécessité, au cours de cette période, pour que les traités antérieurement conclus reprennent leur force, qu'on *les renouvelle* dans les traités postérieurs, c'est-à-dire dans les traités de paix. Ajoutons encore que la doctrine dans cette époque est presque absolue, mais quant à la pratique, elle en diffère, permettant des exceptions restreintes.

Par conséquent, si nous appliquons maintenant cette théorie aux accords de 1913-1914, ceci serait sans nul doute caduc, étant donné qu'il n'était nulle part renouvelé après la guerre dans aucun traité tel que : traité de Versailles, traité de Sèvres, de Trianon, etc... Donc, c'est seulement grâce à cette théorie que les organes de la Société des Nations pouvaient prononcer les accords de 1913-1914 comme étant devenus caducs et, par conséquent, de se prononcer négativement sur l'admission de l'Albanie.

(1) VATTEL. — *Principe de la loi naturelle*, livre III, paragraphe 75, page 124.

(2) MABLY. — *Droit public d'après les traités*, tome I^{er}, page 313.

(3) *Id.* — *Op. cit.*, page 124.

A partir de 1815 jusqu'à la Grande Guerre, c'est-à-dire dans la deuxième période, ce problème restera toujours complexe. Mais, néanmoins, au cours de ce temps, on pouvait déjà entrevoir se dessiner une solution qui, à la fin de cette époque, sera définitive, savoir : la solution d'après laquelle la guerre n'annule pas les traités mais seulement en fait suspendre l'exécution.

De cette période on peut dégager *les trois* théories que nous trouvons bien développées par M. Robert Jacomet dans son excellente étude sur *La Guerre et les Traités* (1).

D'après la *première théorie*, la guerre annule les traités faits entre les belligérants, mais les exceptions sont permises et nombreuses. Ainsi, on ne considère pas comme nuls et nonavenus les traités de limite, de cession, d'échange de territoire, etc... On distingue deux sortes de conventions : les conventions *transitoires* et les traités *proprement dits*. Les premières sont perpétuelles de leur nature, tant qu'elles n'ont pas été mutuellement résiliées. Tels sont, par exemple, les traités de cession, de limites, etc... Les autres traités proprement dits ou *fœdera*, expirent en cas de guerre entre les parties contractantes, à moins que ces stipulations ne soient faites en vue d'une rupture. Parmi ces dernières on pouvait ranger les traités d'amitié, de commerce, de navigation, d'alliance, etc... (2).

Par conséquent, on peut constater à propos de tous ces traités qui établissent une situation permanente et définitive qu'ils ne peuvent subir aucune modification par le fait d'un événement tel que la guerre (3).

Appliquons maintenant cette théorie à nos accords de 1913-1914. Etant donné que ces accords visèrent l'établissement d'une situation permanente et définitive, — la création d'un Etat — car, lorsqu'on crée un Etat, l'idée ne vient jamais à personne de lier l'existence de celui-ci avec n'importe quel délai, condition ou événement, nous voyons que ces accords ne sauraient aucunement être considérés, d'après cette théorie, comme devenus caducs par suite d'événement, fut-ce une guerre.

(1) R. JACOMET. — *La Guerre et les Traités*, Paris, 1909.

(2) *Id.* — *Loc. cit.*, page 55.

(3) *Id.* — *Loc. cit.*, page 63.

Selon la *deuxième* théorie, la guerre n'annule pas les traités mais les *suspend* seulement, car au moment de cession de la paix, c'est la force et la nécessité qui deviennent la loi des rapports nouveaux. De là les traités antérieurs créés pour l'état de paix se trouvent sans objet, perdent leur raison d'être (1).

Cette théorie se trouve résumée par FUNCK-BRENTANO et SOREL dans les termes suivants : « Les traités qui avaient été conclus « entre les belligérants, pour régler les relations pacifiques « qu'ils entretenaient, n'ont plus de raison d'être ; les circonstances qui les avaient produites n'existent plus, ils se trouvent « sans objet. Ils sont suspendus, mais ils ne sont ni détruits, « ni révoqués » (2).

NYS, à son tour, soutenant cette thèse, fera la constatation suivante : « La règle de l'extinction des traités s'est transformée « en exception et la règle nouvelle est que la guerre, au lieu « d'annuler les traités, les suspend » (3).

La conséquence de cette théorie est que si la guerre ne fait que suspendre les traités, dans ce cas là, le traité reprendra sa force aussitôt que la paix sera rétablie (4).

Partant de cette théorie, nous concluons en ce qui concerne les accords de Londres, que ceux-ci ne devaient aucunement

(1) JACOMEL. — *Loc. cit.*

(2) FUNCK-BRENTANO et SOREL, — *Précis du droit des gens*, page 247-248.

Comme l'on voit cette théorie a beaucoup de ressemblance avec la clause bien connue dans le droit international, savoir : la clause *rebus sic stantibus*, mais, néanmoins, elle en diffère en tant d'après cette clause les traités sont considérés comme inexistantes, tandis que d'après la théorie dont nous parlons, existent toujours, mais seulement sont *suspendus*.

(3) NYS. — *Le Droit International, les principes, les théories, les faits*, tome III, page 53.

(4) CALVO : dans son *Droit international théorique et pratique*, tome I^{er}, paragraphe 726, page 678, en tire la même conclusion : « Les conventions « dont la mise en pratique avait été suspendue pendant la guerre, rentrent « en vigueur de plein droit, à la conclusion de la paix, à moins qu'elles « n'aient été modifiées par le traité de paix ou qu'elles ne se rap- « portent qu'à des choses que la guerre a anéanties ou matérielle- « ment modifiées. » Et parlant particulièrement des traités que nous avons définis comme traités *transitoires*, CALVO dit la même chose : « Les stipulations concernant les délimitations de frontières, l'occupation des propriétés, les dettes publiques, etc... et qui sont permanentes de leur nature sont suspendues pendant la guerre, mais elles revivent aussitôt que cessent les hostilités. »

être considérés comme caducs, mais seulement comme ayant été suspendus pendant la guerre. En vertu de cette théorie, nous sommes donc également fondés à condamner la décision de la V^e Commission.

Ensuite, d'après la *troisième théorie*, la guerre respecte les traités, mais seulement peut modifier leur exécution.

Cette théorie doit être attribuée à PASQUALE-FIORE (1) qui la résume de la façon suivante : « Les traités ne s'éteignent *ipso jure, ipsoque facto* par suite de la guerre entre les Etats qui les ont conclus, mais toutes les conventions entre deux Etats qui sont incompatibles avec l'état de guerre, cessent d'être exécutifs et doivent être considérés comme suspendus *ipso jure, ipsoque facto*. » Un peu plus loin, il dit encore : « ...Ces obligations redeviennent valables lors de la cessation de la guerre, sauf le cas où, lors de la conclusion de la paix, les rapports conventionnels antérieurement établis se trouvent « modifiés » (2).

Cette théorie, comme le remarque justement M. JACOMET, peut servir de transaction entre ces deux doctrines que nous venons d'exposer.

Enfin, en ce qui concerne les accords, les conventions conclues entre plusieurs puissances, ajoutons que tous les auteurs sont unanimes pour déclarer que la guerre doit respecter ces accords. Ainsi, par exemple, HEFFTER (3) est catégorique à cet égard : « ...La guerre ne saurait porter atteinte à la force obligatoire des accords internationaux que les Etats belligérants

(1) PASQUALE-FIORE. — *Le Droit International codifié*, art. 840 et 1433.

(2) MARTENS, dans son *Traité de Droit International*, tome III, page 200, soutient également cette théorie : « De nos jours une guerre qui commence n'annule pas totalement les obligations contractées réciproquement par les nations belligérantes, mais elles suspendent l'effet des conventions telles que le traité de commerce, le traité d'extradition, les conventions consulaires, etc... ». Ensuite, il conclut à cette exception qu' « en règle générale la guerre ne fait cesser que les obligations ayant un caractère politique ». Ces traités politiques, d'après Henri BONFILS, sont « ceux qui ont pour objet le règlement, la protection, la défense des intérêts des Etats, considérés comme membres de la communauté internationale, la défense de leur existence, de leur indépendance, de leur souveraineté, de leur égalité ». *Le Droit International Public*, page 481.

(3) HEFFTER-GEFFKEN. — *Le Droit International de l'Europe*, page 269, Paris, 1883.

« ont conclu entre eux, mais auxquels d'autres puissances ont « pris part, par exemple, l'acte du Congrès de Vienne (1815) ; « la paix de Paris (1856, le traité de Berlin (1878) » et nous ajouterons les accords de Londres 1913-1914 (1).

De cet exposé de la doctrine on voit que s'inspirant de n'importe laquelle de ces trois théories, que nous venons d'exposer, les décisions des organes de la Société des Nations compétente pour statuer sur l'admission, ne pourraient être considérées comme exactes.

Cependant des arguments employés et acceptés par ces organes, nous voyons qu'à côté de l'acceptation de la vieille théorie, que la guerre annule les traités, il y avait encore un autre événement qui a influencé ces accords dont nous nous efforçons de démontrer la validité.

Quel est cet événement ? La sous-Commission ne l'avait pas précisé dans son rapport. Mais de cette phrase que nous trouvons dans son rapport : « Par suite des *événements postérieurs* » qui sans nul doute sont pour elle : le Traité secret de Londres de 1915 et les propositions faites par le Conseil Suprême en vue du partage de l'Albanie entre l'Italie et la Yougo-Slavie et la Grèce, nous en concluons que c'était notamment le traité de 1915 qui a amené la sous-Commission à dire que par suite de ces « événements postérieurs » les accords de 1913-1914 ne sont plus en vigueur.

Donc nous sommes en présence du fameux traité de Londres de 1915 et l'étant, nous considérons comme un devoir d'examiner sa portée à l'égard des accords de 1913.

Le Traité secret de Londres de 1915. — Quelle en est la valeur en général, et spécialement dans notre cas ? Quelle influence avait-il sur les accords de 1913-1914 ? Prévoyant le partage de l'Albanie, est-ce que ce traité les avait abrogés ?

(1) RIVIER dit à propos de ces accords : « Lorsque les Etats assemblés au Congrès universel sont d'accord sur certaines dispositions, celles-ci, deviennent obligatoires vis-à-vis des contractants tout au moins, et la guerre survenant entre deux d'entre eux, ne saura rompre le lien qui les unit aux tiers co-signataires du traité, »

Ce sont les questions qui se sont posées tant de fois depuis la conclusion de la paix et auxquelles nous avons ici à répondre.

Nous répondrons à ces questions par l'affirmative. Le traité secret de Londres a influencé les accords de 1913-1914 à tel point qu'il les a abrogés.

Mais, objectera-t-on peut-être : cette affirmation catégorique ne va-t-elle pas à l'encontre de la thèse que nous soutenons et d'après laquelle ces accords doivent être considérés comme valables en dépit de tous les événements postérieurs ? Oui, mais seulement à première vue, comme nous allons le voir.

Voyons d'abord en quoi consistait ce traité. Le fameux traité de Londres du 26 avril 1915, conclu entre les Puissances de la Triple Entente et l'Italie, prévoyait la création d'une petite partie de l'Albanie, un Etat indépendant, placé sous le protectorat de l'Italie, qui devait, en outre, recevoir entière souveraineté sur Valona et l'Ile de Sasseno, et un territoire suffisamment étendu pour assurer la défense de ces points (article 6) ; tandis que l'Albanie septentrionale et méridionale devait être partagée entre la Serbie, le Monténégro et la Grèce (article 7).

Comme on le voit par ce traité, les Grandes Puissances ont manifesté, sans aucun doute, l'intention de considérer les accords de 1913 comme inexistant, puisque dans ce traité elles envisageaient le partage de cette Albanie qui était créée en vertu des accords.

M. FRANGOULIS, le délégué grec, parlant de la question de l'Epire du Nord, a dit : « Si on rapproche cette stipulation que
« contient l'article 7 de celle du dernier alinéa de l'article 5, et
« d'après laquelle le port de Durazzo pourra être donné à
« l'Etat mahométan albanais indépendant, on constatera que
« dans la pensée de ces quatre Puissances qui avaient garanti
« à Londres, en 1913, l'Etat albanais, l'état de fait qui en était
« résulté depuis avait *mis fin à ces arrangements* et qu'en tous
« cas les *stipulations antérieurement conclues* étaient *cadu-*
« *ques* » (1).

Par conséquent, il est évident que le Traité de Londres de

(1) « La Cour permanente de Justice internationale », Série C, avis n° 9, page 153. Ici, remarquons qu'étant donné que ce livre contient des documents nombreux relatifs à l'Albanie, nous le citerons désormais sous l'abréviation suivante : « Documents de la Cour ».

1915 est venu pour remplacer les accords de 1913-1914 ; en les remplaçant, il les avait fait abroger, car d'après la règle de droit international, le traité postérieur abroge toujours le traité antérieur.

Certes, c'était un traité *secret*, mais néanmoins un traité produisant les obligations et les droits pour ses signataires. Et quant au caractère de ce traité, nous pouvons sans réserve souscrire à la protestation de M. le délégué portugais qui, à l'occasion de l'admission de l'Albanie, protesta dans la V^e Commission, contre les traités secrets (1), mais il n'en est pas moins vrai que ce Traité était valable au point de vue du droit international, puisque ses signataires le reconnaissaient comme tel, en le respectant et étant même prêts à remplir les obligations que leur imposait ledit traité. A cet effet, il suffit de rappeler, lors de la discussion de la question adriatique, cet ultimatum dans lequel deux signataires du Traité de 1915, c'est-à-dire la Grande-Bretagne et la France, agissant au nom du Conseil Suprême, avaient invité la délégation yougoslave à faire savoir dans quatre jours si elle acceptait les propositions du 14 janvier par lesquelles le partage de l'Albanie était envisagé pour résoudre la crise adriatique, en déclarant que dans le cas contraire ils avaient *autorisé l'Italie à appliquer le traité de Londres !*

Par conséquent, si la force de ce traité ne saurait être mise en doute, il faut bien, dans ce cas, admettre que le Traité de Londres, en modifiant complètement les dispositions des accords de 1913-1914, les a abrogées de ce fait.

Jusqu'ici, nous sommes ainsi toujours en contradiction apparente, par nous tout à l'heure constatée. Maintenant, essayons d'en sortir. Nous le ferons en remarquant que, si on pouvait mettre en doute ce traité quant à sa force, cela ne veut pas encore dire qu'il a influencé les accords de 1913-1914, à tel point qu'ils devaient être considérés, au moment où l'admission de l'Albanie était à l'ordre du jour, comme ayant été inopérants.

Explication ? Elle est bien simple. Le Traité de Londres de 1915 n'avait aucunement influencé ces accords, non parce qu'ils *n'étaient pas valables*, ainsi que l'a prétendu Mrs F. No-

(1) *Sociétés des Nations, Documents.* — Séance des Commissions, 1920.

lie (1), le représentant du Gouvernement albanais, mais pour cette simple raison que ce traité *n'avait jamais été en fait appliqué* ; donc à aucun moment ce traité n'a reçu son exécution.

C'est donc la vraie raison pour laquelle le Traité de Londres n'avait rien à faire lorsqu'il s'agissait de savoir si ces accords sont ou non valables. C'est en même temps la raison qui nous a obligé, en affirmant la validité dudit Traité, à faire cette contradiction apparente, en ce qui concerne notre thèse d'après laquelle les accords devaient être considérés par les organes de la Société des Nations comme étant valables.

A titre de conclusion, à propos de ce traité, nous dirons : les accords de 1913-1914 subissaient jusqu'en 1915 où le Traité de Londres du 26 avril de la même année, vit le jour ; mais depuis, étant donné que ce traité, bien que secret, était quand même un traité produisant les droits et les devoirs pour les signataires, ces accords peuvent être considérés comme vraiment abrogés. Cependant n'ayant jamais été appliqué, le Traité de Londres de 1915, par ce fait, ne pouvait être pris en considération comme une cause de non existence de ces accords qu'il devait remplacer.

Disons encore que ce Traité de Londres ne fut non seulement jamais exécuté mais, de plus, par là suite, il fut supprimé, annulé par les Conventions ultérieures. Ce fut par le Traité de Rappolo et notamment par les accords de Tirana de 1920 (2) par lesquels l'Italie, après l'aventure de Valona d'où elle était chassée par les Albanais révoltés, a renoncé expressément au port de Valona et au mandat que lui conférait ce traité.

Même s'il n'y avait pas ces conventions ultérieures qui mirent le Traité de Londres hors vigueur, remarquons, qu'on pourrait, par un autre procédé, considérer ce traité, qui a causé tant de déception au peuple albanais et à ceux se trouvant sous la

(1) ... « Le Traité secret de Londres de 1915 n'a jamais été publié officiellement par aucune des Puissances signataires. Par conséquent, il n'a « au point de vue juridique, aucune valeur internationale. » (Mrs F. NOLIE, XV^e séance du Conseil du 25 juin 1921). « Documents de la Cour. »

(2) Le principal article de cet accord de Tirana, qui, remarquons-le, ne fut jamais communiqué, se trouve reproduit par Mrs F. NOLIE dans la XV^e séance du Conseil, et d'après lequel : « Le Gouvernement italien, pour donner des « preuves de ses sentiments de respect pour la souveraineté albanaise sur « Valona et pour l'intégrité territoriale de l'Albanie, fera rapatrier les « troupes italiennes, actuellement éparpillées à Valona et sur son littoral « et dans le reste de l'Albanie. »

domination de l'ancienne monarchie austro-hongroise, comme étant sans valeur en faisant intervenir une règle de droit international bien connue, sous le nom : la clause *rebus sic stantibus*. Oui, nous estimons qu'également par l'application de cette clause sur le Traité de 1915 on pourrait le considérer comme devenu sans valeur.

Rappelons d'abord en quoi consiste cette clause. La clause *rebus sic stantibus* est un principe adopté par un grand nombre d'auteurs de Droit international d'après lequel tous les traités cessent d'être en vigueur du moment où les circonstances, à raison desquelles ils ont été conclus, ont cessé d'exister. Maintenant, si nous appliquons ce principe sur le Traité de Londres de 1915, en rappelant que son but était de garantir l'Italie d'une éventuelle agression de l'Autriche-Hongrie, nous pouvons conclure que ledit traité a fini par devenir caduc, étant donné que son objet, sa raison d'être a disparu : la Double Monarchie ayant sombré dans la grande guerre (1).

Donc, le Traité de Londres a cessé d'être en vigueur, car les circonstances à raison desquelles il a été conclu, n'existaient plus (2).

De tout ce que nous venons de dire à propos de ces accords de 1913-1914, nous croyons pouvoir avec raison conclure, que la sous-Commission n° 2 et la V^e Commission, chargées de se prononcer sur l'admission de l'Albanie, avaient tort de considérer ces accords comme caducs, parce que, ainsi que nous avons essayé de le prouver, les événements postérieurs, tels que la guerre de 1918, et le traité du 26 avril 1915, n'avaient influencé aucunement lesdits accords par lesquels l'Etat albanais avait été créé et reconnu *de jure* par les Grandes Puissances.

C'est ainsi que nous voyons résolue en même temps, la question de reconnaissance de l'Etat albanais qui fut, ainsi que nous

(1) PAUL FAUCHILLE. — *Le Traité de Droit international public*, t. I, page 387.

(2) Quant à l'importance et la possibilité de l'application de cette clause, nous passerons la parole à M. Paul FAUCHILLE qui, à propos d'elle, dit ce qui suit : « L'éternité des traités est aussi absurde et aussi irréalisable, que l'éternité des constitutions, les traités conclus sans fixation de durée, doivent toujours sensé contenir une clause *rebus sic stantibus* ». *Loc. cit.*, page 383.

l'avons démontré, une raison pour laquelle la V^e Commission a conclu à l'admission de l'Albanie. Car, si nous avons réussi à prouver que les accords de 1913-1914 qui impliquaient la reconnaissance du statut international de l'Etat albanais, n'avaient pas été modifiés par suite des événements postérieurs, nous avons réussi, disons-nous, dans ce cas, à démontrer que la condition — la reconnaissance *de jure* — qu'exige l'article 1^{er} du Pacte pour l'admission de membres nouveaux, était donc remplie par le candidat.

Après avoir ainsi essayé de prouver que le candidat répondait à la condition exigée dans le questionnaire n° 2, c'est-à-dire que la reconnaissance *de jure* de l'Etat albanais existait, de sorte que ce n'était pas un sérieux obstacle pour que l'Albanie ne soit pas admise dans la Société des Nations, voyons maintenant quelles étaient les autres questions qui se posaient à propos de l'admission de ce pays.

Parmi les questions qui pouvaient influencer d'une manière quelconque le sort de l'admission de l'Albanie, était celle que souleva le *Questionnaire* dans son 3^e point : *le pays du candidat possède-t-il des frontières définies ?*

Selon le Pacte de la Société des Nations il est donc nécessaire que tout Etat désireux d'entrer dans la Société des Nations ait des frontières déterminées. Pourtant, comme nous allons le voir, un peu plus tard, les frontières du nouvel Etat albanais, par suite de la guerre, n'étaient pas fixées définitivement, de sorte que l'Albanie, au moment où elle posa sa candidature, n'avait toujours pas de frontières déterminées. Et, par conséquent, cette condition exigée dans le *Questionnaire* n° 3, n'était pas remplie.

La non détermination des frontières de l'Albanie était un obstacle sérieux qui se dressait contre son admission au sein de la Société, car, nous le verrons tout à l'heure, cette question soulevait à son tour une autre question très grave, à savoir : la question de l'article 10 du Pacte.

La sous-Commission examinant cette question dans son rapport du 27 novembre 1920, dit : « Le Traité de Londres de 1913 « entre la Turquie, la Bulgarie, la Grèce, la Roumanie et la « Serbie, envisageait la création de l'Albanie. Les Grandes

« Puissances se réservaient d'en déterminer la Constitution et
« d'en fixer l'étendue ; aux Conférences des Ambassadeurs de
« 1914 à Londres, et à Florence, l'indépendance de l'Albanie
« fut reconnue et les frontières en furent tracées sur la carte
« *mais elles n'ont jamais été complètement délimitées sur les*
« *lieux* »(1). Et ailleurs, dans ce même rapport, la sous-Com-
mission émet l'opinion suivante : « Il est possible donc que les
« membres de la Société des Nations, signataires de ce traité
« (Traité de Londres) ne puissent pas considérer les frontières
« de l'Albanie comme déjà établies » (2).

Par conséquent, de ce rapport il s'ensuit que les frontières du pays candidat n'étaient pas vraiment fixées, c'est-à-dire qu'il ne remplissait pas une des conditions exigées par la Société.

Or, cette condition était d'une très grande importance. En la posant, la Société des Nations a voulu par là éviter des complications bien graves qui pourraient résulter du fait qu'un de ses membres n'avait pas de frontières déterminées, en ce qui concerne l'application de l'article 10 du Pacte.

Ce fameux article 10 du Pacte dont on a tant parlé et qui fut, rappelons-le ici, la cause principale de la non ratification du Traité de Versailles par les Etats-Unis, déjà cité par nous, dit : « Les membres de la Société s'engagent à remplir et à main-
« tenir contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale
« et l'indépendance politique présente de tous les membres de
« la Société. En cas d'agression, de menace, ou de danger
« d'agression, le Conseil avise aux moyens d'assurer l'exécu-
« tion de cette obligation, »

Ayant donc l'obligation de venir toujours au secours des membres se trouvant en péril, les membres de la Société ne sauraient pas permettre qu'une pareille situation, qu'est la non détermination des frontières d'un de ses membres, se crée, car un pareil état de choses n'est-il pas semblable à une source permanente de conflits éventuels entre ledit Etat et les pays qui l'entourent ? Dans le cas contraire, les membres auraient couru le risque de mettre très souvent inopportunément l'article 10 en jeu.

(1) « Documents de la Société des Nations », 1920, séance des Commissions, page 213.

(2) *Id.*

La Société des Nations posant cette condition à raison de l'instabilité de l'assiette de l'Etat a voulu donc éviter, par la trop prompte admission de cet Etat, l'obligation d'assumer un risque de garantie territoriale trop lourd. Ainsi, grâce à cette condition, la Société a toujours un moyen sûr d'épargner à ses membres bien des déceptions et les dangers qui auraient fini par mettre en jeu l'avenir même de la Société.

Revenant sur le cas de l'Albanie, nous dirons qu'en présence du rapport de la sous-Commission qui, dans sa dernière phrase vient nous signaler une pareille situation, est-ce que les membres de la V^e Commission, appelés à se prononcer sur cette admission, pouvaient agir autrement qu'avec beaucoup de précautions ? (1).

C'est pourquoi la V^e Commission, s'inspirant des raisons dont nous venons de parler, a adopté définitivement la motion suivante :

« La V^e Commission a l'honneur de soumettre à l'Assemblée
« son rapport sur la demande d'admission de l'Albanie, dans
« la Société des Nations. La Commission émet l'avis d'ajourner
« l'admission jusqu'à ce que le statut international de l'Albanie
« ait été clairement établi. »

D) L'Admission

Cependant, bien que cette condition n'ait pas été remplie, la Société des Nations, lorsque cette question est venue en dernière instance, c'est-à-dire devant l'Assemblée, n'avait pas refusé la candidature de l'Albanie. L'Assemblée, à l'égard de l'Al-

(1) Pour montrer quel rôle a joué cet article 10 du Pacte lors de l'admission des Etats nouveaux, nous rapporterons ici les motifs par lesquels le délégué de l'Afrique du Sud, Sir Robert CECIL, expliquait son vote contre l'admission de l'Arménie dans la Société : « L'article 10 du Pacte prévoit
« que les membres de la Société s'engagent à maintenir l'intégrité terri-
« toriale de tous les membres de la Société contre toute agression exté-
« rieure et à examiner les mesures les meilleures à produire à cet effet.
« Il me semble très douteux que les membres de la Société eussent l'in-
« tention de remplir cette obligation vis-à-vis de l'Arménie et rien ne
« serait plus désastreux pour cette Assemblée comme pour toute autre ins-
« titution que de faire des promesses qu'on n'a pas l'intention de tenir. C'est
« pourquoi je n'ai pas voté pour l'admission de l'Arménie. » « Documents de
l'Assemblée », séance plénière, 1920, page 648. ⁴

banie, a fait une exception (1), en l'admettant dans la Société à l'unanimité, dans sa séance plénière du 17 décembre 1920.

Et, en ce qui concerne la difficulté que pourrait provoquer le non accomplissement de la condition prévue dans le Questionnaire n° 3 — la délimitation de frontières — par rapport à l'application de l'article 10, l'Assemblée a adopté dans cette question le point de vue du Rapporteur de la V^e Commission, M. Robert Cecil.

Dans son discours, dans lequel il défendait l'opinion de la minorité de la V^e Commission qui s'opposa à l'ajournement de l'admission, il écarte la possibilité des inconvénients qui pourraient se produire de cette situation incertaine relative aux frontières des Albanais, de la façon suivante :

Si dans le cas des Etats dont l'admission avait été refusée on avait été obligé de craindre une application éventuelle de cet article 10, c'est parce que tous les Etats, par exemple, les Etats baltiques et aussi l'Arménie, étaient limitrophes de certains Etats qui ne font pas partie de la Société. — La Russie bolcheviste, Turquie kémaliste — et par là soustraits à son influence. Mais, quant à l'Albanie il n'y a pas cette raison à craindre, car elle est limitrophe avec les Etats qui font déjà partie de la Société et par conséquent qui sont tenus d'observer strictement les engagements que leur impose l'article 10. Et après avoir ainsi montré que la situation de l'Albanie est différente étant donné qu'elle est encadrée par la Serbie à laquelle — il en est sûr — on peut se fier pour exécuter les vœux de l'Assemblée et par la Grèce dont on peut certainement en dire autant, l'orateur continue, dans les termes suivants : « La difficulté « n'est pas de même ordre. Il n'y a aucune raison, je l'espère du « moins, qu'un quelconque de ces Etats veuille se livrer à une « agression contre l'Albanie, et s'ils en avaient l'intention, il ne « nous serait pas difficile de réprimer une telle tentative, à « moins que le mécanisme tout entier de la Société des Nations « ne soit une plaisanterie » (2).

(1) L'exception d'ailleurs n'est pas sans précédent, puisque la Pologne fut également admise dans la Société des Nations bien que ses frontières n'étaient pas encore déterminées.

(2) Le discours de Sir R. CECIL, « Documents de la Société des Nations », Assemblée plénière, 1920.

En terminant, Sir Robert Cecil propose à l'Assemblée l'admission de l'Albanie.

Ensuite M. Fischer, le délégué de l'Empire britannique, au nom de la majorité de la V^e Commission, explique les raisons pour lesquelles celle-ci a adopté une pareille solution et les raisons pour lesquelles il croit pouvoir se joindre maintenant à la proposition de Sir R. Cecil (2).

Et après les déclarations de plusieurs délégués on passa au vote et l'admission de l'Albanie fut agréée par 35 voix, c'est-à-dire à l'unanimité.

A partir de ce moment l'Albanie se vit ainsi reconnue par tous les Etats du monde civilisé et son indépendance assurée et garantie contre toute atteinte dirigée à son égard.

(2) Dans son discours, M. FISCHER a dit notamment ce qui suit : « Lorsque la Commission a étudié la question de l'Albanie, elle s'est efforcée d'appliquer à la solution du problème, les principes généraux qui l'ont guidée dans le cas des Etats de la Baltique et du Caucase. Nous nous sommes posés plusieurs questions (celles contenues au *Questionnaire*)... et nous avons conclu que les titres de l'Albanie de ces trois chefs étaient pour le moins douteux. En conséquence, nous avons demandé à l'Assemblée de différer l'admission de l'Albanie jusqu'à ce que son statut international ait été fixé ». « Documents de la Société des Nations », l'Assemblée plénière, 1920, page 648.

TROISIÈME PARTIE

Historique du Statut territorial de l'Albanie

En parcourant les différents traités de paix issus de la Grande Guerre, à savoir : les Traités de Versailles, de Saint-Germain, de Trianon, de Neuilly et notamment le Traité des Frontières de Sèvres du 10 août 1920, on constate, en ce qui concerne le statut territorial de l'Albanie, que ce pays n'y figure nulle part, comme Partie, soit comme puissance belligérante, soit comme puissance neutre. Le nom de l'Albanie n'est même pas mentionné une seule fois dans aucun des traités ci-dessus cités.

Cet état de choses s'explique par le fait que l'Albanie ne fut pas admise officiellement à la Conférence de la Paix, bien qu'elle se soit adressée, à plusieurs reprises à celle-ci, lui demandant, à l'appui des mémoires relatifs à ses revendications, le règlement de son statut territorial. Les principales puissances s'étaient réservées le droit de régler la question albanaise par une décision ultérieure.

La Conférence de la Paix. — Au Congrès de la Paix, l'Albanie, bien qu'elle n'y ait pas été admise, était néanmoins représentée par une délégation et la question albanaise n'en fut pas moins discutée. Ainsi, au sein du Conseil Suprême, fut constituée une sous-Commission spéciale où la question albanaise fut examinée. Mais notons que cette question albanaise fut liée très intimement au commencement à une autre question, celle de l'Adriatique, ou mieux à la question italo-yougoslave et, par la suite, discutée en même temps que la question Adriatique.

Avant de commencer à exposer les phases par lesquelles est passée la question albanaise à la Conférence de la Paix, nous croyons utile de mentionner les événements les plus importants relatifs à cette question du statut territorial, antérieurs à la Conférence, savoir : la Conférence de Londres de 1913 — le Protocole de Londres — et la conclusion du Traité de Londres du 26 avril 1915.

Par le Protocole de Londres, rappelons que l'Albanie a obtenu pour la première fois des frontières déterminées. Et, en ce qui concerne le Traité de Londres de 1915, ainsi que nous l'avons montré, ce traité annulant les accords de Londres de 1913-1914, prévoyait le partage du territoire albanais et la création, avec le reste du territoire, d'un petit Etat albanais sous le protectorat de l'Italie.

Revenant à la Conférence de la Paix, nous commencerons par dire que la situation de l'Albanie n'y était nullement enviable : la question albanaise étant liée à la question de l'Adriatique, le territoire de l'Albanie a fini par servir d'objet d'échange entre les mains des Grandes Puissances. Le Conseil Suprême, en vue de liquider une fois pour toutes les différends qui s'élevaient dans la question de Fiume, n'hésitait pas à résoudre cette dernière question aux dépens de l'intégrité territoriale de l'Albanie de 1913. Les Grandes Puissances allèrent même dans cette voie jusqu'à obliger les Yougoslaves à accepter la solution de la question de l'Albanie basée sur le partage de l'Albanie en les menaçant, en cas de refus, d'appliquer le Traité secret de 1915. Lorsque nous rappellerons que ce traité de 1915 était une chose inadmissible pour les Yougoslaves étant donné qu'en vertu de ce traité l'Italie devait s'emparer de presque toute la Dalmatie exclusivement peuplée, comme on le sait, de Serbes et de Croates, nous pouvons facilement nous faire une idée exacte de cette pénible alternative dans laquelle se vit la délégation yougoslave à la Conférence de la Paix.

Maintenant voyons de quelle façon les Grandes Puissances pensaient résoudre cette question albanaise, ou mieux quel statut territorial on pensait donner à l'Albanie.

Nous avons d'abord le *Communiqué du 9 décembre 1919* adressé par le Conseil Suprême à M. Scialoia, dans lequel le statut territorial albanais fut déterminé de la façon suivante :

Art. 5. — L'Italie recevra de la Société des Nations mandat d'administrer l'Etat indépendant d'Albanie. (On a joint au présent mémorandum un projet de la forme que dans l'opinion des trois représentants devraient revêtir pareil mandat.) Les frontières de l'Albanie au Nord et à l'Est seront celles qui ont été fixées par la Conférence de Londres de 1913. La frontière méridionale reste un objet de négociations.

Art. 6. — La ville de Valona avec l'hinterland strictement nécessaire à sa défense et à son développement économique, sera attribuée à l'Italie en pleine souveraineté.

D'après ce communiqué, comme on le voit, l'Albanie devait être soumise au Protectorat de l'Italie, après que celle-ci se fut fait payer d'avance sa protection en recevant Valona en pleine souveraineté, tandis que les frontières du Sud devaient être remaniées au profit de la Grèce.

Dans un autre mémoire antérieur en date à ce communiqué, les Grandes Puissances donnaient également le mandat sur l'Albanie dans les limites indiquées au paragraphe 4 de l'article 22 du Pacte de la Société des Nations.

Il est intéressant de voir ici quelle était, devant ces propositions tendant à partager l'Albanie et à la soumettre à une Puissance étrangère, l'attitude de la délégation yougoslave ? A-t-elle accepté ce partage par lequel elle aurait pu facilement réaliser notamment ses revendications relatives à l'Albanie du Nord ? Etait-elle prête à accepter la disparition de cette Albanie qui, ainsi que nous l'avons démontré, fut créée au détriment de la Serbie, et contre la Serbie ?

La réponse est négative. En effet, la délégation yougoslave a su rester conséquente à la déclaration qu'elle avait faite dès le début de la Conférence de la Paix et que voici :

« La délégation du Gouvernement serbe, croate et slovène, considère que l'intérêt général, la paix et la tranquillité de la péninsule balkanique exigent que le *territoire albanais* tel qu'il a été délimité à la Conférence de Londres, *forme un Etat indépendant conformément à l'esprit de décision de cette Conférence*. Une telle solution mettrait les tribus albanaises en mesure de travailler elles-mêmes à la formation de leur propre Etat, et seraient *en accord avec le principe* : « Les Balkans au peuple balkanique », *principe qui est la base essentielle de la tranquillité et du développement paisible du peuple balkanique.* »

La délégation yougoslave dans cette déclaration, dont elle n'a qu'à se louer, s'opposait au démembrement de l'Albanie.

considérant que le maintien de l'indépendance de l'Albanie était non seulement une chose juste, conforme aux idées proclamées par le Président Wilson notamment et au grand principe : « Les Balkans au peuple balkanique », mais aussi que le maintien d'une Albanie indépendante était pour l'Etat yougoslave une question qui la touchait de très près, ainsi que nous le verrons plus loin.

Ici, nous nous arrêterons pour faire une remarque. L'ironie du sort a peut-être voulu que justement au moment où nous écrivons ces lignes sur la question albanaise, et sur l'indépendance de ce pays, cette question surgisse une fois de plus devant l'opinion publique par suite de l'événement du 27 novembre 1926, jour qui, nous n'hésitons pas à le dire, doit être considéré comme la date qui marque, en fait, la fin de l'indépendance du jeune Etat albanais ; car c'est le jour où fut conclu le fameux Pacte italo-albanais (1) par lequel, sans aucun doute, l'Italie a fini par réussir quand même à mettre la main sur l'Albanie et par là à mettre le pied dans les Balkans.

Etant donné que ce pacte a provoqué une grande émotion dans les Balkans, notamment a soulevé en Yougoslavie une vive protestation contre la méconnaissance et le non respect du principe : « Les Balkans aux peuples balkaniques », il y a lieu de souligner, à ce propos, que cette puissance, ainsi que nous voyons par cette déclaration, a respecté depuis toujours et même a fait valoir ce principe à l'égard de l'Albanie. Certes, cette puissance protestant contre le Pacte italo-albanais, pensait peut-être un peu à sa propre sécurité, car l'Italie une fois installée définitivement en Albanie présentera un danger continu pour elle, vu la pénétration « économique » annoncée à plusieurs reprises par l'Italie de M. Mussolini, mais cela ne l'empêche pas d'avoir aujourd'hui le droit de disputer ce principe avec l'Italie, avec une autorité qu'elle puise dans la déclaration ci-dessus et dans la réponse du 8 janvier 1920 relative aux propositions du 9 décembre 1919.

Dans cette réponse du 8 janvier 1920, la délégation yougoslave repousse avec énergie les propositions du Conseil Su-

(1) De ce traité italo-albanais nous parlerons particulièrement dans un chapitre suivant.

prême tendant au partage de l'Albanie, en invoquant l'argument de sa sécurité menacée par lesdites propositions, et demandant le maintien du principe de l'autonomie albanaise.

La délégation yougoslave, dans sa réponse, disait ce qui suit :

« En Albanie, toute notre frontière serait dominée par les positions albanaises se trouvant aux mains de l'armée italienne qui aurait une base pendante à Valona et qui pourrait rapidement créer d'autres bases.

« De cette façon, à partir de la frontière autrichienne, au Nord, en suivant la mer Adriatique jusqu'au point extrême de notre frontière Sud en Albanie, notre pays serait complètement exposé à l'invasion de l'armée italienne. Une situation pareille créant d'un côté une telle supériorité militaire et une si grave infériorité de l'autre, ne pourrait jamais assurer la paix, mais serait plutôt un encouragement aux entreprises de guerre...

« Le mandat sur l'Albanie fait naître inévitablement à l'esprit une comparaison avec le mandat conféré à l'Autriche-Hongrie, sur la Bosnie-Herzégovine par le Congrès de Berlin.

« ...C'est notre peuple qui a ressenti directement les conséquences du mandat sur la Bosnie-Herzégovine et voilà pourquoi nous craignons que le mandat d'Italie en Albanie, pays plein d'étincelles et dans lequel notre Etat possède des intérêts vitaux, ne soit, malgré les meilleures intentions des hommes d'Etat, la cause de malentendus qui par la suite naturelle des choses, produiraient à leur tour, et pour les mêmes raisons, ses effets désastreux... »

Et après avoir dit qu'il y a lieu, pour des raisons d'ordre économique et stratégique, de corriger la frontière du Nord établie par la Conférence de Londres de 1913, sous la pression de l'Autriche et de l'Allemagne, la délégation yougoslave continue en ces termes :

« En dehors de toute correction, notre délégation, ainsi qu'elle l'a déjà déclaré dans son mémorandum et dans ses notes sur l'Albanie, *considère comme meilleure la solution qui maintiendrait l'Albanie dans ses limites de 1913 en tant qu'Etat indépendant avec une administration autonome.*

« Nous considérons que l'Albanie possède des éléments suffisants pour s'administrer elle-même et qu'elle saura s'administrer au point de vue économique et politique d'une manière appropriée que si elle était soumise à une administration étrangère quelconque. »

A la fin, mais seulement pour le cas où cette solution ne serait pas acceptée et où la partie méridionale de l'Albanie

serait attribuée à un Etat étranger, la délégation yougoslave fait valoir ses revendications sur la ville de Scutari et sur la partie septentrionale de la frontière albanaise.

b) *Les propositions du 14 janvier 1920 du Conseil Suprême.* — Bien qu'il se heurte à l'opposition énergique de la Yougoslavie, le Conseil Suprême, en vue de liquider enfin la question de l'Adriatique, dans les propositions qu'il fait à cet effet, ne cesse pas de considérer le territoire albanais comme une marchandise, car bientôt il élaborera une autre solution se basant toujours sur le partage de l'Albanie, avec cette différence que maintenant, ce partage est complet. L'Albanie du Nord se vit également « l'objet d'un remaniement » au profit des Yougoslaves, afin de leur faire accepter la solution dans la question adriatique.

Des propositions formelles dans ce sens furent remises le 14 juin par M. Clemenceau à M. Pachitch, d'après lesquelles le statut territorial de l'Albanie devait être fixé de la manière suivante :

« L'Italie gardera Valona, suivant les stipulations du Traité de Londres, et elle aura en outre un mandat sur l'Albanie. *Les frontières de l'Albanie du Nord seront l'objet d'un remaniement.* Les districts albanais qui passeront ainsi sous l'administration de l'Etat serbo-croate-slavone, jouiront, en tant que provinces autonomes, d'un régime spécial analogue à celui qui est stipulé aux termes du Traité de paix avec l'Autriche pour la province ruthène autonome de la Tchéco-Slovaquie. La frontière méridionale de l'Albanie sera constituée par la ligne proposée par les délégués français et britanniques en laissant Argyrocastro et Coritza à la Grèce. »

Et cette fois-ci, ces propositions furent mal accueillies par la délégation yougoslave. Mais si celle-ci réussit à les écarter et à éviter l'application du Traité secret de Londres de 1915, dont elle fut menacée, ce n'est que grâce à l'intervention du Président Wilson qui, s'opposant à « ce qui pourrait nuire aux Albanais pour plaire aux Yougoslaves » et à ce « qui léserait les Yougoslaves au profit de l'Italie », finit par séparer la question albanaise de celle de l'Adriatique.

Comme on le voit, jusqu'ici la situation de l'Albanie n'est nullement favorable. Soit que les propositions du 14 janvier fussent acceptées par la Yougoslavie, soit que le Traité de Londres de 1915 fût appliqué, le statut territorial de ce pays tel qu'il était établi par le Protocole de 1913, se voyait de toute façon gravement menacé.

La question albanaise une fois séparée sera discutée à l'occasion de l'admission de l'Albanie dans la Société des Nations où son statut territorial restera toujours indéterminé pour recevoir, enfin, la solution définitive avec décision du 9 novembre 1921 de la Conférence de Londres.

La décision du 9 novembre 1921. — Par la décision du 9 novembre 1921, la Conférence des Ambassadeurs a confirmé les frontières de l'Albanie telles qu'elles avaient été fixées en 1913 dans le Protocole de Londres et de Florence, prévoyant néanmoins certaines modifications d'importances locales.

Voyons d'abord comment on est arrivé à cette décision qui est pour nous d'une importance primordiale, car notons, dès maintenant, que cette décision du 9 novembre est l'origine et la source d'un des plus grands différends de frontières, savoir : la question du monastère de Saint-Naoum, parce que c'est en vertu de ladite décision que fut prise celle du 6 décembre 1922 qui engendra directement cette question de Saint-Naoum.

La Conférence de la Paix ayant laissé la question albanaise sans solution définitive après s'être réservé le droit de la résoudre par une décision ultérieure, le statut territorial, les frontières de l'Albanie se trouvèrent toujours indéterminées. Ce statut restera infixe même après l'admission de ce pays dans la Société des Nations, car l'Albanie fut admise au sein de la Société avec la réserve que ses frontières seraient déterminées ultérieurement.

A ce moment là le territoire de l'Etat albanais était partiellement occupé au Nord par les troupes yougoslaves et au Sud par les Grecs. En ce qui concerne les troupes yougoslaves, elles occupaient une portion du territoire albanais, comme ligne de démarcation. Au commencement de la guerre, en vue de se mettre à l'abri des attaques des ennemis, les troupes serbes se virent obligées d'occuper une ligne stratégique. En 1918, pendant les opérations des Alliés, les troupes serbes chassèrent

l'ennemi de l'Albanie qu'il occupait de Tirana jusqu'à Scutari. Mais en vertu d'une décision du Chef des armées alliées en Orient, les troupes serbes se retirèrent sur une ligne, dite ligne d'armistice, sur laquelle elles se trouveront encore au moment où la question de frontière fut posée devant le Conseil de la Société des Nations en 1921.

Cette question de frontières fut posée devant le Conseil par le Gouvernement albanais dans une lettre du 29 avril 1921 adressée au Secrétaire général, par M. Midhat Frasheri, Président de la Délégation albanaise à Paris, que nous citerons ici partiellement :

« Monsieur le Secrétaire général,

« Je me permets de venir par la présente attirer l'attention de la Société des Nations, sur un fait très important qui concerne la paix entre l'Albanie et la Serbie et en même temps dans toute la presqu'île balkanique.

Les frontières de l'Albanie avaient été fixées en 1913 par les Grandes Puissances dans une Conférence des Ambassadeurs. Or, la Serbie, depuis la paix de 1918, empiétant sur ses frontières, occupe une ligne appelée par elle, ligne de l'armistice et qui se trouve en plein territoire albanais. Cette occupation ne va pas sans excès de toute sorte.

Les Grecs, de leur côté, occupent toujours une région contenant 20 vil-lages albanais à l'Est de Koritza, attendant pour l'évacuer une décision des Grandes Puissances.

Dans ces conditions, je viens tout en attirant votre attention sur les faits précités, vous prier de bien vouloir prendre les mesures que la situation comporte pour faire évacuer par la Grèce et la Serbie les parties du territoire albanais, que ces deux Puissances occupent et faire ainsi régner la paix et l'harmonie dans un pays si éprouvé » (1).

Cette lettre, qui posa ainsi la question de frontière, fut communiquée aux membres du Conseil qui la fit examiner à sa Séance tenue le 25 juin 1921 et à laquelle furent invités les Re-présentants des Gouvernements intéressés.

Dans son discours, le Représentant du Gouvernement alba-nais Mrs Fan Nolie, après avoir fait remarquer que dans ces conflits de frontières l'Albanie est venue, suivant la voie na-turelle, offerte à tous les membres de la Société, solliciter de

(1) « Documents de la Cour », page 137-138.

de celle-ci son intervention pour un arbitrage, et après avoir suggéré l'envoi en Albanie d'une Commission qui veillerait à l'application de la décision que le Conseil prononcerait sur la question de l'évacuation du territoire albanais, il déclare que l'Albanie remet cette question aux mains du Conseil, en vertu des articles 11, 12, 13 et 15 du Pacte, d'après lesquels (article 15) « il suffit en cas de différends entre les membres de la Société que l'un d'eux en avise le Conseil pour que celui-ci prenne toutes les dispositions en vue d'une enquête et d'un examen complet ».

Ensuite, à la fin, le Représentant du Gouvernement albanais insiste particulièrement sur la compétence de l'organe qui tranchera la question, demandant que cet organe soit la Société des Nations, s'appuyant sur les articles ci-dessus cités.

Examinons maintenant l'attitude de l'autre partie ou mieux les autres parties puisqu'il s'agissait en l'espèce de la Grèce et de la Yougoslavie. En ce qui concerne la Grèce, remarquons seulement que son Représentant a insisté notamment sur la compétence de la Conférence des Ambassadeurs, en écartant celle de la Société des Nations (1).

Après le Représentant du Gouvernement grec M. Yovanovitch, le Représentant du Gouvernement yougoslave, qui fut en effet la partie principale qu'on accusait dans cette requête d'avoir

(1) A propos de cette question de compétence dont nous parlerons particulièrement, le Représentant du Gouvernement grec, M. Frangulus, a dit, dans ses conclusions, ce qui suit :

« ... Quelle que soit l'opinion juridique qu'on puisse avoir au sujet de la validité ou de la caducité des accords de 1913 — quoique la Section juridique de la Société des Nations se soit prononcée pour la caducité, il est certain et indiscutable que les Puissances de l'Entente par leur déclaration de 1914 au moment de l'occupation de l'Épire du Nord par la Grèce ainsi que par leurs déclarations ultérieures se sont rapportées à la décision de la Conférence de la Paix pour la fixation des frontières Sud de l'Albanie.

« De même le Gouvernement albanais par son rapport devant la Conférence ainsi que par son accord formel de Kapishtica avec le Gouvernement hellénique, a convenu de confier la solution du différend existant entre la Grèce et l'Albanie au sujet de la délimitation de frontière à la Conférence de la Paix.

« La Conférence de la Paix s'en est saisie et elle a établi l'accord dans sa séance du 13 janvier 1920. L'admission de l'Albanie dans la Société des Nations, ne comportait nullement l'intention de priver les Grandes Puissances du soin qui lui avait été confié de déterminer les frontières de l'Albanie, ni un désistement du Conseil Suprême au profit d'une autre juridiction ». « Documents de la Cour », page 158.

fait procéder à une occupation illégale du territoire albanais, prend la parole pour faire, au nom de son gouvernement, une déclaration dans laquelle, parlant de l'occupation des troupes yougoslaves, il confirme cette occupation d'une portion du territoire albanais, mais fait remarquer que les troupes yougoslaves occupent cette bande de territoire seulement comme ligne de démarcation (1).

En ce qui concerne la question de l'organe compétent pour statuer sur la fixation de frontières, le délégué yougoslave écarte également la compétence de la Société des Nations au profit de la Conférence des Ambassadeurs, prouvant que celle-ci est héritière de la Conférence de la Paix qui fut incontestablement compétente pour connaître ces questions.

A la fin, le représentant yougoslave tient à souligner que son gouvernement n'a en rien modifié son attitude vis-à-vis de l'Al-

(1) Nous reproduisons ici la partie essentielle de cette déclaration relative à l'occupation des troupes yougoslaves, car c'est ainsi qu'on pourra se faire une idée exacte sur l'origine de cette occupation pour laquelle le Gouvernement yougoslave sera par la suite sans cesse accusé.

« Il est exact que nous occupons toujours une portion du territoire albanais...

« Nous occupons cette bande de territoire comme ligne de démarcation. L'historique de l'occupation de cette ligne est celui-ci. Lorsque la guerre a commencé en 1914, nous avons aussitôt remarqué une certaine agitation accompagnée de préparatifs en Albanie. L'ennemi se préparait à nous attaquer de ce côté. Nos alliés connaissaient eux aussi cette action hostile et nous rendaient attentifs. L'ennemi a finalement réussi. Une forte armée, en effet, nous a attaqués en mai 1915, dans le but de couper nos communications, les seules qu'à cette époque nous avions avec nos alliés du côté de Salonique. Nous fûmes forcés de repousser la force militaire par la force et pour que de pareils événements ne se renouvelassent plus, nous sommes entrés en Albanie et avons occupé la ligne stratégique à l'Ouest de la rivière de Drin'i Zi, la ligne ayant d'un côté les eaux de la rivière Drin'i Zi, de l'autre, la mer Adriatique. Notre occupation comprenait également la région au nom du Drin'i Bardhé, la totalité du bassin du Lac d'Ochrida, autant qu'il ne nous appartenait pas.

« Notre allié d'alors, l'ancien Royaume de Monténégro, a occupé la région de Scutari avec la ville, jusqu'au Drin'i Bardhé. Nous n'avons pas manqué de notifier cette action aux Alliés pour leur faire savoir que nous ne nourrissions aucun dessein hostile ou de conquête à l'égard de l'Albanie, mais que notre action était une simple mesure de sécurité. Pour le prouver, nous avons déclaré que nous attendrions la décision définitive des Alliés, à laquelle nous nous soumettions à l'avance...

« Pendant les opérations d'octobre 1918, notre armée délivra l'Albanie que tenait l'ennemi de Tirana jusqu'à Scutari, y compris ces deux villes. Le général en chef des armées alliées en Orient donna alors l'ordre d'évacuer cette ligne, laquelle, selon une décision du Conseil Suprême de guerre, devait être cédée à l'occupation italienne. Nous nous retirâmes sur une ligne à l'Est de la précédente, que nous occupons encore aujourd'hui... ».

« Documents de la Cour », page 160-161.

banie depuis la Conférence de la Paix, où sa Délégation a fait cette déclaration bien connue dans laquelle, ainsi que nous l'avons vu, elle se prononçait contre le partage de l'Albanie et pour la reconstitution de l'Etat albanais.

Le Conseil, après avoir entendu les parties intéressées, se ralliant aux arguments exposés par les Délégués grecs et yougoslaves, a adopté, dans sa séance privée du 25 juin 1921, la résolution suivante :

La résolution du Conseil du 25 juin 1921 relative à la requête de l'Albanie :

« *Le Conseil de la Société des Nations est informé que la*
« *Conférence des Ambassadeurs est saisie de la question alba-*
« *naise et qu'elle en délibère en ce moment. Dans ces condi-*
« *tions le Conseil de la Société des Nations croit qu'il n'y a*
« *pas lieu de s'en saisir simultanément.*

« En attendant la solution qui lui sera communiquée, le
« Conseil recommande aux trois parties, conformément au
« Pacte, de s'abstenir rigoureusement de tout acte qui pourrait
« troubler la marche de la procédure. La question est l'objet
« de la vigilance la plus attentive à la défense de la population
« et de la nation albanaise et de toute son attention.

« Le Conseil exprime le vœu que, dans l'intérêt de la paci-
« fication générale et du développement normal de l'Albanie,
« la Conférence des Ambassadeurs prenne une décision dans le
« plus bref délai possible » (1).

La question de compétence fut donc tranchée par cette résolution au profit de la Conférence des Ambassadeurs.

Cette résolution fut approuvée par les Représentants de la Grèce et de l'Etat serbe, croate et slovène.

Cependant, quant au Représentant du Gouvernement albanais, celui-ci, considérant que pour la fixation de frontières, la Société des Nations était compétente, et non la Conférence des Ambassadeurs, crut, en signe de protestation contre cette résolution, devoir porter cette question devant l'Assemblée même de la Société des Nations. Dans une lettre du 29 juin 1921 adressée au Secrétaire général, Mrs Fan Nolie demanda à celui-ci, en vertu de l'article 4 du Règlement intérieur de l'As-

(1) « Documents de la Cour », page 144.

semblée, de la Société, d'inscrire à l'ordre du jour pour être discutée à la prochaine séance de l'Assemblée :

« La décision prise par le Conseil de la Société des Nations
« le 25 juin 1921 sur la requête de l'Albanie, dans son différend
« avec la Grèce et l'Etat serbo-croate-slovène » (1).

La question de frontières s'est donc ainsi vu posée également devant l'Assemblée de la Société des Nations.

Dans l'intervalle entre cette demande et la réunion de la deuxième Assemblée, le Gouvernement albanais, suivant un plan, paraît-il, préparé d'avance, a fait un geste de tactique. Le 7 juin, il a adressé à la Société des Nations une autre lettre dans laquelle il porte des accusations formelles contre le Gouvernement yougoslave, d'après lesquelles les troupes de celui-ci auraient dépassé la frontière fixée en 1913 et attaqué l'Albanie, occupant « sans motif plausible les territoires de tribus Gach et Krasnitch à l'Est de Skadar » (2).

Pourtant, étant donné que le Représentant du Gouvernement yougoslave n'eut pas beaucoup de peine pour réfuter dans son discours prononcé le 2 septembre 1921, devant le Conseil (3), les allégations du Gouvernement albanais, il est facile d'entrevoir le jeu et le but du Gouvernement albanais, dont la diplomatie, notons-le en passant, a donné dans cette question de frontières, des preuves de grande souplesse et d'adresse, tandis que de la diplomatie yougoslave, on ne saurait en dire autant. Par cette lettre, le Gouvernement albanais accusant l'Etat serbe, croate et slovène, a simplement voulu créer dans la prochaine 2^e Assemblée, une atmosphère favorable à sa requête, lorsque celle-ci viendra devant elle en discussion.

Lorsque l'Assemblée, ainsi saisie de la question, l'aborda, elle entendit d'abord le Représentant du Gouvernement albanais, qui, après avoir protesté contre l'occupation du territoire de son pays, a proposé la résolution suivante :

« 1^o Que la Société accomplisse des démarches auprès des
« Grandes Puissances pour faire évacuer par les troupes étran-
« gères les territoires albanais occupés arbitrairement.

(1) « Documents de la Cour », page 167.

(2) *ibid.*, page 172, discours de M. IOVANOVIČH.

(3) *ibid.*, page 172, discours de M. IOVANOVIČH.

« 2° Que la Société attire l'attention des Grandes Puissances
« sur l'urgente nécessité de faire des démarches auprès du
« Gouvernement serbe-croate-slovène, pour que cesse le conflit
« qui est en train de se dérouler.

« 3° Que la Société envoie sans retard une commission sur les
« lieux, avec mission de prévenir, par son action médiatrice, le
« retour de semblables conflits dans l'avenir.

« 4° Que les représentants des Etats faisant partie de l'As-
« semblée veuillent bien intervenir auprès de leurs gouverne-
« ments de l'Albanie pour mettre fin à l'impasse diplomatique
« dans laquelle se trouve ce pays » (1).

Le représentant du Gouvernement grec, à son tour, insiste sur la compétence de la Conférence des Ambassadeurs, disant notamment que, du fait de l'admission de l'Albanie dans la Société des Nations ne pourrait résulter un désistement de la dite Conférence au profit de la Société des Nations, puis le délégué grec fait ce que le Représentant yougoslave n'a pas cru devoir faire nulle part, savoir : *une très importante réserve en ce qui concerne la décision qu'allait prendre la Conférence des Ambassadeurs*. Partant du fait que la Yougoslavie et la Grèce sont des Etats souverains, le délégué grec, avec raison, fait savoir qu'« une décision unilatérale prise contre leur volonté, serait nulle et non avenue », car ce n'est que d'après un traité librement consenti que la délimitation des frontières des Etats peut avoir lieu. Ensuite, il se prononce contre la proposition n° 3 du délégué albanais — l'envoi d'une commission sur les lieux — considérant qu'il n'appartient qu'à la Conférence de prendre telle ou telle mesure qu'elle pourrait juger utile, au cas contraire, cette commission constituerait une intervention dans la juridiction de la Conférence (2).

Quant au délégué yougoslave, celui-ci s'efforce de réfuter les accusations portées contre son Gouvernement ; il donne l'assurance qu'il n'y a pas lieu de craindre, comme l'a prétendu le délégué albanais, qu'une guerre se rallume en remarquant que

(1) Le discours de Mrg FAN S. NOLI. « Documents de la Cour », page 180.

(2) Le discours de M. FRANGULIS (Grèce). « Documents de la Cour », page 183.

« la vraie guerre est celle qui se poursuit entre les Albanais
« eux-mêmes, guerre due à la structure sociale du pays, à sa
« division en clans, à ses dissensions religieuses » (1).

Pourtant en ce qui concerne la question de compétence de l'organe qui serait chargé de la délimitation de frontières, il est à remarquer que le délégué yougoslave n'a pas cru opportun de suivre à cet égard son collègue grec, en faisant la même réserve, à savoir : *qu'une décision rendue sans la collaboration et le consentement de son gouvernement, ne pourrait, en aucun cas, lier celui-ci*. Cependant, cette réserve aurait été d'une grande utilité pour le Gouvernement yougoslave, qui, ainsi que nous allons le voir plus tard, sera obligé d'accepter une décision très importante, qui n'aurait dû, en aucun cas, être prise sans sa collaboration et son consentement.

Après les explications des représentants des Gouvernements intéressés, Sir R. CECIL, le délégué de l'Angleterre, dans son discours, reprenant le point de vue de G. FISCHER, le délégué britannique, a recommandé à l'Assemblée d'attendre la décision de la Conférence des Ambassadeurs, déjà saisie de la question, et proposa à celle-ci deux résolutions qui furent par la suite votées sans modification, et dont le texte de la première est le suivant :

« La résolution de la Deuxième Assemblée du 22 octobre 1921.

« *La Commission ayant pris connaissance de l'appel adressé
« par l'Albanie à l'Assemblée le 29 juin 1921, et de la décision
« du Conseil du 2 septembre 1921 de renvoyer à l'Assemblée la
« question relative aux plaintes de l'Albanie contre l'Etat serbe-
« croate-slovène, recommande à l'Assemblée les résolutions
« suivantes :*

« 1° *L'Assemblée ayant pris en considération l'appel de
« l'Albanie à l'Assemblée, daté du 29 juin 1921, et la décision
« du Conseil du 2 septembre 1921 de renvoyer à l'Assemblée la
« question relative aux plaintes de l'Albanie contre l'Etat serbe-
« croate-slovène.*

« *Prenant acte du fait que l'Etat serbe-croate-slovène et la
« Grèce ont reconnu les principales Puissances alliées et asso-*

(1) Discours du délégué yougoslave, M. SPALAJKOVITCH. « Documents de la Cour », page 193.

« ciées comme étant l'organe compétent pour statuer sur les
« frontières de l'Albanie.

« Apprenant que les principales Puissances alliées et asso
« ciées ont presque résolu la question qui leur a été soumise.

« Reconnaissant la souveraineté et l'indépendance de l'Al-
« banie telles qu'elles ont été établies par son admission à la
« Société des Nations ;

« Recommande à l'Albanie d'accepter d'ores et déjà la déci-
« sion émanant des principales Puissances alliées et asso-
« ciées. »

Et dans la deuxième résolution l'Assemblée, en outre,
N....*prie le Conseil de nommer immédiatement une Commission*
« de trois membres impartiaux qui se rendront immédiatement
« en Albanie et rendront compte de l'exécution des décisions
« des principales Puissances alliées et associées, sitôt données
« et des troubles se produisant sur la frontière de l'Albanie ou
« à proximité » (1).

Avant le vote de ces résolutions et à propos de leur projet, le
délégué grec s'élève de nouveau contre l'envoi d'une Commis-
sion en Albanie, c'est-à-dire contre le projet de la deuxième ré-
solution, faisant remarquer qu' « on ne saurait constituer une
« Commission qui préjugerait en quelque façon que ce soit la
« question de la fixation de frontières ».

Ensuite, le délégué grec fait une fois de plus la réserve en ce
qui concerne la portée de la décision que prendra la Confé-
rence des Ambassadeurs en proposant de rédiger le second pa-
ragraphe de la première résolution ainsi conçue : « Prenant
« acte du fait que l'Etat serbe et la Grèce ont reconnu la Con-
« férence des Ambassadeurs comme étant l'organe compétent
« pour statuer *par un traité libre* sur les frontières de l'Al-
« banie ». Par là le délégué grec a parfaitement fait savoir que si
le Gouvernement grec a accepté la décision du Conseil du 25 juin
1921 tranchant la question de compétence au profit de la Confé-
rence des Ambassadeurs il n'avait fait par cet acte que se pro-
noncer pour l'un des organes qui étaient mis en avant pour ré-
soudre la question de frontières. (La Société des Nations et la
Conférence des Ambassadeurs pour laquelle il a voté). Autre-

(1) « Documents de la Cour », page 188.

ment dit, le Gouvernement grec n'a donné qu'un caractère *exclusif* à ces décisions, en ce sens qu'elle a écarté la compétence d'un organe au profit de l'autre ; il n'entendait donc pas accepter *a priori* toute décision qui serait prise par l'organe qu'il vient ainsi de désigner.

Quant au délégué yougoslave, ainsi que nous l'avons remarqué déjà, à la différence du délégué grec, qui, comme nous le voyons, ne laisse échapper aucune occasion de souligner la portée que donne son Gouvernement au vote du 25 juin, celui-ci n'a fait aucune réserve à cet égard, bien que ce fut le moment propre pour en faire. Ces réserves qui auraient, sans nul doute, par la suite donné au Gouvernement yougoslave, plus d'autorité pour protester contre la décision du 9 novembre, décision qui fut rendue sans sa collaboration et son consentement bien qu'il ait eu parfaitement le droit d'y prendre part. Nous reviendrons sur ce droit du Gouvernement yougoslave de participer à l'élaboration de cette décision. Ici notons encore que le délégué yougoslave non seulement n'a pas jugé bon de suivre son collègue grec sur ce terrain, mais de plus qu'il est intervenu dans cette discussion dans un sens complètement opposé en déclarant « qu'il est d'avis, que la question soulevée « par le délégué de la Grèce au sujet du droit de Puissances « ne regarde que celle-ci et non la Société » (1). Pourtant les événements mêmes, un peu plus tard, démontreront que le délégué yougoslave avait tort de n'attacher aucune importance à cette discussion « soulevée » par le délégué grec, car les Puissances, lorsqu'elles notifieront leur décision du 9 novembre, au Gouvernement yougoslave, invoqueront, pour démontrer l'obligation pour celui-ci d'accepter ladite décision, ce que ce Gouvernement faisait et ce qu'il déclarait *au Conseil* et *à l'Assemblée* de la Société. Elles lui rappelleront donc à ce moment, qu'il a pris l'engagement en votant *au Conseil* pour la résolution du 25 juin, et postérieurement *à l'Assemblée* pour celle du 2 octobre, par lesquelles il reconnaît la compétence de la Conférence des Ambassadeurs, bien que pour lui ces résolutions, comme nous l'avons déjà indiqué, et plus tard nous allons le prouver, n'avaient qu'un caractère purement exclusif. Comme on le voit, cette réserve, cette mise au point, en

(1) « Documents de la Cour ».

ce qui concerne la portée des votes des 25 juin et 2 octobre, n'aurait pas été inutile, car le Gouvernement intéressé, dans ce cas, le Gouvernement yougoslave, lorsqu'on lui ferait savoir qu'il doit accepter la décision du 9 novembre, puisqu'il a voté les résolutions du 25 juin et du 2 octobre, aurait pu bien répondre : « Oui, je les ai votées, mais pas dans le sens que vous leur donnez actuellement ; pour vous en persuader vous n'avez qu'à consulter le procès-verbal officiel de la Société des Nations, où dans les réserves faites avant le vote, j'ai expliqué comment et dans quel sens j'ai voté. »

C'est pourquoi, à propos de ces déclarations du délégué yougoslave, nous pensons que dès le moment où il ne croyait pas devoir suivre le délégué grec dans cette voie, il aurait mieux fait de n'avoir fait aucune déclaration...

L'Assemblée, ainsi que nous l'avons dit, après avoir entendu les déclarations plus ou moins opportunes, a adopté ces deux résolutions.

L'adoption de la deuxième résolution fut, en effet, un succès pour le Gouvernement albanais. Ainsi, soulevant la question de frontières et faisant adopter cette deuxième résolution — l'envoi d'une Commission en Albanie — le gouvernement albanais a fait produire une impression très favorable pour son plan qu'il suivait dans cette question. Par l'envoi de cette commission on a créé l'impression que la situation en Albanie par suite de l'occupation des troupes serbes est vraiment inquiétante pour la paix dans les Balkans. D'où la nécessité urgente que cette question fût le plus tôt possible résolue ; de sorte que, par ces résolutions, on a fait une sorte de pression sur la Conférence des Ambassadeurs dans le but de hâter la décision que celle-ci devait prendre dans la question dont elle avait été saisie. C'est donc pourquoi nous sommes obligés de marquer à cet égard, en passant, un point au profit du Gouvernement albanais, ou plus exactement pour *cette* diplomatie qui dirigeait les affaires d'Albanie.

Mais disons dès maintenant que cette « préparation de l'atmosphère » ou le « sondage du terrain » auxquels le Gouvernement albanais travaille, n'est que le commencement d'une grande campagne contre l'Etat serbe, croate et slovène, ayant

pour but de créer une telle situation que cet Etat serait obligé d'accepter, sans pouvoir s'y opposer efficacement, la décision qu'on allait prendre.

Pour s'en rendre compte rappelons d'abord que la fameuse décision de la Conférence des Ambassadeurs relative aux frontières de l'Albanie, a été prise le 9 novembre 1921. Cependant, pas plus que deux jours avant, c'est-à-dire le 7 novembre, donc à la veille du jour où cette importante décision sera connue, le Gouvernement britannique citera le Gouvernement yougoslave devant le Conseil de la Société des Nations, adressant à la Société des Nations le télégramme suivant :

« L'avance continue des troupes yougoslaves en Albanie étant de nature à troubler la paix internationale, le Gouvernement britannique désire attirer l'attention du Conseil sur ce fait et vous prie de prendre immédiatement des dispositions pour convoquer le Conseil, afin qu'il étudie la situation et se mette d'accord sur les mesures à prendre aux termes de l'article 16 au cas où le Gouvernement serbe-croate-slovène se refuserait ou tarderait à exécuter les obligations que lui impose le Pacte. La Conférence des Ambassadeurs a fixé les frontières de l'Albanie ; sa décision sera immédiatement notifiée aux Parties intéressées » (1).

Et à la séance du Conseil du 17 novembre 1921, réuni en vertu de ce télégramme, le délégué britannique accuse formellement le Gouvernement yougoslave dont les troupes auraient exécuté les opérations militaires en Albanie du Nord. C'est pourquoi, en présence de la violation du Pacte, « il apparut au gouvernement britannique qu'il était indispensable que le Conseil se réunît immédiatement, qu'il reçût des deux parties en cause les explications et les garanties nécessaires et que si ces explications ne paraissaient pas satisfaisantes ou si ces garanties semblaient insuffisantes, il examinât les mesures à prendre pour assurer le respect des obligations contractées par tous les membres de la Société » (2).

Mais bien que le Représentant du Gouvernement yougoslave ait réussi à montrer le mal fondé de ces accusations portées contre le Gouvernement britannique, prouvant notamment qu'elles étaient basées « sur les rapports des autorités albanaises

(1) « Documents de la Cour », page 218.

(2) *ibid.*, page 219.

« publiés dans le mémorandum du Secrétariat général de la « Société des Nations, C. 446/1921 » (1) et par la suite d'écarter l'application de l'article 16 du Pacte (2), il n'en était pas moins vrai que ces accusations avaient produit des résultats défavorables pour le Gouvernement yougoslave, donnant l'impression que celui-ci avait vraiment des intentions agressives vis-à-vis de l'Albanie. C'est pourquoi le Gouvernement yougoslave est sorti de ce litige non seulement humilié, mais vaincu également, car ce gouvernement, dans ces circonstances, ne pourra que s'incliner devant la décision du 9 novembre contre laquelle se dressera toute l'opinion publique du pays et contre laquelle il se serait, sans nul doute, opposé, dans d'autres circonstances d'une façon plus énergique. Ensuite, ce qui est pire, c'est que plus tard, lorsque ce Gouvernement demandera la modification, la révision de certaines décisions prises en vertu de la décision du 9 novembre, qu'elle fut ainsi forcée d'accepter, on lui objectera toujours ou rappellera qu'il avait bel et bien accepté la décision du 9 novembre !

Maintenant, voyons en quoi consiste cette décision du 9 novembre 1921 qui trancha définitivement la question de frontières de l'Albanie et qui, par suite, donnera lieu à un litige, qui avant d'être résolu à *l'amiable*, avait passé par toutes les institutions juridiques et politiques d'ordre international.

(1) « Documents de la Cour », page 238.

(2) Il n'y avait pas lieu d'appliquer cet article dans ce cas, car d'après le Représentant du Gouvernement yougoslave : « L'article 16 dans la partie essentielle, prévoit seulement le cas d'une guerre que ferait un des membres de la Société, contrairement à ses engagements. Le seul fait de non exécution d'un des engagements résultant du Pacte ne serait pas de nature à motiver l'application de cette partie essentielle de l'article 16. On ne pourrait invoquer que le dernier alinéa qui prévoit l'exclusion du membre qui se refuserait à remplir ses obligations. Or, mon gouvernement ne s'est jamais refusé à exécuter les obligations résultant du Pacte. En fait, la seule question qui se pose est de savoir quelles sont ces obligations et si elles existent réellement, en l'espèce. Il appartient au Conseil de le dire. » « Documents de la Cour », page 225.

*La Décision de la Conférence des Ambassadeurs
rendue le 9 novembre 1921*

L'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon,

« *Considérant qu'il y a lieu de confirmer le tracé des frontières de l'Albanie tel qu'il a été établi en 1913 par la Conférence des Ambassadeurs de Londres ;*

« *Considérant d'autre part, que les frontières méridionales de l'Albanie ont été fixées sur le terrain par la Commission de délimitation qui a rédigé le Protocole final de ses travaux à Florence le 17 novembre 1913, et que la Commission de délimitation des frontières Nord et Est a dû interrompre ses travaux en 1914 à cause des hostilités ;*

Décident :

I. — Les Gouvernements signataires de la présente décision reconnaissent le Gouvernement de l'Albanie, constituée en Etat souverain et indépendant.

II. — Une Commission composée de quatre membres nommés par les Gouvernements signataires de la présente décision, sera chargée, dans le plus bref délai, de tracer sur le terrain la ligne frontière Nord et Nord-Est de l'Albanie, dans les conditions indiquées ci-après.

III. — A l'effet d'assurer les relations de bon voisinage entre les Etats situés de part et d'autre de la ligne-frontière à tracer, la dite Commission devra tenir compte, autant que possible, des limites administratives et des intérêts économiques locaux. Elle devra, notamment, rectifier le tracé arrêté en 1913 par la Conférence des Ambassadeurs de Londres :

A) *Dans la région au Nord-Est de Scutari*, de manière, tout en assurant la protection de cette ville, à assurer les débouchés et la protection de Podgoritza et à faire garantir aux populations albanaises voisines le libre passage à travers cette région avec leur bétail, leurs meubles et leurs effets.

B) *Dans la région à l'Ouest et au Sud de Prizren*, de manière à laisser au territoire de Prizren ses approches naturelles : la nouvelle frontière qui sera fixée sur le terrain partira de la côte 729 au Sud de Godëni et à l'Est de Ciafa Prusit, dans la direction Nord-Sud, et rejoindra la frontière de 1913 au Sud de Vad, en passant par les côtes 1896 (Bais-triku, 2381 (Koritnik) et 2512 (Nord-Est de Vad) et en laissant à l'Est la limite du territoire occupé par le clan des Gora (d'après la carte au 1.200.000 de l'état-major autrichien du 23 janvier 1911, reproduite pour l'Institut géographique de l'armée italienne.

C) *Dans la région à l'Ouest et Sud-Est de Dibra*, de manière à laisser entièrement en dehors du territoire albanais la route de Dibra à Struga

et à assurer ainsi la liberté des communications économiques de Dibra.

D) *Dans la région de Lim*, de manière à attribuer à l'Albanie la ville de Lim, et à assurer ainsi en bordure du lac d'Ochrida les communications économiques entre Elbasan et Koritza.

IV. — La Commission aura la faculté de s'adjoindre à titre consultatif des membres nommés respectivement par les Etats situés de part et d'autre de la ligne-frontière à tracer. Elle pourra prendre en considération les demandes formulées au nom des gouvernements de ces Etats, en s'attachant à ce que les rectifications éventuelles ne comportent le transfert que d'un minimum de population.

V. — A la fin de ses travaux la Commission rédigera un Protocole qui sera soumis à l'approbation des Gouvernements signataires de la présente décision » (1).

Cette décision, par laquelle la question de frontière avait reçu enfin une solution, comme on le voit, confirme, d'abord d'une manière générale le tracé des frontières comme il a été établi en 1913, par la Conférence de Londres.

Cependant, étant donné que cette décision prévoit quatre rectifications locales, on ne pourrait, par conséquent, dire, sans réserve, que le tracé de 1913 est confirmé. Mais il y a lieu pourtant de remarquer, en ce qui concerne ces exceptions, que celles-ci sont strictement *limitatives* dans ce sens que d'autres exceptions ne sauraient être admises.

La décision du 9 novembre tranchant ainsi la question, fut, le 23 décembre 1921, communiquée aux gouvernements intéressés. Le Gouvernement albanais l'a acceptée avec empressement. En effet, du moment que la Conférence des Ambassadeurs de 1921 a cru devoir donner la même solution qu'avait adoptée celle de 1913, l'Albanie avait une raison sérieuse d'être mécontente de cette solution, étant donné que celle-ci ne différerait presque en rien de celle qui fut adoptée en 1913, sous la pression de l'Autriche et de l'Allemagne, au détriment de la Serbie et notamment du Monténégro ?

Mais en ce qui concerne le Gouvernement yougoslave, la situation était différente. Cette décision, ou mieux la résurrection de la décision de 1913 (« ...Considérant qu'il y a lieu de « confirmer le tracé tel qu'il a été établi en 1913 ») a provoqué un mécontentement et une déception chez le peuple yougoslave, surtout chez les Serbes et les Monténégrins. Se rappelant

(1) « Documents de la Cour », page 77.

qu'en 1913 l'Etat albanais, dans ces limites que la Conférence des Ambassadeurs en 1921 venait de confirmer, fut créé contre la Serbie, et qu'alors sous la menace armée de l'ancienne monarchie autrichienne, il était obligé d'abandonner ses justes revendications, notamment en ce qui concerne la ville de Scutari, le peuple yougoslave pouvait-il l'accueillir autrement, sinon avec une vive protestation.

Mais malgré tout le Gouvernement yougoslave fut obligé de ne pas suivre l'opinion publique dans cette question, car ainsi que nous l'avons dit, grâce à l'intervention du Gouvernement britannique, cité devant le Conseil de la Société des Nations, il se trouvait, par suite, dans une telle situation fâcheuse dans laquelle il ne lui fut possible d'envisager toutes les mesures qu'il aurait prises si, répétons-le, ledit gouvernement n'était pas, par le jeu de la diplomatie, surtout anglaise (1), menacé par l'application de l'article 16 du Pacte ! Ici, nous voyons donc mieux quel but poursuivait la diplomatie anglaise en citant le Gouvernement yougoslave à la veille du jour où la décision du 9 novembre sera connue ; la pression était exécutée, le Gouvernement yougoslave s'inclina ainsi et l'effet escompté n'a donc pas manqué de se produire.

Pour les raisons ci-dessus exposées, le Gouvernement yougoslave, lorsque la décision lui fut communiquée, a répondu le 14 novembre par une note que nous reproduisons dans sa grande partie : «....

« ...Le Gouvernement royal a l'honneur d'accuser réception de la note de la Conférence des Ambassadeurs se rapportant à la frontière albanaise...

Le gouvernement royal se voit obligé d'exprimer ses regrets de ne pas être *du même avis sur l'interprétation de ladite note au sujet de la résolution votée le 2 septembre 1921 par l'Assemblée de la Société des Nations à Genève, le sens de cette résolution n'ayant, d'après l'opinion du Gouvernement royal, que le caractère exclusif* par rapport à la compétence de la Société des Nations en la matière.

Ceci établi, il était du ressort des Principales Puissances alliées et associées de procéder à l'accomplissement du mandat à eux conféré, de la façon usitée dans les cas identiques.

Le Gouvernement royal prend la liberté de rappeler à la Conférence

(1) La diplomatie anglaise était fortement intéressée dans cette question de frontières albanaises.

des Ambassadeurs que, d'après, la manière d'agir des Principales Puissances alliées et associées dans les cas précédents et identiques, il était autorisé à s'attendre que la décision au sujet des frontières albanaises serait rendue en collaboration et avec le consentement du Gouvernement royal.

Cela d'autant plus pour les raisons suivantes :

Le Gouvernement royal, se basant sur les promesses verbales et écrites des Principales Puissances alliées et associées, avait par sa note du 4 octobre, postérieure au vote de l'Assemblée de la Société des Nations, exposé son point de vue et avait prié de collaborer avec les Principales Puissances alliées et associées et déclaré nécessaire son consentement à la décision à ce sujet.

Par l'article 4, du Traité des Frontières conclu le 10 août 1920 à Sèvres, il est stipulé que les frontières du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes « avec l'Italie et au Sud » seront déterminées ultérieurement, l'expression « au Sud » englobant, entre autres, la frontière du Royaume avec l'Albanie, pour l'exactitude de quoi la preuve se trouve dans la cause incluse à ce Traité.

Vu que le Traité, cité aussi bien que les Traités de Saint-Germain, de Neuilly, de Trianon avaient élaboré notamment leurs clauses territoriales y insérées en collaboration et avec le consentement du Gouvernement royal, le Gouvernement royal considère que les frontières albanaises ne sauraient être déterminées qu'avec sa collaboration et son consentement. C'est même un droit stipulé au profit du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes par le Traité des Frontières, conclu le 10 août 1920 à Sèvres, comme il vient d'être démontré.

La Conférence des Ambassadeurs n'a pas jugé opportun de prendre en considération les exposés de nos motifs ayant pour but principal et unique l'ordre et la paix balkaniques et non seulement elle a rendu sa décision à l'encontre des vœux du Gouvernement royal, mais elle l'a mise en demeure d'évacuer sans délai le territoire attribué à l'Albanie. Le Gouvernement britannique en plus se basant sur les accusations sans fondement du Gouvernement de Tirana relatives à la prétendue déclaration de guerre du Gouvernement royal à l'Albanie, à l'offensive serbe-croate-slovène contre l'Albanie, à l'invasion et à l'occupation de l'Albanie par les troupes royales et leur avance en Albanie jusqu'à la ville d'Orochi et plus loin, a fait citer le Gouvernement royal devant le Conseil de la Société des Nations et l'a menacé de l'application de mesures extrêmes, telles que celles prévues par l'article 16 du Pacte de la Société des Nations. Par une telle procédure il est créé une atmosphère menaçante pareille à celle résultant des ultimatums. Mis dans cette situation, le Gouvernement royal déclare, avec ses plus grands regrets et en protestant, se conformer à la décision de la Conférence des Ambassadeurs, afin d'éviter les conséquences dangereuses de la non-acceptation, tout en étant fermement convaincu que les événements ultérieurs se rapportant à l'ordre et à la paix dans les Balkans donneront

raison aux prévisions du Gouvernement royal, et les travaux de délimitation futurs de la frontière sur le terrain prouveront l'évidence de la justesse de son point de vue., » (1).

Si nous avons reproduit cette note du Gouvernement yougoslave, c'est notamment pour voir que le Gouvernement yougoslave en votant, le 25 juin et le 2 octobre 1921, pour les résolutions tranchant la question de compétence, ne donnait à ces votes, qu'un caractère *exclusif*. C'est pourquoi nous n'avions pas tort lorsque nous reprochions au représentant du Gouvernement yougoslave son attitude, à savoir, de n'avoir pas cru devoir suivre son collègue grec lorsque celui-ci souleva cette question. Car il va sans dire que s'il avait fait les réserves que faisait le représentant du Gouvernement grec, dans ce cas le Gouvernement yougoslave aurait pu protester maintenant avec plus d'efficacité, prouvant à l'aide de procès-verbaux officiels, l'exactitude de ses affirmations contenues dans sa note du 14 novembre, en ce qui concerne la portée de ses votes des 25 juin et 2 octobre.

(1) « Documents de la Cour », pages 236-237-238.

CHAPITRE PREMIER

LE DIFFÉREND de FRONTIÈRES ENTRE L'ÉTAT ALBANAIS ET L'ÉTAT SERBE-CROATE & SLOVÈNE

1. — La question du Monastère de Saint-Naoum

La décision du 9 novembre 1921 confirmant les frontières telles qu'elles étaient fixées en 1913, a provoqué non seulement un grand mécontentement dans l'Etat yougoslave, mais, comme nous allons le voir, cette décision a donné lieu à un litige relatif à l'attribution d'un monastère : Saint-Naoum, qui aura été soumis à tous les organes qu'a créés le nouveau règlement des affaires européennes, avant d'être résolu à l'amiable entre les parties intéressées.

Par la deuxième résolution du 2 octobre 1921, ainsi que nous l'avons vu, l'Assemblée de la Société des Nations décida l'envoi d'une Commission d'enquête en Albanie pour « rendre compte de l'exécution des décisions des principales Grandes Puissances alliées et associées, sitôt donné et des troubles se produisant sur ou près de la frontière de l'Albanie » (1). Rappelons que lors de la discussion de ces résolutions la principale objection contre cette deuxième résolution fut *que cette Commission prévue par ladite décision, pourrait préjuger la fixation de frontières*. Cette objection était exacte. En effet, du rapport de la Commission d'enquête du 18 janvier 1922, nous voyons que cette crainte fut fondée étant donné que celle-ci recommandant l'attribution du monastère de San-Naoum, à une partie en conflit, était sortie de sa mission, c'est-à-dire, préjugait la fixation de frontières.

(1) « Documents de la Cour », page 195.

La Commission d'enquête dans ce rapport disait textuellement ce qui suit :

« La question de ce monastère préoccupe actuellement à un haut degré le Gouvernement et l'opinion publique tout entière de l'Albanie méridionale. A la suite de la déclaration de la guerre mondiale, la Commission de délimitation de 1913-1914 fut obligée d'interrompre ses travaux avant d'avoir fixé sur le terrain la frontière de cette région. Le monastère ne fut donc pas évacué par les Serbes qui s'y trouvaient alors. Il est encore occupé par eux actuellement, un poste militaire yougoslave formé en grande partie de soldats russes, étant placé à un kilomètre à l'Ouest du bâtiment sur la rive du lac.

On se souviendra cependant que, lors de la Conférence de Londres en 1913, il fut stipulé au paragraphe 2 du protocole que les rives Ouest et Sud du lac Ochrida, de Lin jusqu'au monastère de San-Naoum, feraient intégralement partie de l'Albanie.

A la suite de ces circonstances, la Commission a cru devoir suggérer, par son télégramme du 4 janvier, que la zone neutre, qui s'arrête actuellement à Lin, soit prolongée de manière à comprendre également la rive méridionale du lac Ochrida jusqu'à la frontière grecque (lac Prespa). De cette façon on pourra éviter toute friction en attendant l'évacuation du monastère de San Naoum et son retour définitif entre les mains de l'Albanie » (1).

Et lorsque nous remarquons que cette question, la question de l'attribution du monastère de San-Naoum, ne fut tranchée que par la décision du 6 décembre 1922, nous voyons en même temps que cette commission, au lieu de « rendre compte des troubles se produisant sur ou près de la frontière de l'Albanie », se crut compétente pour se prononcer sur une question qui, avant d'être résolue définitivement, ainsi que nous l'avons remarqué, sera soumise à tous les organes compétents pour connaître de pareille question !

C'est pourquoi rien d'étonnant si un tel travail de la Commission d'enquête a été le commencement de l'irrégularité et de l'erreur commise par la Conférence des Ambassadeurs dans la question de San-Naoum. Car, disons-nous, cette Commission « s'occupant d'une question qui ne rentrait aucunement dans sa compétence et qu'elle ignorait d'ailleurs complètement » (2), a non seulement ainsi préjugé la solution d'une

(1) « Documents de la Cour », page 260.

(2) Le discours de M. SPALAIKOVITCH, « Documents de la Cour », page 47.

question, mais de plus, elle a induit la Conférence des Ambassadeurs en erreur suggérant à celle-ci, dans son rapport ci-dessus reproduit, l'idée d'établir pendant la durée de l'opération de délimitation une zone neutre depuis le Sud du lac Ochrida, jusqu'à la frontière grecque (lac Prespa).

La Conférence des Ambassadeurs acceptant cette suggestion et décidant dans sa résolution du 1^{er} février 1922 d'étendre les attributions de la Commission de délimitation et d'établir une zone neutre partant de Lim et se prolongeant jusqu'à la frontière grecque, a commis une irrégularité ou du moins une erreur, car, ainsi que le fait remarquer la note du Gouvernement yougoslave du 2 mai 1922, « cette partie de frontière était déjà, en droit, déterminée par la décision de la Conférence des Ambassadeurs de Londres » et que cette frontière existant également en fait depuis 1913, « était respectée par les Etats voisins et les Puissances intéressées ».

C'est pourquoi la note remarque ensuite « la Commission de « délimitation de l'Albanie n'aurait donc qu'à homologuer une « frontière déjà existante qui n'était nullement litigieuse » (1). Le gouvernement yougoslave a, par cette note, fait savoir, en effet, *qu'il ne saurait reconnaître à la Commission de délimitation aucun pouvoir dans cette partie* (2), dans laquelle, remarquons-le, se trouvait englobé le monastère de San-Naoum, *pour décider l'attribution de tel ou tel point*.

Cependant la Conférence des Ambassadeurs ne croyant pas devoir revenir sur sa décision, ainsi que le demandait dans sa note du 2 mai le Gouvernement yougoslave, la Commission de délimitation au lieu d'établir sur le terrain l'état de choses existant conformément au tracé décrit par le Protocole de Londres, statua et par la suite attribua un point se trouvant dans cette zone neutre. Ce fut la cause directe du litige.

(1) La réponse du Gouvernement yougoslave du 2 mai 1922. « Documents de la Cour », page 333.

(2) La description de cette partie de frontières se trouve dans « Les instructions complémentaires de la Commission des Ambassadeurs à la Commission de délimitation », « Documents de la Cour », page 328.

Le Protocole de Londres de 1913 définissant la frontière de l'Albanie décrit une partie de frontière allant du Sud au Nord de la façon suivante :

« La région côtière jusqu'à Phtelia, y compris l'île de Sas-seno, la région du Nord de la ligne grecque, ainsi que l'ancien Kaza de Koritza, avec la rive Ouest et Sud du lac d'Ochrida, s'étendant du village de Lim jusqu'au monastère de San-Naoum, feront partie de l'Albanie » (1).

La décision du 9 novembre 1921 confirmant ce tracé de 1913 en prévoit les modifications dans les quatre régions qui sont, ainsi que nous l'avons vu, nommément indiquées, savoir :

1° Région Nord-Est de Scutari ; 2° région à l'Ouest et au Sud de Prisrend ; 3° région à l'Ouest et Sud-Est de Dibra et 4° dans la région de Lim, « de manière à attribuer à l'Albanie la ville de Lim, et à assurer ainsi, en bordure du lac d'Ochrida, les communications économiques entre Elbassan et Kortiza.

Cette décision, comme on le voit, n'a fait aucune mention du monastère de San-Naoum qui se trouve également situé sur la rive méridionale du lac d'Ochrida ; parce que la Conférence des Ambassadeurs pensait que dans cette région la frontière était fixée sur le terrain en 1913. Et à la suite du rapport du 18 janvier 1922 de la Commission d'enquête, dans lequel celle-ci porte à la connaissance de la Conférence ce fait, cette dernière, par sa décision du 1^{er} février étendit les attributions de la Commission de délimitation et chargea celle-ci de fixer sur le terrain la frontière dans cette région.

Mais lorsqu'en vertu de cette décision du 1^{er} février la Commission de délimitation procéda à la fixation de la frontière dans cette région, une divergence d'opinion se souleva en ce qui concerne l'interprétation qu'il fallait donner aux termes du Protocole de 1913 : « jusqu'au monastère de San-Naoum ».

Comment fallait-il interpréter ces termes ? La Conférence de Londres avait-elle voulu attribuer ce monastère à la Serbie ou à l'Albanie ?

La question de San-Naoum, dans cette forme, fut ainsi posée.

Avant d'aller plus loin, remarquons que l'importance de cette question ne provenait pas des considérations territoriales (le

(1) « Documents de la Cour ».

monastère de San-Naoum, n'occupant qu'un territoire bien peu étendu), mais des considérations d'ordre religieux et national. Car, si l'Etat serbe-croate-slovène par la suite n'a pas voulu accepter la décision du 6 décembre 1922, par laquelle ce monastère fut attribué à l'Albanie, c'est parce que, ainsi qu'il le faisait savoir, ce monastère est un des plus anciens et des plus grands sanctuaires serbes où au ^x^e siècle les disciples des apôtres slaves Ciril et Méthodîe traduisaient en langue slave les livres saints et propageaient le christianisme parmi les Serbes et autres Slaves. C'est pourquoi le Gouvernement yougoslave, à maintes reprises, faisait savoir que la question de San-Naoum est pour le pays qu'il représente, non seulement une question de droit, de justice, mais de plus une question d'honneur et de dignité nationale.

Maintenant, voyons en quoi consista cette divergence d'opinion dans la Commission de délimitation.

D'après l'avis du Commissaire anglais, il n'y a pas de doute, l'intention des Puissances de 1913 et celles de 1921 était de donner ce monastère à la Serbie. Dans son avis, le Commissaire britannique dit :

« La Conférence des Ambassadeurs à Paris, dans sa décision du 9 novembre 1921, a nommément désigné le village de Lina comme appartenant à l'Albanie, mais on n'a pas fait référence au monastère de San-Naoum.

Le Commissaire britannique est donc d'avis que le Protocole de Londres de 1913, en désignant la ligne frontière comme s'étendant jusqu'au monastère, avait l'intention que San-Naoum reste hors de l'Albanie, et que la Conférence des Ambassadeurs ne faisant aucune référence au monastère dans sa décision du 9 novembre 1921, avait la même intention » (1).

Toutefois, le Commissaire anglais faisait savoir que si le Gouvernement yougoslave pouvait revendiquer le monastère de San-Naoum en vertu du Pacte de Londres, c'est-à-dire en vertu du droit, il n'en serait pas de même en ce qui concerne les raisons ethniques, géographiques et stratégiques, en vertu desquelles ce monastère devrait être attribué à l'Albanie. Néanmoins, vu que « la modification des termes du Protocole de

(1) L'avis du délégué britannique, « Documents de la Cour, page 95.

Londres peut entraîner de grosses complications », de sorte que « le principe de modifications des termes du Protocole de Londres ne peut pas être accepté », le Commissaire britannique se déclare « *d'avis que le monastère San-Naoum doit rester en « Yougoslavie ».*

Cependant, les délégués français et italiens, donnant aux termes du Protocole de 1913, une interprétation différente de celle de leurs collègues britanniques, conclurent à l'attribution du monastère de San-Naoum, à l'Albanie.

Quant aux Commissaires des parties en cause, ils donnaient, bien entendu, des avis différents, mais tandis que le délégué albanais donna un avis bien développé et largement motivé, dans lequel il insista sur le caractère religieux et moral qu'avait ce monastère pour son pays (1), le délégué yougoslave se borna à présenter laconiquement certains documents prouvant que le monastère de San-Naoum n'avait jamais appartenu au kaza de Koritza, qui d'ailleurs ne furent pas pris en considération par les organes compétents. Et c'est pourquoi peut-être nous pouvons lire, dans la note concernant les délibérations de la Conférence des Ambassadeurs, l'observation suivante : « ...A « l'exception de l'avis du Commissaire albanais, aucun des documents dont la Conférence était saisie, n'insistaient sur les « intérêts moraux et religieux qui seraient mis en cause par « la décision qui allait être prise » (2). Cette observation, comme on le voit, est une véritable accusation contre ceux qui avaient été chargés de défendre une cause qui était non seulement une question de droit, mais aussi une question de dignité et d'honneur national !

Le 6 décembre 1922, la Conférence des Ambassadeurs, après avoir pris connaissance de ces différents avis, plus ou moins développés, trancha la question par l'attribution de ce monastère à l'Etat albanais. Cette décision fut communiquée au Gouvernement yougoslave le 23 décembre 1922.

(1) Le Gouvernement albanais réclamait ce monastère, en vertu des mêmes arguments qui seront invoqués par le Gouvernement yougoslave pour démontrer le caractère serbe de ce monastère. C'est parce que d'après les vues du Gouvernement albanais, le Saint-Naoum ne serait pas un saint serbe mais albanais !

(2) « Documents de la Cour », page 73.

Mais ce n'est que cinq mois après que le Gouvernement yougoslave répondit à cette décision par la note du 6 avril 1923, dans laquelle il expose les raisons juridiques, politiques et ethnographiques pour lesquelles le monastère de San-Naoum ne pouvait pas être attribué à l'Albanie.

De cette note, nous ne reproduirons que les raisons juridiques, faisant abstraction des raisons ethnographiques et politiques dans l'examen desquelles nous n'avons pas à entrer :

« 1° Au point de vue du droit international, pour résoudre la question des frontières avec l'Albanie, ce sont les décisions de la Conférence des Ambassadeurs à Londres, en 1913, et les modifications de la Conférence des Ambassadeurs à Paris, du 9 novembre 1921, qui doivent uniquement être prises en considération.

a) Aussitôt après les décisions prises à Londres en 1913, l'Autriche-Hongrie adressait à la Serbie un ultimatum en l'invitant à se retirer dans le délai le plus court à la frontière déterminée ; le Gouvernement serbe retira ses troupes et ses *autorités jusqu'à la ligne frontière actuelle* ; l'Autriche-Hongrie se déclara satisfaite et la question fut liquidée. Les autres Puissances se déclarèrent également satisfaites de cette solution pacifique et ni à ce moment là ni plus tard, jusqu'à maintenant, personne n'a contesté cette ligne frontière. Les documents diplomatiques furent malheureusement perdus et détruits pendant la retraite et l'occupation de la Serbie. Mais toutes les cartes géographiques, politiques et d'état-major indiquent la frontière existante, ce qui n'aurait pas été si on ne possédait pas les renseignements sûrs. Enfin, lorsque l'ennemi, à la fin de 1915, occupait tout le territoire du Royaume de Serbie, il s'arrêta exactement sur cette ligne frontière.

b) Les modifications du 9 novembre 1921, que nous étions contraints d'accepter, le Gouvernement royal les considère comme dernière concession dans la question de délimitation avec l'Albanie. Elles n'embrassent et ne mentionnent même pas la question de frontière au Sud du lac d'Ochrida. Par conséquent le Gouvernement royal était en droit de considérer, et il considère, que dans cette partie, l'état de choses existant doit être maintenu. Le Gouvernement royal ne se considère lié par aucune modification postérieure ni par l'élargissement des anciennes modifications et il ne peut pas les accepter » (1).

Cependant, le Gouvernement yougoslave ne pouvait pas s'arrêter ici vu les conséquences provoquées, par la décision du 6 décembre, dans l'Etat serbe-croate et slovène, dont l'opinion publique protestait vivement et demandait au Gouvernement

(1) « Documents de la Cour », pages 102-103.

quelles mesures celui-ci pensait prendre pour empêcher l'exécution d'une décision injuste et inadmissible pour le peuple slave. Après avoir découvert dans les Archives de Vienne de nouveaux documents qui prouvaient clairement que l'intention des auteurs du Protocole de 1913 était d'attribuer ce monastère non à l'Albanie, mais à la Serbie, le Gouvernement yougoslave fit une nouvelle démarche, le 19 juin 1923, auprès de la Conférence des Ambassadeurs, demandant, en vertu de ces documents, la révision de la décision du 6 décembre 1922.

Ces nouveaux documents, que le Gouvernement yougoslave, dans sa note du 19 juin, porta à la connaissance de la Conférence qui ne les connaissait pas avant de rendre sa décision, sont notamment :

a) Proposition italienne concernant la frontière Sud de l'Albanie, du 19 mars 1913 (1) ;

b) Compromis italo-autrichien au sujet de la même frontière en date du 22 avril 1913 (2) ;

c) Procès-verbal des séances et des décisions de la Conférence de Londres des 8 et 11 août 1913 (3) ;

d) Instruction au délégué de l'Autriche-Hongrie dans la Commission internationale de la délimitation du 5 septembre 1913 (4) ;

Cette démarche pour la révision de la décision du 6 novembre se heurta à une vive opposition de la part de la délégation britannique, tandis que la délégation française ne tarda pas à reconnaître l'importance de ces nouveaux documents. Quant à la délégation italienne elle finit, elle aussi, par se rallier à l'interprétation que donnait le Gouvernement yougoslave et la délégation française aux nouveaux documents, se séparant ainsi de la délégation britannique qui se montrera d'une intransigeance étonnante à l'égard de la révision (5).

(1) « Documents de la Cour », page 109.

(2) *ibid.*, page 109.

(3) *ibid.*, pages 265 et 267.

(4) *ibid.*, page 110.

(5) Le Baron Romano Averana à la 254^e séance de la Conférence des Ambassadeurs, faisant une proposition suggérant de donner à la question une solution intermédiaire, savoir : de faire du monastère de San-Naoum un lieu de pèlerinage en l'entourant des garanties nécessaires pour qu'il puisse

Comme principal argument contre la révision, la délégation britannique invoquait la raison d'opportunité. Dans un mémorandum du 3 août 1923, signé également par le délégué italien, qui, ainsi que nous l'avons dit plus haut, se ralliera plus tard à l'opinion de la délégation française, il est dit : « Modifier « aujourd'hui une de ces décisions signifie empêcher la solution des questions en suspens et peut-être faire remettre sur « le tapis certaines décisions qui ont pu être appliquées grâce « à la fermeté avec laquelle la Conférence des Ambassadeurs, « libre de tout précédent, les a maintenues » (1).

A cet argument d'opportunité que le mémorandum britannique plaçait au premier plan, avant même d'examiner le côté juridique et ethnographique de la question, la délégation française, dans sa note du 20 août 1923, après avoir préalablement examiné les arguments ethniques et juridiques, répondit ainsi qu'il suit :

« Reste la question de savoir si pour des raisons d'opportunité il y a inconvénient de revenir sur une décision prise le 6 décembre 1922. Sans doute il est toujours fâcheux de modifier une décision déjà prise, mais pareille décision ne serait cependant pas sans précédent.

D'autre part, force est bien de constater que les troupes serbes occupent actuellement le monastère de San-Naoum ; l'émotion provoquée à Belgrade par la décision de la Conférence est telle que les Puissances auraient la plus grande difficulté à obtenir le retrait de la garnison du monastère. Elles seraient sûrement assez fortes pour l'obtenir, si, par ailleurs il était évident que la Serbie ne peut invoquer, pour maintenir son occupation, que des raisons de fait et aucun argument de droit.

Si l'on admet, au contraire, que les raisons développées dans la note du 18 juin et dans la présente note ont quelque valeur, l'on sera amené à considérer que la Serbie se trouverait dans une situation moralement très forte pour résister à l'exécution de la décision de la Conférence... » (2).

être ouvert librement à l'exercice du culte pour toutes les régions limitrophes, a fait la déclaration suivante : « Le Gouvernement italien est d'avis que la Conférence des Ambassadeurs est entièrement compétente pour statuer. D'ailleurs, il lui est arrivé plusieurs fois de revenir sur une décision déjà prise, car elle doit être considérée, non pas comme un Tribunal, mais comme un corps politique s'efforçant de trouver des solutions conformes à la justice ». « Documents de la Cour », page 133-134.

(1) « Documents de la Cour », page 118.

(2) « Documents de la Cour », page 123.

Mais en dépit de tous ces arguments, le Gouvernement britannique ne consentit pas à la révision. Pourtant, sans son consentement la révision ne pouvait pas être décidée, puisque pour qu'une décision de la Conférence des Ambassadeurs, c'est-à-dire d'un corps politique, soit valable, l'unanimité est exigée. Pour sortir de cette impasse on est tombé enfin d'accord pour décider que cette question serait soumise au Conseil de la Société des Nations.

Le 5 juin 1924, la Conférence des Ambassadeurs a saisi le Conseil de la Société des Nations de la question suivante :

« Par la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 6 décembre 1922, les Principales Puissances ont-elles épuisé, en ce qui concerne la frontière austro-albanaise au monastère de Saint-Naoum, la mission qui leur avait été reconnue par l'Assemblée de la Société des Nations, le 3 octobre 1921 ?

Au cas où la Société des Nations estimerait que la Conférence n'a pas épuisé sa mission, quelle solution y aurait-il lieu de donner à la question de la frontière serbo-albanaise à Saint-Naoum ? (1).

Lorsque la question vint devant le Conseil de la Société des Nations, celui-ci, après avoir pris connaissance du différend et adopté la suggestion du rapporteur, M. QUINONES DE LEON, d'après lequel « il semble que cette question soit de celles qui, selon les précédents, peuvent être avec avantage soumises, pour avis, à la Cour permanente de justice internationale » (2), a décidé de porter à son tour, devant cette dernière, la dite question.

Et la Cour permanente de justice internationale fut saisie du différend en vertu de la résolution du Conseil en date du 17 juin 1924, que voici :

« Le Conseil de la Société des Nations ayant été saisi par la Conférence des Ambassadeurs agissant au nom des Gouvernements britannique, de la France, de l'Italie et du Japon, du problème de la délimitation de la frontière entre l'Albanie et le royaume des Serbes-Croates et Slovènes au monastère de San-Naoum et ayant entrepris de l'assister par son avis en vue de la solution dudit problème :

(1) « Documents de la Cour », page 70.

(2) *Ibid.*

Attendu que la décision de ladite Conférence en date du 6 décembre 1922 a été contestée par des arguments qui sont reproduits, ainsi que les arguments contraires dans le dossier transmis au Conseil ;

A l'honneur de demander à la Cour permanente de Justice internationale de vouloir bien lui donner un avis consultatif sur la question suivante :

Par la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 6 décembre 1922, les Principales Puissances alliées ont-elles épuisé en ce qui concerne la frontière entre l'Albanie et le royaume des Serbes-Croates et Slovènes au monastère de San-Naoum, la mission visée par une Résolution unanime de l'Assemblée de la Société des Nations, le 2 octobre 1921, telle qu'elle a été reconnue par les Parties intéressées ? »

La Cour, ainsi saisie de la question a sa cinquième session ordinaire, après avoir entendu les différentes thèses qui lui furent présentées au nom du Gouvernement yougoslave par M. le Dr Miroslave Spalaikovitch, Ministre plénipotentiaire à Paris, et au nom du Gouvernement albanais par M. Gidel, professeur à la Faculté de droit à Paris, a rendu le 4 septembre, sur la question posée, l'avis confirmatif suivant :

« *Par la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 6 décembre 1922, les principales Puissances alliées ont épuisé, en ce qui concerne la frontière entre l'Albanie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, au monastère de Saint-Naoum, la mission visée par une résolution unanime de l'Assemblée de la Société des Nations du 2 octobre 1921, telle qu'elle a été reconnue par les parties intéressées.* »

L'Exposé des faits juridiques

Après avoir ainsi exposé les faits d'ordre politique, il nous reste à examiner maintenant le côté juridique de la question.

La compétence de la Conférence des Ambassadeurs

Avant d'examiner la décision du 6 décembre, il est nécessaire de déterminer d'abord la base juridique des pouvoirs de la Conférence en vertu desquels elle a rendu ses décisions.

Cette question, nous l'examinerons en parlant des deux thèses qui furent soutenues devant la Société des Nations lors de la discussion relative au choix de l'organe compétent pour statuer sur la fixation des frontières albanaises.

D'après la première thèse, la thèse albanaise, ainsi que nous l'avons déjà vu, l'organe compétent pour fixer les frontières albanaises n'est pas la Conférence des Ambassadeurs comme le prétend l'autre thèse, défendue par les délégués grec et yougoslave, mais la Société des Nations. Pour prouver le bien-fondé de sa thèse le délégué albanais faisait valoir deux arguments : négatif et positif.

a) *Argument négatif* : Prenant pour point de départ le fait que l'Etat albanais, au cours de la Grande guerre, était un pays neutre, le délégué albanais conclut que son Gouvernement ne saurait reconnaître la compétence de la Conférence des Ambassadeurs, puisque celle-ci ne s'occupe que des questions concernant les vainqueurs et les vaincus, des questions qui sont une conséquence des Traités de paix (1).

b) *Argument positif* : Les frontières de l'Albanie ont été fixées avant la guerre par les six Grandes Puissances formant le « Concert Européen » ; le successeur de ce Concert ne peut être autre que la Société des Nations. Donc, c'est la Société des Nations qui est compétente pour statuer.

Selon l'autre thèse, nous l'avons déjà indiqué, c'est la Conférence des Ambassadeurs qui doit fixer les frontières albanaises pour les raisons suivantes :

a) Sans se laisser entraîner dans la question de savoir si la Société des Nations est vraiment le successeur du « Concert Européen », les délégués yougoslave et grec plaidaient la compétence de la Conférence, car celle-ci est, selon eux, l'émanation directe du Conseil Suprême de la Conférence de la Paix, c'est-à-dire de l'organe qui a statué sur la fixation de frontières de presque tous les membres de la Société, savoir : la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, l'Italie, la Pologne, etc...

b) D'après l'article 4 du Traité de Sèvres, dit Traité des frontières, du 10 août 1921, « les frontières avec l'Italie et au Sud, « seront ultérieurement fixées ». Que cette formule « et au Sud » se rapporte à l'Albanie, cela est prouvé par la carte n° 3 annexée au dit Traité (2).

(1) « Documents de la Cour », page 140. « Le Discours de Mrs Fan Noli ».

(2) Discours de M. IOVANOVTCH. « Documents de la Cour », page 162.

c) Enfin, d'après les Traités de paix, tels que le Traité de Saint-Germain (article 89), Traité de Neuilly (article 59) et Traité de Trianon (article 74), les parties intéressées déclarent « dès à présent reconnaître et agréer les frontières de la « Grèce, de l'Etat serbe, croate et slovène ». Dès lors, on ne peut contester la compétence de la Conférence des Ambassadeurs car, « il est certain, qu'on ne saurait fixer les frontières « de la Grèce et de l'Etat serbe-croate-slovène sans fixer en « même temps celles de l'Albanie » (1).

Cette question de compétence, ainsi que nous l'avons déjà dit, fut tranchée, par la résolution du 2 octobre 1921, conformément à la thèse des délégués yougoslave et grec.

Cependant, bien que la question de compétence ait été réglée ainsi au profit de la Conférence, il est important de remarquer, qu'à notre avis, ce droit, qui lui fut reconnu de statuer sur les frontières entre l'Etat serbe-croate-slovène et l'Etat albanais, ne saurait être considéré comme un droit illimité. Nous estimons, en effet, qu'en vertu de cet article 4, du Traité de Sèvres, cité plus haut, la Conférence des Ambassadeurs devait reconnaître à l'Etat serbe, croate et slovène, le droit de participer à la fixation des frontières, de sorte que, par là, les droits de la Conférence se trouvent limités, à cet égard.

Ce droit du Gouvernement yougoslave de collaborer à la décision qui allait trancher la question des frontières, entre son pays et l'Etat albanais, est, à notre avis, incontestable. Le premier paragraphe de cet article 4 du Traité de Sèvres dit :

« Sous réserves des stipulations particulières des Traités, Accords complémentaires et Décisions intervenues ou à intervenir pour le règlement des affaires actuelles, les Hautes Parties contractantes reconnaissent la souveraineté de l'Etat serbe-croate-slovène sur les territoires délimités par les frontières ci-après (voir la carte n° 3) :

« 1° Avec l'Italie et au Sud, une ligne qui sera déterminée ultérieurement... »

Cette formule « et au Sud », ainsi que nous l'avons dit, se rapporte à l'Albanie. Or, la frontière avec l'Italie, c'est-à-dire cette « ligne qui sera déterminée ultérieurement », était déter-

(1) Discours de M. FISCHER. « Documents de la Cour », page 143.

minée avec la collaboration et avec le consentement du Gouvernement yougoslave. De sorte qu'on ne pourrait pas ne pas reconnaître également au Gouvernement yougoslave *ce droit* à l'égard de l'Albanie qui lui fut déjà une fois reconnu, vis-à-vis de l'Italie, de prendre part au rendement de la décision de la Conférence des Ambassadeurs. Par conséquent, du moment que nous sommes sur ce point d'accord qu'il n'y a aucune raison pour ne pas reconnaître ce droit au Gouvernement yougoslave, dans ce cas également, il n'est pas douteux que le droit de la Conférence des Ambassadeurs de statuer sur la fixation des frontières de l'Etat albanais et de l'Etat yougoslave, doit être considéré comme limité à l'égard de ce dernier Etat.

Mais si l'on est d'accord pour reconnaître ce droit à l'Etat serbe-croate et slovène, on est obligé de constater que, dans ce cas, ces droits de la Conférence en vertu desquels elle a rendu les décisions qui nous intéressent, à savoir : la décision du 9 novembre 1921 et celle du 6 décembre 1922 ou autrement dit, cette force obligatoire de ces décisions, pour le Gouvernement yougoslave, ne vient pas *seulement* des traités ci-dessus mentionnés, puisque comme nous l'avons démontré ce Gouvernement en vertu de mêmes traités a un droit, d'après lequel il peut ne pas accepter les décisions si elles étaient rendues sans sa collaboration et son consentement.

Comment expliquer alors le fondement juridique de la force obligatoire de la décision du 9 novembre 1921 et par suite des décisions postérieures ?

D'après ce que nous venons de dire il n'est pas difficile d'entrevoir que nous ne pouvons considérer que cette décision du 9 novembre présente réellement un caractère obligatoire pour le Gouvernement yougoslave, puisque nous estimons que la Conférence ne pouvait pas négliger ce droit du Gouvernement yougoslave de participer au rendement de celle-ci. Le Gouvernement yougoslave n'ayant pas été invité à y prendre part, ne pouvait pas être tenu non plus d'accepter une décision rendue en dehors de lui.

Cependant, nous n'irons pas jusqu'à dire par là, que la Conférence des Ambassadeurs a purement et simplement usurpé le droit de fixer les frontières entre l'Etat serbe-croate-slovène et l'Etat albanais, parce qu'elle pouvait, pour se justifier, et

c'est d'ailleurs ce qu'elle a fait, invoquer la décision du 25 juin 1921 et celle du 2 octobre 1921, qui, par leur rédaction laissent croire, sans nul doute, qu'elles reconnaissent à la Conférence un plein pouvoir pour statuer sur la question de frontières, bien que le gouvernement yougoslave n'entendait donner à ces décisions qu'un caractère *exclusif* et rien de plus. A cet égard, la faute est plutôt à ceux qui avaient négligé de bien expliquer le caractère de leur vote pour ces décisions en faisant des réserves *avant* les votes mêmes.

Cependant, la décision du 9 novembre a acquis par la suite un caractère vraiment juridique, obligatoire vis-à-vis de l'Etat yougoslave, car celui-ci, comme nous l'avons déjà dit, cité devant le Conseil de la Société des Nations par le Gouvernement britannique et se voyant ainsi menacé de l'application de l'article 16 du Pacte, fut naturellement obligé, tout en protestant, d'accepter ladite décision. Par conséquent, à partir de cette date où interviennent l'acceptation, la décision du 9 novembre un acte ayant acquis toutes les conditions nécessaires pour être valable juridiquement.

Nous sommes maintenant à même de conclure que la force obligatoire de la décision de la Conférence des Ambassadeurs pour le Gouvernement yougoslave, se trouve dans le fait de l'acceptation de la décision du 9 novembre, par ce Gouvernement. C'est pourquoi toutes les décisions postérieures de la Conférence, comme celle du 6 décembre 1922, seront obligatoires pour les parties en cause. Mais remarquons-le, elles le seront seulement en tant qu'elles seront conformes à la décision du 9 novembre étant donné que celle-ci, représente la source juridique de la force obligatoire dont les limites sont exactement déterminées. Donc, ces décisions postérieures ne sauraient pas dépasser les limites des pouvoirs que confère la décision du 9 novembre.

*Le caractère juridique de la mission
de la Conférence des Ambassadeurs*

Ainsi que nous venons de le démontrer dans le paragraphe précédent, c'est seulement par le fait de l'acceptation de la décision du 9 novembre par les parties intéressées, que nous pou-

vons expliquer et justifier le fondement juridique de la force obligatoire des décisions postérieures de la Conférence des Ambassadeurs. Jusqu'à ce moment nous voyons qu'il existait une raison pour que les deux parties en cause puissent ne pas se considérer obligées d'accepter la décision du 9 novembre. Mais du moment où cette partie l'a acceptée, il s'est créé pour elle l'obligation d'accepter désormais toutes les décisions se basant sur la décision du 9 novembre qui nous apparaît ainsi comme un contrat conclu entre les parties intéressées.

En effet, par cette acceptation de la décision du 9 novembre les parties ont conclu un contrat par lequel elles acceptaient que celui qui avait rendu cette décision, c'est-à-dire la Conférence des Ambassadeurs, fixât les frontières entre elles, en s'engageant à se conformer à toutes les décisions prises par la Conférence en vertu des pouvoirs qu'elles lui reconnurent dans le contrat du 9 novembre.

Quant au caractère juridique de cette décision qui, par le fait de son acceptation par les parties, deviendra un véritable contrat, il n'est pas difficile de s'apercevoir qu'en effet il n'existe presque aucune différence entre ce contrat et un contrat d'arbitrage ; de sorte qu'on pourrait conclure qu'à *partir de l'acceptation de la décision du 9 novembre un caractère d'arbitrage fut donné à toute cette procédure.*

Ainsi, le rôle de la Conférence des Ambassadeurs dans la matière de la délimitation des frontières albanaises, sera analogue à celui d'un arbitre auquel les parties ont soumis leur différend, en vertu d'un contrat, qui, dans ce cas, acquiert le caractère d'un véritable *compromis* en matière d'arbitrage.

Cette manière de voir concernant la détermination du caractère juridique de la mission de la Conférence des Ambassadeurs a été adoptée par un organe le plus compétent en matière de droit international ; nous voulons dire par la Cour permanente de Justice internationale qui, dans le différend entre la Pologne et la Tchécoslovaquie (la question de Javorina), a constaté l'analogie qui existe entre l'arbitrage et le rôle de la Conférence des Ambassadeurs dans la matière de la délimitation des frontières.

M. GIDEL, représentant le Gouvernement albanais devant la Cour, dans le discours qu'il y a prononcé, a émis, à son tour, la

même opinion en ce qui concerne le caractère juridique du rôle de la Conférence des Ambassadeurs et la signification de l'acte d'acceptation de la décision du 9 novembre par les parties intéressées.

Dans son discours, après avoir souligné le rôle fondamental de l'acceptation de la décision du 9 novembre, M. GIDEL a dit : « Un contrat se trouve à ce moment réalisé, contrat comparable à un arbitrage. Les parties ont accepté que les frontières d'Albanie fussent fixées par les principales Puissances alliées ; elles ont accepté de se conformer à leur décision ; la décision prise par les principales Puissances alliées aura donc, à leur égard, force de vérité légale : de même que dans un arbitrage, c'est du compromis que résulte la force obligatoire de la sentence » (1).

Par conséquent, une fois cette assimilation entre le rôle de l'arbitre et celui de la Conférence des Ambassadeurs admise, il ne nous reste désormais qu'à appliquer aux décisions de la Conférence la même théorie, les mêmes règles qui s'appliquent aux sentences arbitrales et que nous connaissons en matière d'arbitrage.

*L'étendue des pouvoirs de la Conférence des Ambassadeurs
et les accords de 1913*

Quelle était l'étendue des droits de la Conférence des Ambassadeurs en vertu desquels elle a rendu ses décisions ?

La question est une des plus importantes, car la demande en révision de la décision du 6 décembre interjetée par le Gouvernement yougoslave comprendra comme principal argument dirigé contre cette décision l'affirmation que la Conférence avait dépassé les limites de ses pouvoirs qui se trouvaient pourtant déterminés exactement dans la décision du 9 novembre, c'est-à-dire dans le protocole de Londres de 1913, en rendant une décision qui ne tenait pas compte des stipulations de ce Protocole.

Ceci se ramène, en effet, à la question de savoir si oui ou non la Conférence était liée par certaines stipulations au moment où elle a rendu les décisions contestées ?

(1) Discours de M. GIDEL, « Documents de la Cour », page 22.

A cette question, le Gouvernement yougoslave répondra affirmativement. Les pouvoirs de la Conférence, lorsqu'elle rendit la décision du 6 décembre 1922, auraient été limités, car celle-ci devait tenir compte des stipulations du Protocole de Londres de 1913.

Cependant sur ce point le Gouvernement albanais, c'est-à-dire son représentant, M. GIDEL, sera d'un avis différent. La Conférence n'était liée d'aucune façon et, par conséquent, elle avait pleine liberté d'adopter n'importe quelle décision.

Pour le prouver, M. GIDEL s'efforce d'établir que la Conférence des Ambassadeurs n'était nullement tenue d'observer le Protocole de 1913. « D'abord, dit-il, les accords de 1913 « on pouvait à bon droit les tenir pour caducs ». Après avoir motivé cette opinion, M. GIDEL en tire la conclusion suivante : « Donc, « les accords de 1913 ne sont pas du tout des accords qui s'im-
« posaient à la Conférence des Ambassadeurs. Au moment où
« elle était chargée de statuer sur les frontières de l'Albanie,
« elle reprenait la question sur des bases absolument nou-
« velles,... l'éponge étant passée complètement sur les événe-
« ments antérieurs et, notez-le, par suite sur les textes de
« 1913. » Et, à la fin, M. Gidel affirme : « Je suis fondé à dire
« que la Conférence des Ambassadeurs en 1921, dans sa déci-
« sion du 9 novembre, ne se considère nullement comme liée
« par le Protocole de 1913 » (1).

Apropos de cette opinion de M. GIDEL, nous tenons tout d'abord à remarquer qu'à notre avis, personne n'a pu et ne pourrait, avec raison, soutenir l'idée que la Conférence des Ambassadeurs avait été tenue d'observer n'importe quelles stipulations, fût-ce celles du Protocole de 1913, au moment où elle rendit sa décision du 9 novembre 1921. Elle était à ce moment complètement libre de ne pas tenir compte du Protocole de 1913 étant donné qu'elle était chargée de *statuer* sur les frontières de l'Albanie. La Conférence des Ambassadeurs de Londres avait été chargée de fixer en 1913 les frontières de l'Albanie ; la Conférence des Ambassadeurs de Paris avait mission de statuer en 1922 sur la fixation de ces mêmes frontières. Et alors, si la Conférence de Londres avait le droit

(1) Discours de M. GIDEL. « Documents de la Cour », page 30.

d'adopter le Protocole de 1913, nous nous demandons pourquoi la Conférence des Ambassadeurs n'aurait pas le droit d'adopter quelque chose qui serait, par exemple, complètement différent du Protocole de 1913 ?

Donc, comme on le voit, nous sommes complètement d'accord avec M. GIDEL lorsqu'il affirme que la Conférence des Ambassadeurs en 1921, dans sa décision du 9 novembre, ne se considéra nullement comme liée par le Protocole de 1913.

Cependant, la question n'est pas là. A notre avis, dans ce cas, il ne s'agissait pas de savoir tant si la Conférence des Ambassadeurs était liée par le Protocole de Londres de 1913 — ce que personne d'ailleurs ne prétend — *avant* sa décision du 9 novembre 1921, que de savoir si la Conférence des Ambassadeurs, l'était ou non *après*, c'est-à-dire lorsqu'elle rendra les décisions postérieures, notamment celle du 6 décembre ?

C'est pourquoi, lorsque M. GIDEL prétendra que la « Conférence de 1921-1922 n'était pas liée par le Protocole de 1913 » (1), autrement dit lorsqu'il affirmera que la Conférence n'était à aucun moment tenue d'observer les stipulations du Protocole de 1913, donc même en 1922, c'est-à-dire au moment où elle rendit la décision du 6 décembre, nous ne serons pas d'accord avec lui, étant donné que nous estimons que la Conférence des Ambassadeurs, *après* la décision du 9 novembre 1921 devait tenir compte du Protocole de 1913.

Tout d'abord remarquons que si nous concluons que le Protocole de 1913 liait la Conférence après le 9 novembre 1921, ce n'est pas parce que nous nous sommes, ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre relatif aux accords de 1913-1914, prononcé contre la thèse de la caducité desdits accords. Non, nous ne pensons pas défendre notre opinion, nous efforçant de réfuter cet argument tendant à prouver la caducité de ces accords, de 1913 et en vertu duquel cependant M. GIDEL se considéra « fondé à dire que la Conférence de 1921-1922 n'était pas liée par le Protocole de 1913 » ; car la question de savoir si les accords de 1913 sont ou non devenus caducs n'a aucune importance pour notre cas puisque personne n'avait jamais prétendu, à notre connaissance, que la Conférence des Ambassadeurs

(1) Discours de M. Gidel, « Documents de la Cour », page 32.

devait tenir compte de ces accords *avant* la décision du 9 novembre.

Pour prouver que le Protocole de 1913 liait la Conférence des Ambassadeurs en 1922, nous ferons intervenir la théorie de l'*auto-limitation* et nous inspirant d'elle, nous dirons que si la Conférence n'était liée par aucune stipulation avant la décision du 9 novembre 1921, il n'en est pas de même en ce qui concerne les décisions qu'elle a rendues *après* cette date. Car il est hors de doute, que la Conférence, en rendant la décision du 9 novembre, a fait ce que nous connaissons sous le nom de l'*auto-limitation* des pouvoirs. Nous considérons donc que la Conférence, *par l'acte du 9 novembre, avait tracé les bornes de sa mission.*

Nous pensons que la théorie de l'*auto-limitation*, généralement admise dans le Droit administratif français, est suffisamment connue, pour que nous n'ayons pas besoin de nous y arrêter plus longtemps. Néanmoins, rappelons seulement que d'après cette théorie, par exemple, un organe du Pouvoir public a la pleine liberté de proscrire ou non par un règlement le domaine et l'étendue de ses fonctions ; mais du moment qu'il les a déterminées par un règlement, il est tenu de l'observer lui aussi bien que les autres. (*Tu patere legem quam feristi*) (1).

Partant de cette théorie, il est évident que la Conférence des Ambassadeurs, par son acte du 9 novembre, a opéré l'*auto-limitation* de ses pouvoirs de manière qu'elle était désormais tenue d'observer les stipulations de cet acte qui, confirmant « le tracé de frontières de l'Albanie, tel qu'il a été « établi en 1913 », n'est autre, comme nous le voyons, *que le Protocole de 1913 lui-même.*

En conséquence, nous nous croyons fondé à conclure que la Conférence des Ambassadeurs avait été tenue d'observer les stipulations du Protocole de 1913, au moment où elle rendait ses décisions postérieures, à la date du 9 novembre.

Cela encore pour une autre raison.

Nous nous rappelons de ce que nous avons dit sur le caractère de la décision du 9 novembre lorsque nous avons examiné

(1) STOJKOVITCH SLAVKO. — La question de Saint-Naoum. Revue ; *La vie nouvelle*, Belgrade, 1925,

la nature juridique de la mission de la Conférence des Ambassadeurs. Alors, ne sommes-nous pas arrivé à conclure que cette décision, à partir de son acceptation par les parties intéressées, est devenue un véritable contrat qui, dans ce cas, n'était autre chose qu'un compromis en matière d'arbitrage.

Maintenant, nous basant sur cette théorie d'arbitrage et tout en appliquant les principes et les règles de celle-ci, nous dirons, que la Conférence des Ambassadeurs, dont le rôle était celui d'un arbitre, était tenue de respecter les stipulations de la décision du 9 novembre, c'est-à-dire du Protocole de 1913, pour les mêmes raisons, pour lesquelles un arbitre est tenu de respecter les stipulations du compromis, en vertu duquel seulement sa décision pourrait avoir la force de vérité légale. Ici, rappelons seulement que le principal devoir de l'arbitre vis-à-vis du compromis, est l'observation stricte de celui-ci.

Donc, la décision du 9 novembre ayant le caractère d'un compromis dans le cas d'arbitrage, la Conférence des Ambassadeurs ne pouvait, en aucune façon, se considérer libre de ne pas tenir compte du Protocole de Londres en ce qui concerne les décisions qui suivent celles du 9 novembre.

En présence de ces arguments qui prouvent, à notre avis, d'une manière incontestable que la Conférence des Ambassadeurs en 1922 était liée par le Protocole de 1913, nous sommes entraînés à demander s'il était possible que ces arguments fussent vraiment inconnus du Représentant albanais devant la Cour permanente de Justice internationale pour qu'il pût affirmer que la Conférence de 1921-1922 n'était pas liée par le Protocole de 1913 ? Pourtant, nous ne le croyons pas, ou mieux, nous ne voulons même pas le supposer, car, comme nous le savons, le Représentant du Gouvernement albanais devant la Cour, n'était autre que M. GIDEL, notre éminent Professeur à la Faculté de Droit, dont la grande autorité en cette matière s'y opposerait.

C'est pourquoi nous préférons en chercher l'explication ailleurs.

Dans sa demande de révision de la décision du 6 décembre, le Gouvernement yougoslave avait soutenu notamment dans sa note du 6 avril, la thèse que le Protocole de Londres donnait le monastère de Saint-Naoum à la Serbie, le prouvant à l'aide de

nouveaux documents, de sorte que la Conférence des Ambassadeurs ayant attribué ce monastère à l'Albanie avait ainsi dépassé ses pouvoirs qui étaient cependant fixés dans la décision du 9 novembre, c'est-à-dire dans le compromis

Explication : En présence de ces nouveaux documents en vertu desquels le Gouvernement yougoslave demandait la révision, et qui prouvaient d'une manière claire, les intentions des auteurs du Protocole de 1913, le Représentant du Gouvernement albanais ne pouvant pas méconnaître leur importance et dans le but de leur enlever tout ce qui présentait d'inconvénient pour la cause de son client, avait cru bon, paraît-il, de s'imposer cette difficile tâche qui était de prouver que ce Protocole de 1913 ne liait pas la Conférence lorsqu'elle rendait sa décision du 6 décembre ; car, du moment où il y parviendrait, il est évident que la question de savoir à qui le Protocole de 1913 donnait le monastère, n'aurait aucune importance.

Nous avons été amené à donner cette explication en lisant, dans le discours du représentant du Gouvernement albanais, qu'il a prononcé devant la Cour, le passage suivant : « On vous « dit : le Protocole de Londres a été interprété inexactement, « et nous apportons la preuve de cette interprétation inexacte, « que nous fondons sur des documents nouveaux ». Mais cela « ne peut être pertinent, Messieurs, qu'à condition que le Pro- « tocole de 1913 liât la Conférence » (1).

Nous voyons donc : forcé de reconnaître l'importance de ces nouveaux documents, il était tout à fait logique que M. GIDEL fit un grand effort d'esprit en essayant au moins de ne leur reconnaître cette importance que conditionnellement (« à la condition que le Protocole de 1913 liât la Conférence »), pour s'efforcer de prouver ensuite que ce Protocole ne liait nullement la Conférence. Ainsi, nous voyons le but atteint : « Oui, « nous ne voulons pas contester, notamment après ces nou- « veaux documents, que le Protocole donnait le monastère « San-Naoum à la Serbie, mais puisque la Conférence des Am- « bassadeurs avait le droit de l'attribuer à qui elle voulait « puisque la Conférence n'était pas liée par le Protocole, vous « voyez que la question de savoir quelles étaient les intentions

(1) Le Discours de M. GIDEL, « Documents de la Cour », page 32.

« des auteurs du Protocole n'a aucune importance pour nous. »

Comme nous le voyons, nous sommes en présence d'un effort de l'esprit très puissant, ce qui prouve d'ailleurs que la cause du Gouvernement albanais avait été confiée à de bonnes mains. Néanmoins, en dehors de cette qualité, nous ne croyons pas pouvoir reconnaître à ces argumentations une valeur juridique incontestable.

De la validité de la décision du 6 décembre 1922

Maintenant, nous allons aborder une des plus importantes questions. C'est la question suivante : La décision du 6 décembre 1922 par laquelle la Conférence des Ambassadeurs avait attribué le monastère de Saint-Naoum à l'Albanie est-elle valable au point de vue juridique ?

Assimilant la mission de la Conférence des Ambassadeurs à la mission d'un arbitre, nous répondons, sans hésiter, à cette question négativement, estimant que la Conférence avait transgressé les limites de ses pouvoirs définis dans sa décision du 9 novembre 1921 ?

A notre avis, la Conférence des Ambassadeurs ne tenant pas compte des supulations contenues dans cette décision, c'est-à-dire n'observant pas le Protocole de Londres, qui, ainsi que nous l'avons démontré, dans ce cas, pour les parties, n'était autre chose qu'un compromis en matière d'arbitrage, a commis, ce qu'aurait commis, dans un cas pareil, un arbitre, savoir : l'excès de pouvoir. Et comme l'on sait, dans de tels cas, les parties ont toujours le droit de ne pas considérer une pareille décision, comme ayant été valable.

Mais, pour prouver l'existence de ce vice de l'excès de pouvoir, il est évident que nous serons obligés d'abord de prouver une autre chose, à savoir : que le Protocole de 1913 donnait vraiment le monastère de San-Naoum à la Serbie et non à l'Albanie.

La tâche de prouver que le Protocole de 1913 avait l'intention de donner ce monastère à la Serbie, n'était pas facile par suite des difficultés que présentait l'interprétation dudit Protocole, avant le 19 juin 1923 ; mais à partir de cette date, elle sera facile. Car, à partir de cette date nous disposons de certains nouveaux documents que nous trouvons dans la note du

19 juin 1923 du Gouvernement yougoslave, et qui, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, jettent une grande lumière sur la question de savoir quelles étaient les intentions des auteurs du Protocole de 1913.

Le Protocole de 1913 lui-même, dans sa partie relative au monastère de Saint-Naoum, n'est pas bien précis, car, nous l'avons vu, il donne lieu à des interprétations différentes lorsqu'il s'agit d'établir à qui doit appartenir le dit monastère.

Voilà cette partie du Protocole :

« La région côtière jusqu'à Phtelia, y compris l'île de Sas-seno, la région au Nord de la ligne grecque, ainsi que l'ancien *caza* de Koritza avec la rive Ouest et Sud du lac d'Ochrida s'étendant du village de Lin jusqu'au monastère de Saint-Naoum feront partie de l'Albanie » (1).

En effet, lorsque la Commission de délimitation voulut tracer la frontière sur le terrain au Sud du lac d'Ochrida, c'est-à-dire dans cette partie qui, nous l'avons vu dans la lettre du 2 mai du Gouvernement yougoslave, était déjà *déterminée en droit et en fait*, un doute apparaît à ce moment en ce qui concerne l'interprétation du mot « jusqu'au », est-ce que l'expression « jusqu'au » suivie du nom du lieu (dans ce cas le monastère de Saint-Naoum) implique l'exclusion de ce lieu ou non ? Toute la question était là !

D'après le délégué britannique, comme nous l'avons dit, cette expression implique l'exclusion de ce lieu, c'est-à-dire du monastère, tandis que les délégués français et italiens donnaient une interprétation différente.

Plus tard, lorsque le conflit s'accroît, on recourra à l'avis du Comité juridique qui émit l'opinion que l'intention des auteurs du Protocole était de laisser ce monastère à la Serbie (2).

L'interprétation que donnait le Gouvernement yougoslave qui nous paraît devoir être retenue, est la suivante : Dans cette partie du Protocole il ne s'agissait que d'« établir l'étendue du *caza* de Koritza en fixant les limites extrêmes au Sud du lac Ochrida, jusqu'au monastère de Saint-Naoum, sans y en-

(1) *Protocole de Londres de 1913*. « Documents de la Cour », page 267.

(2) « Documents de la Cour », page 126.

glober ce dernier point », car, « si l'intention de la Conférence « de Londres eût été autre, elle aurait, sans doute, employé le « terme *jusqu'au delà* du monastère de Saint-Naoum, comme « l'a fait, en pareille matière, le Congrès de Berlin pour la « définition géographique de l'ancien sandjak de Novibazar, « s'étendant « *jusqu'au delà* de Mitrovitza » (1).

Dans la note du 18 juillet 1923 de la délégation française qui, convaincue par les arguments du Gouvernement yougoslave, a fini par se rallier à l'idée de révision, nous relevons la phrase suivante : « Or, il semble bien que l'interprétation du « Protocole de Londres donnée par le Gouvernement serbe, « croate et slovène soit fondée. En effet, M. Fromageot, dont « l'avis a été sollicité, a déclaré que dans le langage du droit, « l'expression « *jusqu'au* », suivie d'un nom de lieu, impli- « quait l'exclusion de ce lieu » (2).

Cependant si, malgré tout, la Conférence des Ambassadeurs se trouvant en présence des différents avis des membres de la Commission de délimitation qui, comme l'a justement remarqué le Représentant du Gouvernement yougoslave devant la Cour, « en leur qualité de militaire, ils mettaient beaucoup de « volonté à résoudre une tâche purement juridique » (3), si la Conférence, disons-nous, estimait que le Protocole de Londres prêtait à des interprétations différentes au sujet du sort du monastère de Saint-Naoum, néanmoins, comme nous le verrons tout à l'heure, après la publication des nouveaux documents, il n'en sera plus de même. C'est pourquoi nous ne pouvons expliquer cette résistance que la Conférence des Ambassadeurs, ou plus exactement la délégation britannique montrait contre la révision d'une décision injuste qui était, remarquons-le, comme telle reconnue même par ceux qui l'avaient rendue (la délégation française et italienne). En effet, plus tard, nous verrons que la Conférence des Ambassadeurs et la Cour permanente de Justice internationale elle-même étaient, dans cette question de révision, animées par la même considération, inspirées par

(1) « Documents de la Cour », page 105. « Note du Gouvernement yougoslave à la Conférence des Ambassadeurs ».

(2) « La Note de la Délégation française », « Documents de la Conf », page 117.

(3) « Le Discours de M. SPALAIKOVITCH », « Documents de la Cour », page 48.

les mêmes arguments qu'invoquent généralement les adversaires de la révision d'une sentence arbitrale.

Maintenant, examinons ces nouveaux documents, qui, notons-le une fois de plus, avaient fini par convaincre, d'abord la délégation française, et, par la suite, la délégation italienne, que la révision de la décision du 6 décembre s'imposait.

Ces documents déjà mentionnés par nous sont les suivants :

A) *Proposition italienne concernant la frontière Sud de l'Albanie, du 19 mars 1913.*

Pendant la Conférence de Londres, l'Autriche-Hongrie et l'Italie ont préparé ensemble un élaborat relatif aux frontières méridionales de l'Albanie. Le résultat de cette collaboration fut la proposition italienne du 19 mars 1913 dont nous citons ici le passage essentiel :

« La frontière partirait de la rive méridionale du lac d'Ochrida entre le couvent de Saint-Naoum qui *resterait hors de l'Albanie* et le bourg de Starova » (1).

Au cours de notre étude nous avons, au moins nous l'espérons, suffisamment démontré que l'Autriche-Hongrie avec l'Italie dictaient leur volonté à la Conférence de Londres de 1913 pour que nous puissions ne pas reconnaître toute l'importance de ce document que nous venons de citer partiellement.

B) *Compromis italo-autrichien relatif à la même frontière Sud de l'Albanie en date du 22 mars 1913.*

Ce n'est qu'un mois plus tard que l'Autriche-Hongrie et l'Italie sont tombées d'accord sur une ligne de frontières Sud, ligne appelée « Ligne de compromis » ou en allemand « *Kompromiss Linie* » (2). Nous en citerons le passage le plus important :

« La frontière partirait de la rive occidentale du lac Ochrida près du village Lim et en traversant le lac, elle se dirigerait vers sa rive méridionale sur un point situé entre le couvent de *San-Naoum* qui *resterait hors de l'Albanie* et le Bourg de Starova » (3).

C) *Instruction du Gouvernement austro-hongrois données à son délégué à la Commission internationale de délimitation de la frontière Sud et Sud-Est de l'Albanie du 5 septembre 1913.*

(1) « Documents de la Cour », page 105.

(2) *Ibid.*, page 105.

(3) *Ibid.*, page 109.

Cette description de la frontière que contient le document (B) ci-dessus cité avec une ligne graphique de cette frontière tracée sur la carte de l'Etat-major austro-hongrois fut annexée au même titre que la conclusion de la Conférence de Londres, aux instructions données par le Comte Berchtold au délégué austro-hongrois dans la Commission de délimitation que voici :

« »

« 4° La tâche que la Commission aura à remplir est déterminée par les résolutions de Londres et par les documents ci-annexés, soit :

a)..., b)..., c)...

d) Une description et un graphique de la ligne frontière Sud et Sud-Est de l'Albanie, dite Ligne de Compromis, sur laquelle l'Autriche et l'Italie se sont mises d'accord » (1).

Ces documents, comme on le voit, prouvent d'une manière irréfutable que l'intention des auteurs du Protocole de 1913 était de laisser le monastère de Saint-Naoum en dehors des frontières de l'Albanie.

A côté de ces documents, il y a un fait qui est la meilleure preuve que les auteurs du Protocole, particulièrement l'Autriche-Hongrie, avaient attribué ce monastère à la Serbie. Ainsi, lorsque aussitôt après les décisions prises à Londres en 1913, l'Autriche-Hongrie, par un ultimatum, invitait la Serbie à se retirer dans le plus bref délai à la ligne frontière fixée par la Conférence, les troupes serbes s'arrêtèrent à la ligne actuelle, y compris Saint-Naoum, toutes les Puissances se déclarèrent satisfaites et la question fut considérée comme ayant été liquidée (2).

Que les seules conclusions possibles sont celles que nous venons de tirer de ce document, une note du 12 mars 1924 de la délégation française vient nous le confirmer également. Cette note, que nous reproduisons ici à cause de sa grande importance, est la suivante :

« La délégation française a fait procéder dans les archives du ministère des Affaires étrangères, à des recherches en vue de déterminer dans quelles conditions ont été fixées par la Conférence de Londres de 1913 les frontières de l'Albanie au Sud du lac d'Ochrida.

Il résulte de ces recherches que l'Autriche et l'Italie ont soumis, d'un

(1) « Documents de la Cour », page 110.

(2) Note du Gouvernement yougoslave à la Conférence des Ambassadeurs.
« Documents de la Cour », page 106.

commun accord, à la Conférence le 19 mars 1913, un projet de description de cette frontière, qui spécifiait que « ... la frontière partirait de la rive méridionale du lac d'Ochrida entre le couvent de San-Naoum, qui resterait hors de l'Albanie et le bourg de Starova... ».

Ce projet fut étudié par la Conférence entre les mois de mars et d'août 1913. Elle fut amenée à y apporter certaines modifications, de manière à tenir compte des revendications du Gouvernement hellénique. Par contre, aucune rectification favorable à l'Albanie ne fut ni proposée, ni admise au cours des négociations qui précédèrent la décision du 3 août. On doit donc admettre que cette décision qui prévoit que « ...l'ancien Kaza de Koritza avec la rive Ouest et Sud du lac d'Ochrida s'étendant du village de Lin jusqu'au monastère de Saint-Naoum feront intégralement partie de l'Albanie... », n'accorde certainement pas plus de territoires à l'Etat albanais que n'en préoyaient les Gouvernements autrichien et italien dans leur note du 19 mars 1913.

C'est une raison de plus pour conclure que l'expression jusqu'au monastère de Saint-Naoum dans la décision définitive doit être entendue dans le sens exclusif — qui est d'ailleurs le sens correct de l'expression —, à savoir que ce monastère doit rester hors de l'Albanie, ainsi que le préoyaient les propositions de l'Autriche et de l'Italie du 19 mars 1913 » (1).

Par conséquent, si l'on est d'accord, comme nous avons essayé de le démontrer, que le Protocole de 1913 laissait le monastère de Saint-Naoum en dehors de l'Albanie, il n'est pas douteux que la Conférence des Ambassadeurs avait interprété inexactement ce Protocole, en rendant la décision du 6 décembre à défaut de toutes preuves concluantes quant à la signification et à l'esprit du texte du Protocole.

D'ailleurs, la thèse que le Protocole de 1913 avait l'intention de donner Saint-Naoum à la Serbie est si difficile à combattre, puisque, ainsi que nous l'avons dit, le Représentant du Gouvernement albanais lui-même, devant la Cour, l'a reconnue, bien que conditionnellement (« à la condition que le Protocole liât la Conférence »), s'efforçant seulement par la suite de prouver que ce Protocole ne liait pas la Conférence, c'est-à-dire que cette condition n'existait pas. Or, nous avons démontré que le Protocole de 1913 liait la Conférence au moment où elle rendait sa décision du 6 décembre. Par conséquent, cette condition posée par M. GIDEL étant remplie, tout le reste, dans le passage déjà cité de son discours, doit subsister, à savoir : que le Protocole était interprété inexactement.

(1) « Documents de la Cour », page 124.

Après avoir essayé ainsi de nous acquitter de notre tâche que nous nous sommes imposée, savoir : prouver que le Protocole de 1913 avait l'intention de donner le monastère de Saint-Naoum à la Serbie, nous pouvons maintenant, avec raison, prétendre que la décision du 6 décembre 1922 ne saurait être reconnue par les parties, comme étant valable, parce que, la Conférence en la rendant, a dépassé les limites de ses pouvoirs.

La mission de la Conférence était la mission d'un arbitre ; la décision du 9 novembre avait le caractère d'un compromis dans le cas d'arbitrage. Par conséquent, la Conférence des Ambassadeurs du moment, où, au lieu de s'efforcer de trouver la véritable *intention* des auteurs du compromis, elle crut devoir rendre une décision « en équité », en qualité d'« amiable répartiteur », a fait ce qu'aurait fait un arbitre dans ce cas : *excéder ses pouvoirs*.

En conséquence, la décision du 6 décembre 1921 doit être considérée comme ayant été entachée de vice pour excès de pouvoirs, de sorte que la partie intéressée avait le droit de choisir entre les deux moyens, qui lui sont reconnus dans un pareil cas en matière d'arbitrage : refuser purement et simplement cette décision, ou demander la révision de la décision ainsi rendue. Le Gouvernement yougoslave avait choisi ce deuxième moyen.

Pour démontrer comment se présente le cas de la décision entachée de vice par excès de pouvoirs et la raison de la nullité d'une pareille décision, nous tracerons un parallèle entre cette décision du 6 décembre et une sentence arbitrale du 10 janvier 1833 qui fut également entachée de vice pour excès de pouvoirs et, par suite, dont l'exécution fut refusée par la partie intéressée.

*La sentence arbitrale du 10 janvier 1831 relative
au différend de frontière Nord-Est (1).*

Le traité du 3 septembre 1783 conclu entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, fixait parmi les limites à l'Est entre ces

(1) *Le Recueil des Arbitrages internationaux*, pages 375-376, DE LARRADELLE et POLITIS.

deux États une ligne à tracer par le milieu de la rivière Saint-Croix. Par la suite ce tracé donna lieu à une des plus grandes contestations relatives à l'interprétation dudit traité. En vertu du Traité d'amitié du 19 novembre 1794, la question fut renvoyée à des commissaires nommés par les parties. Ces commissaires n'ayant pu arriver à un accord satisfaisant et comme, d'autre part, des difficultés nouvelles se produisaient au sujet de certaines îles, en vue de régler tous ces points litigieux, on a institué par le Traité de Gand du 24 décembre 1814, trois Commissions arbitrales.

Mais comme la seconde Commission mixte, prévue par l'article 5 du traité ci-dessus cité, ne put arriver à tracer la frontière, les Gouvernements respectifs conclurent, le 29 septembre 1827, une nouvelle convention déférant l'arbitrage à Guillaume III de Hollande.

D'après cette convention (l'article 4), l'arbitre devait rendre sa sentence conformément à la carte, dite Carte de Mitchell, que les auteurs du traité de 1783 ont officiellement reconnue avoir pris pour base de leurs travaux communs ; au traité d'amitié de 1794 et d'autres documents qui lui furent remis.

Le 10 janvier 1831, l'arbitre a rendu sa sentence dans laquelle après avoir dit « que les arguments allégués de part et d'autre et les pièces exhibées à l'appui, ne peuvent être estimés assez prépondérants pour déterminer la préférence en faveur d'une des lignes respectivement réclamées par les hautes parties intéressées » et comme, d'autre part, « la nature du différend et les stipulations vagues et non suffisamment déterminées du traité de 1783, n'admettent pas d'adjuger l'une ou l'autre de ces lignes à l'une desdites parties », l'arbitre a conclu qu'« il conviendra d'adopter pour limites des deux États *une ligne tirée droit au Nord...* ».

Come l'on voit, l'arbitre a tracé ainsi une troisième ligne conciliant les deux lignes que les parties réclamaient.

Cependant, ainsi rendue, cette sentence s'est vue aussitôt attaquée par les États-Unis qui lui reprochaient d'être entachée de vice pour excès de pouvoirs, considérant que l'arbitre est sorti des limites de ses pouvoirs déterminés dans le compromis, qui imposait à l'arbitre de se prononcer d'après les textes que précisément il avait expressément écartés.

Dans la note adressée par les Etats-Unis au Gouvernement britannique notifiant à celui-ci le refus du Sénat américain d'accepter cette sentence et suggérant l'ouverture d'une négociation directe pour trancher cette question, il est dit : « ...Si la décision avait indiqué cette ligne (ligne que l'arbitre avait adoptée) *comme la frontière désignée par le Traité de 1783*, l'objection n'aurait pas été produite ». De là nous voyons le point de vue américain. En vertu du compromis, les Etats-Unis attendaient de l'arbitre un jugement et non une « transaction ». Mais néanmoins, si l'arbitre avait fait cette transaction en la présentant comme si elle résultait du traité « l'objection n'aurait pas été produite », *car ainsi le compromis aurait été respecté, il n'aurait pas été méconnu*.

Commentant cette sentence du 10 janvier, MM. de Lapradelle et Politis ont dit : « Il est vrai que, des textes visés par le compromis, aucune solution précise ne paraissait se dégager, mais *ceci n'autorisait pas l'arbitre à substituer au jugement tiré de textes, un jugement tiré de ce qui lui paraissait, suivant son propre mot, convenable* » (1).

Pourtant, c'est précisément ce que la Conférence des Ambassadeurs a fait dans notre cas. Au lieu de s'efforcer de trouver la véritable intention des auteurs du Protocole, c'est-à-dire du compromis du 9 novembre 1921, elle a passé outre et a rendu une décision en qualité de l'« amiable répartiteur », a statué *ex æquo et bono*, sortant ainsi des limites de ses pouvoirs qui lui furent reconnus par l'acceptation de sa décision du 9 novembre.

Nullité pour excès de pouvoir

Etant en présence d'une décision entachée de vice pour excès de pouvoir, voyons quelle est la conséquence, en ce qui concerne la validité de ladite décision.

Dans le cas où l'arbitre a dépassé ses pouvoirs en statuant en « amiable compositeur », c'est-à-dire en dehors ou au delà des termes du compromis, la sentence est nulle, parce que,

(1) DE LAPRADELLE et POLITIS, — *Recueil des Arbitrages internationaux*, tome I^{er}, page 397,

d'après M. WEISS, « c'est dans le compromis, dans le compromis seul que l'arbitre puise le droit de juger le différend qui lui est soumis et qui fixe le caractère et les limites de sa compétence dont il est investi. Dès qu'il dépasse le mandat qu'il a reçu, cette compétence s'évanouit, et la décision qu'il émet dans de telles conditions, n'ayant plus aucune base juridique, n'a plus ni valeur, ni force obligatoire pour les parties dont elle a méconnu les intérêts » (1).

Et lorsque l'existence de ce vice est établi, que peuvent faire les parties intéressées ?

A cette question, MM. DE LAPRADELLE et POLITIS nous répondent : « Il est de principe certain que si l'arbitre excède les limites tracées par le compromis à sa compétence, il appartient à toute partie de répondre à son excès de pouvoir par un refus d'exécution (2).

Mais bien que presque toujours, lorsque la décision de l'arbitre est manifestement entachée d'une cause de nullité, la partie opposante se refuse simplement à l'exécuter (3), le Gouvernement yougoslave ne s'est pas arrêté à un simple refus : fortement persuadé de son bon droit, il est allé plus loin, demandant dans sa note du 19 juin 1923 la révision de cette décision, c'est-à-dire la réparation d'une injustice évidente qui lui fut causée par l'attribution du monastère de Saint-Naoum, un lieu sacré pour lui, à un pays étranger.

Nous avons dit une « injustice évidente » et pourtant, comme nous l'avons vu, la Cour permanente de Justice internationale a donné raison à la Conférence des Ambassadeurs, de sorte qu'on est fondé à se demander si cette injustice était vraiment évidente, puisque la Cour était d'un autre avis ?

A cela nous répondrons : Si la Cour n'a pas accordé la révision de la décision du 6 décembre, cela ne veut pas encore dire qu'elle a refusé la thèse de révision, estimant que ce monastère était albanais et non serbe. Non, la Cour n'ayant pas eu à statuer sur le fond du différend, ne pouvait donc pas se pro-

(1) *Revue Générale de Droit international public*, tome 17, page 118.

(2) MM. DE LAPRADELLE et POLITIS. — *Loc. cit.*, page 391.

(3) ANDRY, — *Loc. cit.*, page 83.

noncer sur l'appartenance du monastère ; elle était saisie d'une question de droit, d'une question de procédure et de forme.

Par conséquent, si la Cour permanente de Justice internationale avait refusé d'accorder la révision de la décision du 6 décembre, elle avait, sans aucun doute, d'autres raisons. Quant à nous, à notre avis, la Cour a refusé la révision de cette décision pour les mêmes raisons pour lesquelles les adversaires de la révision de sentences arbitrales l'auraient refusée. Estimant que l'existence de vice pour excès de pouvoir était prouvée, nous ne voyons pas en effet d'autre raison, en dehors de ces considérations d'ordre général, pour lesquelles cette révision n'avait pas été accordée. Quelles sont ces considérations ? Nous allons maintenant les examiner.

La demande de révision de la décision du 6 décembre 1922

Ainsi que nous l'avons déjà noté dans l'exposé historique de cette question, le Gouvernement yougoslave, lorsque lui fut communiquée la décision du 6 décembre, a demandé dans sa note du 19 juin 1923, la révision de ladite décision.

Cette demande se heurte à l'opposition de la Conférence des Ambassadeurs, qui s'était inspirée dans cette question des mêmes motifs que dans celle de Javorina, lorsqu'elle a refusé la demande de révision de la partie intéressée, « ne pouvant revenir sur une décision antérieure » (1).

Ensuite la demande de révision fut refusée également par la Cour s'inspirant, à notre avis, des arguments qu'invoquent les partisans de la thèse de la non modification, de l'immutabilité des sentences arbitrales.

L'article 60 du statut de la Cour permanente dit : « La sentence est définitive et sans recours ».

Dans le différend de Javorina, la Cour, dans son avis à propos de la possibilité pour la Conférence des Ambassadeurs de modifier sa décision, a émis l'opinion qui pourrait être résumée dans l'affirmation : que l'assimilation de la mission de

(1) La question de Javorina : Lettre du 6 décembre 1921 de la Conférence des Ambassadeurs. R. G. D. I., 1923, page 410.

la Conférence des Ambassadeurs avec celle qui incombe à un arbitre appelé par la confiance des nations à résoudre un conflit de frontière, qui les divise, est soumise à la règle suivant laquelle *un arbitre, sauf accord formel entre les parties, n'a pas le pouvoir d'interpréter et a fortiori de modifier sa sentence en la révisant* (1).

Comme on le voit, cette thèse de l'immutabilité de sentence a été adoptée par la Cour également pour la décision du 6 décembre 1922, rendue par la Conférence des Ambassadeurs.

A propos de cette thèse, nous pouvons remarquer ceci : cette thèse, d'après laquelle la sentence arbitrale est définitive en tous cas et qu'elle ne peut pas être modifiée par la suite, est depuis longtemps le sujet des critiques les plus sévères. En effet, les partisans de ladite thèse mènent logiquement à cette absurdité qu'au lieu d'être un *moyen* de réaliser la justice et de sauvegarder la paix, la sentence arbitrale est le but de l'arbitrage, puisque même en présence d'une injustice évidente, la modification d'une telle sentence n'est pas possible. Ainsi l'on oublie, selon M. RUY BARBOSA, que l'« arbitrage n'est qu'un instrument de paix que parce qu'il est instrument de justice » (2). Mais la principale objection qu'on a faite et qu'on est, hélas, toujours obligé de faire, c'est que cette thèse de l'immutabilité des sentences est fondée sur une base erronée : sur l'*infaillibilité* des arbitres, c'est-à-dire des hommes. Cependant, *errare humanum est* !

La doctrine toute entière s'est prononcée contre cette thèse. Les auteurs tels que BLUNTSCHLI, HEFFTER, CALVO, PASQUALE-FIORE, en la condamnant, énumèrent même les cas dans lesquels, selon eux, une sentence arbitrale pourrait être considérée comme nulle (3).

Tous ces arguments contre la thèse de non révision se trouvent éloquentement et d'une manière très précise résumés dans

(1) *Recueil des arrêts consultatifs de la Cour permanente*. Série B, n° 8, page 32.

(2) « Deuxième Conférence internationale de la Paix ». *Actes et Documents*, tome 2, page 733.

(3) D'après HEFFTER, la sentence arbitrale est susceptible d'être attaquée dans les cas suivants :

1° Si elle a été rendue sans compromis valable, ou hors des termes du compromis ;

le discours du représentant du Gouvernement yougoslave devant la Cour permanente de Justice internationale : « Quelle étrange théorie, a-t-il dit, que celle qui consiste à soutenir que, pour des raisons d'opportunité il vaut mieux consacrer une sentence irrégulière et injuste que de procéder à sa révision ! Eriger, au nom de je ne sais quel fantôme imaginaire, le principe de non révision à la hauteur d'un dogme, même quand on se trouve en présence d'un droit manifestement méconnu, ce n'est ni servir utilement la paix internationale, ni contribuer au progrès du droit international. On ne saurait placer le principe de non révision au-dessus du principe de la justice. Si l'on admettait le contraire, que deviendraient alors les rapports internationaux et le droit des gens ? » (1).

Cependant, ces arguments bien fondés ne seraient pas pris en considération. La Cour a adopté l'opinion contraire, la thèse de la non révision, refusant ainsi à la partie plaignante la réparation d'une injustice dont l'existence et l'évidence étaient suffisamment prouvées et qui le seront nettement plus tard, d'une manière éclatante, par les événements eux-mêmes. Le Gouvernement albanais, par la suite, en vertu de négociations directes, a fini par reconnaître le caractère slave du monastère de San-Naoum qui fut ainsi restitué à l'Etat serbe-croate et slovène.

2° Si elle a été rendue par les arbitres absolument incapables ;

3° Si l'arbitre ou l'autre partie n'a pas agi de bonne foi ;

4° Si les parties ou l'une d'elles n'ont pas été entendues ;

5° Si elle prononcée sur des choses non demandées, et

6° Si les dispositions de la sentence sont contraires, d'une manière absolue, aux règles de la justice. *Droit international de l'Europe*, page 210.

A la différence de Heffter, BLUNTSCHLI admet la nullité des sentences seulement dans les quatre cas suivants :

1° Pour excès de pouvoir ; 2° déloyauté ou déni de justice ; 3° lorsque les arbitres ont refusé d'entendre les parties, ou violé un principe fondamental de procédure ; et enfin 4° lorsque la décision est contraire au droit international. *Droit international codifié*, article 495.

CALVO (*Droit international théorique et pratique*, tome III, page 485) prévoit le cas de nullité lorsque l'un ou l'autre des Etats intéressés n'a pas été entendu, ou mis à même de justifier ses droits.

PASQUALE-FIORE (*Nouveau Droit international public*, deuxième édition, tome II, n° 1215) marque les cinq cas où la sentence arbitrale doit être considérée comme nulle, parmi lesquels nous citons seulement le cas où toutes les questions et toutes les parties de la sentence n'ont pas été l'objet de la délibération de tous les arbitres réunis.

(1) Le Discours de M. SPALAIKOVITCH », « Documents de la Cour », page 51.

II. — LA QUESTION DE SCUTARI

Lorsque nous avons parlé de la création de l'Etat albanais et notamment de l'attitude de l'Autriche-Hongrie dans cette question, nous avons fait une allusion à la question de Scutari en disant que, grâce à cette attitude intransigeante, on pourrait expliquer pourquoi cette ville de Scutari, bien que d'origine serbe, fut néanmoins donnée à l'Albanie. Par conséquent, nous pensons qu'il serait inutile d'insister plus longtemps, en ce qui concerne la solution de cette question qui, rappelons-le, a fait verser, en son temps, non seulement beaucoup d'encre, mais aussi tant de sang. Cependant, nous exposerons brièvement cette question pour voir en quoi elle consistait et pour mieux comprendre toute l'injustice dont le peuple monténégrin fut frappé par suite de la décision des Grandes Puissances, du Concert européen.

La question de Scutari se vit poser devant l'opinion publique à deux reprises : 1° lors de la guerre balkanique en 1913 et 2° après la Grande guerre européenne, 1914-1918.

La situation géographique et économique de Scutari. — Située au bord méridional du lac de Scutari, la ville de Scutari a une importance extrême pour les habitants de Prizrend et de Cettigné, car c'est presque la seule route praticable aux véhicules pour permettre de descendre à la mer. Au Sud-Ouest de la ville se trouve la Bayana qui déverse les eaux du lac dans la mer, au Nord-Est, la Kiri et au Nord-Ouest d'autres rivières descendant des montagnes voisines et se jetant dans le lac. A 35 kilomètres au Sud et à l'embouchure du Drin se trouve la ville Alessio, port sur l'Adriatique. Au Nord et à l'Ouest, le pays est montagneux et au Sud très marécageux.

Scutari est relié par de nombreuses routes avec la Yougoslavie, par contre, avec l'Albanie proprement dite, ne l'est que par des sentiers impraticables aux véhicules. La frontière actuelle peut être considérée comme une frontière complètement artificielle ; car, non seulement elle coupe la route naturelle et empêche toute communication de l'Adriatique avec l'intérieur

de la Péninsule, mais elle coupe la *seule* route qui permet à l'intérieur de la Péninsule d'aller à la mer ; de telle façon qu'actuellement, pour aller à la mer, de Pritzend ou d'Uskub, il faudrait passer par le Nord ou par Salonique et faire le tour de la Grèce. Par là tout le développement économique est entravé et la construction d'un chemin de fer de Scutari le long de la vallée du Drin jusqu'à Uskub serait l'aurore d'une époque de prospérité pour le commerce balkanique, car, actuellement, toutes les marchandises arrivant de Marseille à destination du Sud de la Péninsule et de Belgrade doivent passer par Salonique. La construction de ce chemin de fer éviterait de contourner toute la Grèce et le tiers du chemin serait gagné. Scutari communiquerait par la Boyana avec la mer. Il est connu qu'en 1846, les Turcs opérèrent le fameux détournement de la Drinassa. Ce détournement était la cause de l'engloutissement de 27.000 hectares de la plaine de Scutari. En même temps, la profondeur du lac augmenta de deux mètres et toute circulation sur la Boyana devint impossible, cette dernière s'étant remplie d'alluvions et qui forma de nombreuses îles. Cependant, on pourrait sauver ce pays en faisant rentrer la Drinassa dans son lit naturel. Sans contestation, ce travail augmenterait la richesse de ce pays actuellement très pauvre et constamment décimé par la fièvre « malaria » entretenue par un terrain marécageux. Ainsi, également, les inondations, très fréquentes, seraient évitées.

Historique de la ville. — Le nom, de Scutari, ou Skadar, provient du Scodra et l'origine du Scodra d'une tribu celte : les *Scordisques* (en latin : *Scodrsci*) qui a régné même avant la période romaine.

Après les Scordisques, apparaissent les Liburniens que les Gaulois, au ^{vii}^e siècle avant J.-C., chassèrent après avoir conquis toute l'Illyrie. Les Gaulois se mêlèrent, par la suite, avec cette partie des Liburniens qui y étaient restés et avec qui ils fondèrent le royaume illyrien avec Scutari comme ca-

pitale. Pendant le règne du roi Gentius, le royaume illyrien entra en conflit avec la République romaine, dont le commerce souffrait par suite des fréquentes attaques des pirates illyriens; et après une guerre malheureuse, l'Illyrie devint une simple province romaine. L'empereur Auguste réunit la Prévalitaine dont Scutari était la capitale et la Dalmatie en une seule province. Lorsque l'Empire romain se divisa en deux (en Empire d'Occident et Empire d'Orient), la Prévalitaine, avec Scutari, se trouvait dans l'Empire d'Occident.

Au ^{vi} siècle après J.-C. les tribus slovènes apparaissent sur le Danube. Elles pénètrent vers l'Ouest et le Sud de la Péninsule balkanique, et ensuite en Dalmatie et en Prévalitaine, où par la suite furent créés les premiers Etats serbes. Alors, la Prévalitaine autrefois appelée Dioclétie, reçoit l'appellation : *Zeta* (qui plus tard s'appellera : le Monténégro).

Après la guerre avec les Bulgares, les Serbes résolurent de se libérer complètement de la domination byzantine, et en 1040, sous les ordres de Voisslave, se soulevèrent et conquièrent leur liberté, non sans des luttes sanglantes, qui se déroulèrent justement aux environs de Scutari. Et c'est ainsi, qu'en 1043, Scutari devient la capitale de la Principauté serbe de Zeta. Scutari reste aux mains serbes jusqu'en 1396. Pendant cette période, elle devient la résidence personnelle des membres de la dynastie serbe régnant alors. A ce moment là Scutari était florissant par son développement économique et intellectuel à tel point qu'on pourrait dire que ce fut la période du plus grand progrès et de la plus grande prospérité de cette ville. En 1367, après la chute de l'empire de Douchan, le royaume serbe se divisa en deux et Scutari avec ses environs formeront, sous les Balchitch, un Etat indépendant. Mais avec l'affaiblissement de l'Etat serbe, Scutari, en proportion, perd sa prospérité et son importance. Ensuite, peu à peu, approche le plus grand danger pour la prospérité de cette ville : l'invasion asiatique. En 1358, meurt Baocha Baochitch, en luttant contre les Turcs et trois ans plus tard, Djouradj Stratzimirovitch, dernier maître de Scutari, fut obligé de la céder au Sultan Bayanzite II avec Drivat et Saint-George sur la Boyana. Après deux ans, il réussit à reprendre la ville ; pourtant bientôt il la cédera de nouveau, mais cette fois aux Vénitiens dans le but de former ainsi une sorte

de barrière aux envahisseurs turcs. Ce fut en même temps la fin de la période de la domination serbe sur Scutari, car, bien que les chefs serbes, à plusieurs reprises, essayèrent de la reprendre aux Vénitiens, ils n'y parvinrent pas. La ville de Scutari fut ensuite cédée par les Vénitiens aux Turcs en vertu du Traité de paix du 25 décembre 1479.

Sous les Turcs, Scutari avec le Monténégro d'Ivan Tchernoyevitch forment : le Sandjak de Scutari. La période de la domination turque signifie pour Scutari la période de décadence, car, coupée de l'empire par des montagnes et des routes impraticables le Sandjak de Scutari ne joue plus aucun rôle considérable. Par conséquent on peut dire qu'en 1479, ce fut la mort de Scutari, car avec les Turcs, tout progrès cessa et la civilisation fut remplacée par l'esclavage et par la conversion forcée.

Ce sommeil mortel dans lequel se trouvait Scutari dura quatre siècles : jusqu'à la guerre balkanique de 1912-1913, quand le Monténégro, après un siège de six mois, finit par reconquérir cette ville. Mais bientôt les Monténégrins furent obligés de la céder une fois de plus, mais cette fois non aux Turcs, mais aux Grandes Puissances européennes qui à leur tour la remirent aux Albanais.

Comment cette ville fut cédée par le Monténégro à l'Etat albanais et pour quelles raisons, c'est justement la question que nous allons examiner maintenant.

LA QUESTION DE SCUTARI EN 1913

« Oh quoi ! nous ferions la guerre pour empêcher le Monténégro de conserver Scutari. Mais, c'est justement pour n'avoir pas la guerre qu'il fallait empêcher que le Monténégro conserva Scutari » (1).

Lorsque la Conférence des Ambassadeurs de Londres, en 1913, eut à s'occuper de la délimitation des frontières du nouvel Etat albanais qu'elle venait de créer, devant elle furent portés

(1) L'opinion publique qu'on pouvait ainsi résumer au moment où la question de Scutari a atteint la phase la plus aiguë par suite de la menace de l'« Autriche-Hongrie d'intervenir militairement dans le cas où le Monténégro n'abandonnerait pas Scutari, à l'Albanie ».

trois projets tendant à fixer les frontières, d'une part, de l'Albanie et, d'autre part, de la Serbie et du Monténégro, à savoir : les projets albanais, des alliés balkaniques et autrichiens.

a) Le projet *albanais*, s'inspirant du critérium de nationalité de la population, tendait à englober toutes les régions où se trouvait le groupement albanais, ne tenant aucun compte si, sur certaines fractions du territoire, existaient ou non d'autres populations appartenant à des nationalités serbes, grecques ou bulgares. Ce critérium était inadmissible, car il conduisait à une injustice évidente pour les peuples se trouvant sur ces territoires. Pour s'en rendre compte, il nous suffit de rapporter ici l'opinion de M. Lamouche qui écrivait à propos de ce projet, ce qui suit : « Admettre par exemple l'attribution à l'Albanie « de tous les districts dont la majorité absolue et même la majorité de deux tiers des habitants est albanaise, eut conduit « à incorporer dans le nouvel Etat la totalité des sandjaks « de Prisren et d'Ipek et la plus grande partie de celui de « Prichtina. C'eût été priver la Serbie et le Monténégro d'une « fraction importante de leur conquête, ce qui aurait été d'autant plus regrettable, que la race serbe, sans parler des souvenirs historiques et religieux qui lui rendent cher le nom « d'Ipek, de Dêchané et de Kossovo, peut invoquer sur une « partie de ces régions le droit de premier occupant, puisque « c'est seulement à la suite de l'émigration en Hongrie des populations serbes au xvi^e et au xvii^e siècles que les Albanais « s'établirent dans ce pays et arrivèrent peu à peu à y former la « majorité, et parfois la totalité de la population » (1).

b) Le projet *monténégrin*, c'est-à-dire le projet des alliés, se basait sur un critérium sans nul doute beaucoup plus réel. Il demandait que la délimitation fut inspirée du principe de frontières naturelles et la frontière naturelle était pour le Monténégro la rivière du Drin.

Sur cette frontière, le mémorandum du délégué monténégrin à la Conférence de Londres s'exprime en ces termes :

« Après le Moyen Age, la rivière du Drin était considérée comme la frontière de l'Albanie du Nord. Dans un document de 1336 le Drin

(1) Le Mémorandum monténégrin à la Conférence de Londres.

s'appelle *Flumen Sclavoniæ* (Rivière serbe). Plus tard, en 1362, les Vénitiens appelaient les Balchitch *Barones maritimæ Sclavoniæ* (Baron de la Serbie maritime), c'est-à-dire donc de Scutari, de Medua, d'Alessio, de Durasso. Après le XI^e siècle le royaume serbe de Zeta, auquel succéda le Monténégro d'aujourd'hui, s'étendait jusqu'au Drin. Au temps de la Dynastie serbe des Némagnitch seul Pulati, sur la rive droite du Drin, était considéré comme sol albanais. Sous le roi Conquérant Miloutine, l'Etat serbe s'étendait jusqu'à la rivière Mai. Quant au Drin personne depuis n'a jamais exprimé un doute sur la complète appartenance au bloc des pays serbes... »

Par conséquent, par là le Monténégro demandait l'attribution de la ville de Scutari, celle-ci se trouvant englobée dans cette frontière naturelle.

c) Enfin, le projet *autrichien*, ou projet de « marchandage » ainsi qu'on l'appelait, fut inspiré des considérations politiques tenant compte des intérêts de la monarchie ; intérêts dont nous avons suffisamment parlé dans le chapitre relatif à la Réunion des Ambassadeurs de 1913. Rappelons ici seulement en quoi il consistait : 1^o constituer une puissante barrière entre la Serbie et la mer ; d'où l'effort de créer une « Grande Albanie », et 2^o empêcher l'extension du Monténégro au Nord de l'Albanie, afin de ne pas donner au Monténégro des territoires que la Serbie pourrait utiliser par la suite d'accord avec cet Etat pour se faire un accès à la mer ; de là, l'opposition énergique du Gouvernement de Vienne à la cession de Scutari au Monténégro. Sous la menace d'intervenir militairement dans la question albanaise, comme nous l'avons déjà indiqué, le Cabinet de Vienne a fini par imposer complètement ses points de vue à la Conférence de Londres.

Mais avant de quitter comme vainqueur la Conférence de Londres, l'Autriche avait à lutter contre la Russie qui, étant depuis toujours la protectrice naturelle des peuples slaves dans les Balkans, prit naturellement fait et cause pour la Serbie et le Monténégro. Nous savons déjà que l'opposition de la Russie contre l'activité autrichienne provoqua une telle tension des esprits, qu'on avait l'impression que la guerre était inévitable. Et vraiment, si la Russie, au dernier moment, n'avait pas décidé d'abandonner la juste cause du Monténégro, on pourrait

dire, aujourd'hui, que nous n'aurions pas eu probablement un intervalle entre la guerre balkanique et la Grande guerre européenne. C'est donc seulement pour cette raison, afin d'éviter la guerre, que les efforts de Sir Edward Grey, tendant à un accord entre les deux Cabinets, furent, par la suite, couronnés de succès. Ainsi, le 13 mars 1913, un compromis survint entre les deux Cabinets d'après lequel la Russie consentit que la ville de Scutari sera attribuée à l'Albanie. Ce compromis, la Conférence des Ambassadeurs s'empressa de l'enregistrer immédiatement le 20 mars 1913.

Mais si la Conférence des Ambassadeurs avait accueilli ce compromis avec une grande satisfaction, ce n'était point le même cas quant à l'opinion publique dans les pays slaves ; car ce compromis ne consistait-il pas pour le Monténégro dans le renoncement de cette ville, qui lui avait coûté si cher ? C'est pourquoi le Monténégro refusa purement et simplement d'accepter la décision des Grandes Puissances qui après la conclusion de ce compromis du 13 mars avertirent les Alliés balkaniques qu'elles se réservaient le droit de résoudre elles-mêmes le problème. Dans ce but, elles demandèrent la levée immédiate du siège de Scutari, assiégé pendant ce temps par les troupes serbes et monténégrines.

A propos de ce compromis, de cette décision des Grandes Puissances, qui frappait tant les Monténégrins, le roi Nicolas, dans une interview au correspondant de la *Pall Mall Gazette* de Londres, a déclaré ce qui suit :

« Scutari nous appartenait avant que les Turcs l'eurent pris ; Scutari renferme les sépultures de nos Ancêtres et ce sont les églises construites par eux qui aujourd'hui encore projettent leur ombre sur leurs tombeaux.

L'Autriche parle beaucoup de l'absurdité de nos prétentions sur des terres où des tribus albanaises viennent faire paître des troupeaux. Je me demande vraiment si les Diplomates autrichiens oublient que les populations slaves sont en majorité sur divers points de l'Empire austro-hongrois et cependant qui donc proposerait à l'Autriche d'évacuer ces territoires pour ce motif ? » (1).

Le Monténégro, dans son opposition contre la décision des Grandes Puissances, fut constamment soutenu par la Serbie.

(1) Le *Temps* du 6 avril 1913.

Celle-ci lui envoyait ses troupes pour soutenir le siège de Scutari. Cependant, après la Russie, la Serbie se vit également, à son tour, dans l'obligation d'abandonner la juste cause qu'elle soutenait de son mieux. C'est pour deux raisons. D'une part, la Bulgarie et la Grèce, c'est-à-dire ses alliées, se déclarèrent désintéressées dans la question de Scutari ; ces alliées, à cet égard, l'abandonnaient donc. D'autre part, les Représentants des Grandes Puissances lui firent savoir que la solution de Scutari était définitive et par suite qu'il fallait lever le siège de Scutari pour empêcher inutilement de nouvelles effusions de sang. C'est pour ces raisons que le Gouvernement serbe, convaincu que le maintien du siège n'avait pas de raison d'être, céda en ordonnant le retrait de ses troupes, qui quittèrent le 5 avril leurs positions.

Cependant et après cet événement très douloureux pour les Monténégrins, ceux-ci étaient toujours bien loin de céder à leur tour ; ils protestent de nouveau et continuent cette fois seuls à assiéger la ville de Scutari qui, après un siège de six mois, finit par tomber aux mains de ceux-ci. Le 8 avril, les assiégés, par suite du manque de vivres, capitulèrent et le 20 avril Essad Pacha remit solennement les clés de la ville au Prince Danilo. Et c'est ainsi que pour la première fois depuis 1479, le « drapeau national fut hissé de nouveau sur la ville de Scutari ». La joie des Monténégrins fut énorme.

Mais tandis que cet événement causait une grande joie chez tous ceux qui suivaient avec sympathie les luttes des Monténégrins, chez les hommes d'Etat autrichiens, il provoqua une grande émotion. Une fois Scutari tombée aux mains des Monténégrins, n'allait-on pas accepter cet état de choses comme un fait accompli ? Par là l'Autriche voyait tous ses plans dissipés et tous ses efforts vains. Notamment la Serbie allait, grâce à ce fait obtenir un accès sur la mer, s'échappant ainsi de la tutelle économique et politique de la monarchie ! C'est pourquoi le Cabinet de Vienne, à ce moment, était décidé d'agir énergiquement et même au besoin d'intervenir militairement pour imposer la volonté de la Conférence des Ambassadeurs, ou plus exactement sa propre volonté.

Voyant le Cabinet de Vienne prêt à tout, la Russie intervient une fois de plus, auprès du Gouvernement de Cettigné pour le

décider à renoncer à Scutari. Pourtant, le Monténégro une fois maître de cette ville, s'y opposa de nouveau. A ce moment le Gouvernement de Vienne déclarait, « que si les Puissances ne prenaient pas de mesures énergiques pour faire respecter les décisions de la Conférence de Londres par le Monténégro, il se considérerait libre d'agir comme il l'entendait ».

Alors, les Grandes Puissances sentant dans l'atmosphère l'odeur de la poudre, cherchaient le moyen de faire respecter par le Monténégro leur décision. Elles étaient toutes en principe décidées à la faire respecter, mais sur le moyen d'y arriver, elles n'étaient pas d'accord, car la procédure collective d'une intervention qui avait le plus de chance d'être adoptée ne trouvait pas le consentement dans le milieu militaire autrichien qui demandait une action immédiate et indépendante contre le Monténégro. A cette intervention indépendante au commencement, s'opposaient le Tzar et le Premier ministre, mais lorsqu'ils finirent par y consentir, l'Europe, à ce moment là, ne doutait plus qu'elle se trouvait à la veille d'une intervention autrichienne.

Mais grâce à cette rivalité qui existait entre les Grandes Puissances dans la question Adriatique, de cette intervention indépendante autrichienne, ne fit rien. Car alors apparaît son alliée latine, l'Italie, demandant le respect de l'engagement antérieur relatif à la question albanaise conclu entre elle et l'Autriche par lequel, ainsi que nous l'avons vu, ces deux puissances s'étaient engagées à respecter le *statu quo* dans l'Albanie, et que, dans le cas où il viendrait à être troublé, que l'une des deux parties ne pourrait intervenir sans s'être préalablement entendue avec l'autre.

En effet, l'Italie ne pouvait pas laisser l'Autriche, sa plus grande rivale, dans la conquête de la suprématie dans la mer Adriatique, aller en Albanie toute seule. L'Albanie étant en face de sa côte orientale sur la mer Adriatique, le jour où l'Autriche y aurait mis pied, la liberté de cette mer dépendait en partie de sa seule bonne volonté. A son tour, l'Autriche craignait que l'Italie ne s'empare de l'Albanie, notamment de Valona, étant donné que dans ce cas, c'est l'Italie qui aurait tenu la clef de la mer Adriatique dans ses mains, de sorte que la flotte autrichienne serait « embouteillée », comme l'on disait en ce temps là.

Le 29 avril 1913, par une note officielle, l'Italie faisait savoir : « Quels que puissent être la pensée et les sentiments des « autres Puissances éloignées de l'Albanie et qui n'y ont pas « d'intérêts capitaux, l'Italie ne pourra jamais permettre que la « situation sur la rive opposée de l'Adriatique soit résolue sans « précipitation. L'Italie ne peut rester absente en un moment « aussi décisif : les absents ont toujours tort ».

Par cette note, en effet, l'Italie pensant que l'Autriche, une fois installée au Nord de l'Albanie, pourrait bien y rester, a dit à celle-ci : « Vous voulez aller à Scutari, bien, allez-y, mais moi, « je vais à Valona. »

Devant cette attitude de l'Italie, l'Autriche se vit obligée d'abandonner l'idée d'une intervention séparée et de plus de s'entendre avec l'Italie dans cette question albanaise. Le résultat de cette entente fut la division de l'Albanie en deux sphères d'influence. Le 1^{er} mai, l'Autriche et l'Italie informent les membres de la Conférence qu' « à la suite des événements qui se « sont produits dans le Nord et dans le centre de l'Albanie, les « Cabinets de Vienne et de Rome avaient décidé de faire res- « pecter les volontés de l'Europe et de défendre en même « temps leurs intérêts particuliers ». Et, à partir de ce moment la cause de l'intervention qu'allait faire l'Autriche et l'Italie ensemble n'est plus la question de Scutari. La question de Scutari n'est plus la question de premier ordre déclare la presse de ces deux pays. Le prétexte de cette intervention commune se trouvera dans le besoin de « rétablir l'ordre » qui vient d'être « gravement troublé » par les agissements d'Essad et Djavid Pacha.

Cependant l'opinion publique européenne ne resta pas indifférente devant cette action des Cabinets de Vienne et de Rome. Elle protesta contre ce partage des sphères d'influence qui fut, sans nul doute, en contradiction avec la volonté des Grandes Puissances. Celles-ci n'avaient-elles pas en effet décidé que l'Albanie serait indépendante et non partagée en sphères d'influence. Ensuite, l'Europe se demandait, avec raison, ce qu'il était advenu de ce principe proclamé par M. POINCARÉ, dès le début de la guerre balkanique : principe de désintéressement territorial ?

Mais si une intervention militaire en Albanie avait échoué cette fois-ci, ce n'est pas parce que l'Autriche aurait reculé devant le mécontentement de l'opinion publique européenne qui demandait une intervention collective, mais parce que, au dernier moment, celle-ci s'aperçut qu'en fin de compte c'était l'Italie qui tirerait la part du lion de cette entreprise, en s'établissant sur la mer Adriatique en maître absolu. C'est pourquoi bientôt le « désordre en Albanie » disparut et Essad Pacha, jusque-là un « brigand dangereux », devint soudainement le « plus correct des hommes ». L'Autriche décida donc de renoncer à son projet d'aller en Albanie avec l'Italie et, par la suite, elle s'empressa d'accepter l'idée de l'intervention collective.

Grâce à cette nouvelle attitude de l'Autriche, l'intervention collective contre le Monténégro fut décidée par les Grandes Puissances. Le 10 avril 1913, le Commandant des Unités navales internationales, Sir Cecil, proclama officiellement, au nom des Grandes Puissances (1), le blocus du littoral monténégrin, le communiqué suivant :

« L'amiral commandant informe le gouvernement monténégrin qu'une escadre internationale composée de navires de guerre des grandes puissances de l'Europe s'est assemblée au large du port monténégrin d'Antivari en signe de protestation contre le refus du Monténégro de se soumettre aux désirs des puissances.

L'amiral fait remarquer que la présence de l'escadre internationale est le signe manifeste non seulement de l'accord des puissances, mais encore de leur intention de voir le Monténégro se soumettre sans autre délai à leurs désirs.

L'amiral prie le gouvernement monténégrin de l'informer immédiatement qu'il est prêt à se rendre aux désirs exprimés par les puissances ».

A ce communiqué, le Gouvernement monténégrin a répondu par une note dans laquelle, après avoir dit qu'il regrettait profondément de voir rassemblée dans les eaux monténégrines une flotte internationale pour exercer une pression sur le Monténégro en vue d'obtenir son adhésion au désir des Grandes Puissances, concernant le siège de Scutari, il ajoute :

(1) Parmi les Grandes Puissances la Russie ne figurait pas s'étant abstenu de prendre part effectivement ; elle avait chargé la France de la représenter dans cette démonstration.

« Le Monténégro a exprimé déjà ses vues dans une communication ; il les réitère à l'amiral, et il ajoute que malgré la pression qu'implique la présence de la flotte, le Monténégro ne saurait se départir de son attitude conforme aux exigences de l'état de guerre entre les alliés et la Turquie, ainsi que du principe de neutralité proclamé par les puissances dès le début des hostilités, principe violé au détriment du Monténégro par la présence de la flotte internationale dans les eaux monténégrines ».

Lorsque l'on s'aperçut, d'une part, que le Monténégro était fermement décidé à garder à tout prix Scutari, et comme d'autre part, l'Autriche, par suite d'une décision par laquelle la Conférence des Ambassadeurs avait ajourné pour quelque temps la question de Scutari, était décidée à intervenir cette fois-ci militairement, la Conférence des Ambassadeurs a pris des mesures énergiques. Par l'organe du Ministre britannique à Cettigné, elle fit savoir au Gouvernement monténégrin qu'elle a décidé d'autoriser à la première séance suivante l'Autriche-Hongrie, à contraindre par les moyens qu'elle jugera utiles, le Monténégro à respecter la décision de l'Europe.

La Conférence des Ambassadeurs ayant laissé les mains libres à l'Autriche, c'était pour le Monténégro une guerre inévitable avec l'Autriche ! Néanmoins, ce n'était qu'après une démarche faite par le Représentant serbe, D^r Mih. Gavrilovitch, auprès du roi Nicolas, que celui-ci se décida enfin à s'incliner devant les Grandes Puissances. Le Représentant du Gouvernement de Belgrade lui a communiqué, à cette occasion, une dépêche envoyée par M. Pachitch, homme d'Etat éminent yougoslave, qui vient de décéder tout récemment, dans laquelle celui-ci conseille au roi Nicolas de céder afin d'éviter un conflit militaire pour les mêmes raisons pour lesquelles la Serbie s'était trouvée obligée de sacrifier ses justes prétentions relatives à la sortie sur la mer Adriatique ; et d'autre part, il lui faisait savoir que le Gouvernement de Belgrade ne saurait prendre part, dans un pareil conflit, sans courir le risque de compromettre le résultat de la guerre balkanique obtenu au prix des plus grands sacrifices.

A la suite de cette démarche, le roi monténégrin se décida donc à céder. Aussi malgré l'opposition de son Gouvernement, le roi Nicolas envoya-t-il le 5 mai, à Sir Edward Grey, le télégramme suivant :

« Dans sa note du 30 avril, mon Gouvernement a exposé les raisons de sa conduite dans la question de Scutari. Cette conduite est inspirée par d'inébranlables principes de justice. J'affirme à nouveau, ainsi que mon peuple, notre Droit sacré sur Scutari, d'après l'Histoire et d'après la Conquête. Ma dignité comme celle de mon peuple ne me permet pas de plier devant la pression d'intérêts particuliers. Je remets donc la destinée de Scutari entre les mains des Grandes Puissances. »

Le Monténégro, cette fois, céda, mais s'il a cédé, il l'a fait devant la force et non devant le droit qui, incontestablement, une fois de plus, venait ainsi d'être méconnu au détriment de petits Etats.

Cependant nous avons oublié de dire que le Monténégro avait le moyen d'obtenir Scutari. C'est au moment où l'Autriche, dans le but de dominer la côte adriatique, proposa, par l'intermédiaire de son Ministre à Cettigné, Baron Gisel, au premier délégué monténégrin Miochkovitch « d'obtenir du roi « la neutralisation du mont Lovtchen, et l'Autriche-Hongrie, « disait-il, se ferait alors son avocat auprès des Grandes Puissances pour la possession de la ville de Scutari. » Pourtant, comme la neutralisation du mont Lovtchen ne signifiait autre chose que la cession de celui-ci, la proposition autrichienne fut refusée par le roi Nicolas dans ces termes : « *Le Mont Lovtchen est l'Olympe des Slaves du Sud, c'est l'unique parcelle du sol slave où l'ennemi n'ait jamais posé les pieds ; les Monténégrins aimeraient mieux mourir que de le céder à qui que ce soit.* »

Lorsque les troupes monténégrines eurent quitté Scutari, celle-ci fut occupée, et par la suite administrée par les Représentants militaires des Grandes Puissances.

Scutari resta sous le contrôle international militaire jusqu'au mois d'août 1914, lorsque la ville fut remise au Consul des Grandes Puissances, savoir : de la France, d'Angleterre, d'Italie et d'Autriche.

Le 27 août 1915, Scutari fut, pour des raisons militaires, occupée par les Monténégrins. Cette occupation dura jusqu'au 15 janvier 1916, jour où les troupes autrichiennes entrent dans Scutari après avoir envahi la Serbie. Et, lorsque l'armée des

Alliées rompera le front de Salonique, Scutari sera de nouveau occupée par les troupes serbes. Par la suite, les Serbes remirent la ville au Représentant de la France qui devait l'administrer au nom des Alliés ; ensuite les troupes françaises quittèrent la ville au mois de mars 1920 et remirent le pouvoir entre les mains du Ministre des Affaires étrangères albanais, mais un certain nombre d'Italiens y restait encore en qualité de mandataires des troupes interalliées.

LA QUESTION DE SCUTARI ET LA GUERRE DE 1914-1918

Lorsque la question de Scutari sera posée après la Grande guerre devant la Conférence de la Paix de Paris, elle se posera d'une manière complètement différente de celle de 1913. La question de Scutari, cette fois, sera traitée non comme une question séparée, mais dans l'ensemble de la question albanaise qui, à son tour, ainsi que nous l'avons vu, sera liée à une autre question : la question de l'Adriatique. C'est pourquoi, nous serons en effet obligés, traitant ladite question, de revenir sur la question albanaise, telle qu'elle se présentait à la Conférence de la Paix.

Dès le début de la Conférence de la Paix, la délégation yougoslave se prononça pour l'indépendance de l'Albanie, en demandant dans sa déclaration, déjà citée par nous, « que le territoire albanais tel qu'il a été délimité à la Conférence de Londres forme un Etat indépendant, conformément à l'esprit des décisions de cette Conférence » (1).

En faisant cette déclaration, il n'est pas douteux que la délégation yougoslave était en effet décidée à abandonner ses revendications en ce qui concerne l'Albanie du Nord, notamment la ville de Scutari, puisqu'elle acceptait la frontière de 1913 qui, ayant été adoptée sous la pression de l'Autriche-Hongrie, était défavorable pour son pays et qui excluait cette ville de son territoire.

Comment expliquer ce fait ? La délégation yougoslave, à notre avis, était prête à faire ce sacrifice pour les raisons suivantes :

(1) Page 97.

Premièrement : Parce que ce « serait en accord avec le principe : « Les Balkans aux peuples balkaniques », principe qui « est la base essentielle de la tranquillité et du développement « paisible des peuples balkaniques ». Pourtant, remarquons que ce n'est pas la raison principale, car on pourrait respecter ce principe tout en modifiant certains points sur la frontière de cet Etat.

La seconde raison, d'abandonner ses prétentions et ses revendications quant à l'Albanie, était, pour le Nouvel Etat yougoslave, dans la nécessité de s'accommoder à de nouvelles circonstances. Par suite de la Grande guerre, la situation dans les Balkans se changea complètement. La Serbie, petit Etat qui, avant la guerre, étouffait, ne pouvant respirer l'air de la mer, si nécessaire pour son développement économique et politique, fera place à un grand Etat composé des Serbes, des Croates et des Slovènes, dont la côte dalmate sera baignée par les vagues bleues de la mer Adriatique. Par conséquent, dans ces circonstances, la situation se trouvera changée. La question du débouché maritime à travers le Nord de l'Albanie restera toujours une question d'une grande importance pour l'Etat yougoslave, mais celle-ci *ne sera plus* une question vitale, dont dépendra tout son développement économique, comme c'était le cas, auparavant, pour la Serbie.

En troisième lieu, et nous disons que c'est la principale raison, le nouvel Etat yougoslave était obligé de tenir compte d'un fait nullement rassurant pour lui : Le Traité secret de Londres sur l'instance de l'Italie, avait beaucoup de chance d'être appliqué ; en vertu de ce traité, comme nous le savons, l'Italie recevait le Protectorat sur l'Albanie. Or, le Protectorat de l'Italie sur l'Albanie, cela veut dire l'Italie en Albanie, ou mieux, extension des frontières de l'Italie jusqu'aux frontières yougoslaves. Pour l'Etat yougoslave, c'était d'avoir au Sud du pays, comme voisine, une puissance qui héritera, paraît-il, ainsi que les événements nous le prouvent de jour en jour, avec le territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise, de la politique de celle-ci envers les Yougoslaves. Par conséquent, bien que ce ne serait plus, désormais, la petite Serbie qui aurait à veiller à ce que les *éclats* d'une explosion éventuelle de sa voi-

sine (1) ne tombassent sur sa maison, mais un fort Etat yougoslave, il était néanmoins prudent de faire à n'importe quel prix, l'impossible, afin d'éviter de se trouver dans une position aussi fâcheuse et dangereuse. C'est pourquoi, dans la note du 8 janvier déjà citée, la délégation yougoslave, regardant l'avenir avec une exactitude et avec une grande prévoyance qui ne peuvent que l'honorer, à la réponse des propositions du 9 décembre, disait notamment :

« En Albanie, toute notre frontière serait dominée par les positions albanaises se trouvant aux mains de l'armée italienne qui aurait une base pendante à Valona et qui pourrait rapidement créer d'autres bases. De cette façon, à partir de la frontière autrichienne, au Nord, en suivant la mer Adriatique jusqu'au point extrême de notre frontière Sud en Albanie, notre pays serait complètement exposé à l'invasion de l'armée italienne. Une situation pareille créant d'un côté une telle supériorité militaire et une si grave infériorité de l'autre ne pourrait jamais assurer la paix, mais serait plutôt un encouragement aux entreprises de guerre.

Le mandat sur l'Albanie fait naître inévitable à l'esprit une comparaison avec le mandat conféré à l'Autriche-Hongrie sur la Bosnie-Herzégovine par le Congrès de Berlin » (2).

Comme nous le voyons, la Yougoslavie était prête à sacrifier ses revendications sur l'Albanie du Nord et par conséquent sur Scutari, afin d'assurer à l'Etat albanais son existence qu'elle trouvait en même temps conforme non seulement au principe « les Balkans aux peuples balkaniques », mais aussi à ses intérêts vitaux.

Cependant, la délégation yougoslave, par la suite, changea son attitude. Lorsque, en présence, d'une part, des prétentions tendant à soumettre l'Albanie à un protectorat d'un pays étranger, et d'autre part, des propositions du Conseil Suprême, satisfaisant ses prétentions, elle s'aperçut que l'indépendance de l'Etat albanais étant en jeu, elle n'avait plus aucune raison de faire le sacrifice de ses revendications.

Ainsi voyons-nous, par la suite, la délégation yougoslave faire valoir ses revendications relatives à Scutari.

(1) « L'Italie doit s'étendre ou exploser ». La déclaration du Président du Conseil italien, M. Mussolini.

(2) Note de la Délégation yougoslave à la Conférence de la Paix, du 8 janvier 1920. Nous avons ici de nouveau reproduit une partie de cette note à cause de sa grande importance dans cette question.

Dans la même note du 8 janvier 1920, la délégation yougoslave après avoir répété de nouveau qu'elle considérait comme la meilleure solution celle qui maintiendrait l'Albanie indépendante, elle faisait savoir que dans le cas où cette solution ne serait pas acceptée, la « Délégation revendiquerait la partie septentrionale jusqu'au Drin ». Parlant de Scutari, elle faisait valoir ses droits sur cette dernière dans les termes suivants : « Scutari est l'ancienne capitale des Souverains serbes ; notre peuple a versé des torrents de sang pour Scutari, surtout pendant les combats de 1913, qui ont coûté à la Serbie plusieurs milliers de ses soldats, et au Monténégro un tiers de son armée. Pour répondre aux désirs des Grandes Puissances, les troupes serbes et monténégrines ont évacué en 1913 Scutari et l'Albanie du Nord. L'Autriche, qui avait mobilisé, menaçait de déchaîner la guerre. C'est alors que nos troupes, dans l'intérêt de la paix générale, se sont retirées. »

Et après avoir souligné la grande importance pour la Yougoslavie, de la construction du chemin de fer Danube-Adriatique qui doit suivre la vallée du Drin, la délégation continue : « Si l'Albanie du Nord était attribuée à notre pays, notre délégation consentirait à ce que Scutari reçût une autonomie analogue à celle que nous proposons pour Fium et Zara. »

Dans cette note, comme nous le voyons, la délégation yougoslave se déclare même prête à donner à Scutari, dans le cas où cette ville ne pourrait être incorporée à l'Etat yougoslave, une autonomie analogue à celle de Fium et de Zara, c'est-à-dire d'en constituer une sorte d'Etat indépendant sous le Protectorat de la Société des Nations.

Cependant, ces revendications yougoslaves ainsi formulées se heurtèrent à une vive opposition de l'Italie qui, dans son mémoire du 10 janvier, se déclare contre la rectification de la frontière septentrionale de l'Albanie, tout en consentant à ce que la frontière méridionale soit modifiée au profit de la Grèce. En s'opposant à cette rectification au profit des Yougoslaves, l'Italie n'a fait que donner une fois de plus la preuve de ses ambitions de devenir seul maître de la mer Adriatique ; c'est pour cela qu'il fallait empêcher la Yougoslavie de sortir sur cette mer par la vallée du Drin.

Le Conseil Suprême décida pourtant de donner suite aux re-

revendications yougoslaves dans le but d'obtenir le consentement de la Yougoslavie pour la solution qu'elle se proposait de donner au problème adriatique. Aussi le Conseil a-t-il soumis, à la délégation yougoslave, les propositions du 14 janvier dont nous avons déjà reproduit le texte et dans lesquelles, rappelons-le, il est dit : que « les frontières de l'Albanie du Nord seront l'objet d'un remaniement » (1).

Mais ces propositions, bien qu'elles donnaient satisfaction aux revendications yougoslaves en ce qui concerne particulièrement la ville de Scutari, se virent rejetées par la délégation yougoslave. Car, ainsi que nous l'avons indiqué, la question albanaise étant liée à celle de l'Adriatique, le Conseil Suprême avait fait sur cette dernière des propositions que la délégation yougoslave considérait comme inadmissibles. Comme on le voit, le Conseil, afin de se débarrasser de la question adriatique, se servit donc de l'Albanie pour résoudre ladite question, en donnant à la Yougoslavie, dans la question albanaise, ce qu'il lui enlevait dans la question adriatique.

Cependant, cette opposition de la part de la délégation yougoslave qui demandait sans cesse le maintien de l'Albanie indépendante et qui se montrait hostile à ce que ses justes revendications, dans la question adriatique, soient sacrifiées, cette opposition, disons-nous, avait fini, paraît-il, par lasser le Conseil Suprême qui, par l'organe de M. Clemenceau, invita la délégation yougoslave à faire savoir, dans un délai de quatre jours, si elle acceptait les propositions du 14 janvier, sinon, il lui fit connaître que la France et l'Angleterre autoriseraient l'Italie à appliquer le Traité secret de Londres de 1915.

Mais si la délégation yougoslave, en présence d'une pareille alternative, pour ne pas dire ultimatum, avait réussi à sortir de là, c'est grâce au Président Wilson, qui alors, comme nous le savons, intervint d'abord pour empêcher une solution injuste également pour les Albanais et les Yougoslaves, et ensuite, pour séparer ces deux questions l'une de l'autre.

Dans sa note du 10 février 1920, le Président Wilson écrivait à MM. Clemenceau et Lloyd George : « ...Le fait que les représentants de la Yougoslavie, placés devant l'alternative du « Traité de Londres, pourraient se sentir forcer d'accepter une

(1) Page 100.

« solution qui nous paraît injuste, dans son principe et si
« inapplicable en fait, ne modifierait à aucun degré notre con-
« viction que nous ne pouvons donner notre assentiment à un
« règlement qui constitue une négation absolue des principes
« pour lesquels l'Amérique est entrée en guerre ».

Puis, dans sa note suivante du 25 février, il faisait savoir qu' « il est aussi énergiquement opposé à ce qui pourrait nuire
« aux Albanais pour plaire aux Yougoslaves et à ce qui lèse-
« rait les Yougoslaves au profit de l'Italie ». Et, lorsque le 6 mars, le Président Wilson déclara « que les questions albanaises ne devraient pas être jointes à la discussion proposée entre l'Italie et la Yougoslavie » et de nouveau remarqua « qu'il ne saurait approuver aucun plan qui assignerait à la
« Yougoslavie une compensation de territoire dans la partie
« Nord de l'Albanie pour ce qui lui serait enlevé ailleurs », la menace d'une solution injuste pour le peuple slave était écartée.

Ainsi, la question albanaise fut séparée de la question adriatique. Par la suite, cette dernière fut réglée le 20 novembre 1920 par le Traité de Rapollo dans lequel aucune mention ne fut faite au sujet de l'Albanie.

Donc, à partir de ce moment, la question albanaise prendra un nouveau développement ; elle se dirigera par un autre chemin qui l'amènera d'abord devant la Société des Nations qui, saisie de la question, règlera le statut politique de l'Albanie, et ensuite devant la Conférence des Ambassadeurs qui, à son tour, règlera la question de son statut territorial.

Nous connaissons ce chemin pour être obligé de revenir sur cette question. Nous savons que la Conférence des Ambassadeurs a rendu la décision du 9 novembre 1921 qui, confirmant la frontière de 1913, qui englobait en elle la ville de Scutari, a décidé en même temps du sort de cette ville.

La ville de Scutari sera de nouveau perdu pour le peuple slave qui se verra obligé de l'abandonner encore une fois, mais cette fois-ci, non devant la force, comme en 1913, mais devant le jeu de la diplomatie qui, disons-nous, dans cette double question albanaise et adriatique, si elle ne pouvait sauver en même temps Fium et Scutari, du moins elle aurait pu, sans nul doute, sauver l'une de ces deux villes, en sacrifiant l'autre,

CHAPITRE II

LA QUESTION DE L'ÉPIRE DU NORD

L'Épire du Nord c'est cette partie du territoire qui se trouve au Sud et Sud-Est de l'Etat albanais. Elle comprend deux grands caza, savoir : caza de Coritza et caza d'Arguirokastro.

L'origine de cette question se trouve dans les efforts de la Grèce d'incorporer ces deux caza prétendant qu'ils ont un caractère grec et sont habités par une population hellénique.

Les prétentions grecques sur cette partie de l'Albanie, datent de longtemps. Ces prétentions ou mieux les efforts des Grecs pour incorporer l'Épire du Nord dans leur territoire, se révéleront notamment à deux moments : pendant la guerre balkanique 1913 et plus tard à la suite de la grande guerre 1914-1918, à la Conférence de la Paix. A cet égard, nous constatons une ressemblance entre les contestations autour de Coritza et d'Arguirokastro, et la question de Scutari elle-même qui, ainsi que nous avons vu dans le chapitre précédent, se posera à la même époque.

Nous allons exposer maintenant les deux thèses en présence sur la question de l'Épire du Nord : la thèse albanaise et la thèse grecque.

La thèse *grecque*. — Pour s'en faire une idée exacte, nous citons une partie d'un appel adressé le 4 octobre 1922 au nom de la population d'Épire par le métropolite d'Argyrokastro, à la Société des Nations, qui résume le point de vue que la Grèce soutenait aussi bien en 1913 que plus tard. Dans ce mémorandum, il est dit :

« L'Épire, berceau de la civilisation antique, n'a jamais eu rien de commun avec l'Albanie et l'idée récemment conçue d'arracher l'Épire des bras de la Grèce constitue une pure manœuvre politique, puisque,

du temps même de la domination turque, l'Epire, une et indivisible, n'a cessé de former une division administrative séparée, complètement distincte de l'Albanie.

Les inscriptions, les monnaies, les pierres même retrouvées en Epire prouvent d'une manière irréfutable que, depuis les temps les plus reculés, l'Epire jusqu'au fleuve Scoumbi, a été habitée par des peuplades épirotes dont le rôle dans l'histoire n'est un secret pour personne.

Lorsqu'au ^{xiii}^e siècle de notre ère, les Latins firent plier l'Empire grec d'Orient et occupèrent Byzance, seule l'Epire, en Europe, réussit à conserver son indépendance et à perpétuer sous les Commènes, la tradition helléno-byzantine.

Sous la domination ottomane, la conscience hellénique des Epirotes devait se maintenir aussi vite, car la bannière du Christ autour de laquelle étaient groupés alors tous les Hellènes de l'Epire et qui remplaçait tout autre drapeau, national ou politique, incarnait les aspirations nationales. A cet état de choses contribuèrent pour une large part, les privilèges reconnus au Patriarcat grâce auxquels l'Hellénisme organisé, doit à l'Eglise et à l'Ecole d'avoir conservé intactes sa conscience nationale et sa langue dont l'évolution merveilleuse en Epire a permis au peuple épirote d'exprimer dans ses chants populaires, toutes ses douleurs et tous ses vœux.

Et de nos jours encore, l'Epire a été le foyer des lettres grecques et la patrie des grands hommes de la Grèce contemporaine. Les principaux artisans de la guerre de l'Indépendance hellénique de 1821, tels que Botsaris, Tzavellas, Androutsos, Zervas, Constatas, Hormovitis, le général Spiromilios, Chicas, Stravros, Kitsos Doulis, Catsantonis et tant d'autres étaient originaires de l'Epire du Nord. Epirotes du Nord étaient également ceux qui, en 1878, soulevèrent l'Epire et, sous les ordres de Georges Stephanou, Lappa, Kapoutsis, Douli, Giouzi, Ghika, avancèrent jusqu'à Delvino après avoir occupé Santi, Quaranta et Lycoursi. Les grands Bienfaiteurs de la Grèce : Zappa, Zographos, Sina, Bagnas, Bomboli, Avramidis, etc., étaient aussi des Epirotes du Nord.

L'Hellénité de l'Epire du Nord a été généralement reconnue par tous ceux, hommes politiques, militaires et journalistes étrangers, qui, ces derniers temps, ont visité le pays. Le véritable caractère de l'Epire a apparu dans tout son éclat lors de l'Épopée de 1914 qui fournit à l'héroïque peuple épirote une nouvelle occasion d'acheter de son sang le droit à la liberté. Jusqu'à l'Albanie vaincue qui dut, en apposant sa signature au bas du Protocole de Corfou, reconnaître le caractère hellénique de la victorieuse Epire. C'est pourquoi les Grandes Puissances elles aussi, en octobre 1914, sur l'initiative de l'Angleterre et avec le consentement de l'Italie, confièrent sans hésiter à la Grèce, le mandat de réoccuper l'Epire du Nord, reconnaissant ainsi de fait les droits de la Grèce sur les provinces d'Argyrocastro et de Korytsa. Et c'est pourquoi encore, lorsque l'Italie occupa l'Epire du Nord en août 1916, le Gouvernement italien dut déclarer par écrit que l'occupation était provisoire et uniquement motivée par des raisons militaires.

Depuis lors toute une série d'actes diplomatiques ont attribué l'Epire du Nord à la Grèce, et, de 1919 à 1920, toutes les Puissances intéressées ont admis tout à tour le caractère hellénique de l'Epire du Nord » (1).

La thèse *albanaise*. — Les *Albanais* contestant le caractère grec de l'Epire du Nord font remarquer que ce que les Grecs appellent l'« Epire du Nord », n'est que l'Albanie *du Sud*, où vit au contraire une population d'origine albanaise. Cette population est partagée en deux religions : musulmane et orthodoxe. Les Grecs, d'après les Albanais, lorsqu'ils affirment le caractère grec de la population de l'Epire du Nord, ne font, en effet, que prendre tous les habitants orthodoxes pour des Grecs, bien que nationalité de la population appartenant à la religion orthodoxe.

Il est intéressant que ce point de vue, en ce qui concerne la nationalité de la population appartenant à la religion orthodoxe que les Grecs prennent pour des Grecs, soit partagé par plusieurs auteurs français s'étant occupés de cette question. Ainsi, par exemple, M. Justin GODART, dans son livre « *L'Albanie en 1921* » que nous avons déjà mentionné au cours de notre étude, dit : « Il n'est pas vrai, répétons-le encore ici, que les orthodoxes soient Grecs, parce que orthodoxes, les Albanais orthodoxes étant avant tout Albanais (2). M. LAMOUCHE Léon a souligné également avant M. Godart, ce point de vue que les Grecs prennent comme point de départ, lorsqu'ils font valoir leurs prétentions sur l'Epire du Nord : « Pour apprécier exactement, dit-il, les prétentions des Grecs en Epire, il ne faut pas oublier le point de vue auquel ils se placent. Pour eux, quiconque est chrétien orthodoxe est Grec ; peu importe qu'il parle albanais, valaque, bulgare, arabe, qu'il ne sache pas un mot de grec, qu'il ignore l'existence même de la Grèce » (3).

(1) « Documents de la Société des Nations », 1927.

(2) J. GODART. — *L'Albanie en 1921*, page 260.

(3) LAMOUCHE (L.). — *La naissance de l'Etat albanais*, page 225.

Cette opinion, M. Lamouche se l'est faite notamment d'un interview donné par M. Gryparis, ministre de Grèce à Vienne, à la *Neue Freie Presse*, le 29 janvier 1913, dans lequel, après avoir exposé les revendications helléniques en Epire, il s'exprime ainsi : « On pourra peut-être observer que « parmi les Grecs de ce territoire, il y en a un certain nombre qui parlent « albanais ou valaque. Je ne le contesterai pas : j'admettrai même que les « gens parlant albanais ou valaque représentent presque un tiers du total de

En 1913, la *Conférence des Ambassadeurs à Londres*, fut saisie de deux projets relatifs à la délimitation des frontières Sud de l'Albanie, savoir : le projet grec et le projet austro-italien.

Le projet *grec*, conformément aux prétentions ci-dessus exposées, prévoyait la ligne de frontière suivante : Partant de la baie de Gramala, sur l'Adriatique au Nord de Chimarra, la frontière se dirigera vers Tepelini et ensuite vers le confluent des rivières Zrinos et Voïoussa, après avoir suivi le cours de cette dernière jusqu'à Vilissoura. A partir de là, la frontière se poursuivra le long de la crête des montagnes Dauglé jusqu'au bassin des rivières du moyen Devili et du Scumli, où elle rencontre au lac Ochrida la frontière Nord-Est de l'Albanie, telle qu'elle a été arrêtée par les Puissances (1).

Pour justifier leurs revendications, les Grecs invoquaient plusieurs raisons :

Raison *historique*. — L'Épire a lutté depuis toujours pour l'indépendance de la nation hellénique. Elle a été le berceau de l'indépendance de la Grèce. Les guerres de Souli, les luttes incessantes des populations épirotes contre la domination albanaise d'Ali pacha et le rôle important que tant d'illustres guerriers originaires d'Épire, ont joué pendant la guerre de l'Indépendance hellénique, démontrent suffisamment le sentiment grec.

Raison *stratégique*. — La frontière doit être reportée jusqu'aux crêtes difficilement accessibles de Keravnio, car la nature a pour ainsi dire fermé les communications entre la vallée et la baie de Valona, qui, distante d'Argyrocastro de 120 km. environ, ne peut être atteinte qu'à travers de durs sentiers ; de sorte qu'Argyrocastro et Janina ne peuvent appartenir qu'à

« l'élément grec. Cependant, je dois faire remarquer que la plupart de ceux
« de leur famille parlent albanais ou valaque, se servent du grec comme
« langue cultivée, langue des affaires (*als Kultur-una Geschäftssprache*).
« (*Loc. cit.*, page 226) De là, M. Lamouche conclut avec raison que ces
« Grecs », qui, au foyer domestique parlent albanais, valaque, sont Albanais ou Valaques, car autrement ils parleraient sans aucun doute aussi le grec chez eux.

(1) Le *Temps*, 31 mars 1913.

celui qui possède Santiquaranta. Et pour assurer la sécurité de cette région, la seule frontière admissible est celle qui, placée au point où la nature ferme presque la vallée du Zrimos, permet de la commander tout entière.

Raison économique. — Le débouché naturel est le pont de Santiquaranta qui, accessible aux plus grands navires, peut seul assurer ses relations, d'une part, avec Corfou, et, d'autre part, avec l'Adriatique, l'Italie et le Midi de la France (1).

De plus, les Grecs invoquaient la raison militaire. Les régions que la Grèce revendiquait, elle les avait conquises et les occupait. C'est un fait accompli au profit de la Grèce.

Avant d'examiner le projet austro-italien, remarquons que dans cette question de délimitation des frontières Sud de l'Albanie, l'Italie était aussi intéressée que l'Autriche l'était dans celle des frontières du Nord et Nord-Est. Pour justifier son intervention dans cette question, ainsi que nous allons le voir, elle invoquera deux arguments : le principe de sa défense nationale et le principe de nationalité.

Ce projet austro-italien, dans une certaine mesure, réduisait les prétentions exagérées de la part de l'une et de l'autre partie, prenait pour point de départ le cours de Kalammas jusqu'à la mer, puis un point plus au Nord, près du cap Stylos, au Nord de la ville de Corfou ; du cap Stylos, la frontière allait dans la direction du Nord-Est, passait au Sud de Koritza, puis tournant vers le Nord, rejoignait l'extrémité méridionale du lac d'Ochrida en contournant Koritza qui devait rester à l'Albanie.

Ce projet ainsi conçu fut remis le 7 mai à la Conférence de Londres. En même temps ces deux puissances intéressées, c'est-à-dire l'Autriche et l'Italie, ont fait savoir à la Conférence qu'elles ne pourraient admettre un point de départ plus septentrional que le cap Stylos, redoutant que les deux débouchés du canal de Corfou ne se trouvassent entièrement entre les mains de la Grèce, de sorte que celle-ci puisse organiser dans ledit canal une bas maritime d'une grande importance.

L'Italie, particulièrement intéressée dans cette question pour

(1) *Le Temps* du 18 mai 1913.

faire prévaloir les principes posés dans ce projet, invoquait, ainsi que nous l'avons dit, des arguments, l'un d'ordre stratégique et l'autre d'ordre moral :

1^o Argument stratégique : *Le souci de la défense nationale*. — Etant donné que la position naturelle de Corfou à quelques milles de l'entrée de l'Adriatique rend ceux qui possèdent cette île et ce canal le maître véritable de cette mer, l'Italie et l'Autriche ne sauraient consentir que n'importe quelle Puissance devint la maîtresse de cette île, car « une Puissance qui serait « maîtresse incontestable de l'île et la côte, qui lui fait face, « constituerait, en cas de conflit méditerranéen, une menace formidable et particulière pour les flottes autrichienne et italienne ». Après, l'Italie remarquera qu'elle ne pourrait « sentir à ce que le canal de Corfou appartenant tout entier aux « Grecs puisse devenir une position maritime menaçant le libre « accès du canal d'Otrante ».

2^o Argument moral : *Le principe des nationalités*. — Conformément à ce principe, la Grèce ne saurait revendiquer ces territoires prévus dans son projet, c'est-à-dire l'Épire du Nord, car parmi les races qui se trouvent en Épire septentrionale il y en a d'autres, notamment : les Koutzo-Valaques. « Ces derniers, à la race desquels appartenait, par exemple, le héros Botzaris, se réclamaient de la Grèce à l'époque fameuse des guerres de l'Indépendance, parce qu'alors ils étaient torturés sous le joug ottoman, tandis que la Grèce était la nation voisine et libératrice et que la Roumanie n'existait pas. Mais aujourd'hui, ils ont pris connaissance de leur véritable personnalité ethnique et c'est une erreur de croire que les Epirotes sont exclusivement des Grecs séparés de leur mère Patrie » (1).

A ces arguments les Grecs répondirent d'abord que l'origine grecque de l'Épire du Nord est historiquement prouvée. L'Épire du Nord, ainsi qu'on le sait, fut « le berceau de l'Hellénisme ». Et parlant des différentes races, notamment des Koutzo-Valaques, ils font remarquer : « Marko Botzaris, s'il pouvait revenir sur terre ne se serait plus réclamé de la Grèce ! Ses descendants, qui viennent de combattre dans les rangs de l'armée du diadoque, se tromperaient comme lui. Ils seraient d'origine

(1) *Le Temps* du 18 mai 1913.

koutzo-valaque et ne devraient plus servir la patrie hellénique, mais une nouvelle patrie que les Italiens se chargent de leur créer. Allons, il faut être conséquent, demandons aux populations de l'Italie méridionale issues des colonies de la Grande Grèce, de se souvenir de leur origine et de reprendre conscience de leur véritable personnalité ethnique. A ce compte, Crispi, Albanais d'origine, le comte de Cavour, descendant d'une famille saxonne, aurait dû travailler à la grandeur de l'Allemagne et n'avoir pas eu souci des intérêts italiens » (1).

Devant l'attitude hostile de l'Italie qui, dans la question de l'Épire, jouera le même rôle qu'a joué son alliée l'Autriche-Hongrie dans la question de Scutari, les Grecs proposèrent comme « seule solution honnête », de ce problème, lorsqu'il s'agit de se faire un jugement exact sur le caractère de la population dont étaient peuplés les territoires revendiqués par eux, qu'on procédât à un plébiscite. La population épirote doit exprimer par un plébiscite si elle veut faire partie de la Grèce ou de la future Albanie. L'Italie, pensaient les Grecs, ne pourraient refuser d'accepter la solution qui serait proclamée de cette façon, sans renier tout son passé.

Bien que le fait que les Grecs occupaient depuis six mois les territoires revendiqués s'opposait à cette demande de plébiscite, étant donné que les Grecs pouvaient facilement y préparer une mise en scène à leur profit, ceux-ci n'étaient nullement disposés à envisager une autre solution. Le plébiscite ou la résistance armée s'il en était besoin ! Car si la première solution avait été refusée, les Grecs auraient dit : « La frontière du Nord de l'Épire a été tracée par droit de nationalité et acquise par notre épée. Nous sommes résolus à la garder et à la défendre par les armes. Le reste nous laisse indifférents » (2).

Cependant, bien que l'opinion publique du pays fût prête d'accepter les conséquences les plus graves de la deuxième solution, le gouvernement d'Athènes fut obligé pour d'autres raisons de céder et d'abandonner ainsi ses revendications relatives à l'Épire du Nord. En effet, la Grèce, à cette époque, avait toujours besoin de la Triple Alliance pour le règlement d'une autre question dont l'importance n'était en rien moindre de celle

(1) *Le Temps*, 18 mai 1913.

(2) *Le Journal d'Athènes l'Hestia* (*Le Temps*, 3 avril 1913).

qu'elle attachait à la question de l'Épire du Nord, à savoir : le règlement de la question des îles de l'Archipel. D'autre part, l'Angleterre et la France qui soutenaient les revendications grecques, ayant le souci de maintenir l'équilibre méditerranéen qui était menacé par le fait que l'Italie détenait toujours le Dodécanèse en vertu du traité italo-turc signé à Orchy le 15 octobre 1912, désirait régler le plus tôt possible cette question, même au prix de céder dans la question de l'Épire du Nord.

C'est pourquoi, à la Conférence des Ambassadeurs, le projet austro-italien auquel furent apportés certains amendements d'après lesquels la frontière Sud serait déplacée de Kalamas à la pointe de Phlélia un peu au Sud du cap Stylos, en face de Corfou et aboutissant au lac d'Ochrida, fut admis à la proposition de Sir Edward Grey. En même temps, la Conférence des Ambassadeurs décida la formation d'une commission de délimitation pour la fixation définitive de la frontière. Cette commission, dans son travail, s'était inspirée de préoccupations linguistiques, topographiques, économiques et stratégiques, c'est-à-dire des critères qui, sans doute, étaient conformes aux intérêts de l'Italie et de l'Autriche qui répétaient sans cesse qu'il était essentiel de constituer une « Albanie viable » tant au point de vue géographique qu'au point de vue économique.

Ensuite, par le Protocole de Florence du 17 décembre 1913, le tracé prévu dans le projet italien fut confirmé.

D'après le Protocole de Florence, la frontière du kaza d'Argyrocastro était fixée de la façon suivante :

« La frontière part du point C sur la carte autrichienne, « cote 1738, Nord-Est de Mandra Nikolitza, où la frontière « méridionale du kaza de Koritza, se joint à la crête de Gram- « mos. Elle se dirige vers le Sud en suivant la crête de Gram- « mos jusqu'à Mavri Pétra, ensuite elle passe par les cotes 2536 « et 2019 et rejoint Golo. De là, après avoir suivi le partage des « eaux jusqu'à la cote 1740, elle passe entre les villages Radati « et Kursala, se dirige à la colline se trouvant au Nord-Est de « Kukesi d'où elle descend pour atteindre le Sarandaporos.

« Elle suit le lit de ce fleuve jusqu'à embouchure dans la « Vojoussa d'où elle rejoint le sommet du mont Tumba en pas- « sant entre les villages de Zipaliga et Messaria et par les cotes « 956 et 2000.

« Du sommet du mont Tumba la frontière se dirige vers l'Ouest sur la cote 1621 en passant au Nord de Zrimazes.

« Ensuite elle suit le partage des eaux jusqu'à la hauteur qui se trouve au Nord-Est du village Episkopi (selon l'indication de la carte ci-annexée) ; de là se dirige vers le Sud se tenant sur la crête entre Radati qui reste à l'Albanie et Gaidohor qui reste à la Grèce, elle descend dans la vallée de Zrinos et traversant la rivière elle monte sur la colline de Kakavia, village qui reste à l'Albanie. Elle suit de nouveau le partage des eaux, laissant Valtista et Kastaniani à la Grèce et Kossoviça à l'Albanie, et rejoint Murgana, cote 2124.

« De là, elle rejoint Stugara et par Vertop et cote 750 en laissant Janiari et Verva à l'Albanie, elle passe par les cotes 1014, 6757, 839, se dirige vers le Nord-Ouest, et laissant Konispoli à l'Albanie, elle suit la crête des collines Stilo Orba, et avant d'arriver à la cote 254, se tourne vers le Sud et rejoint la baie de Phtélia » (1).

Ainsi, la question de Koritza et d'Argyrocastro fut résolue contrairement aux revendications helléniques, par ce protocole. C'est pourquoi cette délimitation ne satisfaisait pas du tout les Grecs, de sorte qu'ils résistaient toujours pour accepter cette solution qui les privait de l'Épire, « berceau de l'Hellénisme ». Néanmoins, la Grèce a fini par accepter ladite solution, ayant obtenu satisfaction dans l'autre question qui était à l'ordre du jour.

En effet, pour faire accepter par la Grèce la solution adoptée par la Conférence de Londres, les Grandes Puissances liant la question de l'Épire avec celle des îles de l'Archipel, se mirent d'accord pour donner satisfaction aux Grecs dans cette dernière question.

Ainsi, le 13 février 1914, les Grandes Puissances firent remettre au cabinet d'Athènes la note dans laquelle après avoir rappelé les engagements pris par le gouvernement grec en ce qui concerne le règlement de la question des frontières de l'Albanie et du sort des îles de la mer Égée, elles déclarèrent ce qui suit :

(1) Protocole de Florence du 17 décembre 1913, « Documents de la Cour », page 266.

« En conséquence, les six puissances ont décidé de remettre à la Grèce toutes les îles de la mer Egée actuellement occupées par elle, à l'exception de Tenedos, d'Imbros et de Castellorizo, qui doivent être restituées à la Turquie.

Les puissances ont décidé en outre, en ce qui concerne les îles assignées à la Grèce, que des garanties satisfaisantes devront leur être données, ainsi qu'à la Turquie, par le gouvernement grec ; que ces îles ne seront ni fortifiées, ni utilisées pour aucun but naval ou militaire et que les mesures effectives seront prises pour prévenir la contrebande entre les îles et le continent ottoman.

Les six puissances se sont engagées à user de leur influence sur le gouvernement grec en vue d'assurer l'exécution loyale et le maintien de ces conditions. Elles demandent en outre à la Grèce de donner des garanties satisfaisantes au sujet de la protection des minorités musulmanes dans les îles qu'elle acquiert, en vertu de la décision des six puissances mentionnées ci-dessus.

L'attribution définitive à la Grèce des îles que les six puissances décident de laisser en sa possession ne deviendra effective que lorsque les troupes grecques auront évacué les territoires assignés à l'Albanie, en vertu du protocole de Florence en date du 17 décembre 1913 ci-annexé, de même que l'île de Saseno, et lorsque le gouvernement grec se sera formellement engagé à n'opposer aucune résistance et à ne soutenir ni à encourager directement ni indirectement aucune résistance d'aucun genre à l'état de choses établi par les puissances dans l'Albanie du Sud.

L'évacuation commencera le 1^{er} mars (nouveau style) par le retrait des troupes grecques du caza de Koritza et de l'île Sasseno, et procédera successivement, jusqu'au 31 mars (nouveau style), date à laquelle elle devra prendre fin par le départ des troupes helléniques de caza de Delvino.

Les six puissances ont confiance que les décisions ci-dessus seront loyalement respectées par le gouvernement grec. »

A cette note, le gouvernement grec a répondu par la note du 22 février 1914.

Après avoir déclaré qu'il est conscient des engagements que la Grèce a assumés par le traité de Londres ainsi que la *connexité* établie entre la question des frontières méridionales de l'Albanie et celle des îles de la mer Egée, le gouvernement grec, dans cette note, déclare : qu'il est prêt à se conformer à ces décisions et qu'il donnera toutes les garanties exigées dans la note du 13 février. Ensuite le gouvernement grec, à son tour, demande les mêmes garanties pour la population grecque dans les territoires qui reviendront à la Turquie, c'est-à-dire d'Imbros, de Tenedos et de Castellorizo, « afin que leur popula-

tion grecque conserve leurs libertés ecclésiastiques, scolaires et autres dont elles ont toujours joui ».

Et en ce qui concerne directement la solution des frontières gréco-albanaises, la note dit :

« Le gouvernement royal a pris connaissance du Protocole de Florence du 17 décembre, instituant les limites méridionales de l'Etat albanais ainsi que du désir des puissances que l'île de Sassene soit incorporée à l'Albanie.

« Quelle que soit la douleur qu'elle ressent de devoir se séparer des régions de culture et de conscience nationale grecque depuis des milliers d'années et des populations grecques qui, après tant de siècles, vient de saluer avec un sentiment de patriotisme incoercible leur rétablissement national, la Grèce, se conformant aux décisions des puissances, donnera l'ordre à ses troupes d'évacuer, dans les délais fixés, les territoires assignés à l'Albanie. Le Gouvernement royal prend, dès à présent, l'engagement formel de n'opposer aucune résistance et de ne soutenir ni encourager, directement ou indirectement, aucune résistance d'aucun genre à l'état de choses établi par les six puissances dans l'Albanie du Sud. »

A la fin de la même note, le Gouvernement grec demandait une rectification peu importante dans la vallée d'Argyrocastro et dans la région de Koritza, concernant certains villages, pour des raisons économiques, ethniques et stratégiques, en échange de quoi la Grèce donnera une somme de 2.500.000 francs au Gouvernement albanais.

Par une note verbale, les Gouvernements italien et austro-hongrois répondirent à cette note grecque faisant savoir qu'ils étaient prêts à donner le plus possible satisfaction à cette demande. En effet, par la suite, dans une note collective du 24 avril 1914 (1), les Grandes Puissances donnèrent pleine et entière satisfaction aux revendications formulées par le Gouvernement grec dans sa note du 23 février, sauf en ce qui concerne la rectification des frontières du côté du каза de Koritza.

C'est donc grâce seulement à la connexité entre ces deux questions, savoir : l'Epire du Nord et les Iles d'Archipel, que les Grecs consentirent à accepter la solution de la Conférence des Ambassadeurs de Londres.

(1) *La question diplomatique et Coloniale*, Revue, page 559, 1914.

Ainsi satisfait, le Gouvernement grec, conformément à ses engagements pris dans sa note du 23 février, ordonna l'évacuation des territoires occupés jusqu'alors par la Grèce.

Mais bien que la Grèce ait pris l'« engagement formel de « n'opposer aucune résistance, ni de soutenir, ni encourager, « directement ou indirectement, aucune résistance d'aucun « genre à l'état de choses établi par les six Puissances dans « l'Albanie du Sud, il paraît que c'est à l'aide des Grecs que les « habitants de l'Épire du Nord formèrent alors un Gouverne- « ment provisoire et une armée propre et refusèrent de se sou- « mettre à l'administration albanaise » (1).

En effet, le 27 avril, c'est-à-dire trois jours avant la date fixée pour l'évacuation des frontières, avait lieu un mouvement insurrectionnel de la part des Épirotes avec à la tête M. Zographos, ancien ministre des Affaires étrangères de Grèce et d'origine épirote (d'Argyrocastro).

Comme l'Etat albanais ne pouvait pas réprimer ce mouvement en Épire, et y établir son autorité, la Commission internationale de contrôle se vit obligée d'intervenir. Par la suite elle engagea des négociations avec le Gouvernement provisoire d'Épire. « Après de laborieuses et longues négociations, le 17 mai 1914 fut conclu à Corfou, entre les membres de la Commission internationale de contrôle et les Représentants du Gouvernement provisoire de l'Épire, un accord qui établit un régime autonome pour les deux provinces d'Argyrocastro et de Koritza. L'exécution de ces décisions était placée sous la garantie des Puissances... Cet accord consacrait le caractère analogue de ces deux provinces et leur assurait une existence autonome dans l'Etat albanais » (2).

Pendant la grande Guerre, l'Albanie se trouvait dans un grand désordre résultant des influences locales et rivales. En présence d'un Etat presque anarchique, les Gouvernements de l'Entente demandèrent alors au Gouvernement grec s'il serait disposé à occuper l'Épire du Nord dans le but d'y rétablir l'ordre, étant, bien entendu, que le règlement définitif de la

(1) « Mémoires sur l'Albanie et l'Épire du Nord présenté devant le Conseil de la Société des Nations, dans sa séance du 25 juin 1921, par M. A.-F. Frangulis, délégué de la Grèce, ministres résidant », Athènes, 1921.

(2) *Mémoire sur l'Albanie*, « Documents de la Cour », page 151.

question de l'Epire du Nord serait réservé à la Conférence de la Paix. Le Gouvernement grec, après avoir obtenu en outre le consentement de l'Italie, qui ne s'était pas encore rangé au côté des Puissances de la Triple Entente, a fait procéder à l'occupation de l'Epire du Nord, donnant l'assurance formelle que que cette occupation n'avait qu'un caractère provisoire (1).

Et en novembre 1914, les Grandes Puissances, afin de décider la Grèce à prendre part à la guerre à leur côté, offrirent à celle-ci, en échange, l'Epire du Nord.

Le Traité secret de Londres de 1915, dans son article 7, disait que « dans le cas où l'Italie recevrait le Trentin, l'Istrie, la « Dalmatie, les Iles de l'Adriatique, énumérés à l'article V, et la « baie de Valona, elle s'engageait, si un petit Etat musulman et « autonome était constitué en Albanie, à ne pas s'opposer au « désir éventuel de la France et de la Grande-Bretagne et de « la Russie *de diviser les districts septentrionaux et méridio-
naux de l'Albanie entre le Monténégro, la Serbie et la Grèce* ». L'Epire du Nord fut donc, en vertu du Traité de Londres de 1915, donnée à la Grèce.

A la Conférence de la Paix la question de l'Epire du Nord fut de nouveau posée par le Gouvernement grec dans son mémorandum du 30 décembre 1918, dans lequel M. Venizelos, Président du Conseil d'alors, défendait les revendications grecques sur l'Epire du Nord dans les termes suivants :

« L'Epire du Nord comprend une population mixte de 230.000 âtes. De l'Epire du Nord on pourrait, sans inconvénient, détacher pour les rattacher à l'Albanie, le district de Courvelessi, les parties des каза de Tépeleni et de Premeti situés au nord de la Voyoussa et le каза de Starovo situé au Nord de Devoli, dont la population est presque exclusivement albanaise. Il resterait aussi dans l'Epire du Nord une population de 120.000 Grecs et de 800.000 Albanais inextricablement mêlés et qu'il ne serait pas possible de séparer géographiquement de manière à englober les premières dans l'Etat grec et la seconde dans l'Etat albanais. La Grèce prétend que cette population mixte doit lui être nécessairement adjugée, car il serait contraire à toute équité de soumettre une majorité de civilisation supérieure à une minorité de civilisation inférieure. Etant donné que l'Albanie ne saurait vivre

(1) *Mémoire sur l'Albanie*, « Documents de la Cour », page 152.

comme Etat indépendant sans une tutelle étrangère, on ne voit pas pour quelle raison cette population mixte devrait être comprise dans l'Etat albanais, incapable, du moins quant à présent, d'avoir un Gouvernement tout à fait autonome, et non dans un Etat grec déjà, en possession d'une vie politique indépendante.

On pourrait être tenté d'objecter qu'une bonne partie de cette population grecque a comme langue maternelle l'albanais et est dès lors, selon toute probabilité, d'origine albanaise. Mais la conception démocratique des Etats alliés et associés ne peut admettre d'autre critérium de la nationalité que la conscience nationale. Seule la conception germanique pourrait lui préférer le critérium de la race ou de la langue » (1).

La Conférence de la Paix fut saisie de la question de l'Epire du Nord en vertu d'un accord intervenu entre les Représentants des Gouvernements grec et albanais, signé le 15 mai 1920 à Kapishtica, par lequel « les deux parties contractantes se proposent également qu'elles se conformeront à la décision de la Conférence qui déterminera définitivement la ligne de frontières » (2).

Les revendications grecques avaient été favorablement accueillies par le Conseil Suprême qui comprenait les Représentants de l'Angleterre, de l'Amérique et de la France. Ainsi, dans les propositions du 9 décembre 1919, dont nous avons déjà parlé, faites par le Conseil Suprême à l'Italie, nous verrons que la frontière méridionale de l'Albanie restera un objet de négociations ultérieures.

Entre temps, MM. Tittoni et Venizelos conclurent à Paris, le 25 juillet 1919, un accord secret qui, dans son article 2, donnait satisfaction aux revendications grecques.

Le Conseil Suprême, dans ses séances des 31 décembre 1919, au 13 janvier 1920, accepta cette ligne de frontière indiquée dans l'accord Tittoni-Venizelos.

Et dans sa note du 14 janvier 1920 adressée à la délégation yougoslave, le Conseil Suprême déclarait : « la frontière méri-

(1) *La Grèce devant le Congrès de la Paix*. Mémorandum adressé par M. Venizelos à la Conférence de la Paix, le 30 décembre 1918.

(2) Mémorandum sur l'Epire du Nord, « Documents de la Cour », page 154.

dionale de l'Albanie sera constituée par la ligne proposée par les délégués français et britanniques en laissant Argyroscastro et Koritza à la Grèce ».

Mais bien que les Grandes Puissances en janvier 1920, reconnurent l'Épire du Nord à la Grèce, elle ne sera pas néanmoins incorporée dans le territoire grec.

D'abord l'accord Tittoni-Venizelos, du 22 juin 1919, fut dénoncé par la suite, par l'Italie le 27 juillet 1920. Quant aux décisions des 13-14 janvier prises par le Conseil Suprême, celles-ci, comme nous l'avons vu, par suite de l'intervention du Président Wilson, furent abandonnées par le Conseil.

Enfin, par la décision du 9 novembre 1921 de la Conférence des Ambassadeurs, la question de l'Épire du Nord reçut la même solution qu'en 1913, puisque la Conférence a décidé de confirmer le tracé tel qu'il était établi par le Protocole.

CHAPITRE III

LA QUESTION DE VALONA

« Les intérêts et les droits de l'Italie dans l'Adriatique dépendront
« de l'avenir de l'Albanie. Celui qui sera en possession du port de
« Valona, deviendra le maître incontesté de l'Adriatique ».

M. DE MARIUS.

Parlant de la question de la création de l'Etat albanais, nous avons vu que l'Italie aidait l'Autriche dans sa tâche de créer une Albanie autonome, dans le but de se débarrasser ainsi de sa rivale séculaire dans la mer Adriatique, pensant qu'elle réussirait par la suite, grâce à sa situation géographique, à imposer son influence exclusive en Albanie.

En effet, la politique de l'Italie vis-à-vis de l'Albanie notamment en ce qui concerne la question de l'Adriatique, de tout temps, est bien connue. En vue de s'assurer la prépondérance exclusive dans la mer Adriatique, toute la politique italienne était dirigée vers un but unique : occuper Valona, dont la possession lui assurera incontestablement cette prépondérance. La baie de Valona, un des plus beaux ports de l'Adriatique, commandée par l'îlot de Sasseno, n'est éloigné que de 77 km. du canal d'Otrante de façon que, grâce à cette position naturelle, la possession de Valona fait son possesseur le maître indiscutable de la mer Adriatique, étant donné qu'il peut facilement fermer le canal d'Otrante à l'accès de toute flotte ennemie.

C'est pourquoi M. de Marius, futur ministre des Affaires étrangères de l'Italie, déclarant en 1901 que celui qui sera en possession du port de Valona, deviendra le maître de l'Adriatique, n'a fait que définir exactement la politique de son pays dans la question de la mer Adriatique et celle de l'Albanie (1).

(1) De l'importance que l'Italie a attaché à la possession de Valona et de son Hinterland, M. Gabriel-Louis Jaray, dans un article sur son voyage

C'est donc cette raison pour laquelle l'Italie s'efforcera toujours d'empêcher qu'une puissance tierce s'établisse en Albanie. Aussi, afin d'écarter ses rivaux de cette position stratégique qu'est la baie de Valona, l'Italie avait-elle empêché l'Autriche d'aller en Albanie lors de la question de Scutari. De même, lorsque la Grèce, en vertu des accords de 1864, par lesquels l'Angleterre avait cédé à celle-ci, avec les îles Ioniennes, l'îlot de Sasseno qui commande le goulet de cette rade et que la Grèce n'avait jamais occupé militairement, en 1912, y envoyait un détachement militaire, le ministre des Affaires étrangères italien, M. di San Guillianio, déclara par le monde que la Grèce n'avait aucun droit sur Sasseno en la sommant de remettre l'île à l'Albanie. La Grèce fut obligée de s'incliner.

Par la suite, comme nous allons le voir maintenant, tous les efforts de l'Italie seront dirigés vers la réalisation de son plan, savoir : la possession de Valona et la soumission de l'Albanie à son influence, sous son protectorat même.

En 1914, au mois d'octobre, après le départ du Prince Wied de l'Albanie, qui se trouvait alors dans un grand désordre, l'Italie crut le moment opportun pour agir. Elle envoya à Valona, d'abord une mission sanitaire, puis installa, pour « ravitailler sa mission » une base maritime, enfin débarqua pour la protéger un millier d'hommes.

Pendant ces événements, les Puissances de la Triple Entente faisaient des démarches pour décider l'Italie, qui jusqu'alors se trouvait dans une position d'expectative, d'entrer dans la guerre à leurs côtés. Ce fut pour l'Italie l'occasion pour réaliser des desseins relatifs à la mer Adriatique. Elle se décida enfin, mais avant de partir en guerre, elle a conclu le fameux traité secret de 1915. Comme on le sait, en vertu de ce traité, elle réussit à obtenir Valona en pleine possession et le protectorat sur la partie de l'Albanie qui devait rester après son partage (1).

à Valona, écrit ce qui suit : « Si l'Italie a les yeux fixés sur Valona, c'est « que la question de Valona est une question capitale pour sa politique. Je « dirais volontiers qu'elle abandonnerait sans doute les 5/6^e de l'Albanie « si l'on voulait lui laisser le dernier 1/6^e avec Valona, et j'exagérerais à « peine si j'ajoute que la Triple Alliance a été acceptée par l'Italie comme « une assurance de n'être pas écartée de cette rive ». *Revue des Deux Mondes* de 1913, page 912.

(1) L'article VI et l'article VII du Traité secret de Londres.

Après la conclusion de ce traité, l'Italie inaugure une politique personnelle en Albanie. L'Autriche, sa rivale, était définitivement écartée par le Traité de Londres de 1915. La Serbie envahie était hors de cause, et la Grèce devenue Constantienne ne pouvait plus compter sur la complaisance des Alliés.

Ainsi s'appuyant sur l'article VII du Traité de 1915, qui d'ailleurs était conditionnel, elle refusa de reconnaître Essad Pacha comme chef du Gouvernement albanais (1). Tandis que les Gouvernements alliés s'étaient fait représenter auprès d'Essad Pacha, le Ministre italien, M. Sonnino, déclarait qu'il n'avait aucune raison d'accréditer auprès de celui-ci un agent diplomatique puisque seule l'Italie avait qualité, conformément à l'article VII, pour représenter l'Albanie.

Puis le 3 juin 1917, l'Italie, sans avoir préalablement consulté ses alliés, proclama l'unité et l'indépendance de l'Albanie « sous l'égide et la protection du Royaume italien », dans un manifeste adressé aux Albanais par le Commandant de l'armée italienne et que nous reproduisons ici.

« A toutes les populations albanaises,

Aujourd'hui, 3 juin 1917, heureux anniversaire des libertés statutaires italiennes. Nous, lieutenant général Giacinto Ferrero, commandant du XV^e Corps d'armée, par ordre du Gouvernement du Roi Victor Emmanuel III, proclamons solennellement l'unité et l'indépendance de toute l'Albanie sous l'égide et la protection du Royaume d'Italie.

Albanais, vous aurez par cet acte des institutions libres, des milices, des tribunaux, des écoles dirigées par des citoyens albanais, vous pourrez administrer vos propriétés, le fruit de votre travail pour votre avantage personnel et pour le bien toujours plus grand de votre pays.

Albanais, où que vous soyez, libres déjà sur votre territoire propre où exilés à travers le monde, ou encore, assujettis à des dominations étrangères, aux généreuses promesses, mais en fait, violentes et déprédatrices, de race noble et très ancienne, vous avez des souvenirs et des traditions séculaires, qui vous reliaient à la civilisation romaine et véni-

(1) Ici remarquons qu'avant l'Italie reconnaissait Essad Pacha. Lorsque les troupes autrichiennes avançaient, à la demande d'Essad Pacha de se réfugier en Italie, le chargé d'affaires de Rome lui communiqua la réponse suivante : Le Gouvernement italien invite, au nom de l'Entente, à s'embarquer et à se rendre en Italie, le Général Essad Pacha, Président du Gouvernement de l'Albanie avec tout son Gouvernement, ses troupes et les représentants diplomatiques. M. S. STRAVROU, *Etudes sur l'Albanie*, page 152.

tienne ; vous connaissez la communauté des intérêts italo-albanais sur la mer qui nous sépare, mais aussi qui nous unit. Unissez-vous tous, tant que vous êtes, hommes de bonne volonté, ayant foi dans les destins de notre noble patrie, accourez tous à l'ombre des pavillons italien et albanais pour prêter un serment éternel à l'objet de la proclamation faite aujourd'hui au nom du Gouvernement Italien, l'Albanie indépendante avec l'amitié et la protection de l'Italie.

Argyrocastro, le 3 juin 1917.

Signé : le Lieutenant général commandant le XV^e Corps d'Armée :
Goacinto Ferrero » (1).

Le fait que cette proclamation fut lancée d'Argyrocastro, c'est-à-dire de la ville principale de l'Epire du Nord, revendiquée par la Grèce, montre que l'Italie, par là, voulut faire savoir aux Grecs qu'ils devaient renoncer à leurs prétentions sur l'Albanie du Sud puisque c'est elle qui était appelée à régler le sort de l'Albanie.

Quant à cette proclamation, ou mieux ce protectorat proclamée par l'Italie, voilà ce que disait M. S. Stravou, un Albanais d'origine, qui, par la suite, occupera le poste de Représentant du Gouvernement albanais à Belgrade :

« Contre ce protectorat aussi les Albanais du dehors ont murmuré et protesté, tandis que ceux qui étaient placés sous l'occupation militaire italienne agissent toujours sous son influence et son inspiration, craignant de voir appliqué le traité secret de Londres s'il manifestaient par des moyens de violence leur indignation. »

Ajoutons enfin que l'Italie à ce moment là considéra l'Albanie vraiment comme un pays soumis à son protectorat, de sorte que lorsque à Koritza fut proclamé une petite République albanaise, la Presse italienne protesta vivement que les officiers français, dont les troupes occupaient cette partie de l'Albanie, eussent toléré cette atteinte aux droits italiens.

L'Albanie, par la suite, fut occupée par les troupes autrichiennes...

Cette attitude de l'Italie à l'égard de l'Albanie ne changera pas non plus après la guerre, bien que les circonstances eussent changées.

(1) M. S. STRAVOU. — *Etudes sur l'Albanie*, pages 159-160.

Ainsi, lorsque les troupes autrichiennes quittèrent l'Albanie, l'Italie l'occupa le 15 décembre 1918 et fit proclamer à Durazzo un Gouvernement provisoire sous la Présidence de Turham Pacha qui était sous l'influence italienne.

Grâce à ce Gouvernement composé des hommes politiques qui tous jouissaient de sa faveur, l'Italie réussit à conserver sa position protectrice en Albanie.

Pour s'en rendre compte, il suffit de prendre connaissance de certains articles contenus dans la déclaration de ce Gouvernement, datée du 24 janvier 1919, de Durazzo :

« ARTICLE PREMIER. — Pour faciliter sa tâche le Gouvernement provisoire fera immédiatement les démarches nécessaires *auprès du Gouvernement Royal d'Italie pour demander des conseillers spécialistes* rétribués par l'Etat albanais pour l'administration intérieure, le service sanitaire, pour la justice, pour les finances et douanes, pour les travaux publics et pour les postes et télégraphes.

ART. 2. — Les délégués pour les affaires intérieures procéderont immédiatement à la réorganisation et au développement de la gendarmerie et de la milice et, dans ce but, le Gouvernement provisoire *demandera au Gouvernement italien deux Officiers supérieurs* avec le personnel et le matériel nécessaire comme armés, équipements, etc...

ART. 4. — Pour régler la question monétaire le Gouvernement provisoire albanais tâchera d'entrer en relations, *par l'intermédiaire du Gouvernement italien* avec une Banque italienne, laquelle se chargera d'ouvrir une succursale en Albanie dont le fonctionnement sera réglé aux conditions préalablement établies entre elle et le Gouvernement provisoire. »

Pour démontrer donc l'emprise de l'Italie dans les affaires purement intérieures de l'Albanie, ces articles ci-dessus cités suffisent.

Cependant contre un tel Gouvernement qui était en effet un instrument entre les mains de l'Italie, les Albanais ne tardèrent pas à se révolter. Le 27 décembre 1918 fut convoqué un Congrès à *Louhçna* qui devint par la suite l'Assemblée nationale. Celui-ci, après une délibération de trois semaines a publié, le 2 février 1920, une déclaration dans laquelle l'Assemblée nationale protesta contre le Pacte de Londres de 1915 et demandant l'indépendance complète, « décide de n'accepter aucun mandat ou « protectorat étranger » (1). Ensuite, dans le message du Haut

(1) Le Message du Haut Conseil albanais. G. GODART. — *L'Albanie en 1914*, pages 130-131.

Conseil par lequel le 27 mars 1920 fut inauguré le premier Parlement albanais, les Représentants du peuple albanais, après avoir souligné que « leur but national et patriotique c'est l'indépendance complète et la défense de la Patrie », parlant des rapports avec leurs voisins, déclarent :

« ...Avec nos voisins, les Grecs et les Yougoslaves, nous désirons vivre en harmonie parfaite. Nous espérons fermement que nos voisins, aussi, reconnaîtront nos droits ethniques et imprescriptibles.

« Nous espérons que l'Italie, prenant en considération la volonté unanime de la nation albanaise, *changera la politique qu'elle a suivie jusqu'à présent dans la question de l'indépendance absolue, et de l'intégrité de l'Albanie*, et qu'ainsi, d'accord avec l'Angleterre et la France — qui ont été de tous temps les protectrices de petites nationalités — elles seront favorables à notre cause nationale » »(1).

Et comme pendant ce temps M. Tittoni, le Ministre des Affaires étrangères italiennes, a fait à la Chambre des députés une déclaration relative à l'attribution à l'Italie de la ville et de la province de Valona, les habitants de Valona et de cette province, représentés par les maires et notables, protestèrent contre cette éventualité. En signe de protestation, ils envoyèrent aux diverses délégations des Gouvernements alliés, l'appel suivant :

« Monsieur le Premier Délégué,

Les habitants de Valona et de cette province, étonnés et alarmés par suite des dernières déclarations faites par le Ministre des Affaires étrangères, M. Tittoni, à la Chambre italienne, plus particulièrement au sujet de la cession de la ville et de la province de Valona aux Italiens, protestent énergiquement contre l'injuste prétention, italienne.

Les habitants de Valona et de la province profitent de cette occasion pour protester aussi énergiquement contre toutes les mesures qui ont pour but l'annexion de la ville même et qui sont contraires aux droits des gens et contraires au protocole de Londres, solennellement affirmé en 1913.

La population de Valona et de sa province, craignant cependant que l'Italie cherche avec tous les moyens possibles de mettre en doute les réels sentiments de cette population, invite avec empressement les puis-

(1) M. S. STRAVOU. — *Etudes sur l'Albanie*, page 170.

sances à y envoyer des représentants pour constater que Valona et sa province désirent faire partie de l'Etat indépendant de l'Albanie et qu'elles sont absolument hostiles à toute annexion, même sous une forme déguisée, à n'importe quelle puissance étrangère.

Les habitants de la ville de Valona et de sa province, au nom des nobles principes pour lesquels votre Glorieuse Nation a versé le sang, supplient votre Excellence de daigner prendre en considération les droits de Valona et restent avec le plus profond respect, vos obéissants serviteurs.

Les maires et les notables » (suive les signatures) (1).

Pourtant la population de Valona et de ses environs ne s'y arrêta pas. Ne pouvant plus supporter la domination italienne, elle résolut de chasser par la force les troupes d'occupation italiennes du pays. C'est ainsi qu'un Congrès eut lieu au mois de juin 1920 à Ballei, qui réunit les délégués de tous les districts de l'Albanie du Sud, où ils jurèrent de mourir pour délivrer Valona. « En outre, ils préparèrent le fameux ultimatum au général Piacentini, lui demandant la réunion de Valona au Gouvernement central de « Tiranna », et ils prièrent le général de répondre dans le délai de deux semaines. Après l'expiration du délai, un deuxième meeting général, où tout le peuple accourut, fut réuni à Drachovitsa (ville qui se trouve à 6 heures de marche au Sud de Valona). Il décida l'envoi d'un ultimatum au général Piacentini en l'invitant à évacuer Valona dans les 48 heures et au cas où le général ne se conformerait pas à ce désir, ils résolurent de l'attaquer. C'est ainsi qu'après le refus du général commença la guerre contre Valona ; guerre qui fut un grand événement dans l'histoire et obligea l'armée italienne à quitter et abandonner Valona » (2).

Ces événements de l'Albanie provoquèrent en Italie un brusque et grand changement dans la politique à l'égard de l'Albanie. M. Nitti tomba du pouvoir et lui succéda M. Giolitti, qui, tenant compte de l'opinion publique du pays, qui, par suite des événements de Valona, répugnait à une nouvelle expédition, inaugura une autre politique. Au cours de la discussion de la déclaration ministérielle, à un interlocuteur, M. Giolitti répondit alors : « Nous ne voulons pas d'un protectorat sur l'Al-

(1) M. S. STRAVOU. — *Etudes sur l'Albanie*, page 170.

(2) M. S. STRAVOU. — *Etudes sur l'Albanie*, pages 50-51.

banie. » Et le 27 juin, faisant connaître au Parlement l'opinion du Gouvernement concernant les affaires albanaises, M. Giolitti fit la déclaration suivante :

« Je tiens à déclarer d'abord que nous n'expédions pas de troupes en Albanie. Mais cela ne suffit pas : je rappelle que, durant le temps ou je fus au pouvoir, je soutins constamment en face de l'Autriche qui menaçait alors l'indépendance de l'Albanie la thèse suivante : ni l'Autriche, ni l'Italie ne doivent mettre les pieds en Albanie. L'indépendance albanaise doit être intégralement maintenue. Aujourd'hui la situation est différente : l'Albanie se trouve dans un état que je n'hésite pas à qualifier d'anarchique, il y a guerre civile entre les partis, entre les diverses régions. L'Albanie se trouve livrée aux embuches de nombreux voisins qui voudraient en occuper chacun une partie. Nous désirons aujourd'hui comme hier, une Albanie complètement indépendante. J'ai déjà déclaré qu'il est nécessaire d'abandonner l'idée de mandat qui a été élaborée naguère » (1).

Ensuite, le Gouvernement italien envoya en Albanie, un diplomate, le baron Aliotti, en vue de conclure un accord avec le Gouvernement de Tiranna. Mais la mission du Baron Aliotti échoua par suite de l'attitude des Albanais. Ceux-ci croyaient qu'après leurs succès militaires ils pouvaient dicter leur volonté. Ils demandaient notamment que l'Italie s'engageât avant tout de proposer au Conseil Suprême, l'abrogation de l'article 7 du Traité de Londres. La situation du Gouvernement italien, en effet, fut très délicate ; car si l'Italie accepte l'idée d'une révision du Traité de Londres, il est évident qu'elle perdrait un moyen très commode par lequel l'Italie faisait pression dans la question de l'Adriatique, à la fois, sur les Alliés et les Yougoslaves.

Pourtant, les événements obligèrent, par la suite, le Gouvernement italien à céder. Aussi, le 28 juillet envoya-t-il un autre négociateur en Albanie, le Comte Manzoni, qui a conclu enfin avec le Gouvernement albanais le fameux accord de Tiranna, le 2 août 1920.

Cet accord de Tiranna par lequel l'Italie dut abandonner définitivement non seulement ses prétentions sur Valona, mais aussi son idée de mandat sur l'Albanie, ne fut jamais nulle part publiée officiellement. Les clauses de cet accord seraient ainsi conçues :

(1) Revue *La Vie des Peuples*, page 726.

« L'Italie remet Valona à l'Albanie et sous la surveillance du gouvernement de Tirana, laissera réoccuper la ville par ses habitants. Elle amnistiera tous les rebelles, Durant tout le temps qui sera nécessaire à la garnison de Valona pour évacuer la ville, les Italiens n'exerceront aucune ingérence dans l'administration civile de la cité. L'Italie, pour assurer sa défense militaire et navale, pourra continuer à occuper l'île de Saseno et y exécuter tous les travaux qu'elle jugera nécessaires et en cas de besoin pourra se servir de la baie de Valona pour y abriter et ravitailler ses navires. En outre, l'Albanie accepte que l'Italie occupe et fortifie la pointe de Linguetta à l'extrémité du Karabouroum et la pointe Treporti devant Arta. L'Italie reconnaît la pleine indépendance de l'Albanie telle qu'elle fut définie en 1913 par les actes du ministère Giolitti-di San Giuliano et employer toute son influence à la faire reconnaître pleinement et entièrement par les autres puissances ; elle ne permettra jamais qu'aucune autre puissance porte ou tente de porter atteinte à l'intégrité territoriale de l'Albanie, en particulier de l'Albanie méridionale. Les prisonniers italiens seront restitués par le commandement des forces albanaises dans le plus bref délai, non par l'intermédiaire de la Croix Rouge américaine, mais par celui du gouvernement de Tirana, qui se trouve reconnu en fait par le présent traité en attendant qu'il le soit de plein droit lorsqu'il aura prouvé son autorité sur le pays » (1).

Comme on voit, en reconnaissant « la pleine indépendance de l'Albanie telle qu'elle fut définie en 1913 » et s'engageant à ne permettre « jamais qu'aucune Puissance porte ou tente de porter atteinte à l'intégrité territoriale de l'Albanie, en particulier de l'Albanie méridionale », l'Italie a bien renoncé au Traité secret de Londres de 1915.

D'une part, reconnaissant les frontières de 1915, l'Italie a renoncé en effet à Valona, puisque les frontières de 1913 comprenaient en territoire albanais aussi bien Valona que son hinterland. D'autre part, déclarant expressément qu'elle ne permettra pas à la Grèce de s'installer dans l'Epire du Nord, l'Italie a abrogé l'article 7 du Traité, qui, nous l'avons vu, prévoyait les rectifications dans la frontière méridionale au profit de la Grèce. De plus, par cet accord, l'Italie, en même temps, renonça aux accords secrets conclus entre Tittoni et Venizelos, prévoyant le partage de l'Albanie.

Etant donné les conditions dans lesquelles cet accord fut conclu, on pourrait dire que l'accord de Tiranna apparaît

(1) Revue *La Vie des Peuples*, page 727.

comme le résultat de cette politique, qui tendait à soumettre l'Albanie au protectorat d'un pays étranger.

Cet accord signifiait donc pour l'Italie un insuccès complet en ce qui concerne ses projets vis-à-vis de l'Albanie, de sorte que dans la question de Valona, l'Italie a subi non seulement une défaite militaire, mais aussi une défaite politique. Défaite militaire parce qu'elle était chassée de l'Albanie. — « Il est « inutile d'employer des euphémismes, écrivait la *Epoca*, alors « nous avons été chassés d'Albanie. » Une défaite politique résultat de la défaite militaire, parce que l'Italie se vit obligée d'abandonner complètement à un moment toute une politique qu'elle poursuivait à l'égard de l'Albanie, une politique qui se montrait hostile aux véritables sentiments du peuple albanais.

Ici, d'après le plan que nous nous sommes fixé au commencement, nous devrions terminer notre étude sur l'Albanie et les différends de frontières de ce pays.

Cependant, par suite d'un événement qui s'est passé tout récemment, presque à la fin de notre étude, et qui est, à notre avis, un des plus importants pour l'Etat albanais, parce que, paraît-il, il est de nature à mettre en question l'indépendance de l'existence politique même de ce jeune Etat, dont nous avons suivi jusqu'ici les manifestations les plus importants, nous croyons devoir nous y arrêter.

D'autre part, comme nous considérons cet événement comme un heureux aboutissement de la politique que nous avons exposée dans le chapitre précédent, nous voyons tout l'intérêt que nous aurions d'un examen minutieux de celui-ci.

L'événement dont nous voulons parler, c'est la conclusion du fameux Pacte de Tiranna du 27 novembre 1926 entre le Gouvernement de Rome et celui de Tiranna.

CINQUIEME PARTIE

Le Traité italo-albanais signé à Tiranna, le 27 novembre 1926

a) *La conclusion du Pacte*

Conformément à la politique définie dans le Traité secret de Londres et à celle dans la question de Valona, l'Italie depuis longtemps faisait des efforts en vue d'imposer en Albanie son influence exclusive. Ces efforts aboutirent à la conclusion du Pacte du 27 novembre 1926.

Quelques mois avant la conclusion dudit Pacte, la Presse yougoslave et notamment étrangère a manifesté des inquiétudes par suite de bruits concernant certaines propositions italiennes au Gouvernement de Tiranna, tendant à reconnaître à l'Italie une sorte de protectorat sur l'Albanie.

En effet, d'après le *New York Herald Tribune* qui publia, après la conclusion du Pacte, plusieurs articles (1) dans lesquels il dévoile le rôle d'une grande puissance dans la conclusion du Pacte et les arguments qui ont fini par convaincre le Président du Gouvernement albanais, M. Ahmed Zogou, une démarche eut alors vraiment lieu le 24 juin de la part du Ministre de l'Italie en Albanie, le baron Pompeo Aliosi. A cette occasion, le Ministre d'Italie proposa au Président du Gouvernement albanais de souscrire au bas de la déclaration du 9 novembre 1921 dans laquelle les Grandes Puissances reconnurent que dans la question du maintien de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Albanie, l'Italie était intéressée au premier chef.

(1) Reproduit dans le *Matin* des 4, 5, 6 janvier 1927.

« En échange de cette « reconnaissance », écrit le *New York Herald Tribune*, le diplomate italien prie Ahmed Zogou d'accepter 3.000 fusils, 2.000 uniformes militaires, 10 batteries de montagne, 500 mitrailleuses, 2.000 mulets et... un « don personnel » de 15 millions de liras. »

En même temps le Représentant italien a fait savoir à M. Ahmed Zogou que dans le cas de refus « sur le dos du peuple albanais morcelé et divisé, Rome s'entendrait avec Belgrade et qu'une révolte, soutenue contre lui, Ahmed Zogou lui rendrait impossible l'exercice de son mandat de Président ».

Cependant, le Gouvernement britannique qui jusque-là poursuivit une politique favorable au maintien et au développement de l'Etat albanais autonome, dès qu'il eut connaissance de cette démarche italienne, protesta auprès du chef du Gouvernement italien, M. Mussolini, qui alors répondit qu'il entendait parler de ces pourparlers pour la première fois et que son Ministre à Tiranna avait sûrement agit sans instructions » (1).

Le Gouvernement de Londres pourtant ne s'arrêta pas devant cet échec. Bientôt, grâce aux événements en Chine dans lesquels l'Angleterre était fort engagée, luttant contre l'influence des bolchevistes, M. Mussolini réussit à obtenir pour son projet visant à se créer la prépondérance dans la mer Adriatique, le consentement du Gouvernement britannique, qui ainsi en peu de temps changera son attitude à l'égard de l'Albanie. A propos de ce changement de l'Angleterre, remarquons qu'il fut motivé par le désir de faire ranger l'Italie à son côté contre la Russie avec laquelle elle était en butte en Chine, et afin de « contre-balancer les répercussions de l'amitié « naissante entre la France et l'Allemagne » (2).

C'est à l'entrevue de Livourne entre M. Mussolini et Sir Austen Chamberlain, que, paraît-il, ce dernier avait donné son consentement à M. Mussolini pour son action en Albanie, c'est-à-dire dans les Balkans.

D'après le *New York Herald Tribune*, au cours de cette entrevue, les choses se seraient passées de la façon suivante : Le Ministre anglais, décidé à changer sa politique dans la ques-

(1) Les articles du *New-York Herald Tribune*, le *Matin* du 4 janvier 1927.

(2) Les articles du *New-York Herald Tribune*, le *Matin* du 4 janvier 1927.

tion albanaise et ne voulant pas perdre de temps pour mettre en pratique son nouveau plan d'action, déclara d'abord « que « l'Angleterre serait désolée de voir l'Albanie perdre son indépendance, à quoi M. Mussolini répondit que l'Italie partageait « ce point de vue et que, pour parer à ce danger, il avait déjà « préparé un plan de traité avec le petit pays. Sir Austen « Chamberlain approuva ce projet et le Dictateur italien, s'em- « pressa de signer l'accord ».

Après s'être assuré ainsi de l'appui du Cabinet de Londres, le Gouvernement italien entama, dans les plus grands secrets, les pourparlers avec le chef du Gouvernement albanais, M. Ahmed Zougo, qui, afin de maintenir son régime et son prestige contre lesquels le peuple albanais manifestait de grands mécontentements dans les derniers temps, avait fini par signer, le 27 novembre 1926, le Pacte suivant, préparé d'avance :

« L'Italie et l'Albanie, dans le but de resserrer les rapports réciproques d'amitié et de sûreté au sujet de leur situation géographique et de contribuer au renforcement de la paix, poussées par le désir de maintenir le *statu quo* politique, juridique et territorial de l'Albanie dans le cadre des traités dont toutes deux sont signataires et du pacte de la Société des Nations, ont décidé de conclure ce pacte d'amitié et de sûreté et ont désigné comme plénipotentiaires à cet effet : pour Sa Majesté le roi d'Italie, le baron Aloisi, ministre de Sa Majesté en Albanie ; pour Son Excellence le Président de la république d'Albanie, M. Vrioni, ministre des Affaires étrangères de la république albanaise, qui, après avoir pris connaissance de leurs pleins pouvoirs, ont stipulé :

ARTICLE PREMIER. — Toute perturbation dirigée contre le *statu quo* politique, juridique et territorial d'Albanie, est contraire à leurs intérêts politiques réciproques.

ART. 2. — Pour sauvegarder l'intérêt susdit, les hautes parties contractantes s'engagent à se prêter un appui mutuel et une collaboration cordiale ; elle s'engagent également à ne pas conclure avec d'autres puissances des accords politiques ou militaires qui soient préjudiciables aux intérêts de l'autre partie définie dans le pacte actuel.

ART. 3. — Les hautes parties contractantes s'engagent à soumettre à une procédure spéciale de conciliation ou d'arbitrage les questions qui viendraient à les diviser et qui n'auraient pas pu être résolues par les voies diplomatiques ordinaires.

Les modalités de cette procédure de règlement pacifique feront l'objet d'une convention spéciale qui sera conclue dans le plus bref délai.

ART. 4. — Ce pacte aura une durée de cinq années, et pourra être dénoncé ou renouvelé une année avant son échéance.

ART. 5. — Ce pacte sera ratifié et ensuite enregistré à la Société des Nations. Les ratifications seront échangées à Rome.

Tirana, le 27 novembre 1926.

Signé : Baron ALOIS,

M. VRIONI ».

Vu sa grande importance, nous examinerons ce traité à deux points de vue : juridique et politique.

Au point de vue *juridique*, parce que, ainsi que nous allons le voir tout à l'heure, ce Pacte présente dans son genre un Pacte d'amitié « *sui generis* » et provoque de grandes difficultés lorsqu'il s'agit de déterminer son vrai caractère et sa nature juridique ;

Au point de vue *politique*, parce que ce Pacte est de nature bien que d'apparence innocente, à renverser complètement un vieux principe dont s'inspirent les Chancelleries aussi bien au temps de la Société des Nations qu'au temps de la Triple Alliance et de la Triple Entente ; nous voulons dire : le principe de l'*équilibre européen*.

b) *Le Pacte italo-albanais, au point de vue juridique*

A première vue, jugeant d'après le préambule de ce Pacte (« ...dans le but de resserrer les rapports réciproques d'amitié et de sécurité »), nous devrions nous trouver en présence d'un Pacte d'amitié et de garantie dans le genre de ceux que nous avons vu se conclure en dernier temps, notamment après le Pacte historique de Locarno.

Mais c'est seulement au premier abord, car lorsqu'on l'examine attentivement on s'aperçoit que ce Pacte du 25 novembre 1926 contient en soi quelque chose qui le diffère de tous les Pactes présentant ce caractère que nous venons de souligner.

Tout d'abord, un traité simple d'amitié et de sûreté doit être réciproque, car ce qui distingue un traité ordinaire de ce genre, c'est sa nature bilatérale, sa réciprocité plus ou moins grande de ses obligations et de ses avantages.

Par conséquent, il faut se demander si cette règle, cette condition de réciprocité et de bilatéralité existe dans ce traité. Si oui, il n'est pas douteux que ce Traité est un Traité d'amitié, un Traité de garantie.

La réponse à cette question nous est fournie par le texte même du Pacte. Dans son préambule, il s'exprime ainsi : « L'Italie et l'Albanie, dans le but de resserrer les rapports « réciproques d'amitié et de sûreté au sujet de leur situation « géologique et de contribuer au renforcement de la paix, « poussés par le désir de maintenir le *statu quo* politique, ju- « ridique et territorial *de l'Albanie* dans le cadre... ». D'autre part, dans l'article 1^{er}, nous lisons : « Toute perturbation dirigée contre le *statu quo* politique, juridique et territorial *d'Albanie*, est contraire à leurs intérêts politiques réciproques. »

Comme nous le voyons, la réponse est négative. Il n'y a point de garantie bilatérale et de réciprocité. Le texte lui-même, dans sa partie que nous venons de citer, ne permet aucune équivoque sur ce point, car ne vise-t-il uniquement qu'à garantir le *statu quo* politique, juridique et territorial de l'Albanie. Nulle part il ne fait mention de l'autre partie, de l'Italie. L'*unilatéralité* dans ce traité est frappante !

La garantie n'est donc pas réciproque, quoiqu'il semble à première vue, à la lecture de l'article 11, d'après lequel : « Pour sauvegarder l'intérêt sus-dit, les hautes parties contractantes s'engagent à se prêter un appui mutuel, etc. » ; car, en effet, il ne s'agit ici que de sauvegarder l'intérêt « sus-dit », c'est-à-dire celui dont parle l'article 1^{er}.

Donc, le Pacte est formel sur ce point : le trait caractéristique d'un traité d'amitié et de garantie, savoir la bilatéralité, la réciprocité, n'existe pas.

D'ailleurs, même si cette condition avait été remplie, nous considérons qu'on ne pourrait proprement parler d'un véritable traité de garantie, parce que, à notre avis, il est nécessaire qu'il y ait également une certaine égalité entre deux pays qui signent un pareil Traité. En effet, il y a impossibilité matérielle pour le pays qu'est l'Albanie de garantir n'importe quoi à l'Italie. Entre ces deux pays, la réciprocité de garantie indispensable ne peut exister, aucune comparaison n'étant possible tant au point de vue politique qu'au point de vue territorial. Car il est absurde, par exemple, si le Monténégro d'avant la guerre venait à garantir le maintien du *statu quo* politique, juridique et territorial d'une Russie, ou par exemple, si la Principauté de Monaco venait à garantir la sécurité à la France !

Evidemment, ce ne serait pas seulement ridicule, mais aussi un peu triste pour la Russie et la France d'avoir eu besoin de recourir à de pareilles garanties. C'est pourquoi dire dans notre cas, que l'Italie et l'Albanie se protègent réciproquement, c'est autant dire que le soleil et la terre se renvoient la lumière !

Par conséquent, de tout ce qui précède, nous pouvons conclure que le Pacte italo-albanais, n'est pas un simple Pacte d'amitié et de garantie.

Mais, après avoir ainsi essayé de prouver que le Pacte du 27 novembre 1926 ne saurait aucunement être considéré comme un simple Pacte d'amitié, il nous reste maintenant à le définir positivement, car, disant que ce Pacte n'est pas un Pacte de garantie, nous ne l'avons, en effet, défini que d'une manière négative.

Cependant, du moment que l'on veut le définir positivement on rencontre de très grandes difficultés. En effet, ainsi qu'il est conçu, il n'est pas facile d'en donner une définition catégorique ; c'est pourquoi, en l'examinant, nous nous attacherons non à sa forme, à sa lettre, mais plutôt à son esprit, tenant compte notamment de la situation dans laquelle se trouvaient les Parties au moment de la conclusion dudit Pacte.

Prenant en considération les situations respectives, nous commencerons notre examen en posant la question suivante : Dans le cas où un Etat faible, dont le territoire est bien exigu, négocie un pareil contrat avec un Etat infiniment plus fort, plus peuplé et mieux armé, qu'elles en peuvent être pratiquement les conséquences ? A cette question, à notre avis, il n'y a qu'une réponse : dans ce cas, il est inévitable que le premier Etat *passse sous la domination du second*.

« Sous la domination de l'autre Etat », cela veut dire sous son protectorat. Un traité de protectorat ? Oui, nous sommes tenté de considérer le Pacte italo-albanais du 27 novembre 1926 à l'aide de ce raisonnement, plutôt comme un *traité de protectorat*.

Voyons maintenant quelles raisons nous pouvons invoquer à l'appui de notre opinion.

Avant tout, essayons d'abord de dégager les traits capitaux d'un protectorat et sa nature essentielle.

Lorsqu'il s'agit de déterminer le caractère essentiel d'un

traité de protectorat, nous pouvons remarquer que les opinions des auteurs du Droit international à cet égard, diffèrent sensiblement ; soit qu'ils sont entraînés par des considérations purement théoriques, soit qu'ils se basent sur des faits d'ordre pratique. Ensuite, pour la plupart, ces opinions sont souvent assez vagues et imprécises.

Selon M. Rivière, le protectorat est « un rapport établi par conventions entre un Etat fort et un Etat faible, celui-ci peut être astreint à certains devoirs conventionnels envers son protecteur » (1). Et, pour M. Bonfils, il suffit que l'Etat protégé soit placé sous l'égide et sous la tutelle d'un Etat plus puissant et plus fort pour qu'on se trouve en présence d'un traité de protectorat.

Cependant la définition que nous donne M. DESPAGNET nous paraît devoir être retenue. Voici sa définition : « Le protectorat est le lien contractant établi entre deux Etats en vertu duquel l'un, tout en n'en tenant que de lui-même, son existence comme Puissance souveraine, cède à l'autre l'exercice de certains de ses droits de souveraineté interne ou d'indépendance extérieure, à charge par l'autre de le défendre contre les attaques *internes* ou *externes* auxquelles il pourrait être en butte et de l'aider dans le développement de ses institutions et la sauvegarde de ses intérêts (2).

De ces quelques citations nous voyons que la notion de protectorat varie selon les auteurs. Par conséquent, il est difficile de dégager au premier abord un critérium précis qui nous permettra de définir exactement la situation dans laquelle se trouve un Etat faible par rapport à un autre Etat plus fort qui exerce une certaine influence sur le premier. En effet, souvent l'indépendance de l'Etat protégé est bien atteinte, dans d'autres cas, en apparence du moins, l'Etat protégé reste tout à fait indépendant. (L'exemple, pour le premier cas, c'est le cas dans le protectorat anglais de Zanzibar, et pour l'autre, le cas de la République de Saint-Marin (3). Quant à

(1) M. RIVIÈRE. — *Principes du droit des gens*, t. I, page 91, 1896.

(2) M. DESPAGNET. — *Essais sur les protectorats*, page 51, 1896, Paris.

(3) « La République de Saint-Martin, dit l'article 46 de la Convention du 28 juin 1872, ayant toutes raisons de penser qu'elle ne sera jamais privée de l'autorité protectrice de Sa Majesté le roi de l'Italie pour conservation de son ancienne liberté et indépendance, déclare qu'elle n'acceptera la protection d'aucune autre Puissance quelconque ».

cette différence en ce qui concerne l'étendue du droit de l'Etat protecteur, elle se manifeste par une absorption plus ou moins grande des pouvoirs de l'Etat protégé par l'Etat protecteur, notamment dans l'exercice des fonctions diplomatiques et aussi dans les services publics à l'intérieur du pays. Par exemple, le contrôle du service financier dans l'état des Républiques Dominicaines et d'Haïti ; le tarif douanier dans le protectorat anglais sur la Perse et la direction des Affaires étrangères dans le protectorat japonais sur la Corée, tout au moins avant le 22 août 1910. Ensuite, l'absorption de presque tous les services publics en Albanie par l'Etat protecteur, l'Italie, en vertu du Traité de Londres du 26 avril 1915.

Cependant, malgré cette grande diversité et les caractères différents des clauses d'un protectorat, la majorité des auteurs de Droit international est unanime pour déclarer que les traits caractéristiques d'un traité de protectorat sont les suivants : 1° l'Etat protecteur couvre par sa protection l'Etat moins fort ; et 2° l'immiscion de l'Etat protecteur plus ou moins large dans les affaires purement intérieures, qui pourrait se manifester par une intervention éventuelle comme garantie d'un certain régime politique ou d'une certaine personnalité.

Ces deux points existent-ils dans le Traité italo-albanais ? Si oui, on pourrait alors dire que ce traité n'est qu'un traité de protectorat.

Le premier point, savoir : la protection de l'Etat plus faible, nous avons vu que cette garantie de protection existe et qu'elle est unilatérale. Dans le préambule et l'article 1^{er} du traité l'Italie s'engage à protéger l'Albanie contre toutes perturbations politiques, juridiques et territoriales. Cette protection n'est donc pas douteuse.

Mais en ce qui concerne le deuxième point, nous l'avouons, il est un peu plus difficile de prouver son existence puisque nulle part, dans le Pacte, il n'est expressément dit que l'autre partie avait le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Etat protégé.

Toutefois, si nous examinons de plus près ce deuxième point, tenant compte de l'article 1^{er} du Pacte, et notamment de la situation dans laquelle se trouve l'Etat garanti, nous arriverons à constater que ce droit d'intervention existe *en réalité*.

Dans l'article 1^{er}, nous savons, l'Italie a le devoir de garantir

le *statu quo*, non seulement territorial, mais aussi le *statu quo* politique et juridique. La garantie du *statu quo* politique et juridique cela veut dire ni plus ni moins la garantie du *régime politique* qui existait au moment où le Pacte fut conclu. Le régime politique, c'est le gouvernement républicain actuel à la tête duquel se trouve M. Ahmed Zogou, qui est à la fois le Président de la République et le Président du Conseil ; ou plus exactement le régime personnel inauguré par ce dernier. L'Italie a donc le *devoir* de garantir, en effet, le régime actuel de M. Zogou dans l'Albanie pour cinq ans, et pour le protéger, elle aura le *devoir* d'intervenir au moment où ce régime serait menacé. Dans ce cas, il est clair que ce « *devoir* » qui incombe à l'Italie, en vertu de l'article 1^{er} du Pacte, n'est autre chose que *le droit pour celle-ci d'intervenir dans les affaires étrangères du peuple albanais*.

Par conséquent, du moment que l'Italie a le *devoir*, c'est-à-dire le *droit*, d'intervenir pour protéger le régime politique, un régime politique, soulignons-le, dans un pays qu'est l'Albanie où la guerre civile est considérée comme le moyen le plus courant de changer un gouvernement, il n'est pas douteux que l'Italie, par cette stipulation de l'article 1^{er}, qui, remarquons-le, ne précise pas contre quelles perturbations (*extérieures ou intérieures* ?) l'Italie aura à garantir le *statu quo* de l'Albanie, il n'est pas douteux, disons-nous, que l'Italie, par là, *s'est réservé le droit d'intervenir en Albanie à toutes occasions*. C'est pourtant le droit qui appartient à tout Etat protecteur.

Pour se faire un jugement exact sur le caractère de ce Pacte, nous considérons qu'il sera utile de le comparer à certains articles d'un traité qui est non seulement un traité de protectorat en réalité, mais qui, de plus, porte ce nom. C'est le traité de protectorat entre la République française et son Altesse le Bey de Tunis du 12 mai 1881.

Dans l'article 3 de ce traité, nous lisons :

« Le Gouvernement de la République française prend l'engagement de prêter un constant appui à S. M. le Bey de Tunis contre *tout danger qui menacerait la personne ou la dynastie* de Son Altesse ou qui compromettrait la tranquillité de ses Etats. »
et dans l'article 1^{er} du Traité italo-albanais :

« *Toutes perturbations dirigées contre le statu quo politique, juridique*

et territorial d'Albanie, est contraire à leurs intérêts politiques réciproques. »

Et lorsque nous rappelons que le *statu quo* politique et juridique, dans notre cas, ne signifie autre chose que le maintien de la forme actuelle du Gouvernement de l'Albanie, c'est-à-dire le *régime et la situation personnels* du Président de la République albanaise, nous ne voyons vraiment aucune différence réelle entre ces deux articles ?

Dans l'article 3 du Traité de protectorat de 1881, la France « prend l'engagement de prêter un constant appui à S. Majesté le Bey de Tunis contre tout danger qui menacerait la personne ou la dynastie de Son Altesse » ; dans l'article 2 du Traité du 27 novembre 1926, l'Italie s'engage à « prêter un appui » pour la sauvegarde de « l'intérêt sus-dit » qui, ainsi que nous l'avons démontré, consiste, en effet, dans le maintien du *statu quo* politique et juridique de l'Albanie, ou, en langage ordinaire, le maintien du régime actuel à la tête duquel se trouve M. Ahmed Zogou. Donc aucune différence.

Ensuite, dans l'article 6 du même traité de protectorat que nous venons de citer, il est dit :

« ... S. Altesse le Bey s'engage à ne conclure aucun acte ayant un caractère international, sans en avoir donné connaissance au Gouvernement de la République française, et sans s'être préalablement entendu avec lui. »

et, d'autre part, dans l'article 2 du Traité italo-albanais :

« ... les hautes parties contractantes... s'engagent également à ne pas conclure avec d'autres Puissances des accords politiques ou militaires qui soient préjudiciables aux intérêts de l'autre partie, qui sont définis dans le Pacte actuel. »

Cependant, bien qu'ici nous avons un engagement réciproque, nous ne croyons pas qu'on ne saurait sérieusement prétendre que l'« engagement » d'une grande puissance de plus de 40 millions d'habitants envers un petit Etat de 900.000 habitants, pourrait avoir une valeur pratique. Est-il possible, en effet, de croire que l'Albanie dans le cas, où l'Italie voudrait, par exemple, conclure un accord avec l'Angleterre, en vue d'une intervention en Chine, pourrait efficacement s'opposer contre celui-ci, bien qu'elle pût estimer, avec raison, que cette intervention, étant contraire aux principes de souveraineté et de

nationalité, ne devrait pas avoir lieu ? Pourtant la situation change complètement lorsque l'Albanie voudra, par exemple, en vue d'enlever certains obstacles entre elle et les pays voisins, accorder à une des ces puissances, savoir : la Yougoslavie ou la Grèce, une certaine concession avec contre-partie. L'Albanie pourrait-elle le faire si l'Italie s'y opposait ? Nous ne le croyons pas.

C'est pourquoi, de tout ce que nous avons dit, nous sommes fondé à conclure que faisant abstraction de la forme du Pacte du 27 novembre 1926, ce Pacte n'est en réalité qu'un *Traité de portectorat déguisé*, parce que ce traité, à notre avis, peut produire les mêmes conséquences qu'un traité de protectorat.

Pourquoi un protectorat « déguisé » ? A cette question nous répondrons en rappelant seulement que l'Italie ne pouvait conclure avec l'Albanie un traité de protectorat non déguisé, car ç'aurait été une infraction flagrante au Pacte même de la Société des Nations. A l'époque où existe la Société des Nations, serait-il possible à un Etat de placer sous sa domination un membre de la Société et de le priver ainsi de son indépendance, c'est-à-dire d'une condition indispensable pour qu'un Etat devienne et reste membre de la Société des Nations ?

Conclusion. — Le Traité italo-albanais conclu le 27 novembre 1926 entre les Gouvernements de M. Mussolini et M. Ahmed Zogou n'est pas un simple traité d'amitié et de garantie bilatérale parce que la condition principale d'un tel traité, savoir la réciprocité, fait en effet défaut. Pourtant, vu que ce Traité est susceptible de produire le même résultat, que produit un traité de portectorat, on peut être fondé à dire qu'il ne correspond pas à son titre, à un simple traité d'amitié et de garantie, mais qu'il est au fond plutôt *un traité par lequel l'Italie se réserve un des principaux droits qu'a un Etat protecteur, savoir : le droit d'intervention dans les affaires intérieures du pays protégé.*

Cependant, lorsqu'il s'agit de définir ce traité au point de vue juridique une autre opinion fut émise.

D'après cette opinion on ne pourrait à proprement parler d'un traité de protectorat, mais plutôt d'un traité de garantie unilatéral, d'un traité de protection.

Etant donné l'importance que nous attachons à ce traité, d'une part, et comme, d'autre part, nous estimons qu'en réalité il n'y

a pas une grande différence au point de vue des conséquences entre un traité de protection et un traité de protectorat, nous croyons utile d'examiner les conséquences d'un tel traité par rapport au traité italo-albanais. Par là, nous espérons pouvoir démontrer une chose : qu'on l'appelle n'importe comment, soit un traité d'amitié, soit un traité de protection, le traité italo-albanais se réduit en effet par les conséquences qu'il peut produire à un traité, en vertu duquel l'Albanie peut passer, si ce n'est déjà fait, sous la domination de l'autre partie contractante.

D'abord, qu'est-ce que c'est qu'un traité de protection ?

Un traité de garantie unilatéral ou de protection, d'après M. Milovanovitch, dont l'étude sur « *Les traités de garantie au XIX^e siècle* » fut une des plus remarquables études et restera comme telle sur ce sujet, c'est un traité par lequel « une ou plusieurs puissances s'engagent soit à respecter, soit à la faire « à respecter et à faire respecter un certain état de choses, concernant la situation internationale ou même la situation intérieure d'un ou plusieurs autres Etats » (1).

Ainsi défini, voyons en quoi consiste la différence entre un traité de protection et un traité de protectorat.

Premièrement, en ce qui concerne la question de souveraineté, à savoir, si un Etat, dont la situation intérieure est garantie par un autre Etat plus fort, perd ou non sa souveraineté, nous pouvons répondre qu'à cet égard l'opinion des auteurs de Droit international est divisée.

Ainsi, par exemple, PRADIÈRE-FODÉRÉ *est d'avis* que l'Etat garanti en concluant un traité par lequel l'Etat garant lui garantit la sécurité et l'état de choses existant, aliène sa souveraineté, étant donné que d'après lui, une des attributions de la souveraineté d'un Etat est le droit, c'est-à-dire le devoir d'assurer sa propre défense. Voilà ce qu'il dit à propos de ces traités :

« On rencontre fréquemment dans l'histoire une restriction grave à l'indépendance politique des peuples. Cette restriction consiste dans les traités, dits de garantie des gouvernements, traités par lesquels une ou plusieurs Puissances promettent à un Prince à assurer sa monarchie contre les éventualités d'une révolution et s'engage à intervenir en sa faveur.

Qu'ils sont conclus avec ou sans le consentement de l'Etat dans les

(1) M. MILOVANOVITCH, — *Les Traités de garantie au XIX^e siècle*, page 10.

affaires duquel ils autorisent l'immixtion, ces traités sont d'abord injustes, car le droit d'indépendance est inaliénable et imprescriptible, car les Puissances étrangères ne peuvent recevoir et ne sauraient s'attribuer aucune ingérence dans l'exercice des droits souverains des Etats sans violer les règles essentielles sur lesquelles repose la Société des Nations » (1).

M. R. PIÉDELIÈVRE dans son « *Précis de droit international public* », partage également cette opinion, en disant :

« Les traités de garantie sont ceux par lesquels un Etat s'oblige à porter secours à un autre, chaque fois que cet autre sera lésé ou menacé dans la paisible jouissance de ses droits.

Il apparaît par là même que le garant qui s'oblige à maintenir les conditions ou à procurer l'observation d'un traité, à faire respecter la forme du Gouvernement établi, etc., acquiert le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de Puissances tierces, pour procurer aux intéressés l'objet de la garantie. Celles-ci perdent donc à son profit *une partie de leur indépendance et cessent de conserver l'intégralité de leur personnalité juridique* » (2).

Par conséquent, en ce qui concerne le principe de souveraineté, de ce que nous venons de dire, il résulte que celui-ci est également atteint par les traités de garantie, ainsi que par les traités de protectorat. Bien entendu, par là, nous ne voulons que montrer la réalité des règles qui existent à cet égard dans la doctrine de Droit international.

Ensuite, à d'autre égard, notamment en ce qui concerne l'étendue de l'un et de l'autre traité, quelle peut être la différence entre un traité de protectorat et un traité de garantie ?

D'après M. G. IDMANT qui a également fait une excellente étude sur les « Traités de garantie », cette différence serait la suivante :

« Il y a une différence *essentielle* entre les deux contrats. La garantie est une *protection limitée* à un objet déterminé, elle vise le maintien d'un certain état de choses. Le protectorat, au contraire, oblige l'Etat protecteur à défendre l'Etat protégé en toutes circonstances et contre toutes attaques... Une attaque de guerre contre l'Etat protégé constitue une déclaration de guerre contre l'Etat protecteur lui-même » (3).

(1) M. PRADIÈRE-FODÉRÉ. — *Le Traité de Droit international*, n° 326.

(2) M. R. PIÉDELIÈVRE. — *Précis de droit international*, page 253.

(3) M. G. IDMANT. — *Les Traités de garantie*, 1913, page 102, Heisingfors.

Comme nous voyons, la différence entre ces deux traités se·rait dans la protection plus ou moins larg que l'Etat plus fort assume à l'égard du pays protégé.

Cependant, partant du traité italo-albanais, nous ne pouvons partager cette opinion, car nous ne voyons pas en quoi consisterait, en effet, dans notre cas, cette différence « essentielle » ! Ainsi qu'il est conçu, l'article 1^{er} ne précise pas la limite où cette protection expire. Au contraire, d'après lui, il paraît incontestable que l'Italie devrait défendre l'Albanie en tous les cas, même dans le cas d'attaque. Donc, à notre avis, d'après l'article 1^{er} du Traité du 27 novembre 1926, on ne saurait déterminer exactement les *limites* jusqu'où l'Italie devrait être considérée comme garante, ou en dehors desquelles celle-ci doit être traitée en protectrice.

En conséquence, nous estimons qu'on ne pourrait facilement définir un traité de ce genre en disant qu'il est un traité de garantie ou de protectorat, selon ce que le devoir, c'est-à-dire le droit de protection est plus ou moins limité.

Pourtant, même si l'on adopte ce critérium pour établir une différence entre le traité de garantie et celui de protectorat, il ne pourrait être que favorable pour noire thèse, étant donné qu'on ne saurait, dans notre cas, exactement remarquer une limite à la garantie pour pouvoir dire, jusqu'ici c'est la garantie d'un garant, et au delà c'est la garantie d'un protectorat, de sorte que cette différence ne pouvant pas être établie n'existe pas en effet.

Comme nous voyons, théoriquement même, on n'arrive pas à créer une unité dans la doctrine en ce qui concerne les traits caractéristiques d'un protectorat ou d'une protection et à plus forte raison lorsqu'il s'agit de distinguer en *pratique* tel ou tel traité, notamment un traité de protectorat dont la nature, comme on sait, est aussi diverse que les causes qui l'ont provoqué.

D'autre part, il y a de nombreux traités conclus pour lesquels on ne pourrait exactement dire qu'ils appartiennent à tel ou tel groupe de traité. Par exemple, d'après M. Idmant, les accords conclus par les Puissances européennes relatifs à des affaires d'Asie « présentent une telle variété de forme et d'objet et « réunissent si souvent des éléments appartenant aux trois es-

« pièces de traités, alliance, garantie et protectorat, qu'il est impossible de les grouper sous l'une ou l'autre de ces dénominations » (1).

Après avoir ainsi démontré qu'on ne pourrait à coup sûr si facilement dire que l'on est en présence de tel ou tel traité, voyons quel peut être, ou mieux quelles sont les conséquences mêmes d'un traité de garantie, de protection.

Une des plus importantes conséquences d'un traité de garantie, à la différence d'un traité de protectorat, consiste, pour l'Etat garanti, dans le fait que, tandis que l'Etat protecteur a le devoir, c'est-à-dire le droit d'intervenir à n'importe quel moment pour protéger l'Etat faible, l'Etat garant, d'après la règle adoptée dans le Droit international, n'a pas le droit, sans une autorisation expresse ou sans que les circonstances qui accompagnent les traités se soient produites, de maintenir l'ordre garanti contre la volonté du garanti, c'est-à-dire qu'il ne pourrait jamais intervenir s'il n'y avait pas été invité par le garanti (2).

Par conséquent, si l'on tient compte de cette règle, nous voyons que l'Etat faible s'il a conclu un traité de garantie et non de protectorat, ne s'expose pas à une intervention arbitraire de la part de l'Etat fort, car, comme nous le voyons, l'Etat garant ne saurait s'immiscer dans les affaires intérieures dudit pays sans y avoir été préalablement invité. C'est donc la raison pour laquelle il est préférable pour l'Etat qui a besoin d'une protection, dans notre cas, pour l'Albanie, qu'on considère ce traité comme un traité de protection et non comme un traité de protectorat. Car, alors, il n'y a aucun danger pour l'Etat faible, puisque conformément à cette règle générale il n'y aurait pas d'interventions non voulues et du moment où il n'y a pas d'immixtion arbitraire dans les affaires intérieures de ce pays, il n'y a aucune raison pour prétendre qu'entre les deux pays existe le même rapport qui existe entre un Etat protégé et l'Etat protecteur.

Cependant étant donné que les *exceptions* à cette règle, d'après laquelle c'est à l'Etat garanti qu'appartient le droit d'invoquer le *casus garantæ*, sont *permises*, il est évident que cette condition, qui doit être remplie, qui doit subsister pour

(1) *Loc. cit.*, page 105.

(2) G. IDMAN, — *Les Traités de garantie*, page 278.

qu'un traité de garantie ne produise pas les mêmes conséquences que produit un traité de protectorat, savoir : l'intervention dans les affaires intérieures de l'Etat faible, pourrait bien souvent ne pas exister. Alors, si un de ces cas se produit, il n'est pas douteux que dans ce moment il n'y a aucune différence entre un traité de garantie et un traité de protectorat.

Quelles sont ces exceptions et peuvent-elles se produire notamment dans notre cas ?

Dans le livre déjà cité de M. IDMAN, nous lisons : « Si le garant a pleine raison de supposer que le garanti requerrait son assistance s'il était en état de le faire, il est naturellement en droit d'intervenir, *même sans appel*. Le garanti peut se trouver, par suite d'une révolution intérieure, par exemple, dans l'impossibilité de communiquer avec le garant » (1). Ensuite, d'après A. F. GLAFÉY, également le garant est en droit d'intervenir lorsque le garanti « *aus Furcht nicht reden und schreyen darf* » (2).

Donc, nous voyons, il y a des cas où le garant a le droit d'intervenir même sans avoir été préalablement invité, par le garanti. Pour cela, il suffit que l'Etat garant suppose « que le garanti requerrait son assistance, s'il était en état de le faire ».

Par conséquent, vu que le garanti est dans notre cas un pays où la révolution est considérée comme le moyen le plus commode et le plus courant pour changer un Gouvernement, de sorte que le garanti serait bien souvent « dans l'impossibilité de communiquer avec le garant », nous voyons que, même en vertu d'un *pareil traité*, qu'est le traité de garantie, l'autre partie, garant ou protecteur (les noms nous sont indifférents), pourrait intervenir dans les affaires intérieures du pays protégé, puisque celui qui aurait le droit d'invoquer le *casus garantæ* dans les cas, théoriquement exceptionnels, mais en réalité réguliers, paraît-il, étant donné la structure sociale et politique du pays protégé.

A la fin, en ce qui concerne l'objet de garantie dans le traité

(1) IDMAN. — *Loc. cit.*, page 273.

(2) *Id.* — *Loc. cit.*, page 277.

italo-albanais, remarquons encore qu'il est en contradiction avec les principes démocratiques et les droits publics d'un pays.

Dans l'article 1^{er}, nous avons vu que le *statu quo* politique et juridique signifie le maintien du régime existant en Albanie au moment où le traité fut conclu. Le maintien du régime politique et juridique dans ce cas veut dire notamment, le maintien du Gouvernement actuel avec toutes les institutions politiques et juridiques qui se trouvaient au moment de la conclusion du Pacte. Une de ces institutions politiques et juridiques est sans nul doute la Constitution de ce pays. Donc, c'est la Constitution du peuple albanais qui est garantie par une Puissance étrangère. Ce sera, par conséquent, seulement avec le consentement de cette Puissance protectrice que les Albanais pourront désormais changer quelque chose dans leur Constitution par exemple.

Maintenant, lorsque nous rappelons que le droit international ne peut être dirigé contre les principes démocratiques, contre le droit des peuples de déterminer eux-mêmes la forme de leur vie sociale et politique, étant donné que la Constitution d'un pays n'est pas du domaine international, mais uniquement du droit public de ce pays, nous pouvons nous faire une idée de quelle façon il faut juger une *pareille garantie*.

A propos de cette garantie de la situation intérieure, particulièrement de la constitution d'un pays, disons qu'elle appartient au passé, après s'être montrée impolitique illusoire, car toujours les souverains qui se soumettaient à la protection d'un pays étranger pour sauvegarder leur dynastie et leur autorité, ne faisaient que constater par là leur propre impuissance.

Les auteurs du Droit international sont unanimes pour condamner cette sorte de garantie. Ainsi, par exemple, BLUNTSCHLI (1) et PASQUALE-FIORE (2). Cependant, certains auteurs, dans la désapprobation de la garantie d'une Constitution, vont jusqu'à proclamer la nullité même d'un pareil traité de garantie. Voilà, à propos de ces traités, ce que dit, par exemple, M. MILOVANOVITCH :

(1) BLUNTSCHLI. — *Le Traité international codifié*, pages 48 et 265.

(2) PASQUALE-FIORE. — *Le Droit international codifié*, n^{os} 57 et 755.

« Les Etats qui accordent une garantie pareille, que leur engagement soit unilatérale ou à charge de réciprocité, violent la règle fondamentale du Droit international, consistant dans le respect de la souveraineté des Etats indépendants...

Concluant ce traité par lequel la Constitution d'un Etat est garanti, les parties trahissent les intérêts, les droits les plus sacrés de leurs mandants » (1).

De là on conclut qu'un pareil traité est nul et impropre à engendrer aucun droit et devoir, puisque dans ce cas le mandataire de l'Etat qui stipule un semblable engagement, excède, en effet, les termes de son mandat. Donc, *qui excessif fines mandati aliud quid facere videtur* (2).

Avant de terminer, nous remarquerons bien qu'un pareil traité soit encore le principe démocratique, contre la volonté du peuple, il serait difficile de soutenir la nullité de ce traité, car, comme l'on sait, un Etat est parfaitement maître de consentir des restrictions à sa souveraineté au profit d'un autre Etat (3). C'est pourquoi, tout ce qu'on pourrait dire à propos d'une pareille garantie, c'est qu'elle est immorale, étant contraire aux principes les plus sacrés d'un peuple de se gouverner par lui-même.

De tout ce que nous avons dit, à propos de ce Traité italo-albanais, nous pouvons constater, en ce qui concerne son caractère, qu'il est un des traités en vertu duquel la partie contractante plus forte, en réalité soumet à son protectorat le pays faible.

c) Le Traité italo-albanais au point de vue politique

Après avoir essayé de montrer le caractère juridique du Pacte italo-albanais, il nous reste maintenant à l'examiner au point de vue des conséquences politiques qu'il est susceptible de produire.

Première conséquence qui découle de ce traité, c'est sans doute le fait, que grâce à ce traité, le peuple albanais désormais ne pourrait changer son Gouvernement de n'importe quelle façon, si ce changement ne correspond pas aux

(1) *Loc. cit.*, pages 38 et 39.

(2) IDMAN. — *Loc. cit.*, page 196.

(3) DESPAGNET. — *Loc. cit.*, page 9 et suivantes.

intérêts de l'autre partie contractante, de l'Italie. Par ce traité, il voit désormais toute sa vie politique et sociale stationnaire; toute activité, soit d'ordre intérieur, soit d'ordre extérieur, lui est déniée. En un mot, par ce traité, le peuple albanais passe sous la domination italienne en attendant une occupation militaire de son territoire. Par là, les Albanais, avec le Traité du 27 novembre, ont, en effet, perdu ce qui leur était depuis toujours bien cher : la possibilité de vivre dans leurs montagnes, leur vie, bien que primitive, mais néanmoins, leur vie propre et indépendante ; car si, remarquons-le, chez les Albanais la notion de l'Etat moderne n'est pas très développée, il n'en est pas moins vrai qu'ils répugnaient toujours à la domination étrangère. Bien que juridiquement les sujets de l'Empire ottoman, les Albanais, ainsi que nous l'avons vu, aient toujours joui d'une autonomie *de facto* grâce à leur situation géographique, grâce à leurs montagnes impénétrables, où un percepteur de l'impôt ou un soldat turc n'a jamias voulu y pénétrer...

Pour démontrer l'hostilité des Albanais contre une occupation, domination étrangère, il nous suffit de rappeler ici quelques moments de sa vie. Lors du Congrès de Berlin, 1876, sans tenir compte s'ils y étaient ou non poussés, le fait est que les Albanais s'opposèrent avec succès, à l'exécution de la décision des Grandes Puissances, attribuant certains territoires au Monténégro. En 1909, lors de la révolution des Jeunes Turcs, nous avons vu, que si les Albanais adhérèrent à la révolution, c'était parce qu'un sentiment commun les unissait avec les Jeunes Turcs : l'horreur d'une réforme dirigée par des *officiers étrangers*.

Ensuite, notamment en ce qui concerne l'état de choses actuel, nous dirons que si les Albanais n'ont jamais voulu d'un protectorat ou mandat de l'Italie, se seraient-ils révoltés en 1919 contre le Gouvernement de Durazzo qui n'était qu'un instrument entre les mains de l'Italie ; les Albanais se seraient-ils réunis en *Congrès de Louchgna* pour protester contre toute idée de mandat et de protectorat, et surtout auraient-ils chassé, en 1921, les Italiens de Valona ?

C'est pourquoi nous estimons que ces hommes d'Etat alba-

nais, ou plus exactement le Chef d'Etat actuel, qui a conclu ce Pacte par lequel l'Albanie perd son indépendance politique, a vraiment trahi les intérêts les plus sacrés du peuple albanais, en oubliant ainsi qu'il existe un principe d'après lequel : l'*Albanie* doit appartenir *aux Albanais*.

La deuxième conséquence du traité italo-albanais qui n'est en effet que le résultat de la première, c'est le fait que par ce traité un autre principe se voit renversé, savoir, le principe : les Balkans aux peuples balkaniques, qui est et qui doit rester pour ces derniers une loi immuable. En effet, du moment que l'Italie a étendu ses frontières de l'Adriatique au Drin, on est obligé de constater que les Balkans, désormais, n'appartiennent plus seulement aux peuples balkaniques. C'est pourquoi ce traité provoqua dès le premier jour une grande émotion parmi les peuples balkaniques, qui ne pouvaient assurément se dissimuler que l'installation d'une grande Puissance, avec une idéologie qu'a créé dans ce pays un des maux d'après-guerre, savoir le fascisme, en Albanie, les menace au plus haut degré.

Notamment, ce Pacte a provoqué un grand trouble chez le peuple yougoslave. La Yougoslavie protesta énergiquement contre cet acte dont le résultat pourrait devenir dangereux pour la paix, non seulement dans les Balkans, mais aussi dans toute l'Europe. Pour attirer l'attention sur cet événement de l'Europe occupée de problèmes d'après-guerre, le Ministre des Affaires étrangères de la Yougoslavie a donné immédiatement sa démission qui fut suivie aussitôt par celle du Cabinet tout entier de Belgrade.

Ici, nous pourrions remarquer que si la Yougoslavie a protesté contre la conclusion de ce Pacte, c'est parce qu'elle avait pour cela une double raison.

Par le traité italo-albanais, le principe : les Balkans aux peuples balkaniques, a essuyé un coup dur. Or, la Yougoslavie s'est montrée, comme nous l'avons vu, lorsque nous avons parlé des phases qu'a traversé la question albanaise devant la Conférence de la Paix, intransigeante dans sa demande que ce principe fût respecté. A cet égard, aucun doute. Cette attitude qu'elle observait dans les moments les plus décisifs (1), dans

(1) Les propositions des 9 novembre 1919 et 14 janvier 1920 du Conseil suprême.

les moments où l'indépendance de l'Albanie fut fortement menacée, donne aujourd'hui incontestablement à la Yougoslavie toute l'autorité nécessaire pour élever la voix dans la protestation contre la méconnaissance dudit principe, qui est aussi justiciable que celui, par exemple : l'Amérique aux Américains.

Ensuite, l'autre raison pour laquelle le peuple yougoslave se vit troublé par la conclusion de ce Pacte et par suite protesta contre celui-ci, c'est parce qu'il comprit tout de suite que ce Pacte était dirigé notamment contre lui. Pour comprendre quels sentiments il aurait dû ressentir au moment où il a appris que les frontières de l'Italie ne sont plus sur la mer Adriatique, mais sur la rivière du Drin, nous devons, en quelques mots, expliquer les rapports qui existaient entre eux et les Italiens.

Dès la Conférence de la Paix, la Yougoslavie eut à lutter contre l'impérialisme naissant de l'Italie. Dans cette lutte étant la partie plus faible, elle a dû renoncer à Scutari pour éviter le partage de l'Albanie, c'est-à-dire l'installation de l'Italie dans les Balkans (La déclaration de la délégation yougoslave du 8 janvier 1920 devant la Conférence de la Paix). Alors, elle a dû sacrifier aux Italiens l'*Istrie* avec un demi-million de ses nationaux ; elle a dû renoncer à *Fiume*, à *Zara* et aux îles stratégiques du *Quarnero* (le traité de Rappolo de 1920). Et depuis, le peuple yougoslave n'a fait que concessions sur concessions. Ainsi, en vue de rétablir les bonnes relations avec l'Italie, indispensables pour la consolidation du jeune Etat yougoslave, les Yougoslaves reconnurent le coup de force de d'Annunzio, l'annexion de Fiume (accord de Rome de 1922), se contentant, en marge de ce débouché très important pour eux, d'un port mesquin (Traité de Rome de 1924) ; ensuite ils consentirent à liquider en faveur de l'Italie, toutes les questions litigieuses : créances, frontières, hinterland, exploitation de ports, etc., etc. (la convention de San Gallo de 1925).

Cependant, malgré toutes ces concessions l'Italie, notamment l'Italie fasciste de M. Mussolini, n'a pas cessé de poursuivre, à l'égard de la Yougoslavie, une politique dont le but pourrait être ainsi résumé : A l'instar de l'Autriche-Hongrie « éliminer » tout au moins militairement, la Yougoslavie des

Balkans, pour pouvoir ensuite s'y installer, étant donné que ce pays est assez grand pour que M. Mussolini puisse le soumettre à son influence, pour ne pas dire à sa domination. Dans ce but, M. Mussolini forge autour de la Yougoslavie une chaîne des pays voisins qui doit tout doucement, un jour, l'étrangler, de sorte que le traité italo-albanais n'est qu'un maillon de cette chaîne.

Pourtant, si certains hommes d'Etat yougoslaves pouvaient avoir des doutes quant à cette politique de l'Italie, spécialement celle de M. Mussolini, comme en avaient eu notamment M. le Dr M. Nitchitch, alors Ministre des Affaires étrangères, qui pensait sans doute, que l'impérialisme d'une Puissance, dont le Chef plus tard déclarera que son pays « doit s'étendre ou exploser », il pourrait le rendre sans danger, lui faisant des concessions sans issues, si — disons-nous, — ce doute avait pu subsister avant le 27 novembre 1926, il ne le pourra pas après cette date. Car, en dépit du « Pacte d'amitié et de collaboration » du 27 janvier 1924, dans l'article 1^{er} duquel et également dans l'article 84 des Conventions de Belgrade avec l'Italie, on parle de l'« amitié éternelle entre l'Etat yougoslave et l'Italie » et au mépris du protocole additionnel de Rome, spécifiant que les deux Etats se communiqueront « après une entente préalable les accords qui intéressent leur politique », le 27 novembre 1926 l'Italie conclut le Pacte de Tiranna en vertu duquel elle prit pied en Albanie, c'est-à-dire dans les Balkans, menaçant ainsi, directement l'Etat yougoslave, qui, désormais, doit craindre que le moindre incident de frontières albanaises ne se transforme en un conflit dans lequel il sera aux prises non avec les Albanais, mais avec l'Italie.

C'est donc pour ces raisons que l'Etat yougoslave proteste vivement contre la conclusion du Pacte italo-albanais. Et c'est pourquoi le pionnier de cette politique, tendant à détourner l'expansion italienne par une série de concessions, politique qui fut d'ailleurs, reconnaissons-le, très loyale et en même temps conforme à la politique de la paix, à la politique de Locarno et de la Société des Nations dont il présida la dernière session, recevant ainsi l'hommage pour sa politique qui, si elle n'était pas très féconde pour son pays, elle l'a été du moins pour la communauté humaine, — c'est pourquoi, disons-

nous — ce pionnier qu'était le Ministre des Affaires étrangères yougoslave, le D^r Nitchitch, fut obligé de protester contre la conclusion de ce Pacte en donnant sa démission dès qu'il prit connaissance du texte du Pacte.

Voici le texte de cette démission :

« Monsieur le Président,

Etant ministre des Affaires étrangères, j'ai imprimé à notre politique extérieure l'orientation que j'ai jugée la plus profitable aux intérêts de mon pays et qui était basée sur les accords réciproques que, de ma part, j'ai loyalement observés.

Récemment, un événement s'est produit qui a ébranlé la conviction sur laquelle j'ai basé cette politique.

C'est la raison pour laquelle j'ai l'honneur, Monsieur le Président, de vous informer que je donne ma démission de ministre des Affaires étrangères ».

Nous avons reproduit le texte de cette démission, car nous croyons qu'il pourrait rester comme un bel exemple qui apprendra beaucoup de choses à tous ceux qui vont se charger et peut-être même qui sont déjà chargés, de cette lourde charge qu'est celle de veiller à la destinée d'un peuple !

Conclusion. — Même si le traité italo-albanais du 27 novembre 1926, pouvait être justifié au point de vue juridique, nous ne croyons pas qu'il puisse l'être lorsqu'il est considéré au point de vue des conséquences qu'il est susceptible de produire. Ces conséquences peuvent être beaucoup plus graves qu'on ne le pense.

Tout d'abord ce traité est contraire aux principes de souveraineté et de l'indépendance des peuples. Par lui, tout un peuple tombe sous la domination d'un pays étranger en attendant que celui-ci fasse de lui ses coloniaux en tant qu'ils ne le sont pas déjà. C'est pourquoi il ne manquera pas de provoquer de graves résistances de la part de ce peuple qui, comme nous le savons, aime suffisamment sa liberté pour se soumettre sans résistance.

Ensuite, ce traité, renversant tout un état de choses établi conformément au principe : les Balkans aux peuples balkaniques, et présentant un danger continu pour un pays de

13 millions d'habitants, est de nature à menacer gravement la paix dans les Balkans et même celle de l'Europe. En effet, il n'est pas douteux que ce traité ne manquera pas de produire des conflits entre l'Italie et l'Etat serbe-croate et slovène, car il suffirait d'un simple incident sur les frontières albanaises pour qu'il se transforme aussitôt en un grave conflit entre ces deux Etats.

C'est pourquoi, considérant ce traité comme une menace permanente pour la paix dans les Balkans, ce qui veut dire dans l'Europe, car personne ne se dissimule qu'une guerre dans les Balkans provoquerait immédiatement un cataclysme général, nous estimons que dans ce cas un devoir *s'impose* à l'organisme chargé de veiller sur le maintien de la paix, nous voulons dire, à la Société des Nations : d'intervenir à propos de la conclusion du Pacte de Tiranna. Oui, nous pensons que la Société des Nations est appelée à intervenir et cela en vertu de l'article 11 du Pacte qui dit :

« Il est expressément déclaré que toute guerre ou menace de guerre, qu'elle affecte directement ou non l'un des Membres de la Société, intéresse la Société tout entière et que celle-ci doit prendre les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix des Nations. En pareil cas, le Secrétaire général convoque immédiatement le Conseil, à la demande de tout Membre de la Société.

Il est, en outre, déclaré que tout Membre de la Société a le droit, à titre amical, d'appeler l'attention de l'Assemblée ou du Conseil sur *toute circonstance de nature à affecter les relations internationales et qui menace par suite de troubler la paix ou la bonne entente entre nations, dont la paix dépend.* »

En effet, nous croyons que nous sommes en présence d'un de ces cas qui sont « de nature à affecter les relations internationales et qui menace par suite de troubler la paix », de sorte que si la Société des Nations n'intervenait pas, alors nous ne voyons pas la raison pour laquelle un pareil article aurait dû être inscrit dans le Pacte.

C'est seulement grâce à cette intervention qu'on pourrait, en temps opportun, éviter que la paix soit troublée dans cette partie du Monde. Car on n'a pas besoin d'appartenir à un pays des Balkans, il suffit simplement de connaître exactement la situation et les peuples qui vivent dans les Balkans, pour com-

prendre, que les peuples balkaniques, après avoir payé cher leur liberté, sont fortement jaloux de celle-ci pour pouvoir supporter et regarder leur ennemi venir s'établir dans la cour de la maison qu'ils habitent. La situation créée par suite de la conclusion de ce Pacte est donc dangereuse dans les Balkans ; elle présente une menace permanente pour la paix du Monde, de sorte que l'intervention de la Société des Nations s'impose.

Et la Société des Nations pourrait intervenir en proclamant solennellement *que le maintien de l'indépendance politique et de l'intégrité territoriale de l'Albanie est, non seulement une question qui intéresse telle ou telle Puissance, mais une question qui intéresse tout le monde civilisé. C'est seulement ainsi qu'on pourrait résoudre une question qui paraît être permanente, une question qu'on appelle la question albanaise, mais qui est en réalité la question de l'hégémonie, de l'expansion et de l'impérialisme des Grandes Puissances dans cette partie du Monde qu'on nomme : les Balkans !*

Vu : Le Doyen,

BERTHÉLEMY.

Vu : Le Président :

GEOUFFRE DE LAPRADELLE.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS.

BIBLIOGRAPHIE

- BOUÉ Ami. — « La Turquie d'Europe », Paris, 1840.
- MASI Ange. — « Essais sur l'origine, les mœurs et l'état actuel de la nation albanaise », Paris, 1809.
- HECQUARD Hyacinthe. — « Histoire et description de la Haute Albanie, ou Quégarie », Paris, 1858.
- LEJEAN Guillaume. — « Voyages en Albanie et au Monténégro », 1858.
— « Les Miridites », *Bulletin de la Société de Géographie*, avril-mai, 1870.
- POUQUEVILLE. — « Voyages en Grèce ».
- VON GOPCEVIC Spiridon. — « Ethnographische Studien in Ober-Albanien », 1880.
- VON COPCEVIC Spiridon. — « Oberalbanien und seine Liga », *Ethnographisch-polisch-historisch geschildert*, Leipzig, 1881.
- VON HAHN Georg. — « Albanesische Studien », Iena, 1854.
- KUKULJEVIC Sakciuski Ivan. — « Putne Uspomene iz Hrvatscke, Dalmacije, Arbanje, Krfa i Italije », Zagreb, 1873.
- CVIJC Jovan. — « La Péninsule Balkanique », Paris, 1918.
- BÉRAD Victor. — « La Turquie et l'Hellénisme contemporain », Paris, 1897.
- ISTRA (d') Dora. — « La Nationalité albanaise d'après les chants populaires », *Revue des Deux Mondes*, 1866.
- DUPONCET P. — « Exploits héroïques de Scanderberg, roi d'Albanie », Liège, 1855.
- PETROVITCH G. — « Scanderberg (Georg Castrioti) », Paris, 1882.
- Le Prince CHINA Albert. — « L'Albanie et la Question d'Orient », Paris, 1909.
- TOMITCH Jovan. — « Les Albanais en vieille Serbie et dans le sandjak de Novi-Bazar », Paris, 1913.
- GEORGEVITCH Vlad. — « Les Albanais et les Grandes Puissances ».
- BALKANIKUS. — « Le problème albanais », Paris, 1913.
- DEGRAND A. — « Souvenirs de la Haute Albanie », Paris.
- GIBERT Frédérique. — « Les Pays d'Albanie et leur Histoire », Paris, 1914.
- D'AVRIL A. — « Négociations relatives au Traité de Berlin », Paris, 1879.
- BOURGEOIS Emile. — « Manuel historique de politique étrangère », Paris.
- ALNEAU J., DELAISI F. — « Les aspirations autonomistes en Europe », Paris, 1913.
- KAHN Emile. — « L'Albanie et la Paix de l'Europe ».
- POLYVIOS. — « L'Albanie et la Réunion des Ambassadeurs », Paris, 1914.
- PINON René. — « L'Europe et l'Empire ottoman », Paris, 1908.
- « L'Europe et la Jeune Turquie », Paris, 1911.
- « L'Autriche et la Guerre Balkanique », *Revue des Deux Mondes*, 1913.

- PINON René. — « La liquidation de la Turquie d'Europe », *Id.*
LE LIVRE JAUNE FRANÇAIS. — Documents : « Les affaires balkaniques », 1912-1914, tome II.
MARTENS G.-Fr. — « Nouveau recueil général de Traité et autres actes relatifs aux rapports de droit international », troisième série, t. IX.
SKENDO Lumo. — « Albanais et Slaves », Lausanne 1919.
GODART Justin. — « L'Albanie en 1921 », Paris, 1922.
STAVROU S.-M. — « Etudes sur l'Albanie », Paris, 1922.
POPOVITCH P. — « Le Monténégro et la Question de Scutari », Genève, 1919.
RADOVITCH A. — « La Question de Scutari », Paris, 1919.
VOUJOVITCH H. — « La question de Scutari », Montpellier, 1924.
PAVLOVITCH. — « Opsada Skadra (Siège de Scutari), 1912-1913 », Belgrade, 1926.
PAVLOVITCH Givko. — « L'Épire et la Question grecque », par un Épirote, Paris, 1929.
MACCAS Léon. — « La Question gréco-albanaise », Nancy, 1921.
-
- DE LAPRADELLE et POLITIS. — « Recueil des arbitrages internationaux », tomes I et II, 1905 et 1924.
ANDRY. — « Révision des sentences arbitrales », Paris, 1914.
STOJKOVITCH Slav. — « De l'autorité de la sentence arbitrale », Paris, 1924.
STOJKOVITCH Slav. — « La question de Saint-Naoum », Revue : *La Vie nouvelle*, 1925, Belgrade.
MOULIN H.-A. — « Le litige chilo-argentin et la délimitation politique des frontières naturelles », Paris, 1902.
DE MARTENS G.-Fr. — « Traité de Droit international », Paris, 1883-1887.
BONFELS. — « Droit international public », Paris, 1894.
CALVO. — « Droit international théorique et pratique », Paris, 1887-1888.
BLUNTSCHLI. — « Le Traité international codifié », Paris, 1881.
MÉRIGNHAC. — « Traité de Droit public », Paris, 1905.
— « Lois et coutumes de la guerre sur terre », Paris, 1912.
NYS. — « Le Droit international », Bruxelles, 1902.
RIVIER Alph. — « Principes du Droit des Gens », Paris, 1896.
FUNK-BREITANO et SOREL. — « Précis de Droit des gens », Paris, 1900.
PASQUALE-FIORE. — « Le Droit international codifié », Paris, 1911.
FAUCHILLE P. — « Traité de Droit international public », Paris 1921-1925.
HEFFTER-GEFFKEN. — « Le Droit international de l'Europe », Paris, 1883.
VATTEL. — « Principes de la loi naturelle », Paris, 1820.
OTÉTCHANO. — « De la valeur obligatoire des Traités internationaux », Paris, 1916.
DE SAINTE-CROIX. — « La déclaration de guerre », Paris, 1892.
JACOMET R. — « La Guerre et les Traités », Paris, 1909.
POLITIS. — « La Justice internationale », Paris, 1924.
DESPAGNET Fr. — « Essais sur le protectorat », Paris, 1896.

PRADIÈRE-FODÈRE. — « Traité de Droit international », Paris, 1881-1906.
PIÉDELIÈVRE M.-R. — « Précis de Droit international », Paris, 1894.
MILAVANOVITCH M. — « Les Traités de garantie au XIX^e siècle », Paris, 1889.

IDMAN G. — « Traité de garantie », Heisingfors, 1913.

DOCUMENTS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. — Séances plénières de l'Assemblée et des Commissions, 1920-1923.

DOCUMENTS DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE. — L'Avis consultatif, n° 8, série B.

DOCUMENTS DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE. — L'Avis consultatif, n° 9, série C.

ANNUAIRE de l'Institut de Droit international, 1925.

REVUE Générale de Droit International public, 1920-1924, Paris.

— de Droit international privé, 1915-1916, Paris.

— public, 1905, Paris.

— international et législation comparée, Paris, 1923-1924.

— *Des deux Mondes*, Paris, 1913-1914 ; 1920-1923.

— *Questions Diplomatiques et Coloniales*, Paris, 1913-1914 ; 1920-1923.

— *Vie des Peuples*, Paris, 1921-1922.

Le Temps, Paris, 1913-1914 ; 1920-1923.

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE

Introduction.	7
CHAPITRE I	
La situation ethnographique de l'Albanie.....	11
CHAPITRE II	
Origine des Albanais.	18
CHAPITRE III	
<i>Histoire politique et diplomatique de l'Albanie</i>	25
a) De l'origine jusqu'au Congrès de Berlin.....	25
b) Le Traité de Berlin et l'Albanie.....	31
c) La Révolution de 1908, ou les Réformes des Jeunes Turcs et les Albanais.	37
d) De la Conférence de Londres, jusqu'à la Grande Guerre:	41
1° La Réunion des Ambassadeurs, de 1913.....	53
2° La création de l'Etat albanais.....	56

DEUXIEME PARTIE

L'Albanie après la Grande Guerre, 1914-1918:

<i>L'Admission de l'Albanie dans la Société des Nations</i>	65
a) De l'admission en général.....	67
b) La Candidature de l'Albanie.....	75
c) L'Influence de la guerre sur les accords de 1913-1914.	80
d) L'Admission.	92

TROISIEME PARTIE

Historique du statut territorial de l'Albanie.

CHAPITRE I

Le Congrès de la Paix.....	95
a) Les propositions du 9 décembre 1919.....	96
b) Les propositions du 14 janvier 1920.....	100

CHAPITRE II

La Conférence des Ambassadeurs de Paris de 1921

La décision du 9 novembre 1921.....	114
-------------------------------------	-----

QUATRIEME PARTIE

Les Différends de frontières

CHAPITRE I

Avec l'Etat serbe, croate et slovène :

1° La question du monastère de Saint-Naoum.....	120
2° La question de Scutari.....	154

CHAPITRE II

Avec la Grèce :

La question de l'Epire du Nord.....	173
-------------------------------------	-----

CHAPITRE III

Avec l'Italie :

La question de Valona.....	188
----------------------------	-----

CINQUIEME PARTIE

Le Traité Italo-Albanais du 27 novembre 1926

a) La conclusion du Traité.....	199
b) Le Traité au point de vue <i>juridique</i>	202
c) Le Traité au point de vue <i>politique</i>	216
<i>Conclusion</i>	221
<i>Bibliographie</i>	225
<i>Table des matières</i>	229

PARIS
LES PRESSES MODERNES

45, Rue de Maubeuge

—
1927

